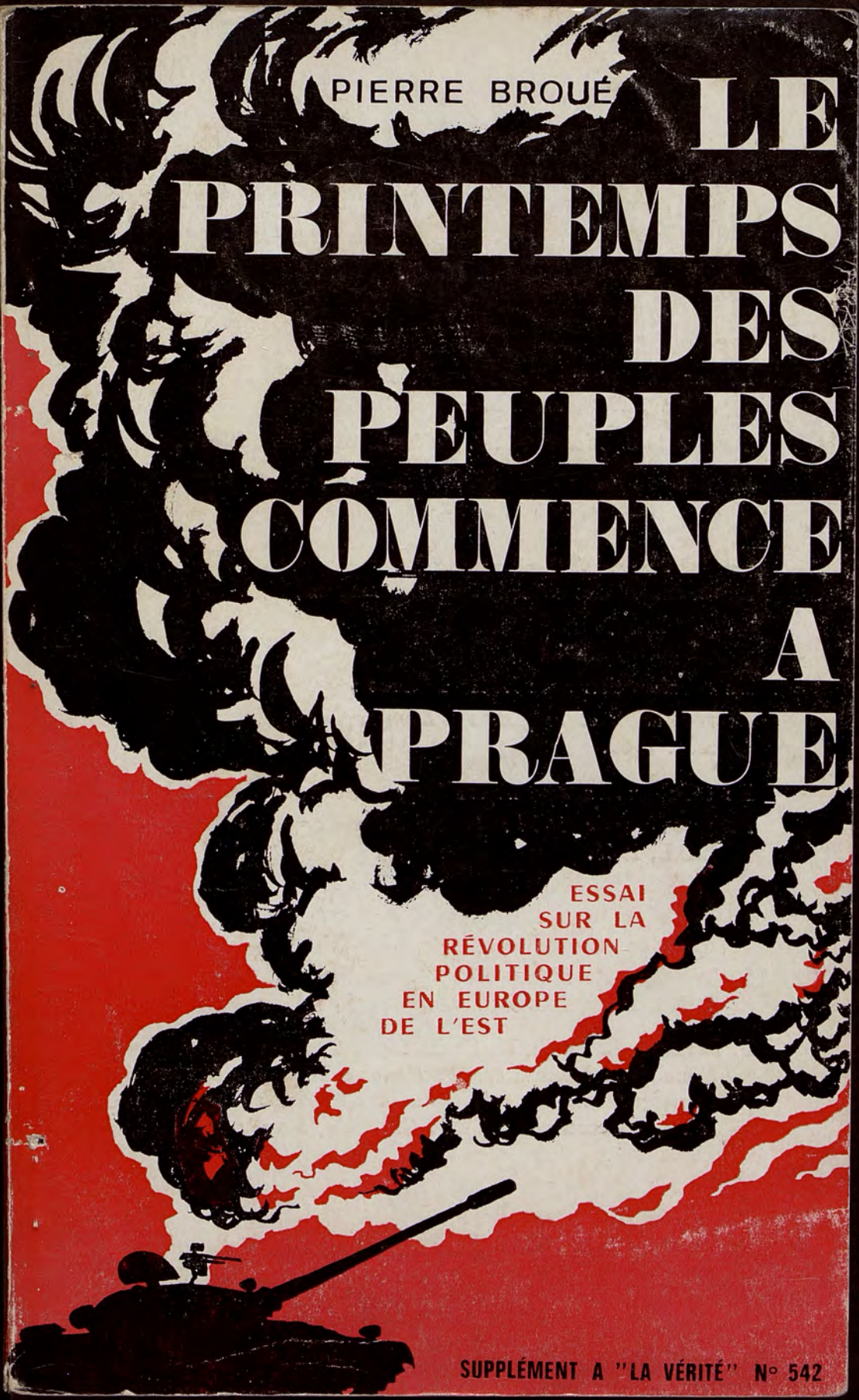
PIERRE BROUÉ

LE PRINTEMPS DES PEUPLES COMMENCE A PRAGUE

ESSAI SUR LA RÉVOLUTION POLITIQUE EN EUROPE DE L'EST



SUPPLÉMENT A "LA VÉRITÉ" N° 542

DU MÊME AUTEUR :

Le parti bolchevique : Histoire du P.C. de l'U.R.S.S., Paris, Minuit, 1963, rééd. 1969.

Les procès de Moscou, Paris, « Archives », Julliard, 1964.

La question chinoise dans l'Internationale communiste (1926-1927), Paris, E.D.I., 1965.

Sous le pseudonyme de François Manuel :

La révolution des conseils ouvriers hongrois, La Vérité, 1957.

En collaboration avec Emile Témime :

La révolution et la guerre d'Espagne, Paris, Minuit, 1960, rééd. 1969.

En collaboration avec Balazs Nagy et Jean-Jacques Marie :

Pologne-Hongrie 1956 : le Printemps en Octobre, Paris, E.D.I., 1966.

Présentation et notes de :

L. Trotsky : *Le Mouvement Communiste en France (1919-1939)*, Paris, Minuit, 1967.

F. Bernard, L. Bouët, M. Dommanget, G. Serret, *Le syndicalisme dans l'enseignement. Histoire de la Fédération de l'enseignement des origines à l'unification de 1935*, Toulouse, « documents » I.E.P. Grenoble, 3 vol., 1969.

Pierre BROUÉ

LE PRINTEMPS DES PEUPLES COMMENCE A PRAGUE

ESSAI
SUR LA RÉVOLUTION POLITIQUE
EN EUROPE DE L'EST

INTRODUCTION

La nouvelle diffusée par les transistors au matin du 21 août 1968 a cruellement frappé plus d'un militant communiste de ce pays et d'ailleurs, et, depuis, l'occupation de la Tchécoslovaquie par les cinq armées alliées du pacte de Varsovie n'a cessé de faire sentir ses conséquences dans le mouvement communiste et ouvrier mondial, dans la lutte des classes comme dans la conscience de chaque militant.

Bien sûr, l'univers des partis communistes n'était plus, en 1968, celui des tranquilles certitudes de l'époque stalinienne, où des centaines de milliers de militants sincères étaient prêts à jurer que n'existaient pas en U.R.S.S. les camps dans lesquels vivaient et luttaient pourtant contre la souffrance et la mort des millions de ces Ivan Denissovitch dont le grand écrivain Alexandre Soljenitsyne devait plus tard décrire « *une journée* ». Depuis, il y avait eu la première secousse, 1953, la mort de Staline trahissant l'affolement apeuré de ses successeurs et lieutenants, les révélations sur les aveux arrachés par la torture aux médecins arrêtés quelques semaines auparavant et unanimement dénoncés comme « *assassins en blouse blanche* » par la presse des P.C. du monde. Il y avait eu, quelques mois plus tard, la manifestation des maçons des chantiers de l'avenue Staline à Berlin-Est protestant contre l'augmentation des « normes » — une baisse de salaire déguisée — et contre le sort particulier fait aux ouvriers, seuls à ne pas bénéficier des mesures libérales du « *nouveau cours* », sa transformation en émeute, puis en insurrection, étouffée en moins de vingt-quatre heures par l'intervention des chars russes. Il y avait eu surtout l'année 1956, le XX[e] congrès du P.C. de l'U.R.S.S., le fameux « *discours secret* » de Nikita Khrouchtchev, la critique des « *abus du culte de la personnalité* », une fenêtre entrouverte sur les crimes de Staline, la liquidation en masse de la génération révolutionnaire au cours de la grande purge, dans les années 36-38. Quelques mois plus tard éclatait en Pologne le « *printemps en octobre* », un choc qui suivait ces révélations, le soulèvement de la faim et de l'angoisse des travailleurs de Poznan, puis l'explosion, dans la presse, dans les rues, les manifestations, les meetings, les poèmes de toute une jeunesse, l'appel à un forçat récemment libéré, Gomulka, porté au pouvoir par ses anciens geôliers justement parce qu'il sortait de prison, afin qu'il tente de rendre au parti, au moins pour un temps, un visage acceptable. Il y avait

eu ces mois d'octobre à décembre en Hongrie, les combats de rue, la guerre contre l'occupant russe, les conseils ouvriers dirigeant la résistance, une lente et dure reconquête par un gouvernement fantoche appuyé sur les chars et les policiers russes, et, de nouveau, des communistes exécutés sur l'ordre des dirigeants de Moscou, les Imre Nagy, Maleter, Gimes, pendus ou fusillés on ne sait quand ni où...

Avec le calme revenu, le temps qui passait, les arguments-alibis comme « *le cardinal Mindszenty* » ou les « *anciens horthystes* », tout cela s'était finalement estompé. La reconnaissance même des « *erreurs* » du « *passé* », d'un passé de crimes et de persécutions, le passé stalinien du mouvement communiste, avait conduit bien des militants à accepter d'être rassurés : ces abominations étaient bien le passé, un passé révolu, condamné à finir du moment où il était reconnu et désigné, montré du doigt, inoffensif puisqu'il avait pris le visage d'un mort. « *Tout cela n'est plus possible désormais* », répétaient à l'envie voyageurs et commentateurs, publicistes bourgeois soucieux d'assurer le succès de la politique de « *détente* », — ou de préparer la guerre contre la Chine — et journalistes, membres ou non du parti, travaillant d'arrache-pied à rompre l' « *isolement* » des communistes, les « *sortir de leur ghetto* », les intégrer dans la « *gauche* » avec un « *programme commun* » et le reste, bien connu.

Or ce qui se passait à Prague depuis le début de l'année 1968 — depuis le plénum de janvier qui avait vu le Staline tchécoslovaque Antonin Novotny descendre la première marche du pouvoir — semblait confirmer précisément cet optimisme et se charger de l'annonce d'un renouveau. Le visage d'honnête homme d'Alexandre Dubcek sur les écrans de télévision, sur les bandes d'actualité, les reportages enthousiastes sur la joie de vivre éclatant à Prague en ce printemps, les discours d'un style nouveau sur le « *socialisme à visage humain* », les « *jamais plus* » indéfiniment orchestrés des dirigeants tchécoslovaques, tout cela semblait indiquer pour beaucoup l'apparition d'un visage nouveau du mouvement communiste, une déstalinisation positive, un hymne à l'avenir après les larmes sur le passé. Le « *socialisme à visage humain* », c'était le visage de Dubcek, son émotion, sa joie le Premier Mai devant l'enthousiasme populaire confirmant que le stalinisme était bien mort quand les statues géantes de Staline s'étaient l'une après l'autre écroulées sur leurs propres gravats dans les capitales de l'Europe de l'Est.

Et puis il y a eu le 21 août, les avions qui transportaient les troupes d'élite, les régiments de la sécurité, les chars qui patrouillaient dans les rues de toutes les villes, les canons des tourelles braqués sur des foules stupéfaites, désespérées, les jeunes qui chargeaient les blindés à coups de bâton — et ces hommes, ceux du « *socialisme à visage humain* », arrêtés, frappés, enchaînés, jetés dans des avions militaires, les « *collaborateurs* » revenus de Moscou protégés par les policiers occupants, et, de nouveau, l'immense orchestration de la calomnie contre les « *forces de droite* », la

« *tentative de restauration du capitalisme* », « *l'emprise des revanchards de Bonn* ». Les mois qui passent n'ont rien arrangé. Les Russes ont libéré après quelques jours les hommes mêmes qu'ils accusaient de trahison et tenté d'obtenir, par leur intermédiaire, une « *normalisation* » dont les Tchécoslovaques ne voulaient pas. Intellectuels et étudiants ont continué à manifester leur volonté, à défendre leur révolution et leur socialisme contre les tentatives de les museler ou de les falsifier ; la classe ouvrière a marqué par des gestes spectaculaires et responsables qu'elle était non seulement partie prenante, mais épine dorsale de la puissante résistance d'un peuple entier à l'entreprise bureaucratique baptisée « *normalisation* ». Et aujourd'hui, comme hier les bonzes contre le régime exécré de l'impérialisme au Vietnam, des jeunes étudiants se font flamber comme des torches, à la face du monde...

Il est certes difficile pour un militant communiste d'accepter de voir les choses comme elles sont et les dirigeants russes comme des bureaucrates enragés de peur devant la montée de la classe ouvrière et son organisation de classe, devant ses revendications démocratiques, son aspiration à un pouvoir qu'ils ont usurpé. C'est si difficile qu'il n'a pas manqué en France de militants communistes pour imaginer de très bonne foi qu'il y avait corrélation directe entre la volonté de Waldeck Rochet de liquider, en juin, la grève générale de dix millions de travailleurs en échange des élections, et la condamnation par lui, en août, de l'intervention militaire russe contre une prétendue tentative de restauration capitaliste. Cependant, nombreux sont aussi les militants communistes qui approuvent sans réserves la condamnation par le P.C.F. de l'intervention, mais se refusent à voir dans les accords de Moscou — soutenus par Waldeck Rochet et ses camarades — autre chose que ce qu'ils sont, un diktat imposé le couteau sur la gorge à des dirigeants communistes enchaînés pour enchaîner un peuple entier à travers eux.

C'est d'abord pour ces militants communistes que nous avons écrit, et notamment parce que, entre leur presse qui ment ou varie d'un jour à l'autre et celle de la bourgeoisie qui triomphe en dissimulant mal sa jubilation derrière d'hypocrites larmes sur les destins des petits pays, il leur est difficile de ne pas être tentés de croire ce que l'adversaire de classe s'efforce de leur faire admettre avec les puissants moyens d'intoxication dont il dispose : que l'idéal communiste est mort sous les chenilles des tanks un matin d'été à Prague... Bien sûr, la bourgeoisie ne peut que se réjouir lorsque, pour des millions d'hommes, le visage du communisme prend les traits repoussants du stalinisme, de la dictature bureaucratique, de la force brutale et de la répression policière contre les jeunes et les travailleurs. La bourgeoisie frétillait de joie en sa grande presse, cet été, que Prague, pendant quelque temps, puisse occuper la « une », pendant que d'éminents intellectuels — « de gauche » bien entendu — se demandaient à voix haute comment on pouvait encore être communiste aujourd'hui, et que de non moins éminents députés gaullistes invitaient les révolutionnaires de Mai à montrer leur courage véritable en manifestant

devant des chars russes plutôt que face à d'inoffensifs C.R.S. bien de chez nous. Nous croyons, quant à nous, en dépit du stalinisme, que le communisme est, plus que jamais, une nécessité historique. Car le communisme est l'unique espoir d'une humanité menacée par les contradictions mortelles d'une économie basée sur le profit, et qui se manifestent, à cette époque de l'impérialisme, par l'étranglement des forces productives, l'essor démentiel des forces destructives et la triple menace de la crise économique, de la terreur blanche et de l'arme atomique. Le stalinisme, comme l'écrivait un Polonais en 1956 et comme l'ont à nouveau écrit les Tchèques, est un cancer que la pression de l'impérialisme a pu développer en Russie sur une révolution victorieuse, mais isolée dans un seul pays : seule l'action victorieuse des travailleurs du monde entier sera un jour prochain capable de l'extirper radicalement dans la lutte contre l'impérialisme et de le rejeter dans les musées de la préhistoire de l'humanité. Bien loin de constituer une condamnation du communisme, en tant que moyen d'émancipation des opprimés et des exploités, le début de révolution politique que vit aujourd'hui la Tchécoslovaquie conduit à des conclusions opposées. La lutte de la jeunesse tchécoslovaque, la montée, dans tous les pays, d'une nouvelle génération de combattants pour un communisme authentique, pour la démocratie ouvrière dans le socialisme, la résurrection, avec Pavel Litvinov, Larissa Daniel et leurs compagnons connus ou inconnus, de la grande tradition révolutionnaire russe, constituent aujourd'hui le plus puissant facteur de la renaissance du communisme, une renaissance qui passe par la destruction radicale du stalinisme. Et cette perspective est beaucoup plus effrayante pour la bourgeoisie que le visage d'un Brejnev qui, brutal pour les travailleurs, ne cesse de lui tendre la main à elle. Pour combattre leur bourgeoisie, les ouvriers communistes de l'ouest doivent choisir : avec Brejnev et leurs exploiteurs, ou avec les travailleurs tchécoslovaques aujourd'hui, soviétiques demain, dans l'Internationale des opprimés.

Nous ne dissimulerons pas non plus qu'en écrivant cette étude, nous avons pensé aussi à d'autres qu'aux militants du parti communiste : à ces jeunes camarades de bonne foi et de grand courage qui ont constitué depuis mai les troupes des « comités d'action » et le fer de lance de nombreuses organisations se réclamant de perspectives révolutionnaires et anti-staliniennes. Nous ne citerons personne, mais nous avons été atterrés en écoutant ou en lisant certaines prises de position ou arguments de leurs « chefs » concernant la Tchécoslovaquie. Depuis ceux qui, reprenant au stalinisme, en même temps que ses méthodes bureaucratiques dans l'organisation des luttes, ses arguments les plus grossiers, se sont joints au chœur de la répression en dénonçant l'action en Tchécoslovaquie des forces « *droitières* », jusqu'à ceux, héritiers des formes les plus primitives et les plus réactionnaires de la pensée politique qu'ils prennent pour des « *nouveautés* », ont salué dans l'intervention russe le point de départ d'une « *prise de conscience* » et d'un développement révolutionnaire « *à venir* » et se sont refusés à la « *condamner comme le P.C.F.* », ils sont hélas nombreux ceux

qui sont prêts à caractériser comme « *socialiste* » le moindre mouvement nationaliste bourgeois, pourvu qu'il se produise en Afrique ou en Amérique latine et brandisse des portraits de Guevara, ce qui n'engage à rien, mais qui ne savent pas voir le caractère ouvrier et socialiste d'un mouvement de masses dans un pays industriel à leurs portes, simplement parce qu'il parle de « *liberté* » et d' « *humanisme* », parce qu'il se démarque nettement des « *théoriciens* » qui baptisent « *fasciste* » l'Union Soviétique d'aujourd'hui, ou encore parce que ses « *comités d'action* » aboutissent à créer, comme à Prague, des « *syndicats de masse* » et parce que toute l'action des révolutionnaires de Tchécoslovaquie constitue une sévère condamnation de la théorie des « *minorités agissantes* ».

Le rythme de l'Histoire aujourd'hui s'accélère. La cause du socialisme a besoin de toutes ses forces, aujourd'hui si dispersées. Car dans le monde entier, de Mexico à Léningrad, de Paris à Moscou, de Pékin à Prague, les forces sociales commencent à se ranger en ordre de bataille pour un nouvel affrontement qui décidera du sort de l'humanité : les combats étudiants, signe avant-coureur infaillible, l'attestent. L'enjeu est celui même que Marx désignait depuis plus d'un siècle : « *socialisme ou barbarie* ». Nous connaissons les multiples visages de la barbarie : ils s'appellent hitlérisme, guerres mondiales ou coloniales, « *retour du Vietnam à l'âge de pierre* », camps d'extermination, napalm, bombes atomiques, chômage, sous-alimentation, Guépéou, procès Slansky... Le visage du socialisme, hier celui de la révolution d'Octobre, est aujourd'hui celui des conseils ouvriers hongrois de 1956, de la grève générale de mai 1968 en France, du printemps de Prague. Il est encore masqué aux yeux de beaucoup, enfoui dans les prisons ou l'exil, avec les Polonais Jacek Kuron et Karol Modzelewski, avec les Soviétiques Pavel Litvinov et Larissa Daniel, mais il est, aussi, visible avec les milliers de travailleurs en grève ou de jeunes hommes en colère dans le monde entier. Il est enfin dans le cœur des millions de Tchécoslovaques en lutte contre le désespoir et de millions de travailleurs du monde, communistes ou non, qui cherchent à comprendre, avant de mettre en branle leurs colonnes aux rangs et aux poings serrés. C'est pour eux que nous avons écrit ce modeste travail, appuyé tant sur la presse que sur les ouvrages parus à cette date et sur un nombre important de témoignages écrits ou oraux pour lesquels on voudra bien nous excuser d'être d'une totale discrétion, sans avoir besoin de nous en expliquer.

Chapitre I

RÉVOLUTION DE PALAIS ?

Ce n'est qu'à la mi-décembre, et seulement dans la presse étrangère, que percèrent les premières informations concernant une crise sérieuse en train de mûrir au sein de la direction du Parti et de l'Etat tchécoslovaques : rien n'en transpirait dans la presse du pays. Le 14 décembre, l'excellent correspondant du *Monde*, Michel Tatu, câblait de Vienne un article intitulé : « *M. Novotny se heurterait à une opposition au bureau du P.C. tchécoslovaque* », dans lequel il avançait avec prudence l'hypothèse d'une « *crise de direction* » étayée par le rappel des difficultés économiques, sociales et politiques du pays. Il notait, comme indice particulièrement significatif de l'atmosphère pragoise, la froideur de la presse lors de la célébration, le 19 novembre, du dixième anniversaire de l'accession à la présidence de la république d'Antonin Novotny (1).

Le 21 décembre, pourtant, un bref communiqué informait les Tchécoslovaques que les débats du Comité central — qui s'étaient déroulés du 19 au 21 — avaient porté sur les problèmes du développement ouvrier international : ordre du jour banal, communiqué de routine. M. Tatu écrivait : « *Selon toutes apparences, M. Novotny a réussi à surmonter la grave crise qui menaçait de mettre fin aux fonctions qu'il exerce depuis quatorze ans.* » Il concluait : « *L'avenir dira si les problèmes de direction ont été réglés, ajournés, ou seulement escamotés par ce plénum. Mais il reste que l'occasion d'un nouveau départ a été perdue* » (2).

La Tchécoslovaquie était précisément en train de prendre un nouveau départ dans une direction que personne — ni homme politique tchécoslovaque ou étranger, ni journaliste, ne semble avoir prévue. Au moment où M. Tatu, avec une pointe de regret, câblait qu'il ne s'était apparemment rien passé, un groupe de hauts responsables politiques de l'armée se livrait à des tractations en vue d'un coup d'Etat militaire pour défendre Novotny, cependant que ses adversaires au sommet de l'appareil se comptaient fébrilement : parmi eux, le secrétaire du P.C. slovaque et membre du présidium, un jeune apparatchik, si peu connu que *Le Monde* lui-même orthographie son nom « *Doupcek* » (3), Alexandre Dubcek,

(1) *Le Monde*, 15 décembre 1967.
(2) *Ibidem*, 23 décembre 1967.
(3) *Ibidem*, 6 janvier, article de B. Féron.

qui allait devenir une célébrité mondiale. En fait, le plénum de décembre n'avait pas été un plénum banal, et il était, en outre, le dernier du trop long règne de Novotny.

1967 était déjà pour la Tchécoslovaquie une année de crise. Pays le plus avancé et le plus développé sur le plan industriel de l'Europe orientale, passé dans le groupe des « *démocraties populaires* » après la deuxième guerre mondiale, elle semblait avoir moins mal supporté que les autres la période stalinienne, et surtout les dures années de la déstalinisation. En 1953, l'agitation des ouvriers de Pilsen, aussitôt réprimée, avait servi de signal avertisseur et ouvert une période de démagogie ouvriériste, payante pour les hommes au pouvoir. L'agitation des intellectuels tchécoslovaques en 1956, celle des étudiants de Prague et de Bratislava n'avaient connu qu'un écho limité : la revendication d'un congrès extraordinaire du parti avait été brisée net, en 1957, par une conférence nationale de reprise en main. La déstalinisation avait été conduite à pas feutrés, la statue de Staline, qui se dressait au-dessus de la Vltava, détruite dans l'ordre et par décision du présidium, quelques « *abus* » sanctionnés ; les victimes les plus célèbres des grands procès des années cinquante n'avaient été que tardivement réhabilitées, et encore sur le seul plan pénal, les survivants des purges, les Josef Smrkovsky, Gustave Husak, Josef Pavel, tardivement libérés et discrètement réintégrés dans des fonctions de second ordre. En janvier 1965, une importante réforme économique, basée sur les principes mis en avant en Union Soviétique, réhabilitation du profit, de la notion de rentabilité et du marché, avait été décrétée à grand renfort de propagande et de promesses.

En réalité, les difficultés s'accumulaient. Le bilan économique apparaissait catastrophique : équipement vieilli et non renouvelé, coûts sans cesse croissants de la production, lenteur désespérante de la construction, sous-équipement grandissant des campagnes, baisse constante de la production agricole en sont les traits les plus évidents. L'imitation servile des méthodes russes de planification bureaucratique, la priorité donnée aux investissements dans l'industrie lourde, la reconversion du commerce extérieur vers l'Est, la place privilégiée occupée par l'Union Soviétique dans les échanges et les conditions inégales de ces échanges en sont les causes générales, la rupture des relations commerciales avec la Chine ayant donné au malaise industriel des proportions de catastrophe. Par-dessus tout prévaut le sentiment d'une incapacité absolue du régime sur ce plan : les entreprises, sans initiative, sont enfermées dans le carcan des chiffres de production, n'ont aucun souci de l'économie ni de la qualité et la machine tourne pour elle-même, sous des administrateurs incompétents et de toute façon impuissants. Tout le pays raconte des histoires absurdes, exemples quotidiens empruntés au lent enlisement de la machine économique dans un pays qui était avant-guerre à la pointe de l'industrie européenne.

Les premières tentatives de réforme économique — la réforme de la gestion des entreprises semblant à beaucoup la plus urgente —

se heurtent à bien des résistances. Résistance au moins passive des travailleurs qui voient ressusciter le spectre du chômage avec la fermeture annoncée des usines non rentables, et qui protestent contre le dénivellement prévu des salaires, qui tend à remettre en question une répartition de revenus dans l'ensemble médiocres, mais qui fait d'un ouvrier spécialisé un des salariés les mieux pays après les hauts fonctionnaires. Hostilité ouverte des apparatchiki du parti qui pressentent dans les spécialistes, ingénieurs, techniciens, une couche sociale rivale, une concurrence pour leur pouvoir absolu. Toute l'intelligentsia en revanche, professeurs d'universités ou d'écoles secondaires, médecins, ingénieurs, techniciens, etc., aspire à la réforme de la gestion, dont elle attend efficacité, souplesse et amélioration rapide de son niveau de vie. La crise, d'économique, tend à devenir sociale. Depuis 1953, en outre, les écrivains et nombre d'universitaires n'ont jamais cessé de mener, malgré bien des difficultés, une lutte tantôt sourde et larvée et tantôt ouverte contre le régime et l'empreinte personnelle que lui donne Novotny, tant au nom de la liberté de création artistique que de la dénonciation des « *abus* » de la période stalinienne.

Après la situation économique, le point le plus noir est la situation de la Slovaquie. Nationalité sur le point d'être effacée de la carte par la magyarisation au temps de l'empire austro-hongrois, elle n'a que peu profité de la création, en 1918, de la Tchécoslovaquie, et les premières conséquences de la crise mondiale de 1929 dans leur pays pauvre, arriéré, peuplé d'illettrés, ont nourri chez les Slovaques le sentiment d'être colonisés par les Tchèques, alimenté leur haine du « *Château* » qui, de Prague, dirige leur destinée. C'est par nationalisme que les Slovaques, dans leur majorité, ont été derrière le gouvernement pro-hitlérien de Mgr Tiso jusqu'en 1944 ; c'est le nationalisme slovaque qui a inspiré le soutien populaire au soulèvement des partisans en 1944. Et la renaissance de la Tchécoslovaquie en 1945 sur une base unitaire a renforcé l'hostilité des Slovaques pour les Tchèques. Dans ce pays au bas niveau culturel, à la classe ouvrière fruste et peu nombreuse, dont l'intelligentsia est plus qu'à moitié tchèque, le parti communiste slovaque était loin de représenter une force comparable à celle du parti en terre tchèque et morave, et ses dirigeants ne tenaient pas dans les conseils le haut du pavé. L'opposition au régime stalinien s'est revêtue en Slovaquie de colorations nationalistes, marquées de plus d'hostilité encore à Prague qu'à Moscou. La persécution des dirigeants communistes slovaques, l'emprisonnement, dans les années cinquante, et la condamnation, comme « *nationalistes bourgeois* », des Husak, Novomesky et autres, a cimenté l'union des diverses couches de la population autour de *leur* appareil — celui de leur parti national —, contre l'oppression des Tchèques qu'incarne à leurs yeux Novotny dont l'agressivité et la morgue font le reste. Leur problème national est, aux yeux des Slovaques, le premier problème du pays, et la « fédéralisation » le but de ses dirigeants politiques, le remède-miracle, pour le moment, à tous les maux.

Or, dans ce contexte chargé de lourds nuages va se produire, au congrès de l'Union des écrivains, du 27 au 29 juillet 1967, le premier choc à moitié public. Pavel Kohout lit en effet à la tribune la lettre ouverte de l'écrivain soviétique Alexandre Soljenitsyne contre la censure dans son pays. L'explosion de fureur et les menaces proférées par Jiri Hendrych, responsable des « affaires culturelles », au nom du parti, sa sortie théâtrale n'empêchent pas les critiques de s'exprimer de façon très ouverte. Le jeune romancier communiste Ludvik Vaculik prononce un discours-programme, extraordinaire réquisitoire contre le régime stalinien tel qu'il est encore imposé au pays. A sa façon personnelle, parfois confus, toujours convaincu, le jeune écrivain pose les problèmes mêmes de la société tchécoslovaque : la révolution sociale a réussi, mais le problème du pouvoir continue à se poser, les règles de démocratie formelle ne peuvent dissimuler l'existence en Tchécoslovaquie de la « *maladie du pouvoir* », sa tendance à se perpétuer, à s'homogénéiser, à façonner son environnement, à s'élever au-dessus de la société. Le pouvoir, finalement, s'identifie avec une caste, ce que Vaculik appelle « *dynastisation* » ; la distance s'accroît entre gouvernants et gouvernés. Au total, s'écrie-t-il, « *aucun problème humain n'a été résolu dans notre pays* » (4).

Membre du parti, se définissant lui-même pour cela comme un de ces hommes « *aux exigences d'absolu moral, mais mal informés* », Vaculik a parlé en communiste convaincu que le pouvoir est accaparé par une mince couche de bureaucrates qui n'aspirent qu'à le conserver et utilisent à cette fin tous les moyens : ainsi esquisse-t-il, sans la formuler, la perspective de la nécessité d'une révolution politique qui compléterait la révolution sociale de 1948. En outre, il souligne à plusieurs reprises que la maladie stalinienne du communisme n'a pas ses racines en Tchécoslovaquie dans le pays même : tous ceux qui l'ont entendu savent bien qu'il faisait ainsi allusion à l'Union Soviétique. Le discours de Vaculik n'est pas publié, mais il circule sous le manteau, bientôt reproduit à des dizaines d'exemplaires dactylographiés qui atteignent tous les milieux de l'intelligentsia, étudiants compris. Le pouvoir va réagir. Il le fait avec d'autant plus de brutalité qu'il est, quelques jours après, atteint par un scandale déclenché par un des écrivains communistes les plus connus du pays, Ladislav Mnacko.

Ce dernier, brillant journaliste, devenu, au cours d'une carrière exceptionnelle, le confident de Gottwald avant d'être l'un des porte-drapeau de la littérature dans le pays et dans le monde, a, depuis longtemps, rué dans les brancards : son petit ouvrage, intitulé *Reportages retardés*, constitue un brûlot explosif contre le régime, son roman *Le goût du pouvoir* (5), interdit à Prague, mais publié à Vienne avec son autorisation, un réquisitoire passionné contre la corruption des communistes au pouvoir, un témoignage — écrit

(4) Traduction intégrale dans Michel Salomon, *La Révolution Etranglée*, pp. 229-316.

(5) Publié en France sous ce titre chez Plon.

par un connaisseur — sur la façon dont un militant devient un bureaucrate. Comme d'autres intellectuels tchécoslovaques, l'écrivain slovaque est choqué par la campagne de haine déclenchée par les autorités contre Israël à l'occasion de la « guerre des six jours », par la rupture des relations diplomatiques avec Israël — imitation servile du geste des dirigeants russes à ses yeux — et surtout par les relents très forts d'antisémitisme qui se manifestent à cette occasion dans toutes les avenues du pouvoir et qui lui rappellent l'atmosphère dont avait été entouré le procès Slansky. Au terme de longs démêlés avec la censure, Mnacko décide d'effectuer un geste spectaculaire : en signe de protestation, il quitte son pays pour aller se fixer en Israël, après une déclaration publique dans le journal allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le 11 août. La réplique est immédiate : il est déchu de la citoyenneté tchécoslovaque, exclu du parti, déchu de toutes ses décorations et titres. Quelques semaines auparavant, un jeune écrivain, Jan Benes, avait été condamné à cinq ans de prison pour avoir collaboré à la revue éditée à Paris par l'émigré Pavel Tigrid. Novotny, organisateur du procès Benes, inspirateur des mesures fracassantes adoptées contre Mnacko, était décidé à briser la résistance des intellectuels.

Il l'exprime très nettement le 1er septembre dans un discours prononcé devant les élèves-officiers où il regrette que la liberté de discussion laissée, selon lui, aux intellectuels, ait été interprétée comme un signe de faiblesse, et assure qu'il « *n'est pas possible de tolérer plus longtemps la diffusion d'opinions et d'une idéologie hostiles au socialisme et étrangères au parti communiste* », affirme enfin sa détermination d'éliminer « *l'esprit de conciliation, générateur de compromis politique et d'inconsistance* » (6). Le comité central, réuni les 26 et 27 septembre, décide, sur rapport de Hendrych, d'exclure Vaculik et deux autres écrivains, Liehm et Klima, dont l'attitude est « *déclarée incompatible avec la qualité de membre du parti* », de blâmer Pavel Kohout et de relever de ses fonctions de suppléant du comité central Jan Prochazka. Décidé à aller jusqu'au bout, Hendrych propose des mesures contre l'Union, le remaniement des comités de rédaction des différentes publications, et surtout d'enlever à l'Union des écrivains le populaire hebdomadaire *Literarni Noviny*, confié désormais au ministère de l'information et de la culture. Dans les semaines qui suivent, écrivains et public manifestent leur sentiment, les premiers en ne collaborant pas et les autres en n'achetant pas le conformiste hebdomadaire que dirige l'inconnu Jan Zelenka. Le pouvoir est impuissant face à cette résistance passive, et le prestige des dirigeants qui l'ont engagé dans cette impasse s'en ressent.

Or des difficultés surgissent avec des éléments beaucoup plus turbulents encore, les étudiants. L'année scolaire avait été marquée par une agitation presque permanente, par des tentatives notamment de créer une organisation étudiante indépendante de l'Union

(6) Cité par M. Salomon, *op. cit.*, p. 25.

de la jeunesse officielle (7). Les sanctions prises contre les chefs de file de ce mouvement, exclusion de l'Union, puis de l'Université et résiliation du sursis pour l'élève-ingénieur Jiri Mueller, traité de « *pro-chinois* » en novembre, puis pour son camarade Lubos Holecek en juin, n'avaient pas atteint leur but : elles avaient, au contraire, nourri la combativité étudiante, le discrédit de l'Union et de ses bureaucrates. Et le 31 octobre, — jour du plénum — à la suite d'une coupure de courant de trois jours dans la cité universitaire de Strahov, les résidents, après avoir clamé leur mécontentement sur place, décident de manifester dans la rue. Depuis des années, ils subissent de continuelles coupures d'eau, de chauffage, d'éclairage contre lesquelles, malgré de nombreuses protestations dans les formes, les autorités n'ont jamais rien entrepris. Le cortège des étudiants en colère, formé après une réunion houleuse dans le réfectoire, descend dans la direction du Château, siège de la Présidence, bougies à la main, réclamant « *la lumière* ». Rue Neruda, ils se heurtent aux forces de police accourues en toute hâte et dont les chefs offrent aux étudiants de former une délégation qui irait formuler leurs plaintes : proposition qui déchaîne rires, hurlements et sifflets, chacun se doutant du sort qui serait réservé à des délégués. Après quelques minutes de face à face d'où fusent injures et plaisanteries, les étudiants se décident à faire demi-tour : les policiers les suivent et leurs voitures, montant et redescendant la rue, obligent les étudiants à monter sur les trottoirs pour ne pas gêner la circulation. L'arrestation de trois étudiants qui s'étaient écartés de leurs camarades remet tout en question, et le cortège se retourne en direction de la ville, cependant que la police bloque la rue avec des voitures. Les étudiants refluent à nouveau devant d'importants renforts de police : arrivés dans les cités, ils s'assoient par terre à l'intérieur. C'est alors que la police attaque, pourchassant les manifestants à l'intérieur de la cité où elle continue à faire usage de ses grenades lacrymogènes, à frapper et à arrêter. Il y a une soixantaine d'arrestations, qui ne seront d'ailleurs pas maintenues (8). La réaction de la presse, les 2 et 3 novembre, est significative : certains articles, en effet, traitent la manifestation comme si elle était le fait de « houligans », voyous relevant du droit commun. Mais les autorités universitaires se sont émues : une réunion a eu lieu au réfectoire de Strahov entre les étudiants et le recteur, et le quotidien des syndicats, *Prace*, qui donne l'ensemble de ces informations le 2 novembre, conclut par une appréciation nuancée : « *Il ne fait pas de doute que les exigences des étudiants étaient justifiées. La question est de savoir si les moyens qu'ils ont choisi pour exprimer leur mécontentement sont en rapport avec l'importance des améliorations qu'ils réclament* » (9). Le compte rendu des événements dans la presse ne satisfait ni les étudiants qui s'estiment diffamés, ni les autorités qui y voient une tentative de minimiser les agissements des éléments « *anti-socialistes* » qui ont seuls, à leurs yeux, pu provoquer une

(7) *Combats étudiants dans le Monde*, p. 237.
(8) *Le Monde*, 28 novembre 1967, et témoignages privés.
(9) *Prace*, 9 novembre 1968.

manifestation de rues. Le 16 novembre, dans la revue du parti *Kulturni Tvorba*, le nouveau rédacteur en chef Frantisek Kolar, homme de confiance de Novotny, fait de la manifestation une affaire politique en affirmant péremptoirement qu'elle avait « *un sens et une orientation politiques* », en mettant en cause pêle-mêle, à son propos les étudiants, leurs « *conseillers* », « *dix ans de* Literarni Noviny *qui ne sont pas restés sans influence* », le congrès de l'Union des écrivains et l'émetteur américain de Munich, le très célèbre Radio-Europe Libre... (10).

C'est que les étudiants n'acceptent pas que le mensonge, même plus ou moins édulcoré, vienne en définitive couvrir la répression inadmissible de leur manifestation pacifique. Depuis le 31 octobre, ils ont commencé à s'organiser et tiennent réunions et assemblées générales pour préparer la protestation qu'ils jugent nécessaire à la fois contre la répression et contre la façon dont la presse a présenté l'événement. L'affaire de Strahov mobilise tous les étudiants de Prague. Le 5 novembre, à l'Université Charles, a lieu un meeting des étudiants en philosophie et philologie qui rassemble, pendant plus de cinq heures, plus de mille participants. Après un débat animé qui déborde largement l'ordre du jour pour aborder les problèmes de la société, de la place et du rôle des étudiants, de la protection des citoyens contre la police et du rôle « *social* » de cette dernière, une résolution est adressée au ministre de l'éducation : très vigoureuse, elle exige une enquête immédiate, des sanctions contre les policiers coupables de brutalités, le port par tout agent d'un numéro matricule permettant son identification et le dépôt de plaintes, l'interdiction aux forces de police d'utiliser les grenades lacrymogènes. Elle donne aux autorités jusqu'au 20 novembre pour satisfaire ces revendications et annonce qu'une nouvelle manifestation serait organisée en cas de refus (11). Dans les jours qui suivent, les réclamations des étudiants commencent à trouver un certain écho : une commission d'enquête est constituée, la presse admet l'existence des carences qui ont provoqué les réactions du 31 octobre. Mais, le 17 novembre, police, milice et armée sont prêtes à l'action, parce qu'un étudiant, dans une assemblée précédente, avait parlé de manifester ce jour-là... Les étudiants ne désarment pas, au contraire. Ils s'indignent de voir qu'on a tenté de dresser contre eux les autres couches de la population, et notamment les ouvriers, et exigent que la vérité soit dite.

Le 20 novembre se tient un nouveau meeting à l'Université Charles : ils sont plus nombreux encore que le 5 à exiger des réponses à leurs questions et satisfaction de leurs revendications. Un journaliste étranger a laissé de ce meeting une vivante description (12). De nombreux professeurs sont présents dans l'amphithéâtre, parmi lesquels le vice-recteur Goldstuecker. Ce vieux communiste, spécialiste mondialement connu de Kafka, condamné à l'époque des grands procès et réhabilité depuis, met toute son

(10) *Kulturni Tvorba*, 16 novembre 1968.
(11) Source écrite privée.
(12) Léopoldo Aragon, *Témoignages*.

autorité, qui est grande sur les étudiants, à les convaincre d'être « *raisonnables* ». Il juge déraisonnable la revendication des étudiants d'être représentés dans la commission d'enquête, mais raisonnable le souhait que la commission travaille de façon « *objective* ». Il concède bien volontiers aux étudiants qu'ils ont raison quand ils disent que rien, dans la Constitution, ne permet de proscrire les manifestations de rue et *a fortiori* de les réprimer de cette façon, mais leur demande de tenir compte du fait que les manifestations de rue peuvent « *déranger la population dans sa vie quotidienne* », et, en particulier, leur aliéner la sympathie des travailleurs qui pourraient y voir des gestes anti-socialistes. Au terme d'une longue discussion, il parvient à faire écarter des résolutions réclamant l'envoi dans les usines de motions et de délégations d'étudiants, ou décidant d'une nouvelle manifestation, cette fois pour informer la population. Il obtient également le retrait d'une motion particulière condamnant l'article de Frantisek Kolar. Finalement, le meeting vote une longue motion qui exige la représentation des étudiants dans la commission d'enquête, la reconnaissance par les autorités du droit de manifestation — même s'il ne doit pas être utilisé — la rédaction par les étudiants eux-mêmes de deux pages du quotidien *Mlada Fronta* sur l'affaire du 31 octobre, l'organisation à la radio d'un débat sur ce sujet entre représentants des étudiants et des pouvoirs publics.

Le mouvement qui vient de se déclencher peut aller très loin. En 1956, en effet, en Pologne comme en Hongrie, tout a commencé aussi par la fronde des écrivains et de leurs hebdomadaires littéraires, *Nowa Kultura* et *Irodalmi Ujsag*, leur lutte contre la censure et pour la liberté de création artistique et littéraire, leur exigence de vérité sur les responsabilités des « *abus* » de la période stalinienne ; et, après eux, les étudiants se sont à leur tour mis en branle, exigeant les libertés de parole, de réunion, de manifestation, de pétition que la constitution autorise mais que la police interdit ; ils ont organisé les discussions, voté des résolutions, manifesté dans la rue... En quelques semaines, c'était à son tour la classe ouvrière qui déployait dans les rues ses larges colonnes, élisait ses conseils ouvriers, manifestait, faisait grève... et l'appareil du parti se fissurait ou volait en éclats. Cette expérience historique capitale, celle de 1956, les étudiants et les ouvriers de Prague ne la connaissent sans doute pas. Mais les dirigeants russes et les dirigeants tchèques la connaissent et l'ont parfaitement assimilée. La conjonction de l'agitation ouverte des écrivains et des étudiants dans un contexte de crise sociale est extrêmement dangereuse pour leur pouvoir. Comme en Pologne en 1956, comme en Hongrie la même année, ils vont bientôt se diviser, face à ce mouvement, en « *libéraux* », désireux de faire la part du feu et d'éviter une répression qui ne réglerait rien, et « *conservateurs* » décidés à frapper sèchement avant que le mouvement ait eu le temps de prendre de l'élan. La crise éclate au sommet de l'appareil, dans le présidium, puis au comité central. Elle donnera un nouvel élan à la crise sociale et fera gronder plus fort les roulements souterrains annonciateurs de la révolution politique.

La lassitude, de toute façon, était grande dans les milieux dirigeants qui, depuis longtemps, mettaient en question la personnalité, l'action, les méthodes de gouvernement du premier secrétaire du Parti et président de la république, Antonin Novotny. Elle n'était pas neuve, simplement plus lourde peut-être au fur et à mesure que s'aggravait la crise et que s'effritaient les espoirs entretenus dans telle ou telle mesure administrative. Le présidium, le 2 septembre, prend connaissance d'un énorme rapport d'un millier de pages, établi par des sociologues du parti, concernant l'état de sa santé : le diagnostic est pessimiste, car la jeunesse tourne le dos au parti dont l'appareil fonctionne mal et dont les rouages tournent à vide. Novotny, pour sa part, a un remède tout prêt : une purge des cadres, la reprise en main. Apparemment il ne parvient pas à convaincre le secrétaire du P.C. slovaque, Alexandre Dubcek, qui préférerait un profond changement de méthodes, une « *modernisation* » du visage du parti, et considère un règlement de la question slovaque comme prioritaire. Mais aucun débat véritable ne s'ouvre au présidium (13).

Au plénum du comité central des 27 et 28 septembre, la question revient à l'ordre du jour. Novotny et Hendrych présentent, au nom du présidium, le même dossier, indiquent les mêmes solutions, demandent des sanctions que le comité central vote : Ludvik Vaculik, Antonin Liehm et Ivan Klima sont exclus du parti. Seuls les vétérans Vaclav Slavik et Frantisek Vodslon font des réserves, déplorant les maladresses qui ont dressé un mur entre les écrivains et le parti. Josef Smrkovsky, vétéran communiste, rescapé des grands procès des années cinquante, réintégré en 1966 au comité central, et qui a cherché à garder le contact avec les intellectuels, justifie dans *Literarni Noviny* du 15 septembre les lourdes sanctions proposées, en invoquant la discipline du parti, le caractère irréaliste et nuisible de tout geste scissionniste, terminant son article par la formule : « *Protestataires, oui ! Opposition, non !* » (14). Plus tard, il tentera de se justifier en disant : « *Nous ne voulions pas ouvrir les hostilités sur une affaire qui nous paraissait mineure. Nous ne voulions pas ouvrir les hostilités trop tôt* » (15). Sans doute les hommes comme lui sous-estiment-ils la colère de l'intelligentsia, l'écho de l'intervention de Vaculik chez les jeunes. Mais on peut également se demander si ces hommes qui votaient l'exclusion d'un Vaculik avaient réellement l'intention d'ouvrir un jour, et sur quel terrain, les hostilités contre Novotny, avant, du moins, d'avoir, comme le dira Ota Sik le 20 mars, le sentiment de « *n'avoir plus rien à perdre* » (16), d'y être acculés par Novotny lui-même. Car les Slovaques, dont les griefs ne sont pas moindres, les responsables de l'économie, avides de mesures de réformes, les bureaucrates inquiets pour eux-mêmes, comme Jiri Hendrych, se taisent aussi et attendent. Ainsi vont les règles du jeu dans un parti stalinien :

(13) M. Salomon, *op. cit.* pp. 26-27.
(14) *Literarni Noviny*, 15 septembre 1967.
(15) M. Salomon, *op. cit.* p. 28.
(16) Cité par Pierre Daix, *Journal de Prague*, p. 42.

il faut, pour que les divergences ou même les oppositions qui couvent dans le pays s'expriment au comité central, la pression de difficultés économiques, la poussée de forces sociales en mouvement, mais aussi des fissures au sommet, la rupture du monolithisme de l'instance suprême, présidium ou bureau politique. Alors, mais alors seulement — les exemples polonais et hongrois l'avaient démontré onze ans avant l'exemple tchécoslovaque — tous les motifs d' « *ouvrir les hostilités* » peuvent converger, les opposants se concerter afin d'entreprendre une lutte contre l'adversaire commun aux postes de commande : ainsi naissent les « fractions », condamnées par la loi du parti, mais que la vie fait renaître à l'aube de toute crise sérieuse.

C'est ce qui se produit au plénum des 30 et 31 octobre. Dubcek a-t-il fait, sur un point secondaire de l'ordre du jour, des remarques désagréables à propos des méthodes de Novotny et du problème slovaque, comme le disent ses amis ? C'est possible. Ce que personne ne conteste, c'est la violence avec laquelle Novotny s'en prend à lui au cours d'une séance à huis clos, allant jusqu'à le traiter de « *nationaliste bourgeois slovaque* », qualificatif bien pire qu'une injure, menace précise, puisque, quelques années plus tôt, elle a signifié prison et potence pour les hommes ainsi baptisés par un premier secrétaire. La volonté de répression exprimée par Novotny dans son discours du 1er septembre, sa traduction dans les mesures prises contre les écrivains et leur Union à la dernière session ont-elles été comprises dans les rangs de ce comité central tout entier formé d'hommes rompus aux pratiques de la politique d'appareil, de ses rites et de ses formules, comme une menace directe contre eux, « *nationalistes slovaques* » et « *conciliateurs* » ? N'y ont-ils plus prosaïquement aperçu que la détermination de Novotny de s'enferrer en refusant toute tentative sérieuse de sortir de la crise ? Les Slovaques, en tout cas, font bloc autour de Dubcek, et le comité central décide de placer à l'ordre du jour de sa prochaine session un rapport sur les cadres. Tout le monde sait que, si le rapporteur le veut, la résolution finale devra aborder le problème du « cumul », en d'autres termes la question de savoir si, contrairement à ce qui se passe en U.R.S.S., en R.D.A., en Hongrie et en Pologne, le président de la république continuera à être en même temps le premier secrétaire du parti. Phrase banale au cœur d'une résolution quasi rituelle, elle ouvre le grand débat. Et c'est le soir même du 31, jour de la clôture du plénum, que se produit la manifestation étudiante et son matraquage. Cutka, haut fonctionnaire du comité central, confie son émotion au journaliste français M. Salomon : « *Pour la première fois dans l'histoire de notre république, des enfants nés et élevés dans le régime, n'ayant subi d'autre influence que celle de l'éducation socialiste, étaient frappés par la police et scandaient des slogans hostiles au gouvernement et au parti* » (17).

Novembre est, comme l'indique Salomon, le mois de la « *conspiration* », où les mécontents se cherchent et prennent contact pru-

(17) Cité par M. Salomon, *op. cit.* p. 39.

demment au sommet : l'instant est bref où la vigilance de l'appareil peut être surprise. C'est vraisemblablement dans les jours suivant immédiatement le plénum que, profitant de l'absence de Novotny, en visite à Moscou avec Lenart et Lastovicka, les opposants divers — Slovaques et partisans de l'application rapide de la réforme — se mettent d'accord pour engager la lutte pour la séparation des pouvoirs de la présidence et du secrétariat. Informé dès son retour au plus tard, Novotny s'inquiète et se résout à une démarche insolite : une invitation, adressée de sa propre initiative, à Brejnev, dont il escompte le soutien. Manœuvre qui se retourne contre lui : Brejnev, venu le 8 décembre, repart le 11 sans avoir, semble-t-il, voulu prendre parti dans ce qui lui paraît une querelle subalterne et un nouvel épisode de la rivalité entre Tchèques et Slovaques. Or, contre Novotny, se soude le front de ceux qui — à la différence de ce qu'ils pensaient en septembre — ont le sentiment de n'avoir plus désormais rien à perdre. Au présidium, Dubcek, le Slovaque, Cernik, partisan de mesures économiques de réformes, Kolder, qui « sent le vent », comme disent les journalistes, Hendrych, qui craint pour lui-même, et le vétéran Dolansky, dont on ignore les motifs de se rebeller après tant de temps — il ne devait pas en manquer — sont désormais capables de tenir tête à Novotny que soutiennent Chudik, Simunek, Lastovicka et Lenart : cinq contre cinq. La crise est ainsi ouverte, toujours dans le secret de l'appareil, non entre « moscoutaires » et « antimoscoutaires », ni même entre « libéraux » et « conservateurs », mais entre partisans d'une « modernisation » qui font du cumul leur cheval de bataille, et partisans des vieilles méthodes qui conduisent à une répression accrue dont on ignore encore la portée comme le terme. Le présidium paralysé, il faudra retarder d'une journée le plénum du comité central prévu pour les 18 et 19 décembre et qui occupera les trois journées des 19, 20 et 21, au grand mécontentement des mères de famille du comité central qui réclament leur « libération » en vue des fêtes de Noël.

Tout le monde acceptera finalement l'interruption du plénum et son renvoi au lendemain des fêtes alors que le problème du « cumul » — la concentration entre les mains de Novotny des fonctions de président et de premier secrétaire — n'est pas encore réglé. Le vétéran Vodslon, selon plusieurs témoignages, a vivement pris à partie Novotny pour avoir dissimulé au comité central la division au sein du présidium, déclarant : « *Même les journalistes étrangers en savent plus que nous, membres du comité central* » (18). En fait, Novotny s'est présenté avec un visage très conciliant, s'excusant auprès de Dubcek de sa colère au plénum d'octobre, affirmant la solidarité totale du présidium, et se ralliant, comme tout le monde, au vote d'une résolution remettant l'étude du problème du cumul à une commission formée de représentants des organisations régionales qui ne seraient pas forcément leurs secrétaires. Il est significatif que toutes ces discussions aient été connues, ces épisodes racontés par des membres du comité central à

(18) *Ibidem*, p. 42.

l'extérieur, et qu'ils aient pu être finalement publiés dans la presse étrangère : on sait, par exemple, qu'il y a eu, sur la question du régime interne du parti, une vive polémique entre Ota Sik et le novotnyste Chudik, une vive querelle entre Novotny et Hendrych, s'accusant mutuellement d'être responsables de la crise avec les écrivains. Ce qui est également certain, c'est que Novotny, pour la première fois en sérieuse difficulté devant le comité central ainsi ramené à son rôle de « parlement du parti », a cherché à gagner du temps et que, finalement, personne ne l'en a empêché ni n'a cherché à l'en empêcher.

C'est en effet dès le lendemain de la clôture du plénum que le président Novotny a commencé à préparer très sérieusement la « reprise », le plénum de janvier. D'abord en retardant le plus possible le moment de convoquer la « commission préparatoire », ce à quoi il ne se résoudra que le 2 janvier, à la suite, dit-on à Prague, d'un ultimatum du secrétaire Kolder (19). Ensuite, par des contacts avec des chefs de l'armée et de la police, et une tentative d'action armée préventive. Le chef de la 8e section du comité central, Miroslav Mamula, grand patron de la police et de l'armée, aurait, dit-on, préparé une liste de personnes à arrêter, plus d'un millier. A la tête du « complot », le général Janko, vice-ministre de la défense, le général Rytir, chef du contre-espionnage, le général Jan Sejna, député et secrétaire de la cellule du parti au ministère de la défense. Mais il est impossible aujourd'hui encore de déterminer si ces hommes aux ordres de Novotny se sont limités à une tentative de pression des chefs militaires sur le comité central, ou s'ils ont réellement songé à utiliser les troupes pour un véritable putsch. Il est prouvé que le général Janko, tout en convoquant les réservistes de Prague, avait en même temps écrit au présidium pour insister sur la nécessité du cumul des fonctions de premier secrétaire et de président entre les mains de Novotny, au nom... des nécessités et obligations créées, selon lui, par le pacte de Varsovie. Il est également certain que les initiatives de Janko, Sejna et Rytir se heurtèrent finalement à la résistance très ferme d'autres officiers supérieurs, conduits par les généraux Dzur et Vaclav Prchlik, qui dénoncèrent « *l'illégalité des pressions sur le comité central* » et informèrent les adversaires de Novotny au présidium. La version donnée après coup par le général Dzur (20) minimise la portée de l'action des chefs militaires novotnystes, mais des confidences d'officiels et surtout le suicide ultérieur du général Janko comme la fuite aux Etats-Unis du général Sejna suggèrent irrésistiblement l'hypothèse que cette version officielle fut édulcorée pour des raisons politiques évidentes.

Quoi qu'il en soit, leur putsch ou tentative de putsch raté, les novotnystes avaient, d'ores et déjà, perdu la partie au début de la session du 3 janvier. La commission préparatoire s'était en

(19) Source écrite privée.

(20) « *La vérité à propos d'une lettre : les événements au ministère de la défense, d'octobre* 1967 *à janvier* 1968 », *Obrana Lidu*, 6 avril 1968.

effet prononcée contre le « *cumul* », c'est-à-dire pour la démission de Novotny du poste de premier secrétaire, et ce par neuf voix contre trois. Mais les partisans de Novotny livrent pourtant bataille (21), brandissent le spectre des conséquences internationales, des commentaires réjouis de l'Occident capitaliste, de l'amitié ébranlée avec l'Union Soviétique. Josef Lenart, chef du gouvernement, souligne que le départ de Novotny pourrait être interprété comme un signe de crise et de faiblesse du régime, ouvrir la voie à un ébranlement de la position d'Ulbricht en Allemagne orientale, provoquer même des événements du type de ceux de 1956 en Pologne et en Hongrie. Novotny, très modéré, s'affirme désireux d'un apaisement avec les étudiants et les intellectuels et se déclare, pour sa part, adversaire du cumul. Mais, étant donné les circonstances, il pense qu'il serait plus sage de reculer la décision jusqu'aux élections présidentielles où il ne serait plus candidat, ce qui lui permettrait de rester premier secrétaire. C'est finalement sur ce point que va porter la discussion, car bien des membres du comité central hésitent. C'est Smrkovsky, l'ancien condamné réintroduit en 1966 dans le comité central, qui emporte finalement la décision en demandant en substance à ses collègues : « *Combien d'entre nous vont être livrés aux pressions de la Sécurité d'ici la prochaine réunion du plénum, après ce que nous avons déjà dit ouvertement, si nous ne prenons pas sur l'heure la décision d'élire un nouveau premier secrétaire du parti ?* » (22). Pour lui, tant que les pouvoirs sont concentrés entre les mains d'un seul, le danger subsiste d'un retour aux méthodes des années cinquante. Pour la succession, la discussion s'étend pendant presque toute une nuit. Deux candidats s'opposent : Oldrich Cernik, soutenu par Dubcek et les adversaires du cumul, et Josef Lenart, mis en avant par Novotny. Le débat s'éternise et, finalement, Lenart fait une proposition de conciliation en avançant le nom de Dubcek : parfait apparatchik, terne et réputé sans caractère, élevé en Union Soviétique, ancien élève de l'Ecole supérieure du P.C. russe, sa qualité de Slovaque l'empêche sans doute aux yeux des novotnystes de faire figure de successeur durable. Il fait, du coup, l'unanimité, et c'est Novotny lui-même qui le propose au plénum et lui donne l'accolade (23). Le présidium est en outre élargi : aux dix membres anciens s'ajoutent quatre nouveaux, trois hommes de l'appareil, Josef Spacek, secrétaire régional de Moravie, Jan Piller, ministre de l'industrie lourde, Emil Rigo, Tzigane de Slovaquie, président du comité des aciéries de Kosice, et — le fait est sans précédent — un étranger à l'appareil, un vétéran, président de coopérative agricole, Josef Boruvka : on a toutes raisons de croire que les nouveaux élus ont tous combattu Novotny au cours de la session. Mais aucun des membres du comité central qui se sont distingués

(21) Le meilleur résumé se trouve dans l'article de Jiri Lederer, « *Janvier 1968. De quoi s'agissait-il en Tchécoslovaquie ?* », *Reporter* N° 1, 8 janvier 1968.

(22) Daix, *op. cit.* p. 63.

(23) Lederer, *op. cit.* p. 11.

par la violence de leurs critiques n'est élu, ni même présenté, pas plus Vodslon qu'Ota Sik ou Smrkovsky.

L'élimination de Novotny du poste de premier secrétaire — le poste décisif — était un événement capital, ressenti comme tel par tous les Tchécoslovaques. Nous savons aujourd'hui qu'il marquait le début d'une période nouvelle dans l'Histoire, non seulement de la Tchécoslovaquie, mais du mouvement ouvrier international. Il faut néanmoins se demander quelle était, à cette date, la signification exacte de la décision du comité central et ses implications. En d'autres termes, la décision annoncée au comité central le 5 janvier constituait-elle par elle-même un premier pas, consciemment effectué par les adversaires de Novotny, vers une transformation profonde du régime ?

Il faut d'abord souligner qu'en éliminant Novotny du secrétariat, en traduisant ainsi, à leur manière d'apparatchiki, l'opposition ancienne de larges couches de la société au règne de ce vieux stalinien, les nouveaux dirigeants avaient brisé une barrière entre eux-mêmes et l'opposition : ils étaient devenus interlocuteurs valables tant pour les étudiants que les intellectuels. Ainsi s'étaient-ils assurés, pour le parti et sa direction, la possibilité d'un contact et, éventuellement, d'un contrôle sur les « protestataires ». Le parti pouvait, par eux, regagner un peu de la confiance perdue et ils pouvaient ainsi espérer lutter de façon plus efficace contre toute opposition au système et au régime bureaucratique.

En fait, la façon dont fut annoncée la décision de janvier ne constituait pas une rupture avec la pratique bureaucratique, celle que les Tchécoslovaques appelleront bientôt « politique de cabinet », elle en était, au contraire, l'application très consciente, un effort pour tenir la masse des travailleurs, intellectuels, étudiants, en dehors de la compréhension de la crise et par conséquent des solutions politiques à y apporter. Le communiqué officiel faisait savoir que Novotny avait été « *libéré de ses fonctions* » sur sa demande, alors qu'il avait eu recours à tous les moyens possibles pour conserver son poste. Il rendait hommage à ses réalisations, alors que son gouvernement avait été passé, au cours de la session, au crible d'une critique féroce. Il affirmait que la continuité était assurée avec l'accession de Dubcek au poste de premier secrétaire, alors même que les circonstances de cette accession — et ses conséquences — démontraient qu'il n'en était rien. Il affirmait que les discussions au comité central s'étaient déroulées dans un « *ferme esprit d'unité* », alors qu'il avait été le lieu d'affrontements sans merci de fractions rigoureusement organisées qui se préparaient, de toute façon, à poursuivre la lutte. Bref, il assurait bien d'un changement de personnes, mais s'employait à persuader qu'il n'y aurait pas changement de système : en Novotny avait été écarté un obstacle au règlement de la crise, mais il n'y avait aucune garantie que la crise ne serait pas ensuite réglée tout de même par des méthodes bureaucratiques, employées par d'autres que lui (24).

(24) Frantisek Samalik, « *Essai de bilan* », *Politika* n° 4, 19 septembre 1968, pp. 8-13.

Ainsi, et sans l'avoir voulu, par leur souci rituel de préserver les règles du jeu bureaucratique et de conserver le monopole de la vie politique à l'écart de toute pression des masses, les dirigeants tchécoslovaques, libéraux ou conservateurs, créaient simultanément espoir et défiance, démontraient que l'opposition passée des intellectuels et des étudiants avait payé, mais aussi que les conditions d'une reprise en main existaient, qui ne pouvaient être combattues que par d'autres initiatives du même genre, une mobilisation de l'opinion, précisément possible seulement par l'information qui, pour le moment, semblait devoir être refusée. Les premières batailles allaient devoir se livrer dans le domaine de l'information, de la presse, de la radio et de la télévision.

Mais on dit à Prague qu'à peine désigné, Alexandre Dubcek s'est rendu dans le bureau de Mamula, le chef de la 8e section du comité central, afin de se faire remettre les clefs des fichiers qu'il n'entend pas lui laisser désormais (25). Car c'est là, dans le saint des saints de l'appareil, que réside, dans cette Tchécoslovaquie de janvier 1968, le pouvoir — et l'apparatchik Dubcek le sait. Au compte du nouveau premier secrétaire, Vaclav Prchlik, le général qui a fait échouer en septembre la tentative de coup d'État de Novotny, prend le 16 janvier la tête de la 8e section. Une lutte féroce commence dans le secret des bureaux du comité central : fichier contre fichier, police contre police...

(25) Source écrite privée.

Chapitre II

LE DEGEL

Tous les témoins s'accordent pour dire que l'élimination de Novotny du poste de premier secrétaire provoqua en Tchécoslovaquie un sentiment de liesse générale. Sans doute est-il nécessaire de formuler quelques réserves sur ces commentaires, faits en général a posteriori. Il est en effet clair en janvier que la nouvelle équipe dirigeante a pour objectif essentiel la réelle application de la réforme économique dont nous avons vu quelles oppositions elle suscite, tant de la part des hommes de l'appareil que de la part des travailleurs. D'autre part, les partisans et clients de Novotny, la quasi-totalité des quelque 60 000 apparatchiki du pays, redoutent une purge dirigée contre eux, des représailles, et se tiennent prêts à accuser le comité central d'avoir déchaîné des forces qu'il ne pourrait contrôler et libéré des mécontentements jusque-là inexprimés. Intellectuels et étudiants enfin ont parfaitement conscience qu'ils viennent de remporter un succès, mais ils se rendent également compte qu'il ne constitue qu'un timide début sur la voie d'un combat difficile.

Les premières semaines du nouveau régime sont marquées du signe de la prudence : renvoi à « plus tard » du remaniement ministériel, un discret voyage de Dubcek à Moscou, pas de déclarations fracassantes ni même d'apparitions publiques des nouveaux dirigeants, très peu de discours, aucune mesure sensationnelle, seulement la volonté de créer une atmosphère d'étude et de réflexion : huit commissions, sous la direction de Kolder, sont chargées de préparer un nouveau programme d'action du parti dont les axes principaux concernent l'application de la réforme économique et le règlement de la question slovaque par une fédéralisation de l'Etat. Techniciens, intellectuels et spécialistes sans parti sont invités à donner leur avis. En même temps, on s'efforce de détendre les rapports avec les intellectuels. L'Union, dès le 15 janvier, est informée qu'elle pourra faire paraître son propre hebdomadaire. Le Parti lève les interdits, après de discrètes négociations en coulisse. Edouard Goldstuecker, vieux communiste et grand conciliateur, prend la présidence de l'Union et Prochazka, le veto de Novotny annulé, devient vice-président. On rend leurs passeports aux écrivains exclus en septembre. C'est évidemment beaucoup, mais c'est peu. Prudence ou manque d'imagination ? Il reste en tout cas dans tous les rouages du pouvoir des milliers de Mamula — et la révocation de ce dernier ne règle

pas définitivement la question de la stabilité des nouveaux dirigeants. Le premier secrétaire a-t-il comme seul objectif, comme le dira plus tard l'opposant Ivan Svitak, « *un coup d'Etat réussi qui s'opposerait aux coups d'Etat des généraux de Novotny* » (1) ? Pour le moment, comme le dit Michel Salomon, « *il s'est mis en tête de séduire avant toute chose l'appareil, le sacro-saint appareil du parti* » et de prêcher en son sein « *la réconciliation et l'oubli des offenses* » (2). C'est en tout cas cette ligne qui s'exprime dans l'éditorial du quotidien du P.C. slovaque, la *Pravda* de Bratislava qui, début janvier, après avoir rappelé que le comité central a vu se dérouler « *un échange d'opinions divergentes* », n'en assure pas moins qu'il s'est terminé dans une « *unité qui a ridiculisé toutes les spéculations, anticipations, et prédictions quant à des divisions au sein de notre parti* » (3).

Il s'élève pourtant une voix légèrement discordante : sans mettre en cause ce principe de l'unité, Smrkovsky met, quant à lui, l'accent sur la nécessité d'une certaine rupture avec le passé. Sous le titre « *De quoi s'agit-il aujourd'hui ?* », il écrit dans *Prace*, le 21 janvier : « *La dernière session du comité central ne ressemblait en rien aux précédentes, en particulier du fait que les membres du comité central avaient pleinement — et l'on peut même dire spontanément — réalisé leur responsabilité et leurs prérogatives en exprimant la volonté de la masse de ses membres, la volonté du parti. Il y fut précisé fermement pourquoi et comment il était nécessaire de démocratiser la vie du parti, et comment nous aurons à travailler afin de restaurer la confiance du peuple dans le parti et dans l'Etat* ». Smrkovsky énumère les tâches qu'il juge prioritaires : « *avant tout, débarrasser notre parti et l'appareil de l'Etat des mauvaises habitudes bureaucratiques et des séquelles du passé, en commençant par les organismes suprêmes... pour descendre jusqu'en bas de l'échelle* », « *mettre de l'ordre dans les rapports entre la classe ouvrière et les intellectuels, dans nos rapports avec les étudiants et la jeunesse en général, avec les artistes et les écrivains* », « *trouver, afin de les éliminer, les causes de la désaffection de notre peuple pour les affaires publiques en bloc, même celles qui concernent directement chacun* » (4). Quelques jours plus tard, c'est le juriste et politologue communiste Zdenek Mlynar, de l'Académie des Sciences, chargé, en 1966, d'un travail de recherche sur le renouvellement des structures politiques, qui formule à son tour, dans *Rude Pravo*, des objectifs politiques à caractère réformiste : « *La question essentielle qui se pose aujourd'hui à toute notre société, à l'Etat et au Parti, n'est pas celle d' "améliorer" le système politique existant, mais celle d'assurer sa transformation qualitative* », de donner « *une solution correcte des rapports entre le Parti, l'Etat et les autres organisations sociales* ». Les exemples cités sont très significatifs : « *Des garanties*

(1) M. Salomon, *op. cit.* p. 203.
(2) *Ibidem*, pp. 59 et 63.
(3) *Pravda slovaque*, 9 janvier 1968.
(4) *Prace*, 21 janvier 1968.

doivent être données que l'obligation d'exécuter la décision de la majorité ne signifie pas l'oppression, l'élimination de la minorité, voire sa liquidation en tant que sujet de l'activité politique », la fin du système de « *la concentration de tous les organes de sécurité et d'une grande partie des fonctions répressives entre les mains d'un unique appareil* », des « *tribunaux indépendants et subordonnés à la loi* », des « *garanties de l'égalité dans les relations des citoyens, leurs droits, les règlements intéressant la liberté d'expression, la liberté de la presse, etc.* » (5). Ces positions réformistes — qu'on qualifiera bientôt de « progressistes » — expriment l'opinion de nombreux intellectuels communistes, notamment écrivains et journalistes.

Une brèche s'était ainsi ouverte, à la suite des divergences au sommet, dans la ligne monolithique jusque-là imposée à la presse et aux moyens d'information en général. Sentant le caractère précaire de la situation créée au lendemain du plénum de janvier, la possibilité d'un retour en force, au sein d'un comité central très conservateur, des partisans de Novotny, ou du moins de ses méthodes, l'intelligentsia tchécoslovaque s'efforce de l'élargir, afin de créer, dans le pays, dans le parti et au dehors, un contrepoids qui lui paraît nécessaire. Il n'existe pour elle qu'un seul moyen : l'information. Ce n'est que le 28 février que paraîtra, sous le titre nouveau de *Literarni Listy*, l'hebdomadaire de l'Union des écrivains, dont le rôle sera capital. Mais, sans attendre, intellectuels et journalistes communistes se sont mis au travail : ils écrivent dans un langage clair, compréhensible par tous, aux antipodes de la vieille « *langue de bois* », ils informent, le plus possible, critiquent, interrogent, dénoncent, appellent les lecteurs à s'exprimer, publient leurs points de vue, transforment les journaux en véritables tribunes. La direction laisse faire : n'est-ce pas là un des moyens d'élargir ses assises — car la presse, par exemple, s'emploie dès le 5 janvier à donner de Dubcek une image populaire —, de créer un nouveau type de relations entre gouvernants et gouvernés, de « *moderniser* » le système ? N'est-il pas nécessaire de desserrer le carcan, de rendre la presse plus vivante et plus attrayante, de redonner au parti un peu de ce prestige et de cet attrait qu'il a perdus ? Au surplus, la répression est impensable au lendemain du plénum de janvier, où précisément l'objectif était de rechercher la conciliation avec l'intelligentsia, et, malgré leurs réserves et peut-être leurs inquiétudes, les nouveaux dirigeants laissent faire.

Car les conservateurs ne désarment pas. Dès le lendemain du plénum de janvier, un groupe de vieux militants a mis en circulation une lettre qui dénonce avec une extrême violence les intellectuels, « *bourgeois socialistes qui ont utilisé pendant plus de dix années tous les moyens à leur disposition pour mener une vile campagne contre les cadres du parti et le rôle des dirigeants de la classe ouvrière* ». Dénonçant les campagnes contre les procès des années cinquante et le « *culte de la personnalité* » comme le fait

(5) *Rude Pravo*, 13 février 1968.

d'agents de la « *5e colonne* », la lettre qualifie les nouveaux dirigeants de « *groupe réactionnaire* », *Rude Pravo* d' « *organe servile de la réaction* », et conclut : « *Nous sommes aujourd'hui menacés d'un nouveau putsch par les réactionnaires, lesquels ont, cette fois, une carte de membre du parti dans leur poche et occupent de hautes fonctions* » (6). C'est que, pour les hommes de l'appareil, qui portent de très lourdes responsabilités dans la répression des années précédentes, le plénum de janvier risque de constituer, non une fin, mais le début d'un processus qu'ils redoutent et qu'ils ont jusque-là combattu tant qu'ils l'ont pu : leur destinée personnelle, leur situation, leurs privilèges, leur liberté et peut-être leur vie même sont en jeu, puisque leurs agissements passés peuvent être mis au grand jour, et leurs moyens de lutte leur être arrachés. Ils résistent, fraction solidement organisée à l'intérieur du parti, placée aux points névralgiques, mais aussi publiquement, à l'extérieur, tendant la main au seul protecteur concevable pour des hommes de leur espèce, le gouvernement de Moscou qui, lui, au même moment, vient de tourner le dos à la politique des attaques anti-staliniennes de l'époque de Khrouchtchev et de commencer avec énergie la mise au pas de ses propres intellectuels. Ils méprisent la main qui leur est tendue par Dubcek, protecteur qu'ils jugent dérisoire, homme de « compromis » qui est en train de se faire déborder, car ce timide, estiment-ils, n'a fait que jouer les apprentis-sorciers et déchaîner des forces hostiles qu'il ne pourra contrôler. Leur attitude provoque un nouvel alignement des forces. La résistance des novotnystes nourrit l'ardeur de la presse à les dénoncer, à chercher à les discréditer en précisant leurs responsabilités, à les débusquer le plus vite possible de leurs postes. Et la libéralisation de la presse qui facilite ces attaques nourrit leur hargne, leur peur et leur combativité. Dubcek doit renoncer à jouer dans le secret des coulisses de l'appareil son rôle de conciliateur. Il ne peut, sous peine de renoncer aux objectifs qu'il s'est fixés, faire taire les uns ni les autres par la simple persuasion ni par la force. Jour après jour, le flot l'emporte.

Bientôt, il va, lui aussi, descendre sur la place publique, paraître à la télévision, défendre publiquement sa politique de modernisation et de conciliation, et, du coup, officialiser le rôle nouveau des moyens d'information, entrer, lui aussi, dans la compétition pour l'opinion publique. Le 20 février, il s'adresse à Prague à un grand rassemblement des milices populaires — le fer de lance du régime, les vieux ouvriers devenus bureaucrates, « anciens combattants » de la prise du pouvoir par l'appareil en 1948 — et leur rend un vibrant hommage, mais dans un langage nouveau, inhabituel, fraternel et humain, qui tranche avec le style des anciennes interventions officielles (7). Peu à peu, la presse, qui a besoin de lui, ses amis, son propre langage et son propre comportement à la télévision et dans les manifestations publiques tracent de lui le portrait d'un homme simple, fraternel, humain et surtout

(6) Cité d'après *Kulturny Zivot*, 22 mars 1968.
(7) *Rude Pravo*, 21 février 1968.

profondément sincère : c'est une arme politique dont il ne se dessaisira pas car elle constitue, pendant les mois suivants, un capital précieux, la base de son immense popularité, une arme de poids, fragile cependant.

En fait, c'est Novotny qui a tiré le premier. Le correspondant de *L'Humanité* le dira plus tard nettement : « *Une initiative intempestive de Novotny devait précipiter le mouvement. L'ancien premier secrétaire, dans un discours prononcé devant les ouvriers de l'usine C.K.D., prêtait à ceux qui ne partageaient pas ses points de vue le dessein de chercher à compromettre les avantages sociaux des travailleurs, la sécurité de leur emploi, de vouloir instituer un système dans lequel le directeur, les cadres, les intellectuels prendraient figure de privilégiés (sous-entendu de profiteurs) au détriment de la masse des salariés* » (8). Le président de la république a en effet tenu ces propos, le 17 février, à un meeting de l'usine de Sokolovo de C.K.D. — l'entreprise métallurgique dont le directeur est son ami politique Antonin Kapek —, s'écriant notamment : « *Si être conservateur signifie s'opposer à une baisse du niveau de vie de la classe ouvrière, alors je suis fier d'être appelé conservateur* » (9). Le sens de la manœuvre est clair : attaquant Ota Sik, le père de la réforme économique, il s'efforce d'exploiter les inquiétudes des ouvriers concernant la recherche de la rentabilité, les concentrations d'entreprises, le chômage et le dénivellement des salaires. Son discours à C.K.D. est le prélude d'une véritable tournée dans les usines, assortie, comme dans son discours à l'usine Stalingrad-Praha, à propos de l'écrivain Goldstuecker, d'attaques antisémites (10). Ouvriérisme et antisémitisme sont les deux thèmes sur lesquels le vieux stalinien compte jouer. Or — contrairement à ce qui a été écrit en Occident — il ne rencontre initialement aucune résistance de la part des nouveaux dirigeants, mais seulement de la part de trois d'entre eux, agissant sans mandat à l'appel d'organisations du parti dans les usines ou de sections syndicales : Sik, l'économiste, Boruvka et Smrkovsky multiplient à leur tour les réunions dans les usines et les entreprises agricoles, s'efforçant de contrer par leurs arguments et un appel à l'initiative la campagne de Novotny (11). Ils trouvent, dans cette voie, le soutien sans restriction de la majorité des journalistes et intellectuels.

Dans cette bataille, en effet, le rôle des moyens d'information est capital. Dès le lendemain du discours de Novotny à C.K.D., un « *groupe d'ouvriers* » de cette usine écrit aux journaux une lettre par laquelle il se solidarise entièrement avec le président de la république qui, selon eux, a exprimé très exactement les sentiments des ouvriers : cette tentative de contre-attaque, sur le terrain même de la presse et de la « *pression de l'opinion publique* », tourne à la confusion des conservateurs. Un journaliste de Radio-Prague, Milan Weiner, va enquêter, micro en main, dans

(8) Acquaviva, *L'Humanité*, 27 mars 1968.
(9) Tatu, *Le Monde*, 24 février 1968.
(10) *Ibidem*.
(11) Source écrite privée.

le quartier ouvrier de Vysocany, où se trouve l'usine : il en rapporte un témoignage qui fait sensation, car les « *ouvriers* » en question sont, depuis des années, des permanents du parti, des bureaucrates, et d'autres ouvriers de leur usine contestent leur opinion ou simplement leur prétention de s'exprimer en leur nom (12). Petit épisode, mais significatif de la nouvelle tournure que prennent les événements : les débats du parti sont passés dans la rue et les anciens « secrets d'Etat » débattus sur la place publique. C'est Radio-Prague, le 1er mars, qui donne à ses auditeurs tous les détails sur la façon dont fonctionne la censure (13). C'est le vice-ministre de la justice qui affirme que la censure est en contradiction avec l'article 28 de la Constitution, et, du coup, les Tchécoslovaques apprennent que leur censure a interdit un article de Marx sur la censure prussienne et un autre, du ministre soviétique de la justice, parce qu'il portait sur les conceptions de l'ancien procureur des procès de Moscou, Vychinsky (14). La presse s'en prend désormais à tout, et en particulier aux aspects formels de la démocratie, dénonce l'unanimité factice des votes et élections de la période stalinienne (15), presse pour la réhabilitation des victimes de la répression et la recherche des responsabilités, publie les interventions dans les congrès de la période précédente des écrivains ou des jeunes, autrefois censurées. A Prague, *Student*, organe des étudiants, *Reporter*, organe de l'Union des journalistes, et *Literarni Listy*, organe de l'Union des écrivains, sont les plus combatifs des hebdomadaires, tandis que, parmi les quotidiens, les plus critiques sont *Prace*, organe des syndicats, *Mlada Fronta*, de l'Union de la jeunesse. Mais même *Rude Pravo*, demeuré sous la direction du novotnyste Oldrich Svestka, qui a vu se dresser contre lui tous les rédacteurs, a des audaces et un ton nouveaux. Partout des lettres de lecteurs. Toutes interrogent, pressent. Il faut donner des réponses, et celles-ci arrivent. La Haute-Cour publie le 11 mars un long rapport, non seulement sur les réhabilitations, mais sur les obstacles et interventions qui ont freiné l'enquête et la correction des illégalités (16). Immédiatement jaillissent de tous côtés des demandes de noms, l'exigence de sanctions contre les responsables. Le ministre de l'intérieur publie un communiqué sur le comportement de la police dans l'affaire de Strahov : il y a eu, dit-il, « *psychose de colère des deux côtés* », et les policiers n'ont agi comme ils l'ont fait, « *à l'insu des officiels du parti et du gouvernement de rang élevé* », que parce que c'était « *conforme aux règlements et à la ligne politique de l'époque* » (17). Concert de protestations à la presse et la radio, et le comité du Parti de l'Université de Prague rétorque qu' « *aucune ligne ne*

(12) Tatu, *Le Monde*, 21 mars 1968.
(13) Radio-Prague, cité par *Le Monde*, 2 mars 1968.
(14) *Ibidem*.
(15) Lettre d'une lectrice, Dohnolova, dans *Kulturni Noviny*, 12 février 1968.
(16) *Rude Pravo*, 11 mars 1968.
(17) *L'Humanité*, 13 mars 1968.
(18) *L'Humanité*, 16 mars 1968.

saurait justifier les illégalités » (18). Une pétition signée de 92 enseignants met en cause le procureur général lui-même (19).

Novotny avait fait se lever le vent. Le scandale provoqué par la fuite de son protégé Jan Sejna déchaîne la tempête et brise net sa contre-attaque. Le 23 février, l'hebdomadaire de l'Armée, *Obrana Lidu*, publie un article du général Pepich, successeur de Prchlik à la tête des services politiques de l'Armée, confirmant les rumeurs au sujet des préparatifs de coup d'Etat militaire effectués en décembre 1967 (20). Le 25 février, Sejna, général de bureau du parti, noceur, prévaricateur, comploteur et ami intime du fils du président, a franchi la frontière avec son fils et sa maîtresse et obtenu asile aux Etats-Unis. Avec lui, de l'argent volé, et, si l'on en croit la presse, d'importants documents militaires et économiques : ce triste sire était souvent le délégué tchécoslovaque aux conférences de l'Etat-Major de Varsovie. Toute la vérité est-elle dans cette version officielle ? On peut en douter. C'est le 5 mars seulement qu'on annonce la fuite du beau général. Le 7 mars, *Prace* pose la question de l' « *arrière-plan politique* » de l'affaire : le fameux complot de décembre, le rôle de la 8e section du comité central (21). Les étudiants de Prague, les premiers, puis des centaines d'organisations et des milliers de lecteurs interrogent sur le « *complot* ». Les journaux sont inondés de lettres de protestation : on rappelle la carrière extraordinairement rapide du général, ses vitupérations contre les écrivains, on s'interroge sur ses complices probables, depuis le procureur général, qui a laissé dormir l'enquête ouverte contre lui au lendemain du plénum de janvier, jusqu'au ministre de la défense nationale, le général Lomsky et à celui de l'intérieur, Kudrna, qui portent la responsabilité de sa fuite légale. L'affaire Sejna constitue-t-elle le « *coup d'Etat réussi* » dont nous parlions plus haut, conduit en coulisse par l'action efficace du général Prchlik ? On peut le supposer : en quelques jours, en effet, elle désintègre le bastion de l'appareil, la 8e section qui contrôle armée, sécurité et justice, démantèle les ministères-clés de l'intérieur et de la défense en semant la panique parmi leurs responsables et en bloquant le mécanisme répressif. A partir de l'affaire, en tout cas, toute une aile de dirigeants du parti, ceux qu'on va se mettre à appeler les « *progressistes* », commence à se joindre au chœur qui exige des « *changements de personnes* », c'est-à-dire l'élimination du président de la République lui-même, et de ses hommes de main. Le professeur Kadlec écrit dans *Rude Pravo* : « *Le retrait de la vie publique de certains fonctionnaires est l'une des garanties que le développement de la démocratie socialiste sera durable et qu'il n'y aura pas à craindre de retour en arrière* » (22). Smrkovsky se fait le porte-parole de cette tendance en exigeant, le 13 mars, dans un meeting de jeunes, « *que ceux qui doivent s'en aller s'en aillent quelles que soient leurs fonctions* » (23).

(19) *Ibidem.*
(20) *Obrana Lidu*, 23 février 1968.
(21) *Prace*, 7 mars 1968.
(22) *Rude Pravo*, 13 mars 1968.
(23) *L'Humanité*, 16 mars 1968.

Les listes s'allongent tous les jours de dirigeants démissionnaires ou révoqués, car certains organismes refusent d'accepter les démissions afin de pouvoir prononcer des révocations. En l'espace de quelques jours, on voit ainsi partir le ministre de l'intérieur Kudrna, le procureur général Bartuska, le président du conseil national slovaque, Chudik, les rédacteurs en chef de *Vecerni Praha* et de *Kulturni Tvorba* — le tristement célèbre Kolar —, le président de l'Union de la jeunesse, Zavadil, et deux de ses adjoints, Pastyrik, président de la centrale syndicale, et deux de ses secrétaires, deux vice-présidents de l'assemblée nationale, le président de la commission centrale de contrôle du parti. Le vice-ministre de la Défense, le général Janko, se tire une balle dans la tête. Le juge Brestansky, responsable... de la commission des réhabilitations, se pend. La brèche s'ouvre, béante au cœur de l'appareil, aux leviers de commande des forces de contrôle et de répression et bientôt s'orchestre la campagne pour la démission de Novotny de la présidence, réclamée jour après jour par des organisations du parti, syndicales, de la jeunesse, des anciens combattants, des anciens partisans, dans des résolutions et motions, des pétitions, des lettres, individuelles ou collectives. L'écrivain communiste Pierre Daix, qui arrive à Prague le 19 mars, écrit : « *Les premiers amis que je vois me donnent un... des mots clefs de ce printemps de Prague :* aktiv. *Assemblée. Il y a des centaines et des centaines d'assemblées dans tout le pays, dans les ministères et dans les usines, dans les coopératives et dans les syndicats, dans toutes les organisations imaginables. Assemblées qui non seulement discutent de la situation, mais font le point, demandent des comptes, interpellent les responsables, et, directement, les ministres, des dirigeants du parti et le président* » (24)... De nouveau, des craquements se font sentir au sein du présidium. C'est Kolder, le 13 mars, qui fait des réserves dans *Rude Pravo* : « *Les problèmes internes du parti ne doivent pas être diffusés par le canal des moyens d'information de masse. Le parti soutient le processus de démocratisation, mais il est impossible de le laisser évoluer au hasard* » (25). Or un autre membre du présidium, Josef Spacek, n'hésite pas, le 16 mars, à Brno, à révéler les noms de ceux des membres de l'ancienne direction qui ont soutenu Novotny en janvier (26) : indiscrétion calculée à laquelle Josef Lenart, toujours chef du gouvernement, ainsi mis en cause, répond à la télévision en affirmant son attachement à « *une évolution saine, patriotique, démocratique* », mais aussi en laissant entendre qu'il est « *malsain* » de discuter des affaires du parti (27).

Les défenseurs inconditionnels des règles qui font du parti un appareil extérieur et supérieur aux masses sont combattus en public par des intellectuels. Parmi ces derniers, le philosophe Ivan Svitak, ancien dirigeant des étudiants social-démocrates, passé

(24) P. Daix, *op. cit.* p. 15.
(25) *Rude Pravo*, 13 mars 1968.
(26) *Rude Pravo*, 19 mars 1968.
(27) Radio-Prague, cité par *Le Monde*, 19 mars 1968.

au P.C. dont il a été exclu, professeur révoqué, récemment réintégré à l'Université, fait profession d'indépendance d'esprit et de non-conformisme. Humaniste, théoricien de la « *souveraineté du peuple* », citant Lénine contre les staliniens, Marx contre Lénine, ferraillant avec ardeur contre le monopole politique du P.C. et sa prétention à « *monopoliser la démocratisation* », se proclamant « *marxiste, mais non communiste* », souvent confus, parfois ambigu, il met à chaque étape le doigt sur les contradictions entre les revendications exprimées et la réalité du pouvoir de l'appareil. Souvent mise en vedette par la presse occidentale, son influence ne doit pas être surestimée. Fermement attaché à la « *démocratie socialiste* », il joue, dans le débat qui s'ouvre, un rôle stimulant, mais ne constitue pas — même chez les étudiants, quoiqu'on en ait dit — un pôle potentiel de regroupement d'une opposition cohérente.

En fait, les conséquences — capitales — du mouvement apparemment déclenché par la libéralisation récente du contrôle de la presse et par la réaction de défense des conservateurs ne résident pas dans l'activité de gens comme Svitak, qui en est plutôt elle-même l'un des facteurs généraux. Le blocage de la machine répressive, le désarroi au sommet libèrent des forces sociales longtemps comprimées et, sous ces influences tumultueuses, la fronde des intellectuels devient un véritable mouvement de masse qui, à partir de mars, entraîne la classe ouvrière elle-même, à commencer par ses éléments les plus jeunes. L'un des plus ardents partisans de la publicité de la vie politique, le directeur de la télévision Jiri Pelikan met systématiquement cet instrument incomparable au service d'une information véritable. Le 9 mars, la télévision diffuse la réunion et les débats de la section du parti à l'usine C.K.D. du quartier de Vysocany à Prague (28). Les travailleurs se plaignent que bien des critiques soient exprimées sans être accompagnées de noms ; ils expriment le malaise qu'ils éprouvent en constatant que les intellectuels ont été jusqu'à maintenant les seuls à prendre la parole. Mais ils expriment aussi leurs revendications propres, mettant particulièrement l'accent sur l'un des fléaux sociaux du pays, la crise du logement dont ils ressentent durement les effets : le ghetto dans lequel la société et le régime staliniens avaient enfermé les ouvriers comme les autres couches sociales commence à s'entrouvrir.

Le 13 mars, les étudiants de la Faculté de Philosophie publient une « *Lettre Ouverte aux Ouvriers* » (29). Ils s'y plaignent qu' « *on puisse les accuser de vouloir restaurer le capitalisme en Tchécoslovaquie, c'est-à-dire le chômage, la faim et la pauvreté* » ; ils affirment que ceux qui lancent de telles accusations sont en réalité « *ceux qui cherchent à séparer les étudiants des ouvriers* », les conservateurs cramponnés à leur pouvoir. Leur « *Lettre ouverte* » appelle les ouvriers à réaliser avec les étudiants « *l'union des forces*

(28) *L'Humanité*, 11 mars 1968.
(29) *L'Humanité*, 16 mars et *Le Monde*, 19 mars 1968.

progressistes de la société ». Dans les jours qui suivent, les premiers contacts directs sont pris entre les usines et les facultés. Ils ne cesseront plus. M. Salomon raconte qu'il a entendu le porte-parole des métallos de l'usine de Mlada Boleslav déclarer dans un amphithéâtre comble aux étudiants rassemblés : « *Ceux qui sont vos ennemis, ce ne sont pas les vrais ouvriers, ce sont les parasites, les bureaucrates du parti qui ne savent même pas manier un tournevis* » (30). C'est un public de 7.000 jeunes, ouvriers, apprentis, étudiants, qui interroge, acclame ou même conspue Smrkovsky dans la grande salle, trop petite, de la Maison Slave, lors d'une confrontation organisée par l'Union de la jeunesse de Prague. Les questions fusent encore à une heure avancée. Il faut prévoir une nouvelle séance, dans une salle plus grande : le 20 mars, il y a 16 000 jeunes au parc Fucik, entassés dans plusieurs salles voisines, pour une discussion avec les anciens qui se prolongera pendant sept heures, et dont Pierre Daix a écrit pour *Les Lettres Françaises* (31) un récit enthousiaste de témoin bouleversé. Il y a là Smrkovsky et Ota Sik, Goldstuecker, Marie Svermova, Pavel Kohout, Jan Prochazka, Karel Kosik, Husak, tous vieux communistes, mais aussi Lubos Holecek, qui vient d'être démobilisé et n'a pas eu le temps de quitter son uniforme. Le débat est retransmis par radio en direct : toutes les questions sont posées, tous les problèmes soulevés sans qu'aucune voix ne s'élève pour défendre les conservateurs. Smrkovsky s'explique sur les relations avec l'Union Soviétique. Il dit combien il a été heureux d'apprendre en décembre que Brejnev refusait de prendre parti dans la bataille au présidium entre Novotny et ses adversaires. Il admet que la plupart des jeunes sont persuadés que les relations entre la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. ne sont pas celles de partenaires égaux, mais affirme que c'est faux : « *Camarades, nos relations sont bâties aujourd'hui sur le principe de l'égalité, sur le principe de la souveraineté.* » Faisant allusion aux nombreuses manifestations de l'hostilité des jeunes vis-à-vis de l'Union Soviétique — notamment à l'occasion des matches de hockey — il affirme : « *Aimer ou ne pas aimer, c'est l'affaire privée de chacun de nous. Personne ne peut vous y obliger. Mais il vous faut méditer ce seul fait : regardez la carte, en classe ou chez vous regardez la frontière, qui est notre voisin, car il nous faut vivre politiquement aujourd'hui, cela peut vous intéresser, quelle politique se fait là-bas, de l'autre côté, en Allemagne... Ne prenez pas à la légère ce que je dis en ce moment, n'en plaisantez pas, ne sous-estimez pas votre responsabilité dans la sécurité de notre Etat. J'aimerais ajouter que s'il n'y avait pas l'Union Soviétique, je tremblerais pour l'avenir de notre pays* » (32). L'auditoire résiste, et Smrkovsky devra se battre pied à pied pour faire rejeter une motion de solidarité avec les étudiants qui manifestent en Pologne contre la censure et luttent contre la bureaucratie. Il a besoin de toute sa force de persuasion, de toute son autorité morale pour obtenir la dernière phrase d'une résolution

(30) Salomon, op. cit. pp. 173-174.
(31) P. Daix, *op. cit.* pp. 18-24.
(32) *Tribuna Otevrennosti*, p. 2.

affirmant un désir de bonnes relations, « *sur pied d'égalité, avec tous les voisins de la Tchécoslovaquie, et en particulier l'Union Soviétique* » (33). Mais il se fait acclamer lorsqu'il affirme que nombreux sont les Tchécoslovaques qui pensent aujourd'hui que « *ce pays peut devenir un type d'Etat socialiste qui aurait beaucoup à dire au peuple des pays développés d'Europe occidentale* » (34).

Lubos Holecek, follement acclamé, car sa seule présence constitue déjà une grande victoire, pose la question du monopole du pouvoir : « *S'il est vrai*, déclare-t-il, *que c'est un énorme progrès que nous puissions parler et nous réunir comme nous le faisons ici, nous sommes conscients que le soutien que nous exprimons au parti dirigé ou représenté par le camarade Dubcek n'est pas notre revendication ultime ni notre dernier mot... Nous ne laisserons pas ce progrès, avec ses débuts confus et accidentels nous être arraché, et nous travaillerons pour réaliser, et nous réaliserons notre propre programme, le programme de la jeunesse, qui n'est peut-être pas tout à fait identique aux plans d'une personne aussi distinguée et aussi progressiste que, disons, le professeur Goldstuecker* » (35). Zdenek Zboril, de la Faculté de Philosophie, dit sans ambages : « *Pour le moment, nous sommes avec Dubcek et vous, mais il est possible que demain nous soyons contre vous* » (36).

Le meeting se termine par l'adoption d'une adresse à l'assemblée nationale exigeant la démission de Novotny, et celle d'un « *manifeste de la jeunesse* ». Les jeunes réunis au palais Fucik considèrent qu'il ne saurait être question d'une restauration du capitalisme, le socialisme étant un fait acquis. Mais ils exigent une profonde démocratisation de la vie publique, qui passe par l'abolition du monopole du pouvoir et de l'information, l'abolition de la censure, la révision des lois électorales, la réforme du régime des passeports et visas, des réformes économiques, et « *toute la vérité* » sur la situation économique, ainsi que des « *garanties légales de démocratie* » (37).

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que craquent les cadres des organisations bureaucratisées jusqu'à la moelle, à commencer par l'Union de la jeunesse. Déjà son président, Miroslav Zavadil, bureaucrate de trente-six ans, a démissionné et été remplacé par le président de l'Union internationale des étudiants, Zbynek Vokrouhlicky. Les étudiants en philosophie réunissent le 29 février le « *conseil académique* » qu'ils ont élu en décembre et qui proclame l'abolition de tous les pouvoirs de l'organisation officielle pour assurer lui-même la représentation des étudiants. *Literarni Listy* publie le dossier de la campagne de 1966-1967, les revendications mises en avant par Jiri Mueller et Lubos Holecek, fait le récit des persécutions dont ils ont fait l'objet (38). Le

(33) *Ibidem*, p. 12.
(34) *Ibidem*, p. 7.
(36) *Ibidem*, p. 10.
(37) *Ibidem*, p. 16.
(38) *Literarni Listy*, 7 mars 1968.

milieu étudiant bouillonne de vie politique : Lubos Holecek et Jiri Mueller, lui aussi démobilisé, rejoignent l'équipe constituée en novembre-décembre, Petr Rybar et Zdenek Zboril, dans le Comité d'action des étudiants de Prague, que critiquent les « gauchistes » de l'Organisation étudiante indépendante fondée à l'Ecole supérieure d'agriculture par Karel Kovanda et Miroslav Tyl (39). A l'assemblée nationale des étudiants, convoquée à Brno les 22 et 23 mars par l'Union de la jeunesse, une majorité écrasante décide la création d'une organisation indépendante et désigne les commissions qui doivent préparer les congrès constitutifs en Bohême-Moravie comme en Slovaquie (40). Dans les semaines qui suivent est mis sur pied le « *Parlement des étudiants de Prague* ». Le 24 mars, des représentants des jeunes travailleurs, employés et techniciens des principales entreprises décident de fonder l' « *Union des jeunes travailleurs* », elle aussi indépendante (41). De tous côtés surgissent des organisations professionnelles, culturelles, de loisirs, indépendantes. Depuis la fin de février — et sans doute pour la sauver — le journal de l'Union de la jeunesse, *Mlada Fronta*, revendique son indépendance à l'égard du parti.

C'est par les jeunes ouvriers que l'agitation est passée des universités aux usines. Passifs d'abord et surtout méfiants, les ouvriers s'enhardissent peu à peu, avant de se mettre à leur tour en mouvement. Les réunions syndicales sont bondées, les orateurs toujours plus nombreux, les revendications apparaissent. La base exige le retour à la conception traditionnelle, ouvrière des syndicats : des organismes de défense des intérêts matériels et moraux de la classe, des instruments des ouvriers. Dès le 12 mars, mis en accusation à une réunion de la fraction communiste du conseil central des syndicats, le président Pastyrik et deux de ses principaux collaborateurs démissionnent (42). Le 21, le présidium désigne le successeur de Pastyrik à la tête des syndicats, un ancien ministre, Karel Polacek. Mais les syndiqués ne l'entendent pas de cette oreille. Le 22, c'est la réunion du conseil central des syndicats. Le conseil du 9e arrondissement, celui du quartier de Vysocany, qui comprend notamment la grande usine de Sokolovo de C.K.D., a reçu un mandat des délégués des 85 000 ouvriers qu'il représente : il proteste contre la désignation par une instance du parti du nouveau président des syndicats, dont il souligne l' « *incompétence en matière syndicale* » (43). Le conseil central, noyé sous les délégations envoyées par les usines, décide de ne pas les recevoir, « *faute de place* », mais doit néanmoins entendre l'ultimatum du conseil du 9e arrondissement qui menace de lancer une grève de protestation si la nomination de Polacek est maintenue. La fraction communiste du conseil se réunit, lâche du lest, et vote une résolution qui condamne « *la déformation du rôle dirigeant du parti*

(39) Source écrite privée.
(40) Source écrite privée.
(41) *Politique aujourd'hui*, N° 1, p. 103.
(42) *Prace*, 13 mars 1968.
(43) *Prace*, 23 mars 1968.

qui réduit les syndicats au rôle d'agents d'exécution et de courroies de transmission du parti et même des décrets et décisions gouvernementales... le style et les méthodes de travail... qui ont remplacé les principes par la coercition » (44). Le conseil central la reprend à son compte. C'est que, partout, les travailleurs exigent, frappent du poing sur la table. Le 23 mars, *Prace*, le quotidien des syndicats, évoque « *ces journées exaltantes... avec l'éveil à la vie politique de cercles toujours plus larges* » (45). Les délégations d'usines se succèdent, venues de toutes les régions, et en particulier celle de l'usine Skoda de Pilsen. Le conseil central interrompt sa session, et le présidium annonce la convocation prochaine d'une conférence nationale des syndicats libres et démocratiques, qui se prononcera sur la nomination des nouveaux responsables et pourra remettre éventuellement en cause celle de Polacek (46). Un peu partout éclatent des grèves, fusent des menaces de grève : des directeurs sont congédiés par des assemblées ouvrières, démocratiquement remplacés ; on revendique des hausses de salaires, on ouvre des débats sur toutes les questions par affiches murales, tracts, assemblées générales. Le correspondant de l'*Observer* raconte : « Un *exemple parmi d'autres. L'autre jour, dans une grande usine de Prague, considérée comme un bastion de la ligne dure du parti, les dirigeants syndicaux réunissent* 3.000 *ouvriers pour une interruption de dix minutes et leur présentent une résolution toute prête de soutien à Dubcek et au plénum de janvier qui l'a élu, mais les ouvriers insistent pour discuter eux-mêmes et voter leurs propres résolutions. L'un après l'autre, ils bondissent à la tribune et critiquent les dirigeants syndicaux... Le meeting dure une heure et demie et se termine par le vote de résolutions... Une jeune fille dit* "Ce serait une erreur fatale que de croire que, Novotny parti, tout va aller très bien. Cela ne doit être qu'un commencement" » (47).

La bourrasque secoue maintenant le Parti à tous les échelons. Pierre Daix écrit : « *La masse du Parti, jusque-là réticente devant les changements survenus d'en haut, l'a manifesté avec une soudaineté inattendue : sans démocratie réelle, on ne peut se fier à personne. Et comme cette masse était convoquée depuis quelque temps pour élire ses directions de districts du parti, alors que, jusque-là, elle avait le plus souvent reconduit sans conviction les anciens, elle se mit dans ces élections échelonnées à les balayer, si bien que des pans entiers de l'appareil se sont littéralement volatilisés entre la fin février et la mi-mars* » (48). Au comité central, au présidium, tout est également à nouveau remis en question : le compromis de janvier est violé pour les uns, dépassé selon les autres. Face aux journalistes, face aux questions des participants dans les meetings de masse, les dirigeants expriment, sans le

(44) *Prace*, 22 mars 1968.
(45) *Prace*, 23 mars 1968.
(46) Ascherson, *The Observer*, 24 mars 1968.
(47) *Ibidem*.
(48) Daix, *op. cit.* pp 60-61.

vouloir peut-être, plus que des nuances dans leur orientation. Smrkovsky, orateur de choc dans les meetings de la jeunesse, va plus loin que les autres. Dubcek, lui, est encore très en retrait. Le jour même où Smrkovsky, face aux jeunes de la Maison slave, prend position pour l'épuration que réclame son auditoire tumultueux, le premier secrétaire se contente de répondre à une délégation d'étudiants que « *ce qui importe, ce n'est pas de savoir qui occupe tel ou tel poste, mais quelle politique nous allons faire* » (49). Le 14 mars, pourtant, un communiqué d'une résolution du présidium semble indiquer que l'accord s'est fait sur une position sur laquelle aucun retour en arrière n'est possible. Ce texte comporte en effet une phrase capitale : « *Il s'agit de la liquidation définitive des déformations qui ont menacé le sain développement de la société socialiste. Nous voulons créer une société socialiste démocratique, évoluée, qui permette aux forces créatrices du peuple de s'épanouir* » (50).

Le problème est le même qu'en janvier, mais dans des conditions toutes nouvelles : cette fois, en effet, d'importantes couches de la population se sont mobilisées, étudiants, intellectuels, ouvriers, et elles entraînent avec elles, dans une pratique démocratique nouvelle et pour des revendications et mots d'ordre de démocratisation, un grand nombre de militants communistes. Le mouvement est certes confus, mais il n'est pas dirigé contre le socialisme, seulement contre le régime politique bureaucratique et antidémocratique imposé à la Tchécoslovaquie depuis l'époque stalinienne. De la part des hommes de l'appareil, deux attitudes sont possibles. L'une, celle des « *conservateurs* » ou « *néo-conservateurs* » — suivant qu'ils ont ou non soutenu Novotny en janvier — consiste à dénoncer et mettre en accusation la presse et ses « *excès* », coupables d'alimenter ou de ressusciter des forces et des sentiments « *anti-socialistes* », et, par conséquent, à appeler, directement ou non, à la répression : elle revient en définitive à la politique de Novotny en 1967, mais dans un contexte plus difficile encore, puisqu'elle implique désormais une répression massive, dont les conséquences et contrecoups pourraient être infiniment plus graves. L'autre attitude consiste à ne pas s'opposer de front au mouvement des masses, à déterminer des objectifs peu différents du sien, de sorte que le parti ne cesse de le contrôler tout au long et de le canaliser. Aux masses qui sont en train de réaliser par leur pratique la démocratie dans le socialisme, il faut donc présenter désormais un programme qui aille bien au-delà de l'ancienne revendication de la suppression du cumul et puisse apparaître comme un véritable programme de démocratisation. C'est la voie choisie par le présidium, et Dubcek la définit le 16 mars devant le comité municipal de Brno en indiquant le contenu du programme d'action en chantier : fonctionnement autonome du Parti, de l'Etat et du gouvernement, interdiction du cumul, application de la réforme économique, alliance avec l'U.R.S.S. et coexistence paci-

(49) *L'Humanité*, 16 mars 1968.
(50) *Rude Pravo*, 15 mars 1968.

fique. Il affirme qu'à son avis la société tchécoslovaque est mûre pour la démocratie socialiste et que le sentiment socialiste y est suffisamment vivace pour qu'un libre dialogue puisse s'engager entre tous sans constituer un danger pour le socialisme. Ménageant sa gauche comme sa droite, Dubcek demande à la presse de ne pas formuler ses critiques sous des formes « *qu'on ne pourrait plus diriger* » ou qui conduiraient à « *des idées extrémistes* », mais il la remercie en même temps de l'excellent travail qu'elle fait en « *éveillant l'intérêt des grandes masses pour les événements actuels* » (51). Toutes les contradictions de sa position sont révélées dans ce discours qui constitue pourtant un pas en avant : Dubcek ne peut condamner sans réserves la presse qui a mobilisé et mobilise l'opinion en sa faveur, qui est en train d'assurer, en même temps que son autorité jusque-là fragile, l'élimination de Novotny et des siens. Mais il ne peut approuver ni surtout encourager un mouvement de masses qui risque, en définitive, de mettre en cause l'autorité de l'appareil dont il est le représentant. Les intellectuels et les étudiants les plus conscients ne s'y laissent pas prendre. Dans une lettre à *Literarni Listy*, Ludvik Vaculik rappelle le rôle joué dans la répression contre les intellectuels par Zdenek Mlynar, devenu aujourd'hui l'un des champions des réformes et de la démocratisation : « *Ce qu'il est désormais, je le soutiendrai pour le moment, mais je ne contracterai aucune obligation* » (52). Lubos Holecek, interviewé à la télévision, fait des réserves sur le futur programme d'action, dont l'objectif essentiel est seulement économique, et dont il prévoit que le contenu sera inévitablement en retrait par rapport au mouvement réel des couches sociales en mouvement (53).

Cependant que la presse poursuit la publication des résolutions demandant chaque jour et sur tous les tons la démission de Novotny, les nouveaux dirigeants multiplient déclarations, interviews et discours qui tentent de définir le « *nouveau modèle* » envisagé, le type de rapports à créer entre parti et société afin de rendre le Parti plus attrayant et plus populaire. Le 22 février, Dubcek avait été prudent : « *Le Parti* », avait-il dit, « *a essayé de se débarrasser des vieilles habitudes et insuffisances. Mais il y a toujours eu un fossé entre ses paroles et ses actes. Trop souvent, ses efforts ont été entrepris sans conviction, les progrès ont été partiels, limités à quelques secteurs* » (54). Le 25 mars, *Rude Pravo* annonce l'ajournement des élections municipales, prévues pour le 19 mai, jusqu'à la révision de la loi électorale, avec ce commentaire : « *La procédure actuelle est incompatible avec le processus de démocratisation socialiste* » (55). Le lendemain paraît dans ses colonnes une première esquisse de ce que sera le programme d'action, affirmant que « *la liberté de parole est l'élément de base que toute démocratie*

(51) *Rude Pravo*, 18 mars 1968.
(52) *Literarni Listy*, 21 mars 1968.
(53) *New York Times*, 26 mars 1968.
(54) *Rude Pravo*, 23 février 1968.
(55) *Rude Pravo*, 25 mars 1968.

doit accorder à ses concitoyens », et précisant : « *Le socialisme peut créer une société nouvelle plus parfaite qui constituerait non seulement un pôle d'attraction pour les travailleurs des pays avancés, mais qui créerait aussi les meilleures conditions de développement de tout ce qui est bon dans le peuple... La première chose à faire est de redonner confiance à tout le peuple, de lui inculquer une nouvelle certitude dans la vie, la foi dans le socialisme* » (56). Au même moment, la commission de contrôle, amputée de son président novotnyste, propose la réintégration dans le parti des écrivains exclus en septembre, Ludvik Vaculik, Liehm et Ivan Klima, et recommande la réhabilitation totale de toutes les victimes du procès Slansky (57). Incontestablement, les nouveaux dirigeants tchécoslovaques ont choisi de ne pas s'opposer de front au mouvement des masses.

Mais, avec précisément l'explosion du mouvement des masses et le tournant du présidium vers une politique de démocratisation, l'affaire tchécoslovaque revêt désormais les dimensions d'une affaire internationale. Depuis le début mars, la Pologne de Gomulka est secouée par les manifestations et les grèves d'étudiants, dont le langage est le même que celui des meetings de Prague. Les étudiants pragois multiplient les signes de leur solidarité avec les étudiants polonais, dont la presse tchécoslovaque présente l'action avec sympathie. Les attaques contre Novotny sont ressenties dans les milieux dirigeants d'Allemagne de l'Est comme autant d'avertissements et de menaces contre le pouvoir du vieux stalinien Walter Ulbricht. On s'inquiète à Moscou. Cernik et le général Peprny y font un séjour-éclair et, à leur retour, le 21 mars, déclarent à la presse qu'ils ont eu à répondre « *à une série de questions concernant le développement du processus de démocratisation en Tchécoslovaquie et qui intéressaient la partie soviétique* » (58). Les émissaires tchécoslovaques se sont-ils contentés de donner des assurances et de rassurer leurs interlocuteurs inquiets ? On peut en douter. La question à l'ordre du jour est en effet la démission de Novotny, pour laquelle un feu vert de Moscou est sans doute nécessaire, mais dont le maintien constitue l'un des facteurs de l'agitation qui inquiète les Russes.

En tout cas, alors que le plénum du comité central est convoqué pour le 28 mars, c'est le 22 — soit le lendemain du retour de Cernik — que Novotny écrit sa lettre de démission de la présidence de la république... C'est le 26 que le présidium doit faire des propositions pour le remplacement de Novotny et la formation d'un nouveau gouvernement, et le 23 — trois jours avant cette réunion capitale — on apprend soudain que Dubcek et une délégation tchécoslovaque se trouvent en Allemagne orientale, à Dresde, où se tient une conférence des dirigeants des partis d'Europe de l'Est. La situation en Tchécoslovaquie est à l'ordre du jour. Dès

(56) *Rude Pravo*, 26 mars 1968.
(57) *Rude Pravo*, 26 mars 1968.

son retour, Dubcek s'efforce de rassurer : « *Nos amis souhaitent le succès de notre œuvre et ils nous ont assuré de leur entier soutien... Nous avons informé nos collègues du processus de renaissance, des préparatifs de la prochaine réunion plénière du comité central et de notre programme... Il est naturel que nos amis se soient inquiétés du danger de voir des éléments anti-socialistes tirer parti de notre processus de démocratisation. Nous leur avons fourni des informations détaillées qui les ont beaucoup aidés à comprendre la politique du comité central du parti... Notre pays a salué l'initiative de cette réunion qui venait de plusieurs côtés. Les conversations se sont déroulées dans un esprit de sincère camaraderie* » (59). Pourtant, la soudaineté de la « *convocation* », la tenue de la conférence entre la démission de Novotny et la réunion prévue pour proposer son remplaçant, le fait que le communiqué officiel fasse un sort particulier aux conversations sur la Tchécoslovaquie provoquent une réelle inquiétude. *Prace* l'exprime en écrivant que certains passages du communiqué « *donnent l'impression que notre délégation est allée rendre des comptes, bien qu'il soit clair que, en tant que communistes, ses membres soient responsables vis-à-vis de leur parti, en tant que membres du gouvernement vis-à-vis de leur parlement, et, plus généralement, vis-à-vis du peuple, leur instance suprême* » (60). Or, le même jour, une déclaration faite à Berlin-Est par le président de la commission idéologique du S.E.D., Kurt Hager, transforme le malaise en vive émotion : le bureaucrate est-allemand affirme en effet que la propagande de Bonn utilise largement les attaques de la presse tchécoslovaque contre le rôle dirigeant du parti, contre le comité central et son appareil, et notamment qu'elle « *reproduit avec application les déclarations du ministre des eaux et forêts Smrkovsky* » (61). La *Pravda*, elle, consacrant, pour la première fois depuis janvier, quelques lignes à la Tchécoslovaquie, s'en prend « *aux mensonges de la presse impérialiste* » qui parle d' « *ingérence russe* » à propos de la conférence de Dresde (62).

Le comité central, quand il se réunit le 28 mars, au terme de la première vague tumultueuse du « *printemps de Prague* », se trouve devant une donnée nouvelle : l'intervention des « *pays-frères* » et de leurs dirigeants inquiets. On pense généralement que l'accord s'est fait à Dresde, malgré les réticences d'Ulbricht, sur un certain nombre de propositions de Dubcek, dont on ignore d'ailleurs dans quelle mesure elles ont pu être modifiées ou précisées au cours de la conférence. La *Pravda*, en tout cas, soutient Dubcek dans la mesure où il se place sous le signe de la continuité du régime bureaucratique, puisqu'elle écrit : « *Le Parti communiste tchécoslovaque mène un grand travail... sur la base des décisions de janvier ayant pour but de mettre en œuvre la*

(58) *Le Monde*, 22 mars 1968.
(59) Interview à C.T.K., *Le Monde*, 28 mars 1968.
(60) *Prace*, 26 mars 1968.
(61) *Le Monde*, 28 mars 1968.
(62) *Pravda*, 28 mars 1968.

politique définie par le 13e *congrès concernant la construction en Tchécoslovaquie d'une société socialiste développée* » (63). En fait, le heurt est inévitable entre la conception des dirigeants communistes étrangers des limites à assigner au mouvement de masses et le mouvement lui-même. Conciliateur dans son parti entre les masses et l'appareil, Dubcek est également au centre du conflit international, entre les masses et les dirigeants de l'appareil international, et sa marge de manœuvre apparaît singulièrement étroite...

(63) *Pravda*, 28 mars 1968.

Chapitre III

LE PLENUM D'AVRIL ET LE PROGRAMME D'ACTION

Le 28 mars, Josef Smrkovsky, l'homme que les dirigeants de Berlin-Est traitent d'agent de Bonn, est élu au présidium en remplacement d'Antonin Novotny. L'événement est d'importance : vieux communiste, héros de la lutte clandestine et de l'insurrection de Prague en 1945, victime de la terreur stalinienne, Smrkovsky, tribun populaire à la rude franchise, est, plus que tout autre, le symbole du « *renouveau* » à l'intérieur du parti, où il apparaît comme le porte-parole des tendances les plus « *progressistes* » ou « *radicales* ». Il est celui qui, le 4 janvier, a entraîné le comité central hésitant et qui s'est, avant le présidium, lancé dans la bataille publique contre Novotny, celui que la jeunesse écoute. Aussi son entrée dans le présidium signifie-t-elle un déplacement du centre de gravité de l'organisme suprême, amputé sur sa droite et élargi sur sa gauche. Comme la réorganisation de janvier, pourtant, elle constitue aussi un nouvel effort pour conserver le contrôle du parti sur le mouvement de masses en train de lui échapper : personne ne s'est dépensé avec autant de succès que Smrkovsky pour limiter les dégâts, freiner les initiatives des jeunes, et, en cette période de bouillonnement et d'activité, sa franchise est en définitive le meilleur atout d'un parti à chaque instant débordé.

Pour le moment, en tout cas, l'événement semble encourager les intellectuels qui sont partie prenante dans le « *renouveau* ». Au cours d'une conférence de presse, le 29 mars, Edouard Goldstuecker parle avec un surprenant optimisme de la conférence de Dresde : « *Tôt ou tard* », s'écrie-t-il, « *les révolutions passeront par ce processus* ». Il traite par le mépris les menaces venues de Berlin-Est : « *Je suis sûr que le professeur Hager ne prendra pas contre nous le commandement d'une armée* » (1). Le présidium, lui, mesure avec soin chacun de ses gestes : la désignation du général Svoboda comme candidat du parti à la présidence de la république en est un bon exemple. Vieux soldat de métier, chef des troupes tchécoslovaques en Union Soviétique pendant la deuxième guerre mondiale, « *héros de l'Union Soviétique* », il ne peut qu'inspirer confiance aux gouvernants russes dont beaucoup le connaissent personnellement. Homme réputé intègre, révoqué à l'époque stalinienne, il ne peut déplaire aux jeunes, et la manifestation organisée par certains étudiants et surtout lycéens en faveur de Cestmir Cisar,

(1) Conférence de presse du 29 mars, *Le Monde*, 31 mars-1er avril 1968.

récemment rappelé de son poste de Sofia, n'est qu'une initiative de caractère folklorique. Mais les dirigeants du parti se gardent bien de tout ce qui pourrait donner le sentiment d'une « *politique de cabinet* » et de négociations en coulisse, et Dubcek donne toutes explications aux 2.000 jeunes, massés devant l'immeuble du comité central au bord de la Vltava, qui veulent savoir pourquoi le choix des dirigeants s'est porté sur le général Svoboda comme candidat du parti (2). A la veille de la réouverture de la session du plénum du comité central, fixée au 1er avril, le sentiment général est que l'élimination de Novotny et de ses partisans y trouvera sa consécration sous la forme de la convocation anticipée du XIVe congrès du Parti, qui seul permettrait l'élection d'un comité central répondant aux exigences de la situation nouvelle. C'est en tout cas ce que Zdenek Mlynar, qui passe pour être devenu l'un des conseillers de Dubcek, affirme dans *Rude Pravo* le 31 mars : « *L'évolution survenue depuis janvier a rendu périmées et dépassées de nombreuses idées que l'on considérait alors comme progressistes et définitives* », et le congrès doit être convoqué « *le plus tôt possible* », afin que le comité central puisse être renouvelé, « *et pas à moitié* » (3).

Or le déroulement du plénum, du 1er au 5 avril, ne répond pas exactement à ces espérances et constitue pour certains une réelle déception. Novotny et les siens sont certes battus, mais les thèmes conservateurs sont longuement développés par des hommes qui, simultanément, combattent Novotny, puisqu'ils font partie, depuis janvier, de la nouvelle majorité. Hendrych démissionne du présidium, en présentant une autocritique sur son attitude à l'égard des écrivains. Koucky, mis en cause par Kladiva, le doyen de la Faculté de philosophie, démissionne lui aussi en reconnaissant sa responsabilité dans les retards apportés à la réhabilitation des victimes de la terreur stalinienne. Kladiva obtient également la démission du président de l'assemblée nationale, Lastovicka. Le général Lomsky, ministre de la défense nationale, depuis longtemps sur la sellette et sans doute protégé par ses fonctions dans l'état-major du pacte de Varsovie, donne également sa démission, après l'estocade portée par Jaroslav Frybert, membre de la commission de contrôle. Novotny est très attaqué et prononce une autocritique très nuancée, niant catégoriquement l'accusation d'avoir tenté en décembre un coup d'Etat contre le comité central, affirmant son loyalisme à l'égard de la nouvelle équipe dirigeante et d'Alexandre Dubcek. Mais en même temps, au cours d'une intervention prévue pour dix minutes mais qui durera finalement trois quarts d'heure, il développe des thèmes auxquels il sera fait écho au cours du débat les jours suivants, et dans le pays après le plénum. « *Le parti*, affirme-t-il, *n'a pas la situation en main, il n'a pas la direction des processus idéologiques et politiques... Il s'affaiblit en se divisant en progressistes et conservateurs, non selon le critère d'un pro-*

(2) Cité par Grünwald, *Les Perce-Neige de Prague*, p. 77, d'après Associated Press.

(3) *Rude Pravo*, 31 mars 1968.

gramme pour l'avenir, mais selon des positions qui concernent le passé... Le public est souvent influencé par des journalistes irresponsables, des forces négatives se réactivent » (4). Kabrna — député du 9e arrondissement de Prague, celui de l'usine C.K.D. — brosse un sombre tableau de la situation dans les usines, parle du déchaînement de la démagogie, des demandes généralisées d'augmentations de salaires, du limogeage systématique des directeurs, des demandes de création de partis d'opposition, « *toutes revendications formulées sous forme d'ultimatum avec menace de grève* ». Le Slovaque Chnoupek énumère des manifestations d'état d'esprit et de tendances « *anti-socialistes* », la revendication du retour au système d'entreprises privées employant moins de cinquante ouvriers, le mot d'ordre de « *comités populaires sans communistes* », la décomposition apparemment sans remède, malgré les objurgations de Dubcek, de l'Union de la jeunesse, les vendettas qui se déchaînent, les juges qui se pendent et — ce qui met le comble à son indignation — l'invitation faite à un journaliste ouest-allemand d'assister à une conférence du Parti (5).

Or ces hommes ne parlent pas pour des sourds. Les discours de compte rendu du plénum par Dubcek vont restituer un écho — quoique atténué — de leurs critiques. Le premier secrétaire maintient certes fermement la ligne dite « *de démocratisation* » : « *Nous maintenons* », déclare-t-il aux militants de Prague, « *la ligne générale de l'édification socialiste, mais nous cherchons à accroître son développement par la libération et l'épanouissement de l'homme.* » Mais le contrôle et le maintien de la direction par le parti sont absolument nécessaires : « *Nous avons confiance dans la force du Parti, dans la maturité politique des travailleurs, ouvriers et agriculteurs, dans notre jeunesse. Et c'est sur cette confiance que le Parti entend fonder son action. Le Parti et son comité central resteront à la tête du processus de démocratisation et de renaissance, bien que certaines manifestations aient apparemment échappé à son contrôle. Nous ne les avons pas ignorées, mais nous avons eu tant de problèmes à régler que nous ne leur avons pas accordé une importance exagérée.* » Il admet, de ce point de vue, la légitimité de certaines critiques émises, soit à Prague, soit dans d'autres capitales de l'Est : « *Nous ne saurions affirmer avoir empêché toute manifestation de tendance anarchiste... et il est logique que l'apparition de ces phénomènes inquiète notre opinion.* » Il défend donc la thèse des « *limites nécessaires* » : « *Nous ne pouvons être d'accord avec ceux qui voient tout en noir dans ce qui s'est passé au cours des vingt dernières années... Le respect des normes du Parti est la meilleure garantie contre les tendances anarchistes... Notre politique étrangère a pour base notre alliance avec l'Union Soviétique et les autres pays socialistes* » (6). Ce sont les mêmes thèmes de la prudence et de la défense des apparatchiki, du contrôle de la démocratisation, qu'il développe dans une interview à *Rude Pravo*

(4) *Rude Pravo*, 6 avril 1968.
(5) *Prace*, 6 avril 1968.
(6) *Prace*, 6 avril 1968.

et à la *Pravda* slovaque : « *Nous devons procéder avec prudence, de manière réfléchie, sans hystérie, conformément aux principes de la morale socialiste. Considérer la démocratie socialiste comme une possibilité pour chacun de se mêler de tout et de faire ce que bon lui semble, c'est vouloir l'anarchie et cela n'a rien à voir avec la démocratie.* » Il invite la presse à « *défendre les responsables... qui ont travaillé pendant des années, pleins de dévouement, et qui sont maintenant attaqués de façon démagogique* » (7). Enfin et surtout — c'est là la décision la plus significative — dès le 1er avril, jour d'ouverture du plénum, il s'est prononcé, dans son rapport introductif, contre la convocation anticipée du XIVe congrès du Parti.

Le plénum remanie profondément le présidium, qui n'avait été que complété en janvier. Novotny et ses fidèles en sont écartés, Lenart étant simplement rétrogradé. Hendrych et Dolansky s'en vont également. Parmi les nouveaux promus, on relève d'abord la présence de deux Slovaques, Vassil Bilak, successeur de Dubcek comme premier secrétaire du P.C. slovaque, et Barbirek. Oldrich Svestka, rédacteur en chef du *Rude Pravo* depuis dix ans, dont les démêlés avec les « progressistes » du journal et surtout le rédacteur de politique étrangère Jiri Hochman sont la fable de Prague, entre au présidium, ainsi que Frantisek Kriegel, médecin juif, ancien d'Espagne, que l'on destine à la présidence du « *Front national rénové* ». C'est en vain que Jaroslav Frybert a réclamé l'élection d'Ota Sik et l'élimination de Kolder dont la responsabilité est évidente dans le retard des réhabilitations. Les conservateurs Martin Vaculik, le secrétaire de Prague, et Antonin Kapek, directeur de C.K.D., demeurent suppléants. Les « *vainqueurs de janvier* » assurent leur contrôle sans que, pour autant, le présidium cesse d'être, d'allure au moins, très conservateur. En ce qui concerne le gouvernement, dont la composition sera connue le 8 avril, il est, lui aussi, symbolique de changement et de continuité. Le premier ministre est Oldrich Cernik, ce qui souligne les objectifs économiques de la nouvelle politique. Ota Sik est vice-président, aux côtés du très conservateur Lubomir Strougal, ancien ministre de l'intérieur de Novotny, de deux Slovaques, Colotka et Husak, et de Frantisek Hamouz. Le choix du général Dzur, un de ceux qui, avec Prchlik, ont enrayé le putsch de décembre, pour la défense nationale, celui du général Josef Pavel, ancien des Brigades internationales, ancien vice-ministre de la sécurité d'Etat, mais aussi l'une des plus célèbres victimes des procès des années cinquante, pour l'Intérieur, illustrent clairement la volonté de l'équipe dirigeante de placer à ces postes-clés des hommes compétents dont il n'est pas question qu'ils fassent de concessions aux gens de Novotny. Avec Dubcek lui-même, chargé au secrétariat des questions de défense et de sécurité, avec Vaclav Prchlik à la tête de la 8e section épurée, Dzur et Pavel aux ministères-clés, ce sont des hommes dévoués au premier secrétaire qui occupent les fonctions essentielles dans le parti et le gouvernement, conformément

(7) *Rude Pravo*, 12 avril 1968.

aux règles de l'appareil. Le fait que plusieurs dizaines de députés du parti profitent de l'instauration du vote secret pour manifester leur hostilité à Smrkovsky, candidat du présidium à la présidence de l'assemblée nationale, démontre que la résistance des conservateurs n'est pas près de cesser.

La signification du plénum d'avril, son caractère de compromis entre « *progressistes* » et « *conservateurs* », ou, si l'on préfère, sa volonté marquée de freiner le mouvement des masses et d'en reprendre le contrôle, n'échappent ni aux intellectuels ni aux journalistes les plus décidés. C'est contre Dubcek que *Mlada Fronta* argumente déjà, sans s'en cacher, en écrivant le 3 avril que « *personne, même pas le comité central de l'Union de la jeunesse tchécolovaque, ne peut songer à maintenir l'existence de l'Union sous sa forme actuelle* » (8). Le 11 avril, dans *Literarni Listy*, Vladimir Blazek souligne le conformisme de la presse qui s'est contentée de publier des extraits des interventions au plénum sans même en tenter l'analyse, pour ne pas parler de critique. Pour lui, des doutes subsistent dans l'esprit de beaucoup quant à la capacité du Parti communiste, « *en même temps cause et victime de la dégénérescence* », de se renouveler et de se régénérer. Blazek souligne que le véritable problème est de parvenir à une certaine stabilisation sans liquider la liberté de parole dont il écrit qu'elle constitue « *pour le moment le résultat le plus tangible de la démocratisation* » (9). La semaine suivante, un éditorial de *Literarni Listy* revient sur la question, sous le titre : « *La stabilisation* ». Etudiant la composition du présidium, il relève l'absence d'Ota Sik et la promotion de Svestka qui, pour lui, « *s'identifie à l'histoire des dernières années et aux attaques contre les intellectuels* ». Les trois rescapés du présidium du temps de Novotny, Dubcek, Kolder, Cernik se sont « *d'emblée trouvés placés au centre* ». L'aile gauche, dont il dit qu'elle est « *plus radicale dans ses objectifs, quoique plutôt hétéroclite* », est nettement minoritaire, avec trois membres seulement, Smrkovsky, Spacek et Kriegel. La droite conservatrice regroupe les trois suppléants, Lenart, Vaculik et Kapek. Et l'éditorial de *Literarni Listy* classe « *entre la droite et le centre* » le fort groupe slovaque, Barbirek, Piller, Rigo, Svestka, Bilak, « *qui assure la liaison avec l'aile droite* ». Il conclut que « *le comité central reste évidemment toujours la principale réserve des idées et tendances conservatrices* », et que « *les dirigeants ont choisi pour l'instant une politique centriste avec atermoiements des deux côtés* » (10). Analyse pessimiste, certes, mais qui n'est sans doute pas très éloignée de la réalité. Le problème de janvier est largement dépassé : il ne s'agit plus désormais ni du « *cumul* », car la question est réglée, ni de la « *question slovaque* », que les dirigeants sont unanimes à vouloir régler à la satisfaction des Slovaques, dans le sens d'une fédéralisation. Certes, la question de l'application de la réforme économique est encore en jeu, mais elle est largement

(8) *Mlada Fronta*, 3 avril 1968.
(9) *Literarni Listy*, 11 avril 1968.
(10) *Literarni Listy*, 18 avril 1968.

éclipsée par le problème de la « *démocratisation* », en d'autres termes des concessions et des limites à tracer au mouvement de masses pour la démocratie socialiste. Et il est clair que, sur ce terrain, les dirigeants slovaques, qui, depuis quelques semaines, ne dissimulent pas leur irritation croissante devant les « *excès de la presse* », partagent l'hostilité des conservateurs et les appréhensions des apparatchiki comme Kolder et Cernik. Dubcek, dont la personne s'identifie désormais au « *socialisme à visage humain* », est-il un arbitre ou un otage ? La question se pose d'autant plus que la pression russe s'accentue et renforce les résistances de l'appareil : ce que Brejnev attend de lui, c'est le rétablissement de l'ordre, un ordre qui pourra naître de la persuasion, s'il s'en montre capable, mais qui constitue une nécessité absolue.

C'est ce qui apparaît à l'évidence dans le Programme d'action adopté par le plénum (11) : préparé depuis le plénum de janvier, plusieurs fois remanié, il fixe en effet objectifs et méthodes de la transformation telle que l'entendent les nouveaux dirigeants. La partie politique, vraisemblablement rédigée par Mlynar, commence par un rappel des circonstances dans lesquelles la Tchécoslovaquie s'est trouvée être « *le premier pays industrialisé à réaliser la transformation socialiste de la société* ». L'une des principales a été un « *système bureaucratique* » de gouvernement, qui n'a pas empêché, cependant, d'importants succès, « *l'élimination de l'exploitation capitaliste et des inégalités sociales qui en découlent* », la constitution d'une « *vaste base industrielle* », « *d'importants succès dans le domaine de la science et de la culture* », une « *position internationale fermement assurée dans la communauté des Etats socialistes* ». Depuis le début des années soixante, cependant, la Tchécoslovaquie est entrée, selon ce programme, dans une étape nouvelle caractérisée par la disparition des antagonismes de classes, la nécessité d'une modernisation de l'économie et de l'introduction d'un « *système économique de gestion qui sache imposer un tournant vers la croissance intensive* », « *un développement des connaissances et de la qualification* », de façon à « *préparer l'intégration du pays dans le processus de la révolution scientifique et technique dans le monde* », tout cela rendant nécessaire un « *dynamisme de la société socialiste pour faire face à la concurrence mondiale* », dont la condition est « *le large champ d'action pour l'initiative sociale ouvert par les échanges d'opinion et la démocratisation de tout le système social et politique* ».

Suit une revue des erreurs commises après le XX^e^ congrès du P.C. de l'U.R.S.S. : « *Une extension précipitée de l'industrie lourde, des exigences disproportionnées... qui ont conduit à l'épuisement des ressources matérielles et humaines* ». Ces insuffisances sont dues au maintien du « *vieux système de gestion directif* » (la centralisation bureaucratique) et surtout aux « *déformations du système politique* ». Résumant les difficultés, le Programme d'action réca-

(11) Larges extraits de la traduction du Programme d'action dans Roger Garaudy, *La Liberté en sursis : Prague 1968*, pp. 47-63, que nous avons utilisé, et texte dans *Pourquoi Prague ?* pp. 131-182.

pitule en ces termes la crise tchécoslovaque dans les dernières années :

« *L'élément principal de ce cercle vicieux résidait dans les séquelles ou les rechutes des attitudes bureaucratiques et sectaires dans le parti même. Le développement insuffisant de la démocratie socialiste au sein du parti, l'atmosphère défavorable pour le déploiement de l'initiative, la défense ou même la répression de la critique, tout cela a empêché une correction rapide. Les organes du parti prétendaient réaliser les tâches des organes économiques et d'Etat et des organisations de masse. Il s'en est suivi une monopolisation du pouvoir par quelques éléments. Cela a conduit à des interventions non fondées, à la paralysie de l'initiative à tous les degrés, à l'indifférence, au culte de la médiocrité et à un anonymat néfaste.* »

Il faut donc, selon les dirigeants tchécoslovaques, élaborer et appliquer un « *nouveau système politique, un nouveau modèle de* "démocratie socialiste" ». Ce système passe d'abord à leurs yeux par la lutte contre le nivellement des salaires, nécessaire à l'intérêt du développement de toute la société, parce que favorable à l'élévation de « *la maturité technique, la rentabilité du travail et sa productivité, l'autorité et les pouvoirs des dirigeants responsables, le principe de l'intéressement matériel* ». Il faut d'autre part que « *le parti applique une politique par laquelle il mérite pleinement son rôle dirigeant dans la société* » : « *il ne peut imposer son autorité, mais doit la conquérir constamment par ses actes. Il ne peut imposer sa ligne par des ordres, mais par le travail de ses membres, par la vérité de ses idéaux* ». Il faut en conséquence combattre le centralisme bureaucratique dans le parti en accroissant « *la participation des membres du parti à l'élaboration de la ligne politique* », en renforçant « *le rôle réellement démocratique des organes élus* ». Cela implique, non l'affaiblissement de la discipline dans l'exécution des décisions, mais la reconnaissance dans la pratique du droit de critique et même du devoir d'initiative, l'application de règles démocratiques comme le vote à bulletin secret. La « *direction politique de la conception marxiste-léniniste* » est la condition du développement correct, l'élaboration de la politique d'Etat se faisant entre le Parti communiste et le Front national regroupant les divers partis autorisés. Les travailleurs doivent être complètement informés, tant sur les faits que sur l'état des discussions au sein du Front national ou dans le parti lui-même.

Cette nouvelle politique impose la réhabilitation de toutes les victimes de l'arbitraire, l'ouverture des portes du parti à la jeunesse et l'abandon de la « *direction directe* » de l'Union de la jeunesse par le parti, l'établissement d'une égalité réelle entre les Tchèques et les Slovaques, longuement développée sous la forme d'une « *fédéralisation* » à étudier et mettre en pratique.

C'est sur ces bases nouvelles que pourra être promue la réforme économique, démocratisation de l'économie qui rende les « *collectifs de travail* » responsables « *d'une bonne ou mauvaise gestion de leurs entreprises* » et qui rend nécessaire la création d' « *organes*

démocratiques de gestion dans les entreprises ». Le programme affirme : « *Nous mettons beaucoup d'espoir dans le rétablissement des fonctions positives du marché en tant que mécanisme nécessaire au fonctionnement de l'économie socialiste et moyen de contrôle permettant de savoir si le travail dans les entreprises a été effectué rationnellement. Mais nous pensons non pas au marché capitaliste mais au marché socialiste, non pas à son exploitation spontanée, mais à son exploitation régularisée.* »

Et, plus loin : « *Le socialisme naît, se maintient et triomphe par l'union du mouvement ouvrier avec la science* », ce qui implique liberté et mesures d'encouragement et d'aide à la recherche dans tous les domaines, développement de l'enseignement, liberté de création artistique et culturelle. Il se poursuit par l'affirmation des principes de la politique extérieure : « *Union et collaboration avec l'Union Soviétique et les autres Etats socialistes* » et recherche de l'approfondissement « *sur la base de l'estime mutuelle, de la souveraineté et de l'égalité en droit, du respect mutuel et de la solidarité internationale* ». Il se termine par une vibrante affirmation de la fidélité du parti à l'idéal du socialisme : « *Nous ne prenons pas ces mesures pour renoncer en quoi que ce soit à nos idéaux — et moins encore à nos adversaires. Au contraire : nous sommes persuadés qu'elles nous aideront à nous débarrasser du poids mort qui a donné pendant tant de longues années de nombreux avantages à l'adversaire en paralysant l'efficacité de l'idée socialiste, l'attrait de l'exemple socialiste. Nous voulons animer de nouvelles forces au service de la vie socialiste qui permettront une confrontation beaucoup plus efficace des systèmes sociaux et des conceptions du monde et mettront pleinement en valeur les avantages du socialisme.* »

Les réformistes du Parti communiste tchécoslovaque étaient ainsi, en quelques mois, et sous la pression des masses, passés de la lutte pour créer les conditions d'application de leur réforme économique à la lutte contre « *le cumul des fonctions* », puis à un véritable programme sous le triple mot d'ordre de « *Démocratisation, réhabilitation, fédéralisation* ». Malgré l'enthousiasme exprimé par de nombreux commentateurs, de Roger Garaudy, du P.C.F., au collaborateur de Pierre Desgraupes qui qualifie ce programme de « *révolutionnaire* » (12), on peut en effet se demander si telles étaient bien son intention et sa portée. Plus moderne dans son vocabulaire — quoique l'apologie du « *marché* » n'ait rien de véritablement « *novateur* » — incontestablement plus attrayant que les vieilles litanies novotnyennes, le Programme d'action n'en portait pas moins l'empreinte de la situation politique, qui en faisait, non seulement un compromis au sein de l'appareil, mais un effort concret pour canaliser et coiffer le mouvement de masses qui menaçait précisément d'emporter cet appareil. Très significatif était à cet égard l'effort pour intégrer, dans le cadre d'un « *Front national rénové* » — c'est-à-dire assoupli et amélioré, le cadre qui

12) *Prague, l'été des tanks*, p. 55.

avait permis au parti communiste de contrôler les partis bourgeois et petit-bourgeois — toutes les organisations nées ou à naître du printemps de Prague. Mais il était aussi important que le plénum d'avril ait adopté ce Programme *à l'unanimité*, et, plus encore, qu'il n'ait fourni l'occasion d'aucune polémique véritable entre les fractions opposées.

En fait, le Programme d'action exprimait, d'une certaine façon, le débordement déjà entamé de la direction par le mouvement des masses. Déjà dépassé par le développement réel, puisqu'il promet la suppression de la censure, inscrite depuis plusieurs semaines dans la réalité, il reste muet quant à la liberté d'organisation et de réunion en cours d'être conquise. Ses perspectives, acceptables pour les intellectuels et qui donnent satisfaction aux vieilles revendications des Slovaques et aux exigences des économistes, laissent sur leur faim les travailleurs récemment mis en mouvement : encore peu friands de la « *liberté d'expression* », qui leur paraît une revendication d'intellectuels, ils ne trouvent pas, dans le Programme d'action, de réponse à leurs problèmes et à leur inquiétude face aux perspectives esquissées par la réforme économique, avec l'inévitable accroissement du chômage et la différenciation des salaires. Enfin, et surtout, le Programme d'action reflète une contradiction capitale, caractéristique de la situation créée par le développement du mouvement de masses. Le parti qui, aux termes de son nouveau programme, se refuse à tenir sa position du pouvoir et aspire à la tenir de la société elle-même, ne peut opérer cette transformation telle qu'il la conçoit que s'il conserve le pouvoir ! Ainsi que devait le noter en septembre Frantisek Samalik (13), la direction Dubcek, symbole de la nouvelle politique, « *incarnait de façon contradictoire continuité et discontinuité* » (14) : son Programme d'action cherchait à « *stabiliser* » et à « *consolider* », en d'autres termes, à arrêter par des méthodes nouvelles et mieux adaptées, plus modernes et plus attrayantes, le grand mouvement par lequel les masses tchécoslovaques, à la suite de la jeunesse, s'efforçaient de prendre en main leur propre destin...

(13) Frantisek Samalik, « Essai de bilan », *Politika*, N° 4, 19 septembre 1968, pp. 8-13.
(14) *Ibidem*, p. 13.

Chapitre IV

CECI CONCERNE LES OUVRIERS DU MONDE ENTIER

Compromis entre les fractions de l'appareil pour éviter l'affrontement avec le mouvement des masses, compromis avec les dirigeants de l'Union Soviétique et des autres pays de l'Est afin d'éviter l'exemple contagieux d'une nouvelle démocratisation à la mode prolétarienne, dépassé avant même sa publication, le Programme d'avril ne pouvait qu'aggraver les contradictions qu'il prétendait surmonter. C'est ce qu'allaient démontrer les semaines suivantes.

Et d'abord, la question des réhabilitations était loin d'être une question de simple justice ou de simple morale. Les réhabilitations — fermement décidées par le plénum d'avril — répondaient à une exigence à travers laquelle s'exprimaient toutes les aspirations d'une société opprimée pendant des années sous le talon de fer de la bureaucratie. Car la nature même du régime bureaucratique, la nécessité dans laquelle il se trouvait, pour survivre, d'atomiser toute force sociale et toute organisation — le parti compris —, l'acharnement avec lequel il avait traqué toute protestation, toute opposition, toute restriction mentale et toute potentialité d'indépendance étaient les causes véritables du régime de terreur qui n'avait épargné, depuis 1948, aucune couche de la société tchécoslovaque. Les chiffres officiels dénombrent en effet un peu plus de 130 000 condamnés à des peines de prison, presque 1 % de la population totale. Ils ne tiennent compte, ni des détentions sans procès, ni des affectations à des travaux ou des résidences par décision administrative, ni des convocations à des périodes de longueur indéterminée de service militaire. Ils n'englobent pas les exclusions des écoles, lycées ou facultés, les rétrogradations de cadres, les révocations de fonctionnaires, les changements de postes, de spécialité ou les licenciements d'ouvriers, les déportations administratives de paysans baptisés « koulaks » pendant la collectivisation forcée, les poursuites pour « vagabondage » contre des hommes ou des femmes privés de leur travail... Ils ne font pas entrer en ligne de compte les formes plus subtiles de terreur que constituaient, pendant ces années, les manifestations « spontanées » exigeant le châtiment des coupables, le vote des résolutions d'exclusions, les dénonciations, les autocritiques, les lâchetés auxquelles était condamné l'entourage des victimes. De ce point de vue, la question des réhabilitations se trouvait au cœur même du problème politique tchécoslovaque, comme elle se trouve au cœur même du problème politique dans tous les pays ayant connu la domination stalinienne, et en particulier l'U.R.S.S.

Le Programme d'avril prétendait régler ce problème dans l'ordre et le calme, par les voies légales, sans représailles ni contre-terreur. Malgré toutes ces précautions, il était pourtant impossible que les réhabilitations n'entraînent pas des explications, des révélations qui avaient des implications politiques, non seulement quant au système — la « *direction du parti* » — qu'elles entendaient de cette façon préserver, mais quant aux relations mêmes avec l'Union Soviétique. Il est, sous cet angle, significatif que ce soit au lendemain du plénum d'avril que la réhabilitation totale de l'ancien secrétaire général Rudolf Slansky et de ses compagnons ait eu pour effet de porter de rudes coups supplémentaires tant à Novotny qu'aux dirigeants russes, et, finalement, à l'idée même de la « *continuité* » que le présidium et le comité central s'efforçaient de préserver. Car les communistes condamnés pendant les années cinquante — 20 % environ du total — l'avaient été en liaison avec cette affaire dans un grand nombre de cas : des rescapés occupaient dans l'appareil et les organisations de l'intelligentsia, en ce printemps, des postes responsables à partir desquels ils pouvaient mener une lutte pour la vérité. *Literarni Listy*, là aussi, jouait le premier rôle. Fin mars, Dusan Hamsik y avait posé le problème des procès dans toute son ampleur en écrivant : « *On essaie de nous dire que ces procès étaient dus au hasard, une affaire réglée. Mais le fait effroyable que des gens absolument innocents aient pu être condamnés et pendus rejette à l'arrière-plan les conditions historiques dans lesquelles ces crimes judiciaires ont pu être commis. On nous dit aussi qu'il y a eu des procès similaires dans d'autres pays socialistes. Mais la conjuration Béria-Staline et ses incidences criminelles auraient dû rester totalement étrangères à nos pays. Nous tous, même ceux qui ne vivaient pas encore à cette époque, sommes responsables des procès politiques des années cinquante. C'est une tache sur notre passé, une ombre sur notre histoire. C'est nous qui avons contribué à créer cette atmosphère de pogrom où le procureur général pouvait sans crainte prononcer ses réquisitoires foudroyants et le bourreau enfiler ses gants aux applaudissements de la foule...* » (1). Bientôt le public tchécoslovaque saura, tant par les interviews des bourreaux que par ceux des rescapés ou des parents des victimes, quelle était la réalité des « *célèbres abus de la période du culte de la personnalité* » — réalité insoutenable —, qui en portait ou partageait les responsabilités. Eugen Loebl, rescapé du procès Slansky, parle, et la veuve de Slansky, et son fils, enfant au moment du drame, et les paysans condamnés pour livraisons insuffisantes, et les étudiants condamnés en 1966... mais Bacilek parle aussi, ce ministre de l'intérieur qui, la veille du procès, en grand uniforme, dans la prison, promettait la vie sauve à ces hommes qu'on allait pendre et dont un policier allait disperser les cendres sur le verglas d'une route une nuit d'hiver. Et parlent aussi l'ancien ministre Kopriva et l'ancien procureur général Urvalek... On apprend aussi pourquoi les réhabilitations n'ont pas eu lieu, qui, jusqu'à maintenant, s'en

(1) *Literarni Listy*, 28 mars 1968.

est occupé, en a souverainement tranché, comment les condamnations d'autrefois pèsent encore sur les innocents, ou sur leurs familles...

On avait beaucoup parlé en mars de la question des réhabilitations : mais il y avait eu plus de questions que de réponses. Ces questions, pourtant, exigeaient des réponses. *Student*, par exemple, le 6 mars, avait parlé d'Urvalek, révélé que l'ancien procureur général du procès Slansky était toujours membre du parti, qu'il exerçait maintenant comme « *chercheur spécialisé* » dans le domaine de la... « *délinquance juvénile* », et qu'il se refusait à toute interview, étant « *limité par toute une série de secrets d'Etat* » (2). Bientôt pourtant paraissent les premières réponses, et particulièrement celle du vice-ministre de la justice, devant l'assemblée nationale, dont *Rude Pravo* rend compte le 3 avril, pendant la session du plénum. Des questions ont été posées par un député, M^me^ Dohnalova : le procès de Jan Benes n'était-il pas préparé à l'avance, les magistrats comptent-ils encore des gens compromis dans les purges, les sentences étaient-elles librement rendues, ou par ordre, conformément aux instructions d'un « *cabinet de justice* », les réhabilitations ont-elles été étudiées en elles-mêmes ou sur la base d'instructions proprement politiques ? La réponse du ministre est franche et brutale : il a en main depuis le 14 mars un document prouvant que le tribunal qui condamna Benes avait reçu une sommation de la 8^e^ section du comité central. Pour les réhabilitations, il dit simplement : « *J'ai pris dans mes services certains juges de la Cour suprême, sans savoir qu'ils avaient participé aux procès des années cinquante.* Le choix de ces juges était fait par l'ancienne 8^e^ section du comité central du parti communiste tchécoslovaque. *Les réhabilitations étaient faites par des commissions politiques du comité central. La lettre concernant ceux qui devaient être réhabilités et ceux qui ne devaient pas l'être, je n'en ai eu connaissance que maintenant. Jusqu'à aujourd'hui, je ne sais pas qui a préparé ces propositions. Mais la Cour suprême a suivi point par point ces recommandations* » (3). La recherche de la justice, la poursuite des réhabilitations posent le problème politique dans toute sa crudité brutale, dévoilent le pouvoir absolu de l'appareil. Comme l'écrit l'excellent analyste qu'est Pierre Daix, « *à partir du moment où le service n° 8 du C.C. est nommé, désigné, mis au jour dans son activité, c'est tout le système qui est frappé* » (4).

Bientôt la machine à découvrir la vérité remonte le cours de l'Histoire. Urvalek se décide à parler, et, le 14 avril, *Rude Pravo* publie les réponses qu'il a faites à son envoyé spécial. Il se refuse à « *porter seul le chapeau* », précise que les décisions concernant le procès Slansky ont été prises par les dirigeants du parti, mentionne Gottwald et Kopecky, qui sont morts, mais aussi Bacilek,

(2) *Student*, 6 mars 1968.
(3) *Rude Pravo*, 3 avril 1968.
(4) Daix, *op. cit.* p. 77.

Cepicka, gendre de Gottwald, Siroky... Il mentionne les « *experts soviétiques* » — leur chef était un « *général* », Likhatchev, fusillé avec Béria — et les « *enquêteurs* » tchécoslovaques, Doubek et Kohoutek, bien connus des anciens détenus, et qui sont, eux aussi, en liberté, après une condamnation pour le principe (5). Le 18 avril, Zdenek Mlynar, toujours dans *Rude Pravo*, tire les leçons de l'interview d'Urvalek : la bassesse et la médiocrité de cet ancien procureur général démontrent la nécessité d'une épuration radicale du corps judiciaire (6). Dans le même journal, le fils de Slansky déclare : « *Les contre-vérités des grands Urvalek* et Novotny *doivent recevoir une leçon publique. Espérons qu'elle leur sera donnée par la commission de contrôle qui finira par dire* toute *la vérité* » (7). Cette vérité, on en approche : une partie est livrée au public, le 25 avril, par la veuve de Slansky en personne, dans *Literarni Listy*. Pavel Kohout, qui préface les souvenirs de celle-ci, écrit : « *Plus cette vérité sera complète, plus grand sera l'espoir que les aberrations du passé ne reviendront jamais.* » Le texte de Josefa Slanska témoigne d'abominations capables de traumatiser les mieux informés et les plus endurcis (8). Le même jour, Eugen Loebl publie dans le même journal des extraits de ses mémoires, raconte les tortures infligées dans les prisons aux détenus politiques, sous le règne de Novotny comme avant (9). Tous les Tchécosiovaques savent maintenant ce que signifient les noms des T.N.P., de Jachymov, le camp de l'uranium, Leopoldov, Ruzyne, la prison de Prague, et les crimes qui s'y sont perpétrés pendant des années. Le 27, *Vecerni Praha* révèle quelques-uns des « *traitements spéciaux* » qui étaient infligés aux détenus à Ruzyne. Et c'est le ministre de l'intérieur, Josef Pavel, ancien combattant d'Espagne et ancien détenu de Ruzyne, qui confirme en personne les accusations lancées contre le médecin de la prison, le Dr Sommer, qui fut un de ses tortionnaires : « *Il expérimentait sur moi,* raconte Pavel, *combien de temps il est possible de conserver la vie dans un corps humain en le maintenant entre la vie et la mort* » (10)... Accusé depuis quelques jours d'avoir signé des actes de décès basés sur de faux diagnostics, le docteur Sommer s'était pendu la veille, comme allait se pendre, le surlendemain, à Marienbad, le lieutenant-colonel Pocepicky, chef du service des enquêtes à la police de Prague.

Le 28, c'est Karol Bacilek, l'ancien ministre de l'intérieur de Gottwald et de Novotny, qui fait des confidences au journal *Smena*, de Bratislava. C'est Staline, dit-il, qui a exigé un procès en Tchécoslovaquie ; c'est Anastase Mikoyan qui a été son envoyé spécial, en 1951, auprès de Gottwald, dans ce but. Les Russes avaient envoyé vingt-six « *experts* », dirigés par Likhatchev, qui menèrent de bout en bout l'interrogatoire de Slansky. La responsabilité des

(5) *Rude Pravo*, 14 avril 1968.
(6) *Rude Pravo*, 18 avril 1968.
(7) *Ibidem.*
(8) Traduction française, Josefa Slanska, *Rapport sur mon mari* (Mercure de France, 1969).
(9) Traduction française, Eugène Löbl, *Procès à Prague* (Stock, 1969).
(10) *Vecerni Praha*, dans *Le Monde*, 30 avril 1968.

crimes de Prague retombe ainsi non plus seulement sur les « *hommes de Béria* », mais sur Staline lui-même et l'un de ses exécutants, qui n'est autre qu'un des principaux acteurs de la prétendue « *déstalinisation* », un compagnon d'armes de Brejnev et Kossyguine (11). Dans une interview publiée le 8 mai, *Vecerni Praha* apporte le témoignage d'un autre ancien ministre de l'intérieur, Ladislav Kopriva, autre vieux stalinien, qui confirme le rôle joué par Mikoyan et précise même que l'arrestation de Slansky fut opérée sur la base d'indications fournies par des agents russes, les fameux « *experts* », dont on apprendra bientôt qu'ils avaient amené avec eux le « *Manuel de l'enquêteur* » (12). On saisit bien le sens de ces « *révélations* » tardives : les Urvalek, Bacilek, Kopriva cherchent à rejeter la responsabilité des crimes qu'ils ont commis sur ceux qui les leur ont ordonné. Mais ce déballage, comme l'inconscience dont ils font preuve, ne fait que couvrir de plus de boue encore l'ancien régime. Quand Bilak, désireux de noircir Novotny et de blanchir les Russes, lit au présidium une lettre de Staline accédant à la demande des dirigeants de Prague de leur envoyer des « *experts* » (13), il dépasse son but. Pour tous, il est désormais très clair que ces abominables crimes du passé ont été l'un des résultats de l'alliance « *indissoluble* » avec l'Union Soviétique.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le tremplin des réhabilitations ait pu servir au premier regroupement officiellement toléré qui va permettre à la presse russe de dénoncer en Tchécoslovaquie l'action ouverte des « *forces contre-révolutionnaires* ». Il s'agit du K. 231 — Klub 231, baptisé par référence à la loi de 1948 sur la « *défense de la république* », qui portait ce numéro. Il est ouvert à toutes les personnes condamnées en vertu de cette loi — et elles ne manquent pas. Le gouvernement le tolère : comment interdire sans se déjuger ce « *groupement d'intérêt* » qui se fixe comme objectif des réhabilitations qu'il estime nécessaires, mais qui ne sont pas encore prononcées ? Les communistes condamnés en vertu de la loi n° 231 n'adhèrent pas au club, dont la majorité est formée d'anciens membres des vieux partis, social-démocrate, socialiste national, ou plus à droite encore. Le correspondant du *Monde*, qui a assisté à sa réunion de fondation, le 1er avril, écrit que mille personnes se pressaient dans la salle, qu'on y a réclamé l'annulation, puis la révision des condamnations, la nomination au poste de procureur général, vacant depuis la démission de Bartuska, du titulaire de 1948, révoqué au temps de Gottwald. Les dirigeants, des personnalités de droite ou du centre, MM. Brodsky, Palecek, Nigrin, manifestent un grand souci de prudence et font repousser les motions les plus extrêmes, comme celles qui demandent la dissolution des milices populaires et même de la sécurité d'Etat, et l'envoi d'un télégramme à M. Thant. Ils

(11) *Smena*, 28 avril 1968.
(12) *Vecerni Praha*, 8 mai 1968.
(13) *Le Monde*, 7 juin 1968.

font, en revanche, adopter le texte d'un télégramme de remerciements à Alexandre Dubcek (14).

La contre-offensive de l'appareil sur la question des réhabilitations, et sur le thème — étroitement connexe — de la liberté de la presse, va partir de la Slovaquie. Ses dirigeants, plus attachés au règlement de la « *question nationale* » et à la « *fédéralisation* » qu'à la « *démocratisation* », sont déjà entrés, depuis la mi-mars, en conflit avec une partie de leur intelligentsia. Ils veulent, certes, des réhabilitations, au premier chef celles des responsables communistes slovaques frappés dans les années cinquante pour « *nationalisme bourgeois* », mais n'entendent pas laisser remettre en cause par ce biais l'essence même de leur pouvoir : la dénonciation de Novotny et des « *gorilles de Béria* » constitue pour eux la limite extrême à ne pas franchir en ce domaine. L'opération est amorcée par Gustav Husak. Lui-même l'une des plus célèbres victimes des procès des années cinquante, maintenu en prison des années durant par Novotny, il a lutté concrètement pour les réhabilitations, en l'occurence la sienne et celle de ses camarades, il a donné des gages de son hostilité au régime de Novotny. Le 22 avril, il déclare à Bratislava : « *Certains voient dans la question des réhabilitations un moyen de compromettre les principes de février* 1948... *Nous ne voulons que rectifier des erreurs dans les méthodes et réparer les injustices* » (15). Plus impétueux peut-être, Vassil Bilak dénonce le même jour dans la *Pravda* de Bratislava « *ceux qui cherchent à affaiblir notre alliance avec l'Union Soviétique* » (16). La veille, devant une conférence de l'organisation du parti de Moravie du Nord, Aloïs Indra avait mis en garde contre les « *aspects malsains* » de la critique dans la presse, et averti : « *La liberté d'expression peut monter à la tête* » (17).

Or le thème n'est pas nouveau, et il n'est, surtout, pas proprement tchécoslovaque. Déjà, le 21 mars, dans l'organe du parti hongrois, Gosztonyi écrivait sur le même sujet, s'efforçant de tracer un parallèle entre la Hongrie de 1956 et la Tchécoslovaquie de 1968, et appelant ainsi intervention et répression : « (chez nous) *aussi on se contentait de répéter qu'il fallait réparer les fautes commises dans l'édification du socialisme. Les préparatifs idéologiques de la contre-révolution se sont inspirés de cette bonne recette qui a malheureusement fait ses preuves chez nous : détourner graduellement la* "liberté totale" *de critique vers la négation totale et créer une psychose selon laquelle tout ce qui a été fait depuis la Libération était mauvais sans rémission. Les critiques adressées à certains dirigeants se sont transformées en attaques contre le parti dans son ensemble et le système tout entier* » (18). La presse soviétique ne se joint pas pour l'instant à ce chœur. Mais il est significatif qu'elle résume en 1 200 mots le Programme d'action,

(14) *Le Monde*, 2 avril 1968.
(15) *L'Humanité*, 23 avril 1968.
(16) *Pravda* slovaque, 22 avril 1968.
(17) *L'Humanité*, 22 avril 1968.
(18) *Nepszabadsag*, 21 mars 1968.

qui en compte 24 000, et qu'elle reste muette sur les points qui y concernent la justice, la sécurité, la censure, le droit de voyager à l'étranger. Un journaliste de *Mlada Fronta* qui revient d'Union Soviétique rend compte le 25 avril de la position des Soviétiques vis-à-vis de la Tchécoslovaquie : en l'absence « *d'une information objective et complète* », ignorant tout des débats, forme et contenu, qui se déroulent en Tchécoslovaquie, les Soviétiques redoutent en ce moment une rupture de l'alliance russo-tchèque, et des conséquences politiques graves en Pologne pour le pouvoir du parti de Gomulka (19). On saura bientôt que Brejnev a affirmé : « *Dubcek est en train d'être débordé. Les événements de Prague mettent en danger les conquêtes du socialisme, non seulement en Tchécoslovaquie, mais dans les autres démocraties populaires* » (20).

Il est en effet clair pour tous que le Programme d'action retarde sur la situation réelle. A cet égard, il est critiqué tant par les communistes que par les non-communistes. Radoslav Selucky le définit comme « *le maximum de ce qu'on pouvait attendre de l'actuel comité central du parti communiste tchécoslovaque, mais en même temps le minimum de ce qu'il faut attendre du comité central qui sera élu par le prochain congrès* », souligne qu'il laisse la porte ouverte « *à la formulation du rôle que peuvent jouer les autres partis non communistes, qui ont et qui conserveront leur place au sein du Front national* » (21). Vaclav Havel, dans *Literarni Listy*, se déclare franchement en faveur de la création d'un parti d'opposition, seul moyen, selon lui, d'exercer le « *contrôle de l'extérieur sans lequel un parti au pouvoir ne peut que dégénérer* » (22). Pavol Stevcek, chef de file des intellectuels communistes slovaques, critique dans *Kulturny Zivot* l'insuffisante réanimation du Front national qui, selon lui, « *laisse les 4/5 de la nation sans aucune représentation politique* », et ajoute qu'à défaut de la création d'un système pluri-parti, « *la démocratisation de la Tchécoslovaquie entrera dans l'Histoire comme une simple manœuvre tactique opérée par le parti communiste pour surmonter certaines difficultés pressantes dans le domaine politique et économique* » (23). Et c'est avec beaucoup de pénétration que le communiste Karel Kosik, dans *Literarni Listy*, dénonce la mystification contenue dans le Programme d'action au sujet du rôle dirigeant du parti : « *Les politiciens qui* parlent *du rôle dirigeant du* parti *entendent par là la domination d'un* groupe *au pouvoir. Cette duplicité ne fait que confirmer que... le parti se scinde entre, d'une part, une minorité dirigeante qui s'arroge le monopole de parler au nom du parti et de la classe ouvrière, et, de l'autre, la masse des membres du parti qui, objectivement, sont réduits au rôle de courroies de transmission* » (24).

(19) Syrucek dans *Mlada Fronta*, 25 avril 1968.
(20) *Prague, l'été des tanks*, p. 57.
(21) *Prace*, 11 avril 1968.
(22) *Literarni Listy*, 4 avril 1968.
(23) *Kulturny Zivot*, 12 avril 1968.
(24) *Literarni Listy*, 11 avril 1968.

Il n'est pas étonnant, dans cette situation, et eu égard à l'évolution antérieure, que l'on assiste à des tentatives d'éléments non communistes de devancer la « *démocratisation* » en créant ou revigorant des organisations à caractère politique. Et il est normal que, dans ce mouvement général, des forces authentiquement antisocialistes aient tenté, à cette occasion, de s'organiser ou de se réorganiser. Nous avons vu ce qu'il fallait penser à cet égard de la formation du K. 231. Un autre club se fonde, qui sera, lui aussi, la cible des attaques russes : c'est le 5 avril que 144 membres d'un comité d'action formé essentiellement d'universitaires décident de fonder le « *club des sans-parti engagés* » ou K.A.N., dont l'inspirateur est Ivan Svitak. L'objectif du club, qui dépose ses statuts le 7 avril, est de grouper des citoyens sans-parti afin de leur donner la possibilité de participer à la vie politique à égalité avec le parti communiste, y compris dans les élections. Le K.A.N. se proclame « *socialiste* », partisan, non de la « *démocratisation* », mais de la « *démocratie socialiste* », et nourrit l'ambition de regrouper les sans-parti éparpillés sur un programme de « *démocratie parlementaire socialiste* » (25). Il est difficile de voir en lui une force « *contre-révolutionnaire* » ou « *anti-socialiste* ». On ne peut sans doute pas caractériser de la même façon le réveil du parti socialiste national, l'ancien parti de Benes et Masaryk. Principale organisation de la bourgeoisie tchèque avant 1948, le parti socialiste national a survécu sous la forme d'un parti légal, mais fantoche, étroitement surveillé et limité. Il demande et obtient au printemps la levée des dispositions restrictives qui lui interdisent de s'organiser dans le cadre des entreprises ou des villages, et dit avoir reçu depuis des milliers d'adhésions. Le 18 avril, son quotidien, *Svobodnoe Slovo*, réclame l'abrogation de l'article de la Constitution qui proclame « *le rôle dirigeant du Parti communiste* ». On assiste de même à la création d'un mouvement catholique dont il est difficile, malgré les dénégations de ses dirigeants, de supposer qu'il ne visait pas à donner à l'Eglise un rôle politique (26). Le 14 mai, à Vehelrad, en Moravie du Nord, se tient en effet le congrès de l' « *Action pour le renouveau conciliaire* », avec près de 500 délégués qui désignent au vote secret un comité directeur, que préside l'administrateur apostolique, Mgr Frantisek Tomasek. L' « *Action...* » se propose d'aider l'Eglise « *à réaliser en Tchécoslovaquie les grandes idées du deuxième concile du Vatican* », appelle les catholiques à l'action sociale, « *la collaboration et éventuellement les critiques* » dans le cadre jugé « *acceptable* » du socialisme démocratique (27). Il est incontestable qu'existent désormais des points d'appui pour l'organisation de forces sociales et politiques qui sont prêtes à mettre en cause, en même temps que le stalinisme rejeté par tous, les structures économiques et sociales qui constituent, aux yeux des travailleurs, leurs conquêtes d'après-guerre.

(25) Communiqué du K.A.N. (Klub Angazovanych Nestraniku), signé J. Mlynkova, L. Rybacek, dans *Literarni Listy*, n° 7, 11 avril 1968.
(26) *Le Monde*, 21-22 avril 1968.
(27) *Le Monde*, 16 mai 1968.

Le problème est moins simple en ce qui concerne les efforts, émanant de vieux militants, pour ressusciter l'ancien parti social-démocrate. Parti ouvrier, fortement implanté dans certaines régions industrielles, mais largement discrédité par la politique de collaboration de classes de ses directions successives, le parti social-démocrate n'en avait pas moins été, entre 1945 et 1948, le dernier refuge de la démocratie ouvrière et des discussions politiques ouvertes : c'est dans ses rangs qu'avaient milité les communistes exclus pour « *trotskysme* » en 1936, et dont l'historien Zavis Kalandra avait été le prestigieux porte-parole. En 1948, l'emploi de méthodes policières de pression avait imposé la fusion avec le Parti communiste : tandis que des hommes comme Zdenek Fierlinger faisaient une brillante carrière dans le parti unifié, le bourreau de Prague pendait Kalandra. Les militants qui tentent de se regrouper à la fin de mars 1968 ne mettent apparemment pas en cause les structures économiques mises en place après 1948. Ils revendiquent la résurrection de leur parti, à la fois comme la réparation d'un acte d'arbitraire et de violence de l'ère stalinienne, et pour faire un pas vers la coexistence et la libre compétition des partis politiques. Deux réunions se tiennent, fin mars et début avril, qui aboutissent à la création d'un « *comité préparatoire* » de cinq membres en vue de ressusciter l'activité de la social-démocratie sous le titre — ambigu, puisqu'il fait référence au grand homme de la bourgeoisie tchèque et cherche appui à droite — d' « *Association Masaryk pour le socialisme démocratique* ». Le comité préparatoire en demande l'affiliation au Front national et négocie sur ce point avec des représentants du P.C., Kriegel, Smrkovsky, Indra, Pasusta. Le 15 mai, il adresse par lettre à Kriegel, président du Front national, une « *demande d'enregistrement* » de la renaissance du parti social-démocrate, sans lui donner aucune publicité (28). Indra demande à la presse et à la radio de ne pas mentionner la démarche, et, bientôt, *Rude Pravo* fait campagne contre la tentative de résurrection de la social-démocratie qui aurait été pourtant conforme au programme des partis communistes occidentaux : le comité central en refuse l'autorisation, par le biais du refus d'admettre l' « *Association Masaryk* » au sein du Front national. Cette attitude va être vivement critiquée parmi les intellectuels : Petr Pithart qui, par ailleurs, cherche à dissocier le mouvement tchécoslovaque de la « *nouvelle gauche* » allemande ou française, se prononce, contre le Front national, pour un « *système parlementaire* » (29).

Il nous a semblé nécessaire de rappeler ces faits dans la mesure où ils constituent, les uns et les autres, et malgré leur diversité, des éléments des réquisitoires ultérieurement dressés contre les dirigeants tchécoslovaques. Cela dit, il est évident qu'aucune des organisations mentionnées, clubs ou partis, n'était le moins du monde susceptible de « *déborder* » Dubcek. Brejnev n'avait cependant pas tout à fait tort : en ce mois de mai, Dubcek était effecti-

(28) Source écrite privée.
(29) *Literarni Listy*, 18 avril 1968.

vement en train d'être débordé, d'une part dans les usines, par les revendications ouvrières en matière de salaires et de démocratisation de la gestion, d'autre part au sein du parti lui-même et dans les organisations dites de « *masses* », par la poussée des adhérents de base et militants pour arracher à l'appareil, conformément aux promesses qu'ils entrevoient dans le Programme d'action, des droits sur l'élaboration de la politique et le choix des responsables. Prague se sent, par exemple, étroitement solidaire de Varsovie, où le gouvernement de Gomulka et du général Moczar emprisonne les étudiants révolutionnaires, révoque enseignants et fonctionnaires progressistes et Juifs. Le 11 avril, sous le titre « *Solidarité* », Karel Kosik, dans *Literarni Listy*, annonce que la Faculté de philosophie invite à enseigner à Prague les professeurs polonais révoqués, Bronislaw Baczko et Leszek Kolakowski (30). Le conseil académique de la même faculté prend l'initiative de traduire et de publier en tchèque, à 500 exemplaires ronéotypés, la « *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais* », manifeste de la révolution politique contre la bureaucratie qui a valu plusieurs années de prison à ses auteurs, les jeunes intellectuels polonais Jacek Kuron et Karol Modzelewski (31). Au lendemain du 13 mai, des étudiants de la Faculté de philosophie et de l'Ecole supérieure d'agriculture organisent une manifestation de rue de solidarité avec les ouvriers et étudiants français, et portent à l'ambassade une motion de protestation contre la répression : les sentiments internationalistes renaissent, indépendants des impératifs de la politique extérieure du gouvernement (32).

Menaces de grève et grèves effectives continuent : le 2 avril, ce sont les chefs d'équipe des chemins de fer de Prague qui, réunis à la gare centrale de Prague, revendiquent une augmentation d'échelle (33) ; c'est ensuite le tour des pompiers de la capitale, qui constituent un comité de grève de douze membres et menacent de se mettre en grève le 12 avril s'ils n'obtiennent pas satisfaction sur leurs revendications, amélioration des conditions de travail, de sécurité et d'équipement (34). A Optimit Idry, dans la région d'Ostrava, les ouvriers se mettent en grève parce que la direction a retenu 124 000 couronnes de primes à la production sur un total de 189 000 : ils obtiennent, par leur action, et la restitution des primes indûment retenues, et la révocation du directeur (35). Ces actions victorieuses encouragent les hésitants. Dans les jours qui suivent, on annonce grèves, ou menaces de grève immédiatement abandonnées parce que la direction cède, à l'usine Sygma de pompes électriques, dans la région d'Olomouc, à la gare d'Havirov (36). Les travailleurs du dépôt de locomotives de Prague forment un

(30) *Literarni Listy*, 11 avril 1968.
(31) Source écrite privée.
(32) Idem.
(33) *Mlada Fronta*, 3 avril 1968.
(34) *Le Monde*, 14-15 avril 1968.
(35) *Ibidem.*
(36) *Ibidem.*

syndicat « *autonome* » dirigé par des communistes et en liaison étroite avec le « *parlement étudiant* » de Prague (37).

L'agitation ouvrière a été parfois déclenchée par les apparatchiki, les permanents, qui tentaient de dresser les ouvriers contre les étudiants et les intellectuels. Ludvik Vaculik, dans un article consacré début avril à la question ouvrière, cite un discours significatif de ce point de vue : « *On a relevé les normes, on a diminué les salaires et nous avons tout subi sans broncher, parce que tout ça devait nous mener au socialisme. Les intellectuels sont des salauds car ce sont eux qui sont responsables des pertes* (de l'économie). *Le nouveau système économique est un mensonge, car ceux qui sont en haut y restent : les loups ne se dévorent pas entre eux.* » Mais l'appel démagogique ne mobilise pas les travailleurs pour la défense des bureaucrates, il libère seulement leurs aspirations. Après les discours de ce genre, on entend des déclarations de ce type : « *Nous, nous n'avons qu'un moyen de nous faire entendre, la grève générale* », ou encore : « *Les étudiants, eux, parlent parce qu'ils sont organisés ; nous, nous ne le sommes pas, parce que le Mouvement syndical révolutionnaire n'est que le second violon du parti.* » De ces informations, Vaculik tire des conclusions pessimistes : « *Les ouvriers,* écrit-il, *ont perdu tout autant que nous un esprit d'indépendance politique et tout sentiment de solidarité. Ils pensaient, même à tort, que c'était eux qui dirigeaient. Après le choc qu'ils ont reçu, ils peuvent devenir la proie politique de quiconque viendra les voir, convoquera un meeting et leur dira en deux mots ce qu'ils ont à faire* » (38). En fait, les ouvriers s'en tiennent à ce que leur dicte leur instinct de classe : ils chassent les dirigeants qui les oppriment, réclament augmentations de salaires et meilleures conditions de travail, s'organisent, en partant à la reconquête de leurs syndicats, pour leurs objectifs propres.

Dubcek biaise et déclare le 25 avril : « *Nous ne cachons pas que le gouvernement doit faire face à des problèmes très difficiles. Il doit impulser un dynamisme nouveau, tout en résistant à la pression des revendications souvent justifiées concernant de nouveaux investissements ou des augmentations de salaires, mais qui dépassent nos possibilités* » (39). C'est moins brutal, mais aussi inefficace que l'affirmation péremptoire de Lubomir Strougal dans *Rude Pravo* du 12 : « *Les revendications portant sur des augmentations de salaires ne sont pas réalistes* » (40). Mais Karel Polacek, l'homme de Dubcek au conseil central des syndicats, est plus prudent encore le 26 avril : « *Les syndicats ne peuvent renoncer à la grève en tant qu'ultime recours contre les violations flagrantes des droits des travailleurs et contre les mesures de caractère bureaucratique adoptées par la direction* » (41). Sous la pression de

(37) Source écrite privée.
(38) L. Vaculik, « *Et quoi, les ouvriers ?* », *Literarni Listy*, n° 6, 4 avril 1968.
(39) *Rude Pravo*, 26 avril 1968.
(40) *Rude Pravo*, 12 avril 1968.
(41) *Prace*, 27 avril 1968.

la base, il renonce même à remplacer sur-le-champ deux membres du présidium démissionnaires parce que désavoués par leurs syndicats respectifs : le conseil central lui-même exige le renouvellement de l'appareil syndical, de la base au sommet, et la convocation d'une conférence nationale. *Prace*, le 26 avril, dresse un tableau des premiers résultats de la tempête qui a emporté tant de bonzes syndicaux : dans deux cent cinquante entreprises, parmi lesquelles toutes les plus importantes du pays, des assemblées générales ont révoqué les anciens dirigeants et désigné de nouveaux à leur place. L'épuration est loin d'avoir atteint le sommet de la pyramide, puisque, à cette date, n'ont encore été remplacés par ce procédé que quatre présidents de conseils syndicaux de district, deux de conseils de région et un seul d'un conseil national (42). Rien ne permet pourtant de supposer que la vague s'arrêtera à mi-chemin.

L'Union de la jeunesse continue de se décomposer : les étudiants lui ont tourné le dos, les « *pionniers* » et les « *campeurs* » s'en détachent. De nouvelles organisations politiques apparaissent, telle l' « *Association des jeunes pour le socialisme* », qui compte à Prague plusieurs cercles. Mais, surtout, c'est le parti lui-même qui devient le champ d'une bataille acharnée, non plus seulement entre fractions rivales de l'appareil, mais entre l'appareil lui-même et les militants qui, s'identifiant plus ou moins à ce qu'ils appellent la fraction « *progressiste* », prennent au pied de la lettre le Programme d'action et agissent. L'enjeu, dans ces semaines, est la grande question de la convocation du congrès. L'extrême-gauche et les progressistes du parti, *Mlada Fronta* et *Literarni Listy*, se sont prononcés pour un congrès extraordinaire à bref délai, seul moyen de consolider les acquis du printemps, de donner au parti une direction franchement progressiste, d'éliminer les conservateurs, qui ne tiennent que par les positions qu'ils conservent dans l'appareil. Les conservateurs, de leur côté, dénoncent cette tentative pour « *terroriser* » les « *communistes véritables* », demandent le respect des règles et des formes et la convocation normale d'un congrès à la date prévue, en 1970, un délai qui, de toute façon, laissait espérer un retournement de la situation, même au prix de moments difficiles au cours desquels leur phalange, barricadée dans le comité central, pourrait jouer un rôle décisif.

Là encore, Dubcek avait d'abord choisi la voie moyenne, en proposant et en faisant adopter, lors du plénum d'avril, le refus de convoquer un congrès extraordinaire, et l'avance au printemps 1969 de la tenue du congrès normal. Mais il n'avait pas convaincu sa gauche. Le 18 avril, l'éditorial de *Literarni Listy* soulignait que la base, sur ce point, ne suivait pas Dubcek : « *Le sondage effectué à l'issue des conférences du parti au niveau des arrondissements révèle que la convocation immédiate du congrès extraordinaire a été réclamée par des organisations représentant environ* 500 000 *membres du parti, tandis que d'autres organisations, groupant* 100 000 *autres communistes, ont adopté sur ce point une position*

(42) *Prace*, 26 avril 1968.

moins catégorique » (43). *Mlada Fronta* va jusqu'à parler « *d'une bataille à livrer, sur cette question, au camarade Dubcek* » (44). Or, contrairement à ce qu'annonçait la *Pravda*, la masse des militants est prête à livrer cette bataille. La position de Dubcek est en effet approuvée par cinq des conférences régionales, chaque fois par une très faible majorité, malgré l'intervention des dirigeants. Mais elle est désapprouvée à une large majorité à Brno, en Moravie, et surtout à Prague, où Dubcek est pourtant intervenu en personne pendant une heure un quart, par 485 voix contre 6 et 17 abstentions. Dubcek s'est montré d'ailleurs conciliant, déclarant qu'il ne voyait « *pas grande différence* » entre les deux positions, mais admettant la nécessité de trouver « *une solution préliminaire afin d'éliminer ceux des membres du comité central qui ont empêché la poursuite du développement de la démocratisation ou continuent d'exciter des appréhensions à son sujet* ». Il met en garde contre ce qu'il appelle des « *phénomènes négatifs* », « *une certaine anarchie* », et demande aux délégués pragois de ne pas tenir « *les centaines de milliers de communistes* » pour « *responsables... d'un système formé sous la pression de circonstances complexes et sur lesquelles ils n'avaient pas d'influence réelle* ». Or les délégués ne le suivent pas. Au contraire, une fois de plus, ils s'efforcent de le précéder. Dans une intervention retentissante, le délégué Kalivoda proteste contre la subordination, qu'il juge scandaleuse, d'Ota Sik au conservateur Strougal en matière économique, contre la présence et le maintien de Novotny au comité central, contre la « *politique de compromis* » en matière de cadres, et contre « *la situation paradoxale qui fait qu'un grand nombre de dirigeants qui ont été obligés de quitter leurs fonctions dans le gouvernement ou dans les syndicats n'en restent pas moins membres de l'instance suprême du parti* ». Conclusion logique, application normale au parti du processus prévu de démocratisation, Martin Vaculik, suppléant du présidium, conservateur notoire et secrétaire du parti à Prague, démissionne : il va obtenir, sans être candidat, 126 voix, lors de l'élection, par 465 voix contre 44, d'un nouveau secrétaire, un économiste collaborateur du comité central, le « *progressiste* » Bohumil Simon, qu'entoure une équipe qui s'identifie avec le mouvement entamé au lendemain du plénum de janvier (45).

La défaite politique de Dubcek, car c'en est une, dans la conférence de Prague, marque ce phénomène nouveau, la traduction au sein du parti de la poussée des masses. Les communistes de Prague n'ont pas écouté Dubcek qui leur demandait d'éviter « *la tentation de forcer la main au présidium* » et les mettait en garde contre les « *extrémistes impatients* ». Leur réaction relève de l'état d'esprit que traduisait quelques jours auparavant *Mlada Fronta* en écrivant : « *La démocratisation n'est pas encore la démocratie. Si nous voulons que celle-ci devienne une réalité, il ne suffit pas*

(43) « *Notre commentaire* », *Literarni Listy*, 18 avril.
(44) *Mlada Fronta*, selon *L'Humanité*, 26 avril 1968.
(45) *L'Humanité*, 26 au 29 avril 1968.

de changer un système de direction afin d'assurer le bonheur des hommes. Autrement dit, après avoir critiqué Novotny, nous pourrions bien, d'ici un an ou deux, être obligés de critiquer Alexandre Dubcek » (46). Les choses, simplement, allaient plus vite que prévu.

C'est précisément dans ce contexte — et à cause de lui — que se produit la deuxième intervention des dirigeants russes auprès des dirigeants tchécoslovaques. Dubcek débordé, non, comme l'aurait dit Brejnev, par « *des éléments réactionnaires et anti-communistes* », mais par les ouvriers, la jeunesse et les militants de son parti, exigeant et mettant en pratique *la destruction de l'appareil stalinien* afin de mettre en place le « *nouveau système* », c'était, pour tous les dirigeants des pays de l'Est, Russes compris, le signal d'un danger mortel. Car les problèmes, à quelques nuances près, sont identiques à Varsovie et à Berlin, à Prague, Budapest et Moscou. Depuis quelques semaines circule en Union Soviétique une lettre ouverte adressée aux dirigeants par un président de kolkhoze, Ivan Iakhimovitch. Ce membre du parti communiste, écrivant pour protester contre la persécution des jeunes intellectuels, conclut : « *Je vis en province où, pour une maison électrifiée, dix ne le sont pas, où les autobus n'arrivent pas à passer en hiver, où la poste a des retards de plusieurs semaines. Si ces informations sont parvenues jusqu'à nous de la manière la plus large, vous pouvez vous faire une idée de ce que vous avez commis, quelles graines vous avez semées dans ce pays. Ayez donc le courage de réparer vos erreurs tant que les ouvriers et les paysans ne se sont pas encore mêlés de cette affaire !* » (47). Dans un tel contexte, l'exemple tchèque est explosif.

Le 4 mai, c'est un journal polonais, *Zycie Warszawy*, qui prend l'initiative des premières attaques : tout en affirmant sa sympathie pour « *la démocratisation en Tchécoslovaquie* », il relève des « *phénomènes inquiétants* », des « *tentatives pour éloigner la Tchécoslovaquie de la voie du développement socialiste* », une « *instauration du libre jeu des forces politiques* », une « *tendance à l'introduction de la dictature de l'intelligentsia et à la diminution du rôle de la classe ouvrière* », des « *tendances neutralistes et anti-soviétiques* ». Il relève avec une particulière vigueur les comptes rendus, dans les journaux de Prague, des manifestations d'étudiants en Pologne qu'il juge « *tendancieux* » (48). Le même jour, à 2 heures, Dubcek, Smrkovsky et Bilak ont débarqué inopinément à Moscou « *pour une visite amicale de courte durée* »... Rien n'a vraiment transpiré de ces conversations, qui se terminent le 5 mai à Moscou. Henri Pierre, correspondant du *Monde*, estime qu' « *une crise sérieuse a été évitée* » : Dubcek aurait demandé une aide en devises convertibles, et les dirigeants russes exprimé « *leur crainte de voir le processus de démocratisation utilisé contre le socialisme* ». Le communiqué final parle d' « *une atmosphère de franchise et*

(46) *Mlada Fronta* cité par *L'Humanité*, 19 avril 1968.
(47) *Le Monde*, 28 mars 1968.
(48) *Zycie Warsawy*, 4 mai 1968.
(49) Henri Pierre, *Le Monde*, 10 mai 1968.

de camaraderie », ce qui laisse supposer la persistance d'importants désaccords (49). Dubcek, lui, cherche à rassurer. Il déclare, dans une interview à *Rude Pravo*, le 6 mai : « *Les Soviétiques ont compris nos efforts pour renforcer la démocratie socialiste* ». Il ajoute que toutes les rumeurs provoquées par ce voyage impromptu sont « *complètement dénuées de tout fondement* » (50). En fait, le 9 mai, Gomulka, Jivkov, Kadar et Ulbricht sont à Moscou pour rencontrer les dirigeants soviétiques et débattre de l'affaire tchécoslovaque. Le même jour, Tass lance une violente attaque contre la presse tchécoslovaque, cependant que, le lendemain, les *Izvestia* accusent les partisans de la démocratisation de favoriser les ennemis du socialisme (51).

L'évidente ingérence russe, la façon dont la direction du parti tchécoslovaque présente les événements provoquent en Tchécoslovaquie une vive colère. *Mlada Fronta*, puis l'association des jeunes pour le socialisme de l'Ecole supérieure d'économie de Prague, dans une « *lettre ouverte* », protestent contre la forme du communiqué du parti après les entretiens de Moscou, semblable aux communiqués de l'époque stalinienne, dissimulant les problèmes réels. Pendant quelques jours, le ton est vif entre la presse soviétique, *Sovietskaja Rossia, Izvestia, Literaturnaja Gazeta, Trud* et la presse tchécoslovaque. *Prace* du 17 mai reproche à *Trud* de faire semblant de croire « *que tout est toujours allé bien dans les pays socialistes et notamment en U.R.S.S., qu'il n'y a pas et qu'il n'y a jamais eu d'erreurs, qu'il n'y a pas eu non plus de Staline* », et proclame son intention de « *prendre la polémique au sérieux* », de publier l'opinion contraire — ce qu'on ne fait pas à Moscou — et de « *défendre la vérité* » (52). Les entretiens avec les Soviétiques deviennent presque permanents : visite à Prague, le 17 mai, du maréchal Gretchko et du général Epichev, entretiens à Prague, à partir du 18 mai, puis à Karlovy-Vary, où il fait une cure jusqu'au 26 mai, avec Alexis Kossyguine. Smrkovsky explique, dans *Rude Pravo* du 19 mai, les premiers résultats : « *Nous réussissons à surmonter les craintes et les réserves de certains de nos amis et alliés au sujet du mouvement de libéralisation en Tchécoslovaquie. Les quatre mois écoulés justifient l'espoir que les nouveaux dirigeants du parti pourront mener à bien la renaissance du socialisme tchécoslovaque... Notre désir de rester membre des organisations communes implique notre accord volontaire sur certaines limitations de notre souveraineté dans les domaines, mais seulement dans ceux-là, qui sont relatifs à notre participation au pacte de Varsovie, et, le cas échéant, au Comecon* » (53). Et le lendemain, dans une interview à C.T.K., il répond franchement : « *Le plus souvent, les Soviétiques se demandent si l'évolution en Tchécoslovaquie peut aller jusqu'à menacer le système socialiste lui-même et violer l'alliance du pacte de Varsovie* » (54).

(50) *Rude Pravo*, 7 mai 1968.
(51) *Izvestia*, 10 mai 1968.
(52) *Prace*, 17 mai 1968.
(53) *Rude Pravo*, 19 mai 1968.
(54) Interview à C.T.K., *Le Monde*, 21 mai 1968.

Il semble bien pourtant — c'est en tout cas ce que pense Michel Tatu — que les Tchécoslovaques aient pris, pendant ces journées, des engagements vis-à-vis des Russes et de leurs alliés : refus de légaliser quelque parti d'opposition que ce soit, postes-clés réservés à des membres du Parti, aucune initiative en politique extérieure, renforcement de la protection des frontières. Kossyguine aurait, en échange, promis une aide économique substantielle, et les deux états-majors auraient fixé les modalités des prochaines manœuvres des troupes du pacte de Varsovie. Mais l'un des résultats les plus clairs des pressions russes est, sur le plan interne, un nouveau raidissement des novotnystes. Désireux de lâcher du lest face à la campagne réclamant la démission des anciens responsables, Dubcek a demandé à ceux d'entre eux qui ont été révoqués ou ont démissionné de leurs autres fonctions de quitter volontairement le comité central. Il n'y aura que trois démissions sur trente-quatre sollicitées. Novotny, arrogant, aurait répondu à Dubcek : « *Dans trois mois, vous serez balayé.* » Bien entendu, la résistance des conservateurs, les attaques menées contre la presse par les néo-conservateurs accroissent la volonté d'en finir de leurs adversaires : à Ostrava, au lendemain d'un discours d'Aloïs Indra attaquant les excès de la presse, des ouvriers lancent le mot d'ordre de « *comités de défense de la liberté de presse* » qui, d'Ostrava, se répandent bientôt à Prague et dans toutes les villes industrielles. La réunion du présidium du 24 mai tente, une fois de plus, de tracer le cadre et les limites de la démocratisation. Elle souhaite la reconstitution d'une Union de la jeunesse, mais ne l'imposera pas, car elle admet la nécessité de la « *plus grande indépendance possible* » des organisations de jeunesse. Elle se refuse à reconnaître l'existence des clubs, mais elle envisage de les intégrer au Front national, qui serait ouvert à des « *groupes d'intérêt* », et elle continue à les tolérer. En revanche, il est répondu par une fin de non-recevoir catégorique à la demande du « *comité préparatoire* » d'autoriser la reconstitution du parti social-démocrate. Le 26 mai, le ministre de l'intérieur fait connaître que toute tentative d'organiser un nouveau parti serait considérée comme un acte illégal et que toutes les demandes en ce sens sont irrecevables (55).

En fait, l'atmosphère s'alourdit d'inquiétudes et de déception. Un ouvrier de C.K.D., Viktor Vörös, déclare au cours d'un débat : « *Je n'ai confiance en personne... On ne peut changer la situation qu'en commençant par les gens du bas. Pour le moment, on se contente d'écrire* ». Il proclame son scepticisme quant à la démocratisation : « *Un peu trop naïf, je ne peux imaginer qu'un parti qui a le pouvoir puisse admettre d'en être privé par la voie démocratique... Le parti se démocratise ? Et alors, vous croyez qu'il n'y a que la démocratie pour amener un progrès ?... Nous comprenons maintenant ce qui s'est passé en* 48 : "Nous prenons

(55) *Le Monde*, 26 mai 1968.

les entreprises, nous prenons le gouvernement, et pour le reste, on verra." *Ce n'était pas juste !...* » (56). La veille de l'ouverture de la session du plénum, qui durera du 29 mai au 3 juin, les communistes de C.T.K. mettent en garde contre le regroupement des forces conservatrices au sein du présidium : le déroulement du comité central leur donne raison et confirme la méfiance de Viktor Vörös. Les jeux sont certes faits en ce qui concerne la personne de Novotny, contre lequel le secrétariat a préparé un dossier accablant, mettant en relief ses responsabilités dans les procès et les mauvais traitements infligés aux détenus politiques dans les prisons. Son exclusion du comité central et sa suspension du parti sont votées à l'unanimité moins une abstention, la sienne. Mais les orateurs se succèdent pour souligner les « *dangers* » de la démocratisation, l'irresponsabilité de la presse, la renaissance des forces réactionnaires et anti-socialistes. M^me^ Doclakova dénonce les attaques contre « *les fonctionnaires honnêtes* ». Vilem Novy, ancienne victime des années cinquante, dénonce comme « *radicalisme de droite* » la tentative de faire démissionner les conservateurs, qualifie de « *monstrueuse* » la création dans les usines des « *Comités de défense de la liberté de la presse* » dont la multiplication est un phénomène significatif des dernières semaines, une forme proprement ouvrière d'organisation politique qui échappe à l'appareil et fournit un cadre dans la lutte contre lui. Frantisek Hamouz, vice-président du conseil, justifie le journal *Literaturnaïa Gazeta* qui a traité Prochazka d' « *ignare endormi* », et affirme que ses attaques sont « *parfaitement légitimes* ». Emil Rigo, membre du présidium, explique que la démocratisation ne peut être réalisée en fonction de schémas abstraits : « *Le rythme et la dynamique du processus de démocratisation dépendront,* affirme-t-il, *entre autres de la vigueur avec laquelle se constitueront les forces anti-socialistes et anti-communistes* ». Contredisant Smrkovsky, qui ne juge « *pas déterminantes* » les attaques venues de forces restaurationnistes, il interroge : « *Où se sont donc évaporés les anciens industriels, les membres de la bourgeoisie et des anciens partis réactionnaires ? Se sont-ils rééduqués dans l'esprit de notre système à un point tel qu'ils ne présentent plus aucun danger pour notre société ? Il est difficile de le penser. Pour ma part, je n'y crois pas beaucoup.* ». C'est avec des arguments de ce type — scepticisme vis-à-vis de la conscience socialiste de la population, appel à la crainte d'une restauration du capitalisme à travers la démocratisation — que les défenseurs de l'appareil mettent en avant la nécessité d'un contrôle plus étroit, préface d'une reprise en main.

Vassil Bilak apporte à ce courant l'appui des dirigeants slovaques. S'appuyant sur un dossier que le ministère de l'intérieur a remis à chaque membre du comité central, il se déchaîne contre le K. 231, dont il affirme qu'il compte déjà 30 000 membres, et

(56) « La Recherche d'un langage commun : C.K.D. et le Conservatisme ». *Literarni Listy* n° 14, 30 mai 1968, débat entre des rédacteurs de l'hebdomadaire et des travailleurs de C.K.D.

contre la presse, en particulier *Literarni Listy*. Il s'en prend avec beaucoup de vigueur à la télévision et à Jiri Pelikan, qu'une « *collègue* » menace de gifler. Dubcek s'efforce de tenir la balance à peu près égale et rappelle que les tendances extrémistes sont nourries par les résistances des novotnystes, qui sont les vrais responsables du climat de « *nervosité et de méfiance* ». Le comité central vote finalement un « *appel à la population* » qui la met en garde contre « *le danger d'opinions anti-socialistes, qui pourraient non seulement menacer l'expérience en cours, mais encore entraîner le risque de sérieuses conséquences pour l'évolution pacifique du pays* ». Après ces rudes passes d'armes, il semble qu'il n'y ait guère eu de contestation au sujet de la convocation du congrès, et cela peut surprendre. On note seulement que Bilak — toujours lui — fait des réserves sur une convocation prématurée, affirme la nécessité de changer préalablement l'atmosphère dans le parti (57). C'est que les jeux sont faits : Dubcek et avec lui le présidium — peut-être non sans restrictions mentales — ont en effet tiré les conclusions qui s'imposent de la résistance des novotnystes comme des votes des conférences régionales, en décidant la convocation du congrès pour le début de septembre. C'est la première raison, seule, que Dubcek invoquera devant les militants de Brno, le 3 juin : « *Les membres discrédités du comité central, qui avaient perdu la confiance des masses et s'opposaient à la nouvelle politique du parti refusaient de démissionner de leur plein gré. Il ne nous restait plus d'autre choix que de convoquer un congrès extraordinaire afin d'élire un comité central irréprochable* » (58). Le comité central désigne Bohumil Simon comme suppléant du présidium en remplacement de Martin Vaculik et nomme Lenart responsable de la section idéologique du comité central.

Le 30 mai, alors que les discussions se poursuivent au plénum, arrivent en Tchécoslovaquie les premières unités de l'armée russe, génie et transmissions, qui viennent participer à des exercices prévus pour commencer le 20 juin et se terminer le 30. L'ombre de l'armée russe s'étend sur la Tchécoslovaquie et elle ne la quittera pratiquement que pour y revenir en force quelques jours après. Qu'on le reconnaisse ou non à cette date, l'affaire tchécoslovaque est devenue une affaire internationale, à la fois parce qu'un petit groupe de bureaucrates despotiques et incontrôlés s'efforcent de régler son sort dans des conversations secrètes, et parce que les revendications qu'y formulent étudiants, intellectuels et ouvriers concernent étudiants, intellectuels et ouvriers du monde entier, ceux des autres pays d'Europe de l'Est compris.

(57) *Le Monde*, 11 juin 1968.
(58) *Le Monde*, 5 juin 1968.

Chapitre V

PAUSE OU APPROFONDISSEMENT ?

Le plénum de juin a paru quelque temps avoir ouvert enfin une période de stabilisation, une « *normalisation* » du type de celle que souhaitent les dirigeants du parti. L'élimination des dirigeants novotnystes les plus connus produit l'effet escompté en « désamorçant » l'agitation populaire contre leurs agissements. Il n'y a plus beaucoup de grandes révélations à attendre, parce que beaucoup a été déjà « révélé », et aussi parce que la presse, qui comprend la réalité des menaces russes, s'impose une certaine dose d'auto-censure. Dubcek a-t-il vraiment la situation en main ? Certains le pensent. L'équipe dirigeante, en tout cas, s'attelle avec énergie à la traduction dans la pratique des premières mesures d'application du Programme d'action, seule susceptible de leur donner l'autorité en renforçant la confiance, de couper court aux impatiences « de gauche », en même temps que de barrer la route du sabotage légal de la « démocratisation » aux néo-conservateurs.

L'Assemblée nationale, le 26 juin, adopte un amendement supprimant la censure. 251 députés votent pour, 30 contre, cependant que sept s'abstiennent. Les commentaires officiels précisent que la liste des 8.000 sujets « *prohibés* » va, à la suite de ce vote, être réduite de 40 % environ (1). Le lendemain, elle adopte, avec une seule abstention, la loi sur les réhabilitations (2). La loi rejoint le fait, l'application du Programme d'action consacre une réalité vieille déjà de plusieurs mois, et les défenseurs de la politique gouvernementale insistent sur le fait que cette promesse, capitale, a été tenue. Toute une série de mesures prises sur le plan de la législation sociale visent à satisfaire, au moins partiellement, les revendications ouvrières qui déferlent depuis le printemps. L'ensemble des salaires est augmenté de 6,4 %, mais, contrairement au principe du « *dénivellement* », on a veillé à augmenter en priorité et pour des raisons évidentes les salaires les plus bas, ainsi que les retraites, jusque-là dérisoires... Tout un train de lois portant sur les augmentations des allocations de santé, de maternité, familiales et l'extension aux paysans des assurances sociales est adopté le 28 juin. Le congé de maternité est porté à une durée de 26 semaines avec 90 % du salaire, 35 semaines pour les mères célibataires. En application des principes du Programme d'action sur la création

(1) *Le Monde*, 29 juin 1968.
(2) *Le Monde*, 30 juin-1er juillet 1968.

d' « *organes collectifs de gestion démocratique* », le gouvernement annonce la mise à l'étude de la création de conseils ouvriers dans les usines et les entreprises (3).

Dans la mesure où elles satisfont de vieilles revendications, ces décisions contribuent à une certaine démobilisation. Elles nourrissent pourtant aussi des critiques de gauche, ne serait-ce que par leur caractère limité. La question de l'autogestion ouvrière est longuement débattue dans une table ronde organisée début juin par *Reporter* (4). L'historien Karel Bartosek rappelle la naissance en 1945 de « *comités d'usine* » dans les entreprises de Prague, dont on sait qu'ils avaient été dissous à l'instigation des occupants soviétiques, et se prononce, pour sa part, pour des conseils ouvriers, dans la perspective de la « *liquidation de l'Etat et des institutions politiques* ». Soulignant qu'il est, quant à lui, convaincu qu'il ne peut exister de démocratie sans multiplicité des partis et des groupes d'intérêt, il affirme que le parti communiste se doit d'être l'organisation la plus démocratique, ce qui implique une véritable démocratie interne, comportant notamment le droit d'organisation des fractions, « *phénomène jamais vu encore dans l'histoire du mouvement communiste, sauf exception temporaire* ». Définissant les événements de Tchécoslovaquie comme « *une révolution anti-bureaucratique* » en même temps que la « *poursuite de la révolution anti-capitaliste* », il voit dans les conseils ouvriers un contrepoids nécessaire à l'influence des administrateurs, accrue par la réforme, en même temps qu'un « *modèle d'organisation de toute société démocratique et socialiste se dirigeant vers la disparition de l'Etat* » (5). Un autre militant communiste, Frantisek Samalik, critique l'autogestion yougoslave et souligne qu'une certaine conception de l'autogestion peut être « *conservatrice ou même réactionnaire* ». Montrant l'insuffisance de l'autogestion « *industrielle* », il affirme : « *Selon la conception de Marx, l'autogestion sociale ne peut pas être la concurrente du pouvoir de l'Etat, mais seulement son expression... En la prenant comme une expression des tendances anti-étatiques, nous la dégradons* » (6).

Comme en Hongrie et en Pologne en 1956, le « *conseil ouvrier* » apparaît comme un mot d'ordre recouvrant des conceptions opposées : simple comité d'entreprise pour la bureaucratie au pouvoir cherchant à élargir ses assises, il est repris par les intellectuels révolutionnaires dans son acception proprement « soviétique » — le mot *soviet* qui, en russe, signifie conseil — et l'idée reparaît, un demi-siècle après Octobre, de l'Etat ouvrier reposant sur des conseils ouvriers élus et révocables, conformément à la thèse développée par Lénine dans *L'Etat et la révolution*. Aux thèmes sur

(3) Hentgès, *L'Humanité*, 8 juillet 1968.

(4) « *L'autogestion ouvrière. Oui ou non ?* », débat avec Karel Bartosek, Frantisek, Samalik, Lubomir Sochor, Rudolf Slansky fils, ingénieur à C.K.D., Zbynek Malek, Antonin Mynar, Frantisek Lehr, « *Chronique* » de *Reporter*, N° 23, 5 juin 1968, pp. III-XII.

(5) Bartosek, *ibidem*, p. III.

(6) Samalik, *ibidem*, p. IV.

le dépérissement nécessaire de l'Etat ouvrier et sur la démocratie soviétique, développés par Lénine, viennent bientôt se joindre les analyses et mots d'ordre mis en avant par l'opposition de gauche dans sa lutte contre le stalinisme. Lubomir Sochor, qui a participé au débat sur les conseils ouvriers, consacre, dans *Literarni Listy*, un article à Isaac Deutscher, en réalité à Trotsky (7). Avec la première livraison d'extraits de *La Révolution Inachevée* de Deutscher, annoncée aux presses de *Mlada Fronta*, l'hebdomadaire des écrivains publie un portrait de Trotsky (8), avec la quatrième, la galerie des dirigeants bolcheviques exécutés ou assassinés sur ordre de Staline (9). Karel Skrabek, dans *Prace*, réclame l'ouverture d'une enquête sur les conditions dans lesquelles le gouvernement tchécoslovaque a pu donner asile à l'assassin de Trotsky, à sa sortie des prisons mexicaines, et rappelle à ce propos le rôle de Trotsky dans la révolution russe et sa lutte contre la bureaucratie stalinienne (10). L'historien du mouvement communiste Vaclav Veber prépare une étude documentée et scientifique sur Trotsky dont la parution devra être interrompue en août (11). En avril, l'Académie des sciences, l'Union des écrivains et celle des artistes demandent la révision du procès de Zavis Kalandra (12). En juin, *Rude Pravo* évoque ce militant trotskyste pendu en 1950, son œuvre de journaliste et d'historien marxiste, sa brochure de 1936 contre les procès de Moscou, sa lutte pour la défense de l'U.R.S.S. contre le stalinisme et l'impérialisme, et demande qu'il lui soit rendu justice par la publication de ses œuvres (13). Le 26 juin, en soirée, l'écrivain Vratislav Effenberger donne à la radio une conférence sur « *la vie et la mort de Zavis Kalandra* », où il expose, selon *Literarni Listy*, les idées de « *ce grand penseur marxiste* » (14). L'Union des écrivains annonce la mise en chantier, par sa maison d'édition, d'un large recueil des écrits de Kalandra (15).

En liaison avec ce bouillonnement d'idées, ce réexamen de l'histoire communiste, se produit une initiative qu'il faut sans doute relier aux contacts pris avec la « *nouvelle gauche* » d'Europe occidentale, en particulier avec le S.D.S. après la visite à Prague de Rudi Dutschke (16). A la suite d'un appel paru dans *Rude Pravo*, signé Julia Novakova, pour « *une association de la gauche marxiste et non marxiste* » (17), se tient à Prague, le 7 juin, une réunion

(7) L. Sochor, « Isaac Deutscher », *Literarni Listy* n° 11, 9 mai 1968.
(8) C'est en effet dans le numéro 16 du 13 juin de *Literarni Listy* qu'a été publié, en page 12, un portrait de Trotsky, et non dans le N° 11 du 9 mai, comme l'écrit *Quatrième Internationale* N° 34.
(9) *Literarni Listy* n° 19, 4 juillet 1968.
(10) *Prace*, 25 juin 1968.
(11) Les deux premières parties ont été publiées par la revue d'histoire *Déjiny a soucasnost* en août.
(12) *Literarni Listy* n° 7, 11 avril 1968.
(13) *Rude Pravo*, 9 juin 1968.
(14) *Literarni Listy*, n° 19, 4 juillet 1968.
(15) *Literarni Listy*, n° 20, 11 juillet 1968.
(16) *Literarni Listy*, n° 8, 18 avril 1968, entretien à Berlin.
(17) *Rude Pravo*, 21 mai 1968.

d'une centaine de personnes qu'animent un jeune professeur de lycée, Petr Uhl, et un ancien social-démocrate, le professeur Zbynek Fiser, des communistes et des catholiques, groupant des « gauchistes » de tendances diverses, sympathisants du S.D.S., du maoïsme, partisans du trotskysme à la Deutscher. A la suite de la première réunion, un communiqué dans *Literarni Listy* résume les points de vue : « *Les réformes économiques doivent avoir pour but entre autres d'abolir les inégalités sociales. On a critiqué les conceptions de la démocratie trop institutionnelles, parce que ces structures n'assurent pas par elles-mêmes toutes les possibilités et moyens. La conception actuelle des conseils ouvriers comme complément du "management" doit être modifiée de sorte que l'autogestion ouvrière puisse exercer son emprise principale, non seulement sur la direction de l'entreprise, mais sur la redistribution du produit social. C'est par un large assentiment qu'a été refusée l'adhésion à quelque tendance maoïste que ce soit. La majorité écrasante des présents n'avait pas peur de Mao Tsé-Toung. Au contraire, elle se prononçait pour une étude des expériences de Chine, Cuba et Albanie, et des expériences du mouvement radical en Europe occidentale* : "Nous ne voulons ni aujourd'hui ni demain fonder un parti maoïste, mais nous ne pouvons pas refuser a priori Mao", *a déclaré le docteur Zbynek Fiser. La réunion n'était pas constitutive, la salle n'étant prêtée qu'à la condition que rien n'y soit fondé* » (18). L'association va éditer un bulletin de discussion, se prononcer pour « *l'approfondissement du processus révolutionnaire socialiste commencé en Tchécoslovaquie en février 1948... contre toute tentative visant à freiner, voire à renverser ce processus* » (19). Cette unité entre « révolutionnaires » sera éphémère, elle donne lieu pourtant à des réflexions intéressantes : dans un article sur l'autogestion, Zbynek Fiser en montre les limites et affirme la nécessité d'un « *parti ouvrier vraiment révolutionnaire* ». Le club parle, comme les étudiants de Belgrade au début de juin, de « *bourgeoisie rouge* », publie une lettre de Paris sur les événements de Mai (20).

Mais ces manifestations demeurent limitées. Dans l'ensemble, le mouvement s'essouffle. Bientôt l'audace des journalistes va baisser d'un ton. Le 13 juin, *Literarni Listy* a publié un article d'Oswald Machatka consacré à Imre Nagy, à l'occasion du dixième anniversaire de son exécution : résumé honnête de la carrière et des idées du dirigeant hongrois, il ne dissimule pas sa sympathie (21). Le présidium réagit vivement : cette publication ne lui paraît pas très opportune dans le cadre des conversations avec Kadar, et les écrivains s'inquiètent de cette réaction. Quelques jours plus tard, ils reculeront. Les membres du comité préparatoire pour la résurrection du parti social-démocrate se sont en effet réunis le 29 mai,

(18) *Literarni Listy*, n° 16, 13 juin 1968.
(19) *Quatrième Internationale* N° 34, 1968, p. 55.
(20) *Combats étudiants dans le Monde*, p. 250.
(21) Oswald Machatka, « *Aussi un anniversaire* », *Literarni Listy* n° 16, 13 juin 1968.

sur les lieux mêmes de la fondation du parti, pour célébrer son anniversaire, et ont décidé la préparation d'un manifeste se prononçant pour la démocratie socialiste, mais précisant que la reconnaissance légale du parti social-démocrate était la condition préalable de la réalisation d'une telle démocratie. Rédigé par des militants social-démocrates, le texte est signé de trente noms de l'intelligentsia, dont le grand poète Jaroslav Seifert et Ivan Svitak, l'animateur du K.A.N. Il est porté à *Literarni Listy*, dont la rédaction, après avoir hésité, refuse finalement de le publier (22), n'en donnant que de minces extraits (23). On peut percevoir aussi un autre indice d'un relatif recul dans la crise qui se développe au même moment au sein du mouvement étudiant. A la fin du mois de mai se sont constituées parallèlement les deux Unions des étudiants de Bohême-Moravie et de Slovaquie. A la tête de l'Union de Bohême-Moravie, le président Petr Rybar, qui collabore avec les dirigeants du parti, est taxé de « *centrisme* » par ses adversaires « *gauchistes* », d'ailleurs divisés entre eux, Jiri Mueller et Holecek, Zboril et Kovanda. Pour quelques semaines au moins, le mouvement étudiant disparaît de la scène politique (24). L'approche de l'été, saison des vacances, ne risque-t-elle pas d'accentuer le reflux amorcé, de faciliter l'entreprise gouvernementale, de « geler » le mouvement pour apaiser les dirigeants russes ? C'est ce que pensent Ludvik Vaculik et quelques autres, et c'est pourquoi ils rédigent, pendant la troisième semaine de juin, le célèbre « *Manifeste des deux mille mots* » — un Programme d'action plus bref que celui des vingt-quatre mille... — publié pour la première fois dans *Literarni Listy* le 27 juin avec une centaine de signatures de personnalités appartenant à différents secteurs de la société tchécoslovaque, artistes, acteurs, savants, universitaires comme Oldrich Stary, le recteur de l'Université Charles, et Karel Kosik, ouvriers — dix, connus, de C.K.D., dont Viktor Vörös —, sportifs, comme Emil Zatopek et sa compagne. Le texte sera repris par *Student*, *Mlada Fronta*, *Prace*, *Zemedeslke Noviny* et plusieurs journaux de province. Il porte l'empreinte de son principal rédacteur, Ludvik Vaculik qui, pour la deuxième fois, intervient donc dans la vie de son pays à un moment crucial (25).

Le manifeste, un événement capital dans l'histoire de la révolution tchécoslovaque, commence par un rappel historique : la majorité de la nation avait, au lendemain de la guerre, accepté le programme du socialisme et fait confiance au parti communiste pour le réaliser. Mais le parti communiste au pouvoir a dégénéré jusqu'à un point où « *la santé spirituelle et le caractère de la nation étaient menacés* ». La « *direction* » du parti se réduisait au « *pouvoir d'un groupe d'opinion mis en place, avec l'aide de l'appareil du parti, partout* ». Le résultat : « *L'appareil décidait*

(22) Source écrite privée.
(23) *Literarni Listy* n° 19, 4 juillet 1968.
(24) Source écrite privée.
(25) *Literarni Listy*, n° 18, 27 juin 1968. Traduction française dans *Le Monde* du 25 juillet, dans M. Salomon, op. cit., pp. 317-324, etc.

de ce qu'on devait faire ou ne pas faire. Il dirigeait les coopératives à la place des membres des coopératives ; les usines à la place des ouvriers et les organisations nationales pour les citoyens. Aucune organisation n'appartenait réellement à ses membres, pas même les organisations communistes ». Et le manifeste ajoute : « *La faute principale et la plus grande duperie de ces dirigeants, c'est qu'ils justifiaient leur arbitraire en proclamant que telle était la volonté des ouvriers.* » En fait, une bureaucratie incontrôlée avait usurpé le pouvoir des ouvriers : « *Le commandement était exercé en leur nom par un groupe de fonctionnaires du parti et de l'appareil de l'Etat spécialement entraînés à cet effet. En fait, ils prenaient la place de la classe renversée et était devenus la nouvelle autorité.* »

Cette situation a pris fin depuis janvier « *dans la renaissance du processus de démocratisation* », commencé dans le parti communiste tout simplement parce qu'il ne pouvait pas commencer ailleurs. Le manifeste qualifie ainsi la démocratisation : « *Le processus de renaissance n'apporte rien de bien nouveau. Il comporte des idées et des suggestions dont beaucoup sont plus vieilles que les erreurs de notre socialisme, et d'autres dont quelques-unes émergent de sous la surface de ce qui était visible. Elles auraient dû depuis longtemps s'exprimer, mais avaient été étouffées.* » Le manifeste souligne la nécessité d'éviter les illusions : les idées ne triomphent pas par la force de leur vérité, mais plutôt par la faiblesse de la direction ancienne usée au pouvoir. Il ne s'agit pas d'une « *victoire* », mais d'un « *espoir* » auquel il faut se cramponner dans l'action : « *C'est maintenant l'été et la période des vacances, l'époque où traditionnellement on veut tout lâcher. Mais nous pouvons être certains que nos adversaires ne vont pas se donner de répit, qu'ils vont mobiliser les gens à leur solde et que déjà aujourd'hui ils tentent de se préparer des vacances de Noël calmes.* »

Dans cette situation, les auteurs du manifeste préconisent indépendance de pensée, vigilance et action. Il est nécessaire que chacun pense par lui-même et se formule une opinion à travers la discussion, désormais possible. Il faut lutter pour le Programme d'action, non abstraitement, mais en réclamant « *l'établissement d'un programme d'action local dans chaque district et dans chaque commune* ». Il faut lutter dans les entreprises et à la base : « *Etant donné qu'il est impossible d'obtenir à l'heure actuelle davantage des organes centraux, il est nécessaire d'obtenir beaucoup plus à l'échelon des districts, notamment de la part des communistes.* » L'objectif essentiel ? « *Le départ de ceux qui ont abusé de leur pouvoir, qui ont dégradé le patrimoine collectif et qui se sont comportés de façon malhonnête ou brutale.* » Les moyens pour les faire partir ? « *Par exemple : critiques publiques, adoption de résolutions, organisation de manifestations, mises à la retraite, grèves, collectes pour des cadeaux à ceux qui s'en vont.* » Et le manifeste précise à ce sujet : « *Nous devons rejeter les méthodes illégales, incorrectes et grossières, car elles pourraient être utilisées*

pour influencer Alexandre Dubcek. » Il poursuit : « *Faisons revivre le Front national. Demandons des réunions publiques des comités nationaux. Etablissons des comités spéciaux et des commissions de citoyens pour s'occuper des questions auxquelles les fonctionnaires n'arrivent pas à répondre... Transformons la presse régionale et locale qui embouche la trompette et répercute les vues officielles en en faisant une tribune pour toutes les forces politiques. Demandons l'instauration de conseils de rédaction formés de représentants du Front national ou bien créons de nouveaux journaux. Etablissons des comités pour la défense de la liberté d'expression. Organisons notre propre service d'ordre pour nos meetings... Evitons les discordes entre voisins, renonçons à la hargne en politique. Démasquons les mouchards.* »

Le manifeste se termine par des remarques sur le caractère relativement secondaire du problème de la « *fédéralisation* » : « *La bureaucratie du parti et de l'Etat pourra continuer à régner plus que jamais, même en Slovaquie, sous le prétexte qu'elle sera dotée d'une plus grande liberté.* » Face à la menace d'intervention « *de forces étrangères* », « *tenir les nôtres et ne pas prendre d'initiative...* » Il assure le gouvernement de son soutien, et les alliés du désir de respecter les traités...

Modéré dans sa forme et dans son fond, le manifeste des « Deux mille mots » constitue pourtant un texte véritablement révolutionnaire : pour la première fois est posé le problème fondamental de la Tchécoslovaquie et de tous les pays dominés par la bureaucratie, celui du pouvoir. Pour la première fois est posée la nécessité de l'organisation indépendante des masses pour la lutte contre l'appareil. Pour la première fois, un appel est lancé à l'initiative et au mouvement des masses, un programme leur est proposé, à travers la lutte pour une application réelle du Programme d'action.

Ce document explosif paraît à un moment particulièrement délicat : le dernier jour des manœuvres des troupes du pacte de Varsovie, à trois jours de l'ouverture des conférences de district du Parti pour la préparation du congrès, enfin en pleine session du parlement. Les conservateurs attaquent immédiatement : l'un des leurs, le général Kodaj, un « ancien » de l'insurrection slovaque, interpelle le ministre de la culture à l'assemblée nationale, réclame du procureur général des mesures immédiates contre les auteurs du manifeste qu'il qualifie d' « *appel à la contre-révolution* » (26). Cernik répond calmement, s'efforçant de donner à l'affaire de plus justes proportions, mais Smrkovsky s'est affolé de la violence et de la soudaineté de l'attaque et il lève la séance dès la fin de la réponse du chef du gouvernement (27).

Dans la journée, tous les organes importants de l'Etat et du parti sont amenés à traiter de la question dans une atmosphère passionnelle. Au présidium, les « durs » disent qu'il faut affronter

(26) Tatu, *Le Monde*, 30 juin-1er juillet 1968.
(27) Source écrite privée.

immédiatement, avec beaucoup d'énergie, les contre-révolutionnaires et ceux qui les ont laissés s'exprimer aussi ouvertement : ils proposent de proclamer la loi martiale, de révoquer le ministre de l'intérieur Josef Pavel, d'occuper et de faire garder par les milices populaires les immeubles de la radio et de la télévision, de mettre immédiatement en état d'arrestation Ludvik Vaculik, Ota Sik et Kriegel, qui a déclaré approuver les « *Deux mille mots* », de réunir sur-le-champ le comité central et d'élire un nouveau présidium (28). Sans attendre, Indra, en sa qualité de secrétaire du comité central, adresse une circulaire aux secrétaires d'organismes du parti à tous les niveaux, leur prescrivant de prendre toutes mesures d'ordre pour faire face aux « *grèves, manifestations, boycottage de dirigeants* » (29). Là aussi, c'est Cernik qui fait face à l'orage. Il déclare condamner le manifeste, mais refuse de croire qu'il soit susceptible de provoquer des troubles graves et de justifier par conséquent des mesures aussi extrêmes : selon lui, les conservateurs dramatisent. La situation ne doit pas être prise au tragique, car, alors, mais alors seulement, des réactions excessives du présidium pourraient ouvrir une crise. Il finit par se faire entendre et le présidium le suit. Néanmoins, sa résolution sur le manifeste porte l'empreinte de cette levée de boucliers et de ces discussions passionnées, et c'est sur un ton de vive indignation qu'elle condamne les « *Deux mille mots* » comme « *un acte de défiance à l'égard de la nouvelle direction et de la nouvelle politique* », précisant que « *du fait de la situation intérieure et extérieure, il met en danger l'ensemble du processus de démocratisation* ». Le présidium ne tolèrera pas, assure-t-elle, la création d'organismes ou de commissions non prévus dans le cadre du Front national. Il est décidé à utiliser « *tous les moyens disponibles* » pour maintenir l'ordre public (30).

Les dirigeants du parti communiste tchécoslovaque pensaient avoir ainsi tenu compte de la vivacité des réactions de leur droite et de l'appareil, comme des exigences des dirigeants russes. Mais, une fois de plus, ils avaient apparemment très mal apprécié l'état d'esprit de la population et des militants de leur parti : la condamnation indignée prononcée par le présidium ne paraît en effet pas moins insolite que les hurlements indignés des conservateurs par rapport aux réactions de l'opinion publique et même du parti, et leur autorité va en souffrir. Kriegel, membre du présidium, dit tout de suite son accord avec l'esprit du manifeste. Il n'est pas le seul : des centaines de délégués le défendent dans les conférences de district. Les rédactions sont inondées de lettres de lecteurs. *Prace* (31) invite le général Kodaj à prendre connaissance de son dossier sur l'affaire : sur plusieurs centaines de lettres, pétitions, etc. reçues, on relève plus de 40 000 signatures approuvant les « *Deux mille mots* », contre 9 les désapprouvant. Même la panique

(28) *Literarni Listy*, n° 19, 4 juillet 1968.
(29) *L'Humanité*, 2 juillet 1968.
(30) *Rude Pravo*, 29 juin 1968.
(31) *Prace*, 4 juillet 1968.

des conciliateurs — Goldstuecker a sévèrement condamné l'initiative de Ludvik Vaculik — n'a pas influencé la masse. Dès le 6 juillet, Smrkovsky, dans *Rude Pravo*, répond par « *Mille mots* », assurant qu'il cherche un « *langage commun* » avec les auteurs du manifeste : « *Nous avons*, dit-il, *des buts identiques.* » Tout au plus leur reproche-t-il « *une bonne dose de romantisme politique qui ne tient pas suffisamment compte de tous les éléments — intérieurs ou étrangers — qui modifient notre situation et le sort de nos efforts de renouveau* » (32).

Literarni Listy a vivement contre-attaqué. Son commentaire du 4 juillet fait reproche à Smrkovsky d'avoir laissé le général Kodaj tenir à la tribune ses propos provocateurs, souligne le rôle joué dans l'entreprise des conservateurs par le bureau d'information placé sous l'autorité d'Indra, dénonce le caractère provocateur des « *directives internes* » lancées par le secrétariat du parti (33) : revenant à la charge, elle révèle quels apparatchiks, chassés de leurs fonctions dans le parti, le syndicat et la jeunesse, ont, comme Martin Vaculik, Prepsl et Zavadil, trouvé refuge dans les bureaux de ce secrétariat. (34) Mais la question la plus brûlante est celle de savoir comment l'affaire des « *Deux mille mots* » va influencer le cours de la préparation du congrès. Ivan Klima l'aborde dans un article de fond qui constitue un véritable manifeste de l'opposition communiste révolutionnaire au stalinisme, intitulé « *Inquiétudes d'avant congrès* ». Il importe avant tout de se débarrasser de certaines illusions dangereuses semées par le cours de démocratisation : le fait de voter à bulletin secret, par exemple, ne constitue qu'un moyen, non un but. Le but du congrès est de déstaliniser le parti. Klima pense qu'il faut, pour comprendre la nécessité de la déstalinisation, revenir quarante années en arrière (avec la défaite de l'opposition de gauche russe à la fin de 1927), lors de l'achèvement du processus de liquidation de la démocratie interne, la « *stalinisation* », « *liquidation finale des principes léninistes baptisée bolchevisation* ». « *Le stalinisme*, écrit-il, *consiste dans le domaine des idées, à imposer des opinions, à considérer comme une véritable trahison toute idée contraire à celles du centre, et, dans le domaine de l'organisation, à identifier de plus en plus la "bonne opinion" avec le parti, le parti avec l'appareil, incarné lui-même par une couche de plus en plus mince de dirigeants.* » Mais il faut prendre garde de ne pas tomber dans les pièges que tend le stalinisme avec ses faux congrès : « *Le stalinisme ne peut jamais renier ses origines révolutionnaires. Plus il trahit les intérêts des larges couches du peuple et les idéaux dont il est issu, plus il redoute l'opinion de ceux qui sont encore de leur plein gré membres du parti, plus il s'efforce de faire appel à leur accord "démocratique". Or, en vérité, le schéma stalinien du parti (et n'oublions pas que pratiquement aucun de ses membres n'en connaît d'autre) est en contradiction absolue avec celui d'une*

(32) *Rude Pravo*, 6 juillet 1968.
(33) *Literarni Listy*, n° 19, 4 juillet 1968.
(34) *Literarni Listy*, n° 20, 11 juillet 1968.

organisation tant soit peu démocratique. » Pour le XIV[e] congrès, il ne suffira pas de voter à bulletin secret, il s'agit encore de savoir comment on désignera les délégués. Un peu partout, l'appareil propose de confectionner des listes qui tiennent compte de la nécessité de représenter au comité central les diverses couches sociales. Klima avertit : « *Si nous ne voulons pas réitérer une représentation absurde d'après les couches sociales, qui est évidemment incapable de résoudre la situation critique du parti et de la société, il ne nous reste que la solution de rompre résolument avec tous les principes anti-démocratiques et bureaucratiques du stalinisme, avec ses préjugés et ses illusions, d'essayer de trouver à cette situation une solution exclusivement politique.* » Il est donc nécessaire à ses yeux de combattre avec la dernière énergie les affirmations sur l'unité nécessaire du parti : en fait le parti fait à lui seul office de système multiparti, comme le démontrent l'existence en son sein de fractions, groupes ou tendances. « *Dans cette situation, tout effort pour l'unité sans différenciation préalable des opinions ne peut conduire qu'à une nouvelle pression sur les membres du parti pour qu'ils se subordonnent, s'identifient formellement au groupe dirigeant, ou plutôt vers de nouvelles manipulations, vers un gouvernement renouvelé de l'appareil. Car, là où subsistent des divergences graves encore dissimulées, le bureaucrate apparaît tout naturellement comme le seul qui puisse, du fait de sa routine, de l'inclinaison naturelle de son être au compromis, l'emporter, par son activité professionnelle et son pouvoir d'organisation, au moment où les idées se taisent. Ce danger menace actuellement, et de façon sérieuse, tant que toute l'activité d'avant-congrès, discussion, élection des délégués à tous les degrés, ne sera pas menée sur une base politique de différenciation des opinions et conceptions... Là où n'existent pas, dans le vrai sens du mot, des possibilités de choix entre des attitudes politiques, le congrès d'un parti politique devient seulement une manifestation de parade, et il ne peut y avoir de véritable choix. Sans votes responsables, le destin de tous les membres du parti demeure, et pour toujours, entre les mains de Dieu, celles de l'appareil...* » (35)

Si l'appel d'Ivan Klima n'a pas été entendu dans toutes les conférences préparatoires, le courant en faveur des « *Deux mille mots* », l'écho de son appel à l'initiative se sont fait néanmoins sentir avec beaucoup de force. Le 12 juillet, *Rude Pravo* — contrairement à *L'Humanité* (36) — le reconnaît en disant que « *les conférences régionales du parti communiste en ont pris connaissance et ne le considèrent pas, dans leur majorité, comme un texte anti-socialiste, malgré les réserves qu'elles expriment sur le choix même du moment de sa publication* » (37). Ce sont surtout les principes de démocratie ouvrière, tels que les prône le manifeste, qui sont au centre des préoccupations de nombreux militants,

(35) Ivan Klima, « *Inquiétudes d'avant-congrès* », *Literarni Listy* n° 19, 4 juillet 1968.
(36) *L'Humanité*, 2 juillet 1968.
(37) *Rude Pravo*, 12 juillet 1968.

à la fois dans la forme de consultation et dans l'objectif, l'élimination des bureaucrates patentés. Partout s'impose ce que les ouvriers tchécoslovaques appellent désormais « *la manière de Kladno* », candidatures exprimées dans les cellules et endossées à bulletin secret, vote sur les délégués et sur les résolutions à bulletin secret dans les conférences, choix entre plusieurs candidats (38). Les communistes de Prague font circuler une liste d'hommes de l'appareil à éliminer systématiquement du congrès et par conséquent de sa direction future. Les méthodes prolétariennes des mineurs de Kladno se révèlent un excellent moyen pratique de lutte contre l'appareil, et le résultat des élections traduit une nette poussée des candidats tenus pour « progressistes » au détriment des conservateurs.

A Prague, Cisar est élu par 449 voix contre 82 ; dans leur fief slovaque, Bilak et Svestka, sévèrement attaqués, ne sont élus que de justesse. Indra, battu à deux conférences régionales, est élu de justesse dans une troisième, ce subterfuge ayant échappé à ses adversaires. Kolder, en Moravie du Nord, n'obtient pas les 50 % de suffrages nécessaires et se trouve éliminé (39). Il y a parmi les délégués beaucoup d'hommes nouveaux, 17 % d'ouvriers et seulement 21 % de ces permanents qui constituaient autrefois la quasi-totalité des congrès et conférences (40). Ceux d'entre eux qui s'expriment dans la presse le font avec une remarquable précision, traduisant, dans des déclarations décidées, le mouvement des masses qui les a poussés et désignés, leur programme encore confus, leur volonté d'imposer la démocratie ouvrière dans le parti. Interviewés par *Literarni Listy*, deux ouvriers pragois délégués révèlent l'influence exercée de ce point de vue par l'expérience et les arguments de l'aile révolutionnaire des intellectuels. Karel Suchopar se prononce pour la pluralité des partis socialistes : « *Ce serait*, assure-t-il, *l'idéal si les partis avaient un objectif commun et pouvaient s'opposer sur les moyens.* » Son camarade Nemcansky, à la question de savoir si l'activité « *fractionniste* » qu'il voudrait autoriser ne lui paraît pas dangereuse, rétorque : « *Je ne sais pas exactement. Je sais seulement que l'histoire du parti bolchevique du vivant de Lénine a été l'histoire d'une lutte de fractions* » (41). Vladimir Mojzis, tourneur de Brno, déclare, quant à lui : « *Quand j'ai parlé du projet de statuts du parti et du droit de la minorité de parler et de défendre publiquement sa position, certains ont été choqués. Mais c'est naturel, ou plutôt ça l'était. Jusqu'à la victoire de Staline, le parti était un parti de fractions, avant Lénine, à son époque et encore quelque temps après sa mort* » (42).

Le courant révolutionnaire — pour une révolution politique contre la bureaucratie — qui secoue ainsi le parti communiste

(38) Source écrite privée.
(39) *Le Monde*, 9 juillet 1968.
(40) *L'Humanité*, 16 août 1968.
(41) « *Préparons le XIV^e Congrès* », interview de Milos Nemcansky et Karel Suchopar dans la « Tribune ouvrière », *Literarni Listy* n° 23, 1^er août 1968.
(42) *Literarni Listy* n° 21, 18 juillet 1968.

tchécoslovaque à travers ses conférences à tous les échelons et dans le cadre de la préparation du XIV[e] congrès, trouve l'un de ses porte-parole les plus déterminés et les plus lucides en la personne de Frantisek Samalik, élu délégué à Prague. Interrogé par Lubos Holecek sur ses perspectives, il décrit pour *Literarni Listy* le « *modèle politique* » qu'il propose : « *Un système pluriparti avec large autogestion appuyée sur les conseils ouvriers.* » Pour lui, l'essentiel, dans l'immédiat, est de rendre au parti la capacité de jouer son rôle d'avant-garde, qui consiste à pouvoir « *formuler clairement les revendications qui ne le sont pas encore dans la société* ». Pour s'insérer dans le cadre du pluralisme politique, le parti devra changer de nature, et il appartient au XIV[e] congrès d'inscrire ce changement dans de nouveaux statuts dont Samalik esquisse les grandes lignes : « *Dans les statuts, il faut inscrire les garanties qui permettent aux minorités de pouvoir, dans certaines conditions, s'adresser à l'ensemble du parti, et de vérifier ainsi si elles sont toujours minoritaires ou si elles ont gagné la majorité. Mais il ne suffit pas de défendre la minorité, il faut encore lui assurer à tout moment (évidemment sauf dans le cas où c'est inutile ou nuisible) le droit de gagner et d'organiser ses partisans. Le deuxième point capital, c'est que, dans le Parti, doivent dominer les organismes élus. Dans ces organismes élus, il faut faire prévaloir certains principes nouveaux, par exemple l'incompatibilité des fonctions, qui permette d'avoir le plus grand nombre d'hommes ayant une position indépendante, dont la carrière ne soit donc pas liée à leur position. Il faudra en écarter totalement les travailleurs professionnels de l'appareil du Parti et partiellement ceux de l'appareil d'Etat, parce que l'appareil est nécessairement plus conformiste que ceux qui sont à l'extérieur. Les tendances anti-bureaucratiques, qui attaquent l'appareil en tant que tel, sont évidemment absurdes, de même que celles qui s'opposent à la "manipulation" des hommes. Elles sonnent évidemment très bien, mais, en pratique, tout mouvement politique repose sur une certaine manipulation des hommes. Le mouvement qui est incapable de transmettre son programme par un système de directives et qui ne dispose pas de l'appareil administratif correspondant ne peut pas exister. L'appareil doit être vraiment moderne et capable de transmettre les grands objectifs dans le travail quotidien. D'autre part, l'appareil est avant tout un élément exécutif et administratif devant réaliser le programme politique qui est élaboré par les organismes démocratiques. Nous devons moderniser l'appareil dans ses rapports avec les organismes démocratiques. C'est d'eux que dépend la façon dont on va utiliser l'appareil. On peut très bien édifier un appareil merveilleux correspondant à tous les rêves de "management", mais, si ceux qui doivent déterminer les conceptions politiques ne sont pas eux-mêmes modernes, cet appareil fonctionnera de façon destructrice vis-à-vis des tendances sociales progressives. Toute une expérience, qui va de la bureaucratie à Babylone à la bureaucratie américaine, nous enseigne que l'impulsion d'une modification politique de l'appareil ne peut pas provenir*

de l'intérieur de cet appareil. C'est pourquoi je pense qu'un changement fondamental de la structure du Parti est nécessaire. » (43).

Ainsi, après l'opposition, dans la pratique, aux initiatives réformistes limitées de l'équipe au pouvoir, se manifeste désormais une tendance révolutionnaire. Les perspectives de pluralisme politique sur la base des conseils ouvriers tracées par des militants comme Bartosek et Samalik, les projets de réforme des statuts, défendus tant par Samalik que par les délégués ouvriers cités plus haut, indiquent le caractère révolutionnaire et anti-bureaucratique de ce puissant courant, qui dirige ses coups simultanément contre l'appareil bureaucratique parasitaire de l'Etat et contre l'appareil de permanents qui s'est subordonné le parti. Les partisans de cette tendance révolutionnaire, qu'ils soient intellectuels ou ouvriers manuels, ont conscience, dans cette lutte, de poursuivre la révolution anti-capitaliste et de renouer aussi avec les plus anciennes traditions révolutionnaires, au premier chef celles de Lénine et de son parti bolchevique. Et, de ce point de vue aussi et surtout, Alexandre Dubcek est totalement débordé, puisque la vague qu'ils ont soulevée a entraîné une partie importante des délégués des conférences régionales et au moins un nombre aussi important des délégués au XIV[e] congrès.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la commission préparatoire d'études pour les statuts du parti ait traduit de façon nette, quoique légèrement atténuée, cette exigence de démocratie ouvrière. Le nouveau projet, qui ne sera publié que le 10 août, critique vigoureusement ce qu'il appelle le « *centralisme bureaucratique* », affirme le droit de la minorité de formuler son point de vue propre, de « *maintenir ses opinions* », de « *demander, sur la base de nouvelles données, un nouvel examen de son point de vue* ». Les fractions — contrairement au vœu de Samalik — sont interdites, sous la forme de « *groupes ayant une discipline fractionnelle particulière* », mais on peut considérer que c'est cependant un véritable droit de tendance qui est ainsi reconnu dans le P.C. tchécoslovaque. Conformément à une autre tradition remontant, elle aussi, à la pratique du bolchevisme, chaque membre du parti se voit en outre reconnaître le droit de « *s'exprimer dans la presse du parti, sur toutes ses organisations et tous ses membres quelles que soient leurs fonctions* ». Il est prévu que les élections doivent se dérouler à bulletin secret et qu'il faut, « *en règle générale* », permettre à l'électeur le choix entre plusieurs candidats. Des règles strictes sont établies contre l'abus du renouvellement des mandats, ceux de deux ans ne pouvant être renouvelés plus de trois fois et ceux de quatre ans plus de deux fois (44).

Il n'est pas douteux que la tournure de la bataille à l'intérieur du parti, l'irruption, sous la poussée des masses, de pratiques de

(43) « *Eté chaud ou saison des cornichons ?* », interview de Frantisek Samalik par Lubos Holecek, *Literarni Listy*, n° 20, 11 juillet 1968.

(44) *Rude Pravo*, 10 août 1968, en supplément ; larges extraits dans *Pourquoi Prague ?*, pp. 196-210.

démocratie ouvrière, consciemment rattachées à la tradition bolchevique et ouvertement opposées aux conceptions staliniennes, menant à la destruction de l'appareil tout-puissant en tant que courroie de transmission de la bureaucratie du Kremlin, ont, au moins autant que le manifeste des « Deux mille mots » lui-même, été jugées intolérables tant à Moscou qu'à Pankow et à Varsovie. L'exemple tchécoslovaque, permettant la destruction « légale » de la domination de l'appareil, la restauration de la démocratie interne, la résurrection du parti en tant que tel dans la lutte contre l'appareil pouvait constituer un précédent trop dangereux pour être toléré. Tel est, en tout cas, le sentiment que suggère irrésistiblement l'examen des réactions de la presse des autres pays de l'Est dès la première semaine de juillet, et sans interruption jusqu'à l'intervention militaire.

Chapitre VI

PREPARATION DE L'INTERVENTION

Pendant de longues semaines, l'inquiétude des dirigeants russes ne s'est exprimée que dans le cercle fermé des réunions officielles, des visites et délégations, sans véritablement déborder dans la presse. Les journaux russes, pendant des mois, font autour des événements de Tchécoslovaquie une conspiration, sinon du silence, du moins de la plus grande discrétion. Les correspondances de Prague y évitent soigneusement toute allusion à ce qui pourrait constituer pour les lecteurs soviétiques un « mauvais exemple », en leur donnant de « mauvaises idées ».

C'est au début de juin que l'on note la première réaction polémique spectaculaire. Cisar ayant prononcé à Prague, à l'occasion du 150e anniversaire de la naissance de Marx, un discours dans lequel il insiste sur l'importance du rôle du contexte russe et proprement tzariste dans les conceptions de Lénine en matière d'organisation, l'académicien Konstantinov le prend vivement à partie dans la *Pravda*, assimilant ses idées à celles « *des socialistes de droite dans tous les pays capitalistes* » (1). Les Tchécoslovaques ne sont pas décidés à s'en laisser imposer sur ce terrain. *Rude Pravo* saisit deux jours après l'occasion d'un autre anniversaire — celui de la résolution du Kominform sur la Yougoslavie — pour répliquer à Konstantinov : « *Après ces vingt années d'expérience..., personne ne doit s'étonner si la Tchécoslovaquie et d'autres pays sont hautement allergiques aux consignes douteuses et si nous avons notre propre opinion sur ce qu'est le révisionnisme et sur ce qui se cache derrière le paravent de la lutte contre les diversions idéologiques* » (2). Puis c'est au tour de Cisar de répondre. Il note d'abord que le texte de l'article de Konstantinov a été reproduit par la presse tchécoslovaque, alors que son discours incriminé et attaqué par Konstantinov demeure, lui, totalement inconnu du lecteur soviétique : « *Ce n'est pas le léninisme qui est en cause, mais son interprétation stalinienne, imposée non seulement au parti communiste soviétique, mais adoptée aussi par d'autres partis et notamment par le parti communiste tchécoslovaque, qui est à blâmer* » (3). La presse russe évitera désormais ce type de débats d'idées dans la campagne de presse qu'elle va déclencher contre

(1) *Pravda*, 13 juin 1968.
(2) *Rude Pravo*, 22 juin 1968.
(3) *Rude Pravo*, 24 juin 1968.

la Tchécoslovaquie dans toute sa brutalité à partir de la publication des « *Deux mille mots* ».

Le signal en est donné, le 3 juillet, par un discours de Brejnev prononcé en présence de Kadar, le dirigeant hongrois, qui passe pour avoir des tendances à la conciliation avec les dirigeants pragois. Rappelant le rôle de Kadar — chef du gouvernement fantoche lors de la répression des conseils ouvriers hongrois par l'armée russe en 1956 —, le premier secrétaire du parti russe félicite le Hongrois « *de la vigoureuse riposte opposée en 1956 à la réaction, au profit de la classe ouvrière et de la majorité du peuple* ». Après cette allusion menaçante au passé, il affirme, concernant la Tchécoslovaquie : « *Nous ne pouvons être et nous ne serons jamais indifférents envers le destin de l'édification socialiste dans les autres nations.* » Kadar, docile, fait chorus : « *L'Histoire*, dit-il, *montre qu'il ne peut y avoir de communisme anti-soviétique ni de socialisme sans les communistes* » (4). Et c'est cela même que, dès le lendemain, la presse russe s'efforce d'affirmer et d'illustrer dans une campagne à double objectif, dirigée en même temps contre la Tchécoslovaquie, sous forme d'une gigantesque opération d'intimidation, et vers les travailleurs russes qu'elle cherche à persuader de l'existence d'un réel « *danger contre-révolutionnaire* » en Tchécoslovaquie. Elle s'en prend d'abord, de façon générale, à la liberté de la presse et aux organes d'information en Tchécoslovaquie, aux journalistes de la presse écrite et parlée, et à certaines personnalités tchèques, tenues généralement pour « *progressistes* », qu'elle s'efforce de présenter comme des fourriers de la contre-révolution. Le 10 juillet, *Literaturnaïa Gazeta* s'en prend à Frantisek Kriegel et affirme péremptoirement : « *La liberté de la presse, c'est la calomnie contre le parti* » (5). Le 7 juillet, évoquant une lettre des Milices populaires remise à l'ambassade d'U.R.S.S. à Prague et dénonçant « *les agissements de certains journalistes* », lettre dont le journal tchécoslovaque *Mlada Fronta* écrit avoir ignoré l'existence, le rédacteur de la *Pravda* s'exclame : « *N'est-ce pas là un exemple des agissements de ces journalistes ?* » (6). Le général Prchlik ayant critiqué l'organisation du pacte de Varsovie qui permet une ingérence politique dans les affaires des pays signataires, *Krasnaïa Zvezda*, l'organe de l'armée russe, l'accuse d'avoir « *dévoilé* » les secrets de l'organisation du pacte (7). La lettre — anonyme — d'un « historien » tchécoslovaque attaquant furieusement le ministre de l'intérieur Josef Pavel est publiée dans les *Izvestia* (8).

Ces incidents sont prétextes à la tenue de réunions dans les usines d'Union Soviétique, au vote massif de motions de soutien « *aux travailleurs tchécoslovaques, aux socialistes authentiques* ». Début juillet, c'est à propos de la lettre des Milices populaires

(4) *Le Monde*, 4 juillet 1968.
(5) *Literaturnaïa Gazeta*, 10 juillet 1968.
(6) *Pravda*, 7 juillet 1968.
(7) *Krasnaïa Zvezda*, 23 juillet 1968.
(8) *Izvestia*, 24 juillet 1968.

en faveur de l'amitié russo-tchécoslovaque (9). Quelques jours plus tard, c'est à propos de la prolongation du stationnement en Tchécoslovaquie des unités russes venues pour les manœuvres et qui auraient dû quitter le pays le 30 juin. Le stationnement et la circulation de ces troupes inquiètent l'opinion tchécoslovaque. La presse se fait l'écho du sentiment populaire, demande des explications, tout en prodiguant les apaisements. La presse russe s'empare de toute allusion à cette question pour y dénoncer violemment des « *accusations anti-soviétiques* ». Quelques jours plus tard, la police tchécoslovaque ayant découvert sous un pont, près de Sokolovo, un dépôt d'armes — une vingtaine de mitraillettes — l'information est publiée... à Sofia, reprise et orchestrée à Moscou, attribuée à l'action clandestine anti-socialiste des « *revanchards de Bonn* ». A la conférence de Cierna-nad-Tisou, fin juillet, les dirigeants russes brandissent une « *lettre au peuple soviétique* », adressée à la *Pravda*, qui l'a publiée le 30, par une centaine d'ouvriers de l'usine de Vysocany Auto-Praga, « *muets d'effroi devant les dangers qui menacent la patrie* » (10). A dater de ce jour, ils commencent à s'élever contre la « *persécution* » et la « *terreur morale* » qui, depuis, se sont abattues dans l'usine contre ces travailleurs.

Les dirigeants et la presse tchécoslovaques s'efforcent de répondre avec fermeté et mesure. Le chef des Milices populaires, Rudolf Hocik — porteur de la lettre du 20 juin à l'ambassade russe de Prague — déclare le 8 juillet à la télévision de Prague : « *Nous rejetons catégoriquement toute intervention dans le processus de démocratisation et les affaires intérieures de notre pays* » (11). Presse, radio et télévision tchécoslovaques font le point, sans commentaires superflus, sur les informations concernant la présence prolongée des troupes russes, et le ministère de la défense insiste sur le fait que la question sera réglée par des négociations (12). Le communiqué du ministère de l'intérieur précise le 20 juillet les circonstances exactes de la découverte du dépôt d'armes, incontestablement placé de façon à être découvert, mais n'accuse ni les Russes ni leurs alliés de cette évidente provocation (13). Les communistes d'Auto-Praga répondent aux signataires de la « *lettre au peuple soviétique* » en soulignant qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes et ont dû, pour faire nombre, faire signer parents et enfants (14).

En réalité, plus que les méthodes, empruntées aux plus grossières et aux plus éculées de l'arsenal du stalinisme — faux, amalgames, provocations —, ce sont les thèmes de la campagne de presse des Russes qui méritent attention. Le 11 juillet, la *Pravda* écrit que les « *Deux mille mots* » constituent « *la preuve que*

(9) *Pravda*, 21 juin 1968.
(10) *Pravda*, 30 juillet 1968.
(11) *Le Monde*, 9 juillet 1968.
(12) *Le Monde*, 13 juillet 1968.
(13) *Rude Pravo*, 21 juillet 1968.
(14) *Le Monde*, 1er août 1968.

les forces réactionnaires et directement contre-révolutionnaires tirent profit de l'actuelle instabilité du pays pour atteindre leurs objectifs » (15). Elle appelle les communistes et travailleurs de Tchécoslovaquie à « *une riposte résolue aux éléments anti-socialistes* ». Sous le titre « *Offensive contre les fondements socialistes de la Tchécoslovaquie* », Alexandrov — vraisemblablement un pseudonyme dissimulant d'importantes personnalités — écrit que ce manifeste émane de « *forces qui, en liaison avec la réaction impérialiste, se livrent à des attaques acharnées contre le Parti communiste et les structures de l'Etat soviétique* ». Il critique « *certains dirigeants* » qui, dit-il, « *malheureusement, ont fait des déclarations équivoques et s'efforcent de minimiser le danger de cette déclaration contre-révolutionnaire* » (16). Plus brutal, le journal du S.E.D. d'Ulbricht, *Neues Deutschland*, invite les ouvriers tchécoslovaques à « *passer à la contre-attaque* » (17). Le 22 juillet, l'éditorialiste de la *Pravda* revient à la charge, accusant de façon précise les dirigeants du P.C.T. : « *Par son refus de procéder à une analyse politique de la situation actuelle en Tchécoslovaquie, le présidium du comité central du P.C. tchécoslovaque a fait ostensiblement un pas en arrière par rapport aux décisions du plénum de mai.* » Il soutient que « *les forces réactionnaires* » ont « *pris en main* » les moyens d'information (18). Le 26, c'est le célèbre journaliste officiel, Iouri Joukov, qui, dans la *Pravda*, sous le titre « *Un mot d'ordre faux* », franchit un pas dans l'escalade en s'en prenant à la formule du « *socialisme démocratique* », dont il affirme qu'il représente « *un système politique complètement différent et anti-marxiste* » (19). Dans la *Pravda* du 29, l'économiste Alexandrovski dresse un bilan de la « *coopération économique* » entre les deux pays et conclut : « *Dans certains journaux tchécoslovaques, ainsi qu'à la radio et à la télévision, on essaie, ouvertement ou non, de jeter des ombres sur cette coopération* » (20). Bientôt, l'unique refrain de cette campagne sera l'accusation lancée contre les dirigeants tchécoslovaques d'avoir rompu leurs engagements successifs et de continuer à minimiser ou à favoriser « *l'action des forces anti-socialistes* ».

Cette campagne d'intimidation a en effet pour objectif immédiat de faire plier, sinon tous les dirigeants tchécoslovaques, du moins une partie d'entre eux, et de les utiliser pour une reprise en main de la presse et du pays, ce qui permettrait d'assurer la continuité de la domination bureaucratique tout en respectant formellement les décisions des plénums successifs. De ce point de vue, la pression ne cesse de s'accentuer sur les hommes de Prague. Entre le 4 et 6 juillet, les différents partis d'Europe de l'Est adressent chacun de leur côté des lettres au présidium tchécoslovaque, proposant leur aide : Ulbricht propose même les

(15) *Pravda*, 11 juillet 1968.
(16) *Ibidem*.
(17) *Neues Deutschland*, 20 juillet 1968.
(18) *Pravda*, 22 juillet 1968.
(19) *Pravda*, 26 juillet 1968.
(20) *Pravda*, 29 juillet 1968.

services de sa police et de son armée. Tous ajoutent que les modalités de cette « *aide* » pourraient être déterminées au cours d'une conférence à six. Le 8 juillet, le présidium répond qu'il n'est pas hostile à une conférence à six, mais préférerait qu'elle vienne à la suite d'une série de « *réunions bilatérales* » qui permettraient peut-être aux Tchécoslovaques de diviser le front de leurs censeurs. A la suite de cette décision, Brejnev et Dubcek ont une conversation téléphonique orageuse, Brejnev s'étonnant d'apprendre que la décision du présidium a été prise à l'unanimité, et demandant, méfiant : « *Même Kolder ?* » (21). Le Parti russe ne tient finalement pas compte de la réponse de Prague et convoque à Varsovie la conférence des six. Le présidium se réunit à nouveau le 12, ignorant d'ailleurs que Brejnev est déjà à Varsovie : il refuse de se laisser forcer la main et confirme sa réponse du 8, cette fois, il est vrai, par un vote à la majorité, 8 voix contre 4, celles de Kolder, Bilak, Barbirek et Indra, qui sont partisans d'accepter l'invitation. La situation du présidium est d'autant plus délicate que la tension monte dans le pays du fait du stationnement prolongé des troupes russes : le président du conseil Cernik s'apprête même à s'adresser à la nation sur cette question, lorsque lui parvient la nouvelle et le calendrier de l'évacuation (22).

Détente de courte durée, car la conférence de Varsovie a élaboré la fameuse « *Lettre des Cinq* », publiée à Budapest le 17 juillet. Accusation en règle contre la politique menée depuis janvier en Tchécoslovaquie, offre de soutien des efforts pour y « *sauver le socialisme* », elle est en réalité un appel pur et simple à la restauration de l'ancien régime stalinien. Le communiste français Pierre Daix l'a traduite du jargon stalinien : « *Invitation à donner tout pouvoir à l'appareil de sécurité, à rendre à la police politique sa prééminence sur le Parti* », « *mise au pas du Parti pour commencer, du Front national ensuite, et le bâillon aux masses* », « *rendre le monopole de tous les moyens d'information à l'appareil de l'ancien système* ». La « *cohésion du parti autour du maintien du centralisme démocratique et pour la lutte contre ceux qui utilisent dans leurs activités les forces de l'ennemi* », dont parle la lettre, n'est simplement, selon lui, que « *la façon pudique et jargonnière de désigner l'autocratie stalinienne elle-même* » (23). Réuni à nouveau le 18, le présidium répond avec fermeté et netteté à la lettre des Cinq, réfute ses accusations, admet la nécessité d'explications et réitère sa proposition de conférences bilatérales (24).

Les arguments des dirigeants tchécoslovaques ne pèsent pas lourd dans la balance, ils le savent et font tout leur possible pour apaiser dans le pays la passion qui monte. Ils retardent la publication de la lettre des Cinq, et c'est à l'initiative de Zdenek Hejzlar

(21) *Le Monde*, 20 juillet 1968.
(22) *Le Monde*, 19 juillet 1968.
(23) Daix, *op. cit.* pp. 244-245.
(24) *L'Humanité*, 20 juillet 1968.

et de Josef Smrkovsky que le public en sera informé par la radio (25). Ce n'est qu'après que l'information ait été donnée que le présidium rédige sa réponse : lettre et réponse seront publiées simultanément dans la presse écrite, rencontrant l'écho unanime d'un sursaut de fierté nationale. Côté russe, la pression s'accentue. Le 23 juillet, le gouvernement rappelle des réservistes. Après plusieurs jours de « suspense », la conférence russo-tchécoslovaque prévue se déroule à Cierna-nad-Tisou, du 29 juillet au 1er août, dans une atmosphère dramatique. Elle se termine par un communiqué énigmatique et l'annonce de la conférence à six qui se tient à Bratislava le 3 août. Quoique aucun document irrécusable ne soit connu, on a toutes raisons de penser que les Tchécoslovaques avaient fini par faire à Cierna quelques concessions précises et qu'ils s'étaient notamment engagés à contrôler de plus près la « *démocratisation* » en limitant la liberté d'information, à dissoudre certaines organisations jugées « *contre-révolutionnaires* » par les Russes, le K.A.N., le K. 231, le comité préparatoire social-démocrate, et enfin à écarter ceux que les dirigeants russes considéraient comme particulièrement réfractaires à leur influence, Kriegel, insulté à Cierna parce que Juif, Cisar, traité de « *révisionniste* », Pavel, coupable de tenter d'épurer la Sécurité, Ota Sik, comme révisionniste et peut-être Pelikan et surtout Hejzlar dont la nomination, le 25 juillet, à la tête de la télévision, était considérée comme un geste anti-russe, cet ancien dirigeant des Jeunesses communistes, ancien ami personnel de Zavis Kalandra, passant pour un « *trotskyste* » (26).

Or, on sait que, finalement, Dubcek ne s'est pas résigné à remplir ses « *engagements* ». Crainte de réactions populaires ? Sentiment de confiance, répondant à la fausse sécurité inspirée par les visites — dans l'enthousiasme populaire — de Tito et du Roumain Ceaucescu ? Conviction que la « *résistance* » était la seule ligne politique susceptible de resserrer autour du Parti un courant protestataire la veille, et que la menace étrangère avait rangé sous les drapeaux des dirigeants ? En tout cas, harcelé par des appels téléphoniques quotidiens de Brejnev, lui-même vraisemblablement soumis pour son compte à des pressions du même ordre, prévenu le 17 août par Kadar que les Russes ne reculeraient pas devant l'intervention armée, Dubcek aurait tenté au présidium une ultime manœuvre : malgré l'opposition indignée de Kriegel, il aurait accepté d'intégrer à son propre projet de rapport au XIVe congrès — prévu pour s'ouvrir le 9 septembre — les propositions faites au présidium, dans la soirée du 20 août, par Kolder, Indra et Bilak, désireux de voir rapidement se concrétiser les engagements pris à Cierna et Bratislava (27). Manœuvre désespérée et bien dérisoire, puisque l'échéance de ce congrès, avec ces délégués élus et ce projet de statuts, était précisément cela même que l'insistance des Russes visait à supprimer à tout prix. Dubcek, en fait, ne pouvait que chercher

(25) Source écrite privée.
(26) Id.
(27) Id.

à gagner du temps. Plus que jamais, il apparaissait au centre d'exigences inconciliables. Face aux bureaucrates menaçants, Tchèques et Slovaques, nationalités longtemps opprimées, à l'expérience précaire et subalterne, avaient vivement réagi devant les exigences et le ton de « grande puissance » de l'Union Soviétique, et, d'une certaine manière, il se trouvait bon gré mal gré prisonnier de cette union sacrée qui s'était manifestée avec éclat à la fin de juillet...

Dans les premières semaines d'août, pourtant, quelques voix dissonantes se font entendre dans le chœur d'unanimité nationale qui s'est élevé pour défendre les négociateurs et les appuyer. Qui n'est pas aveugle doit bien admettre en effet que la conférence de Cierna a été précédée du limogeage de Vaclav Prchlik, dont on sait qu'il avait critiqué le mode d'organisation du pacte de Varsovie, mais aussi qu'il avait assuré la défaite des hommes de Novotny au poste-clé de la 8e section : on ne peut se défendre de penser qu'un homme sûr a été éliminé d'une position stratégique, et c'est ce qu'écrit en substance Pavel Kohout dans une « *Lettre du capitaine au général* » que publie *Prace* (28). Les milieux bien informés proches des dirigeants tchécoslovaques s'efforcent en revanche de faire croire que le général va recevoir prochainement une importante affectation. Leur version devient plus difficile à soutenir quand, quelques jours plus tard, deux rédacteurs en chef adjoints de *Rude Pravo*, Emil Sip et Zdislav Sulc, sont déplacés, laissant ainsi le champ libre au conservateur Svestka (29). Il y a bien des indices inquiétants de ce que la direction Dubcek a fait des concessions et le dissimule.

Par ailleurs, le fait même de la comparution des dirigeants tchécoslovaques à Cierna puis à Bratislava, le fait qu'ils aient été au moins soumis à des demandes d' « explications », l'imprécision des communiqués officiels entretiennent l'inquiétude. Milan Kundera, dans *Literarni Listy*, invite le lecteur à imaginer que les dirigeants tchécoslovaques aient rencontré en Union Soviétique Brejnev, Kossyguine et autres « *pour protester contre le système judiciaire soviétique, contre le danger du néo-stalinisme* », en expliquant « *qu'il ne s'agit nullement d'une affaire intérieure soviétique, mais de l'affaire de tout le mouvement communiste international, qui est ainsi discrédité par ces mesures des Soviétiques* » (30). Le 1er août, une manifestation spontanée, organisée par des jeunes, a rassemblé près de 3 000 personnes sur la Vieille Place, et Smrkovsky s'est fait huer en tentant de l'apaiser et de la disperser (31). La scène se renouvelle le 8 devant le Parlement. Dans les rues et sur les places de la vieille ville se tiennent le soir des meetings quotidiens qui abordent tous les problèmes politiques et dans lesquels il est de plus en plus souvent demandé la dissolution des Milices populaires, que réclame, par ailleurs, une pétition qui se couvre de signatures. Dubcek défend les Milices populaires, et

(28) *Prace*, 6 août 1968.
(29) *Le Monde*, 16 août 1968.
(30) Milan Kundera, « Petit et Grand », *Literarni Listy*, n° 23, 1er août 1968.
(31) *Le Monde*, 2 août 1968.

le présidium interdit les forum permanents du soir en invoquant, comme autrefois, le rôle des houligans (32).

Au lendemain de la conférence de Bratislava, la presse internationale salue la victoire de Dubcek, la « *nuit du 4 août* » de l'Union Soviétique. Est-il présomptueux d'affirmer, parce qu'on le fait après coup, que les lendemains de Bratislava, qui marquaient en apparence l'apogée du destin de celui-ci, constituaient, en réalité, le commencement de sa fin ? Parti de la nécessité d'une réforme limitée du système bureaucratique, d'une réconciliation à opérer entre l'appareil et les couches politiquement actives de la société, Dubcek avait lutté contre une politique de répression pour éviter la révolution politique, et contre le mouvement des masses sous le prétexte de lui éviter la répression. Son extraordinaire popularité, son apparente réussite reposaient moins sur une intelligente utilisation des moyens de communication de masse, comme on s'est plu à le souligner, que sur une profonde ambiguïté : le mouvement des masses voyait en lui son intercesseur auprès des maîtres du Kremlin, et les maîtres du Kremlin un intermédiaire, un instrument pour canaliser le mouvement des masses avant de le briser. Dubcek n'avait pas réellement choisi, car il aurait, en choisissant, perdu sa raison d'être et sa fonction. Le mouvement des masses n'était pas suffisamment organisé, puissant ni conscient, en cet été 1968, pour le contraindre à choisir en sa faveur — une hypothèse qu'on ne saurait exclure a priori. Mais il l'était suffisamment pour lui interdire de jouer, sous le masque d'un double jeu, celui de Moscou, dont les exigences étaient désormais publiques. Et c'est en ce sens que son rôle de médiateur touchait à sa fin, non par manque de bonne volonté, mais par réelle impuissance. Douze années auparavant, un autre apparatchik communiste, devenu, lui aussi, réformateur devant la montée des masses et partisan d'un *socialisme à visage humain*, avait comme lui, pensé et affirmé que *quand les masses sont mécontentes, on ne change pas les masses, mais la politique ou les dirigeants.* Mais il avait eu, finalement, un jour de novembre, le choix entre se faire l'instrument de la répression contre les masses, pour lesquelles il avait incarné quelque temps le *communisme qui n'oublie pas l'homme*, et le poteau d'exécution... Imre Nagy avait alors choisi le poteau d'exécution. La même situation allait imposer à Alexandre Dubcek un choix plus difficile encore, puisqu'elle allait le placer en face d'un dilemme identique, avec la perspective d'un long et interminable sursis qui ne pouvait pourtant, en tout état de cause, constituer rien d'autre qu'un sursis.

Des militants tchécoslovaques avaient compris la situation. Commentant, dans *Reporter*, la situation des relations tchéco-soviétiques au lendemain de la rencontre de Cierna, Jiri Hochman écrivait : « *Il n'est pas possible de minimiser cette rupture. Nous conservons dans la bouche un goût dont il nous sera difficile de nous débarrasser.* » Puis il posait clairement le problème de fond,

(32) *Le Monde*, 16 août 1968.

aboutissant à des conclusions nettement opposées à celles de la plupart des commentateurs étrangers, et même à celles des dirigeants et ministres qui, comme Ota Sik, partaient en vacances sur la Côte Adriatique dans les premiers jours d'août :

« *Nous n'avons en fait commis aucun des péchés dont nous sommes accusés, et nous n'étions pas engagés dans une quelconque liquidation perfide et délibérée du socialisme "par la bande", et nous n'avions pas non plus l'intention de liquider nos relations avec nos alliés et de passer de l'autre côté de la barrière. Néanmoins, nous sommes en train d'introduire sur la scène un élément qui ne peut pas constituer simplement un aspect d'une ligne de propagande, car il s'agit, en réalité, du nœud de la question.*

Nous avons introduit le spectre de la liquidation du pouvoir absolu de la caste bureaucratique, cette caste introduite sur la scène internationale par le socialisme stalinien. Objectivement parlant, c'est une étape de l'Histoire que tout pays connaît. Mais la bureaucratie, bien qu'elle n'ait pas encore les dimensions d'une classe, révèle ses traits distinctifs dans tout ce qui concerne l'exercice du pouvoir. Elle prend des mesures préventives pour sa propre défense et elle continuera à le faire jusqu'à sa fin tragique... Nous sommes en train d'approcher de la destruction du pouvoir de cette caste, maintenant presque héréditaire, qui est attachée par mille liens de corruptions et d'intérêts mutuels à ses équivalents à l'étranger. Telle est l'étendue de notre péché. Nous ne mettons pas le socialisme en danger. Bien au contraire. Nous mettons en danger la bureaucratie qui est en train, lentement mais sûrement, d'enterrer le socialisme à l'échelle du monde. Et c'est pourquoi nous ne pouvons guère nous attendre à la coopération et à la compréhension fraternelles de la bureaucratie » (33).

La ruée de 600 000 hommes en armes lâchés par la bureaucratie dans la nuit du 20 au 21 août allait trancher la question débattue, et donner raison à Jiri Hochman et aux révolutionnaires conscients. Une fois de plus, la bureaucratie russe lançait ses tanks contre un prolétariat en lutte pour le socialisme.

(33) Jiri Hochman, « *Le luxe des illusions* », *Reporter* n° 31, 31 juillet 1968.

CHAPITRE VII

L'INTERVENTION

Tous les militants ouvriers connaissent aujourd'hui, dans ses grandes lignes, le déroulement de l'intervention des cinq armées du pacte de Varsovie dans la nuit du 20 au 21 août, et l'extraordinaire sursaut d'unité nationale autour des dirigeants tchécoslovaques arrêtés comme des malfaiteurs, la participation à cette résistance passive de masse de l'armée tchécoslovaque dans sa totalité et d'une partie importante des forces de police, notamment des militants des milices populaires. Soit par réaction face à un coup de force scandaleux perpétré au nom du « socialisme », soit par opportunisme prudent face à un sentiment populaire tellement écrasant qu'il balayait au passage toutes les réticences et toutes les réserves, une grande partie des hommes de l'appareil se sont ainsi trouvés amenés à condamner l'intervention russe, à la dénoncer politiquement et, parfois, à contribuer à l'organisation effective de la résistance, sans avoir pour autant réellement analysé la signification de l'intervention et opéré la remise en cause de toutes les notions et conceptions staliniennes d'appareil du Parti et de politique.

Ce qui est, du coup, moins clair, derrière cette unanimité apparente, c'est la signification politique de la lutte qui se déroule effectivement dans le Parti à tous ses échelons, et en particulier au sommet, après l'arrestation de Dubcek et de ses collaborateurs immédiats. Les journalistes occidentaux, obnubilés par les comparaisons avec l'« *occupation* » et la « *Résistance* », souvent étrangers aux mentalités des militants communistes et même de la population, simplifient et schématisent. C'est en effet parce que l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes alliées soudait le front unique de la population tchécoslovaque contre les « *troupes étrangères* » d'occupation que le coup de force s'avérait incapable de régler les problèmes qu'il avait précisément pour objet de régler. Mais c'est précisément la réalisation même de cette unité nationale qui portait en même temps à son paroxysme la lutte pour la préservation de l'appareil. L'arrestation des dirigeants du Parti avait entraîné dans la lutte non seulement l'écrasante majorité de la population, mais encore des secteurs entiers dont la soumission à l'appareil et la fidélité à l'Union soviétique n'étaient pas discutables la veille encore, comme les milices populaires dans leur ensemble, ou encore des hommes comme les généraux Kodaj et Lomsky. En même temps, elle retirait de la scène poli-

tique les éléments conciliateurs et favorisait la polarisation de positions extrêmes.

Il faut ajouter qu'en utilisant le réseau des émetteurs de radio, mis en place, pour le cas d'invasion occidentale, par l'état-major combiné du pacte de Varsovie, en s'appuyant tant sur la complicité de l'immense majorité de la population civile que sur les moyens techniques de l'armée tchécoslovaque, en réalisant ce coup d'éclat, grâce aux liaisons de l'armée et à la radio, de tenir en quelques heures au courant tout citoyen de tout ce qui se passait en quelque lieu que ce soit du pays, les animateurs de la résistance rendaient possibles une prise de conscience et une mobilisation de l'opinion qui créaient, pour le Kremlin, une situation infiniment plus dangereuse que celle à laquelle l'intervention avait prétendu mettre fin. Et, en définitive, sous l'impact même de l'agression, ce sont la profondeur et la puissance inimaginables du mouvement ainsi organisé des masses qui contraignirent les Russes à abandonner le plan primitif de proclamation d'un gouvernement fantoche « *ouvrier et paysan* », et à porter, pour un temps indéterminé, la lutte — initialement défensive — sur le terrain même où ils avaient rencontré l'impasse, autour de Dubcek et de ses collaborateurs, le terrain de l'appareil et de sa légalité.

« *Intervention mal préparée sur le plan politique* » (1), estime le 23 août Michel Tatu, qui précisera un peu plus tard : « *Les "collaborateurs" ont manqué à l'appel* » (2). Affirmation qui peut être tenue pour exacte si l'on s'en tient au seul nombre de collaborateurs des occupants ouvertement déclarés dès les premières heures, mais qui cesse de l'être si l'on envisage les fonctions de ces hommes et le lieu de leur intervention. A tous les postes-clés, les Russes ont en effet disposé d'agents sûrs, membres de l'appareil du P.C.T., laissés en place ou mutés à d'autres responsabilités dans le cadre de la politique de réconciliation de Dubcek, d'hommes qui n'avaient jamais, en réalité, reconnu d'autre autorité que celle de leurs patrons de Moscou, que beaucoup servaient sans doute depuis longtemps dans le cadre de la police politique. Quelques noms suffiront : le colonel Salgovic, vice-ministre de l'intérieur et chef de la sécurité d'Etat, assure le débarquement à Ruzyne des troupes aéroportées, opère les premières arrestations parmi les responsables de la sécurité fidèles à Pavel, et collabore quotidiennement avec la sécurité d'Etat russe, comme son collaborateur direct, le colonel Bohumil Molnar, chef de la sécurité d'Etat de la capitale. Karel Hoffmann, ancien ministre de l'information du temps de Novotny, nommé depuis directeur des P.T.T., donne à minuit aux postiers l'ordre d'interrompre les communications téléphoniques, et à deux heures aux travailleurs de la radio celui de quitter l'antenne. Svestka, maintenu par Dubcek, après ses démêlés avec Jiri Hochman, à la tête de la rédaction de *Rude Pravo*, donne l'ordre de publier dans ses colonnes la « *déclaration* » des cinq occupants. Sulek, directeur en congé (avec trai-

(1) Tatu, *Le Monde*, 23 août 1968.
(2) *Ibidem*, 7 septembre 1968.

tement) de l'agence C.T.K., reparaît dans ses locaux pendant la nuit, et tente d'y censurer les dépêches. Vokac, ancien ministre des transports, haut fonctionnaire, tente, la même nuit, de faire déconnecter les liaisons avec les différents centres ferroviaires afin de faciliter le transport des troupes d'invasion. « *Poignée de collaborateurs mineurs, personnalités à qui était assigné un rôle technique* », écrit Michel Tatu (3) ; en réalité des hommes dont la mission était de telle nature qu'ils ne pouvaient que se démasquer dès les premières heures pour la remplir. Mais ces hommes n'étaient pas les seuls.

Le problème des « collaborateurs » politiques est évidemment plus complexe à démêler. Beaucoup, qui pensaient à une victoire remportée sans coup férir, à une débandade dans les rangs des nouveaux dirigeants, à la stupeur de la majorité, ont sans doute reculé devant l'unanimité de la protestation populaire, et se sont donné l'apparence du double jeu plutôt que de se démasquer trop tôt. Les éléments dont nous disposons permettent cependant, malgré leurs dénégations ultérieures, de cerner le contour du groupe des conspirateurs et de leurs complices. Au présidium d'abord : nous avons cité déjà Svestka, convoqué par les Russes dès le matin du 21 pour discuter de la formation du nouveau gouvernement, et qui se déplace dans Prague en auto blindée. Indra était sans doute l'homme de base de l'opération projetée : la veille, au présidium, il avait présenté une résolution très proche du fameux « *appel des dirigeants* » invoqué par la radio russe comme couverture de l'intervention, et c'est en son nom que collaborateurs tchécoslovaques et policiers russes opérèrent les premières arrestations. Kolder appartenait, selon toute vraisemblance, à ce noyau, et l'on peut, sur ce point, retenir le témoignage adressé au *Monde* par Stanislav Budin, suivant lequel, à l'annonce de l'entrée des troupes russes, « *Indra, Kolder et Svestka ne manifestèrent aucune surprise ni émotion, comme s'ils savaient ce qui se préparait* » (4). Selon plusieurs informations d'origine différente, ces mêmes trois hommes étaient le 21 août au côté du général russe Pavlovski, commandant des forces d'occupation, au cours de son entretien sur la formation éventuelle d'un « *gouvernement ouvrier et paysan* » avec le président Svoboda. A tous ces éléments, il faut ajouter le témoignage de Martin Vaculik selon lequel Kolder, Indra, Bilak et Barbirek se rendirent dans la soirée du 21 à la réunion du comité central sous la protection de blindés russes, de surplus en compagnie d'officiers supérieurs russes, et furent, au cours de cette réunion, soutenus dans leurs arguments pour la collaboration avec l'occupant par Mestek, Vilem Novy et Jakes (5).

Le témoignage de Martin Vaculik précise par ailleurs que d'autres membres du présidium, dont Jan Piller, étaient restés « *libres de leurs mouvements* », et, à la différence des précédents,

(3) *Ibidem*, 7 septembre 1968.
(4) Lettre de Stanislav Budin au *Monde*, 28 août 1968.
(5) Rapport de M. Vaculik au XIV[e] congrès, d'après *Mlada Fronta*, 23 août 1968, cité dans *Les Sept Jours de Prague*, p. 81.

se déplaçaient sans escorte (6). Il est en effet nécessaire de souligner que les occupants n'ont pas traité de façon identique les membres de ce présidium qui avaient résisté aux volontés de Brejnev. Ils arrêtèrent Dubcek et Cernik, leur rendant avec usure un prestige récemment atteint, et en faisant des héros et martyrs ; ils arrêtèrent également Smrkovsky, Spacek, Kriegel et Simon. Ils protègent Indra, Barbirek, Kolder et Svestka. Mais les autres — délestés de leurs montres, si l'on en croit *Rude Pravo* clandestin — restent libres de leurs mouvements, ce qui indique sans doute le désir de les utiliser éventuellement de façon différente, à travers un double jeu : Lenart est le candidat des Russes à la présidence du gouvernement, mais il ne paraît pas à leurs côtés et démentira. Husak se voit donner accès à la radio de Prague où, dès le 21, il parle de « *négociations* » (7) au moment même où Dubcek et ses compagnons sont emmenés, menottes aux mains, vers une destination inconnue. Il en va de même pour Piller, dont *Svoboda* se demande, le 24 août, si son attitude signifie « *trahison* » ou « *attentisme* » (8). Il est, à cet égard, significatif que les Russes n'aient jamais publié la liste des « *dirigeants* » qui avaient fait appel à eux : le coup manqué, ils n'ont garde de brûler leurs complices, car l'étiquette de « collaborateur » met leurs hommes hors du coup. Devant la résistance populaire, devant les exigences de Svoboda et son refus d'investir un gouvernement apporté par les chars étrangers, les Russes changent leurs batteries, jouent la carte des « *négociations* », que seuls peuvent jouer pour eux avec quelques chances de succès des hommes libres de leurs mouvements et qui peuvent se proclamer « *patriotes* ». En fait, ce brusque tournant leur est imposé par le succès de l'initiative du comité du parti de la ville de Prague décidant de convoquer par radio, pour le 22 août, tous les délégués élus au cours des semaines précédentes en vue du XIV[e] congrès prévu le 9 septembre, afin qu'ils tiennent, à Prague, une « *conférence des délégués* ».

Il faut en effet souligner fortement que, contrairement à une opinion très répandue, ce ne sont ni le présidium du Parti — amputé de ses centristes comme de ses progressistes — ni le comité central qui ont convoqué ces délégués. C'est le comité du Parti de Prague, entièrement renouvelé en avril par un vote démocratique « *à la manière de Kladno* », qui, dès le matin de l'invasion, appelle les délégués, par radio, à se rendre à Prague par tous les moyens en leur possession, à s'y réunir et à y décider eux-mêmes s'ils se constituent en congrès. En l'absence de Bohumil Simon, arrêté par les Russes, ses collaborateurs immédiats, Jaromir Litera, Venek Silhan, et d'autres membres du comité de la ville prennent avec Zdenek Hejzlar, directeur de la radio, cette décision d'une importance historique, fait capital de la première jour-

(6) *Le Monde*, 7 septembre 1968, sur la base du rapport de M. Vaculik selon *Rude Pravo* et des explications de Piller dans *Svoboda*, 5 septembre 1968.
(7) *Le Monde*, 23 août 1968 (d'un correspondant particulier).
(8) « *Croire Piller ?* », *Svoboda*, 24 août 1968, dans *Les Sept Jours...*, pp. 228-229.

née d'occupation. Tout va dès lors tourner autour de la question du XIV[e] congrès et de sa tenue.

Le comité central se réunit dans la soirée du 21, avec une soixantaine de présents (9). Piller y intervient pour demander de ne pas reconnaître la convocation des délégués, susceptible seulement, selon lui, d'aggraver la situation. Les débats se poursuivent pendant toute la nuit. Au petit matin, le comité central se sépare en votant une affirmation de fidélité à la « *politique d'après janvier* » et au « *programme d'avril* » ainsi qu'un appel au calme et à la prise de « *contacts* » avec l'occupant, ce que le secrétariat va immédiatement transformer en instructions pour la collaboration (10). La bataille commence entre les « *réalistes raisonnables* » et les « *attentistes* » à la Piller, et les « *progressistes* » du comité de ville de Prague : le premier enjeu est la tenue du congrès.

Secrétariat et présidium se réunissent en commun le matin du 22 août. L'accord se fait, devant l'ampleur de la réaction nationale, sur la nécessité d'entreprendre en priorité des démarches pour la libération de Dubcek. Piller est désigné comme premier secrétaire par intérim, et il est décidé de ne pas « *reconnaître* » le XIV[e] congrès convoqué par les gens de Prague (11). Pour ces hommes, Dubcek, aux mains des Russes que certains d'entre eux ont appelés, apparaît encore comme susceptible de les protéger contre la montée des masses, la victoire de la démocratie dans un congrès du Parti réunissant les délégués élus ! Les forces de sécurité russes occupent le comité de ville, y tendent un guet-apens aux délégués ; mais le piège est éventé et la radio — encore elle — prévient les délégués d'avoir à se rendre dans les usines de la capitale où les attendent militants et miliciens chargés de les convoyer vers le lieu clandestin de la réunion, annoncée — pour égarer l'occupant — comme devant se tenir au parlement. La réunion, en pleine occupation, de l'écrasante majorité des délégués élus pour le 9 septembre — 930 lors de l'ouverture vers 11 heures du matin, parmi lesquels quelques Slovaques, 1 026 en définitive, dont plusieurs dizaines de Slovaques, sur un total de 1 250 — le fait qu'ils aient pu, en si grand nombre, et dans les conditions qui prévalaient, réussir à gagner Prague et à y siéger en tant qu'instance suprême du Parti, constituaient en effet un événement capital, sans précédent dans l'histoire du mouvement communiste international : la victoire du mouvement des masses *reprenant le Parti à son appareil*, la mise de ce Parti reconquis au service de la classe ouvrière et de ses objectifs politiques, la mort du parti en tant que parti stalinien, sa reconstruction en tant que parti réellement communiste en puissance, encore confus dans ses perspectives, mais manifestant la ferme volonté de couper le cordon ombilical d'avec l'appareil inféodé à l'occupant.

(9) *Le Monde*, 7 septembre 1968, selon Vaculik et Piller.
(10) *Ibidem.*
(11) *Ibidem.*

C'est dans ces conditions que les dirigeants demeurés libres de leurs mouvements, ceux que la presse clandestine commence à appeler les « *réalistes raisonnables* », après avoir vainement tenté d'ouvrir par téléphone des négociations directes avec Moscou pour obtenir la libération de Dubcek, qui leur semble l'unique moyen de désamorcer le contenu révolutionnaire de la situation et de contester la « *légalité* » du XIVe congrès que la conférence des délégués vient de déclarer ouvert, se joignent à la décision du président Svoboda de partir pour Moscou. Car, contrairement à ce qu'ont écrit de Prague de nombreux correspondants, ce n'est pas « *de leur propre autorité* » que Piller, Bilak et Indra prennent place dans la délégation pour Moscou avec Svoboda, mais en vertu de la décision du présidium dirigé par Piller *au nom de Dubcek*, au nom du vieux parti stalinien et de sa légalité, et contre le parti des masses qui tenait, au même moment, son congrès dans l'usine C.K.D. de Vysocany : et c'est, de la même façon, en vertu d'un mandat du gouvernement présidé par Strougal, au nom de Cernik, que Gustav Husak accompagne Svoboda à Moscou.

Le XIVe congrès s'est tenu dans l'usine C.K.D. de Vysocany, dans le 9e arrondissement, sous la protection des travailleurs de l'usine et des milices populaires de Prague. Tout avait été prévu, en cas d'intervention de la police ou des forces armées russes, pour dérouter les assaillants et évacuer les délégués vers un autre lieu de réunion (12). Il n'y a dans la salle que peu de dirigeants connus, et notamment pas Husak, contrairement à ce qui a été écrit : Kabrna, membre du C.C. et député de Vysocany, préside, assisté de Krejci et Machacova, seuls membres présents du gouvernement, de Martin Vaculik, Zdenek Hejzlar, Goldstuecker et Marie Svermova (13). Vaculik, bouleversé par l'intervention, rend compte de la réunion du comité central de la veille au soir, et de son désir de « *considérer l'occupation comme une réalité* », sans tenir compte de cette autre réalité, « *le désaccord clair et unanime de la population tchécoslovaque* » (14). Le congrès élit un nouveau comité central de 144 membres (15), d'où sont délibérément éliminés tous les agents, directs ou indirects, de Moscou, collaborateurs avoués comme Indra, Kolder et Bilak, ou réalistes raisonnables comme Piller et Strougal, dont il sait qu'ils se sont engagés dans la voie des négociations. Il réélit en revanche tous les dirigeants arrêtés, Dubcek et Cernik, comme Kriegel, Spacek, Smrkovsky, Simon, Cisar, ou les hommes menacés comme Ota Sik. Plusieurs élus, connus pour leurs idées progressistes ou tenus pour tels, sont absents : Husak, qui a fait savoir qu'il était retenu par l'occupant — ce qui n'est pas vrai — et Milan Hübl, en vacances en Crimée, de même que Sik et Jiri Hajek. Mais il y a

(12) *L'Humanité*, *Le Monde*, 23 août 1968. Un compte rendu sténographié a circulé dans le P.C.T. (source écrite privée). Voir comptes rendus de presse dans *Les Sept Jours...*, pp. 93-107.

(13) *Rude Pravo*, numéro spécial, *ibidem*, p. 93.

(14) *Le Monde*, 7 septembre 1968.

(15) Liste complète des élus dans *Les sept jours...*, pp. 102-103.

surtout beaucoup d'hommes nouveaux, communistes anciens, véritables dirigeants de ce parti communiste en train de se reconstruire, depuis l'ouvrier Nemcansky jusqu'aux signataires des « *Deux mille mots* », Oldrich Stary, Karel Kosik, Lubomir Sochor... Les deux principaux personnages du nouveau présidium, avec Jaromir Litera, qui remplace Simon, sont Silhan et Hejzlar. Venek Silhan, un ancien ouvrier devenu professeur d'économie, est membre de l'équipe du comité de ville de Prague ; il est élu premier secrétaire par intérim en remplacement de Dubcek. Hejzlar, ancien président, en 1948, des Jeunesses communistes, après des années de déportation dans les camps nazis, ami de Kalandra, exclu pour « *trotskysme* » en 1949, persécuté à l'époque stalinienne, devenu mineur, condamné en 1961 dans l'affaire dite des « *intellectuels pro-yougoslaves* », libéré en 1965, réintégré dans le Parti fin avril 1968, nommé directeur de la radio le 25 juillet, est l'homme qui saura, par son autorité et son audace, faire du XIV[e] congrès la direction politique de la résistance à travers les centaines d'émetteurs clandestins qui permettront de coordonner et d'unifier la lutte.

A la suite de débats écourtés, dans une atmosphère à la fois passionnée et silencieuse, le XIV[e] congrès, dans une déclaration solennelle, affirme que l'occupation étrangère constitue un viol de la souveraineté nationale, qu'il n'y avait en Tchécoslovaquie, à la veille de l'intervention, « *ni contre-révolution, ni péril pour le socialisme* », et que le pays ne saurait accepter « *une autorité militaire d'occupation ni un pouvoir collaborateur appuyé sur la force des occupants* ». Renouvelant sa confiance aux « *autorités légitimement désignées* », nommément Dubcek et Svoboda, il déclare qu'il lancera le mot d'ordre de grève générale à partir du vendredi 23 juillet à midi « *si des pourparlers ne s'ouvrent pas dans les 24 heures avec les autorités régulières du Parti et de l'Etat en vue du départ des troupes étrangères, et si le camarade Dubcek n'en informe pas la nation en temps utile* » (16). Il rédige également un appel « *à l'aide immédiate* » de « *tous les partis communistes et ouvriers du monde entier* » (17). Les raisons du départ pour Moscou des dirigeants « *intérimaires* » apparaissent du coup en pleine clarté : la libération de Dubcek et de ses compagnons, leur rétablissement en tant qu'« *autorités légitimes* » constituaient en définitive un moindre mal et sans doute l'unique moyen de mettre fin à l'intolérable situation dans laquelle un congrès élu pouvait — contre la volonté de l'appareil et pour sa destruction — s'ériger en direction de la classe ouvrière et de la société tout entière, comme le prouvent à l'évidence les milliers de demandes d'adhésion enregistrées dans les journées qui suivent la proclamation du congrès.

Les attaques furieuses déchaînées par la presse russe sont, de ce point de vue, fort significatives. Dès la soirée du vendredi

(16) *Ibidem*, p. 96.
(17) *Ibidem*, pp. 96-98.

23 août, c'est un communiqué de Tass qui qualifie le XIV[e] congrès de « *réunion clandestine hâtivement organisée* (sic) *par les éléments révisionnistes de droite pour s'emparer des organismes dirigeants du Parti et changer son cours politique* ». L'agence officielle russe précise : « *Ce prétendu congrès s'est réuni en violation des règles élémentaires des statuts du Parti communiste tchécoslovaque. Il a été convoqué* à l'insu du comité central du Parti *et aucun représentant slovaque n'y a pris part* (18). *Les communistes de l'armée n'y ont pas non plus participé* (19). *Cette assemblée a adopté une décision préparée d'avance, tendant à séparer la Tchécoslovaquie de la communauté socialiste et à déchaîner les passions hostiles aux pays frères et à leurs forces armées.* » (20) Le lendemain, c'est la *Pravda* elle-même qui s'en prend au XIV[e] congrès, avec des arguments et explications d'ordre historique qui donnent au problème sa véritable dimension : « *Peu après le plénum du comité central du Parti communiste tchécoslovaque, les forces révisionnistes de droite, profitant de l'affaiblissement temporaire de la direction du Parti, se sont lancées à l'attaque des forces saines du Parti, en se dissimulant derrière l'étendard de la démocratisation de la société. Leur objectif secret était de s'emparer de la direction du Parti après en avoir écarté les cadres demeurés fidèles au marxisme-léninisme.* » Rappelant la décision primitive de la direction Dubcek de ne pas organiser de congrès avant 1969, la *Pravda* poursuit : « *Un beau jour, tout fut changé subitement : on imposa au Parti la décision de convoquer un congrès extraordinaire pour le 9 septembre de cette année. Pendant les mois qui suivirent, ... tous les moyens furent employés pour assurer au congrès une majorité d'éléments révisionnistes.* » Critiquant le fait que les résolutions du XIV[e] congrès ont été « *adoptées avec la rapidité de l'éclair* », la *Pravda* traite d'« *usurpateurs* » les nouveaux dirigeants, accuse Venek Silhan d'avoir lancé à la radio le mot d'ordre de « *neutralisation de la Tchécoslovaquie* », et lui fait reproche d'avoir déclaré aspirer à « *un profond changement dans les relations entre pays socialistes* » (21).

La bataille autour du XIV[e] congrès fait rage à Prague même. Dans une interview à *Zemedelske Noviny* du 25 août, Hejzlar déclare : « *Il ne fait aucun doute que plus d'un voudrait éliminer cette nouvelle direction, si bien que son travail, à vrai dire, n'est possible que grâce au dévouement et à une maturité politique sans précédent des militants pragois, des ouvriers des usines de Prague, et des miliciens.* » Il considère en effet que les décisions du XIV[e] congrès constituent « *l'achèvement de l'étape d'après janvier d'abandon définitif du stalinisme* » ; justifiant des « *mesures extraordinaires* » par le caractère extraordinaire de la situation, il

(18) *Le Monde*, 24 août 1968. En fait, on annonce la présence de cinquante délégués slovaques (*Les sept jours...*, p. 105).

(19) Une déclaration du comité de l'Armée du P.C.T. dans *Vecerni Praha* du 22 août avait affirmé indispensable la présence de tout le présidium au XIV[e] congrès (*Les sept jours...*, p. 84).

(20) *Le Monde*, 25 août 1968.

(21) *Pravda*, 24 août 1968.

annonce l'admission immédiate au sein du Parti des jeunes qui demandent leur adhésion (22).

Les « *réalistes raisonnables* » ne se tiennent pas pour battus ; le 26 août, *Rude Pravo*, qui se proclame « *illégal* », affirme : « *Nous sommes l'organe du comité central régulièrement élu avec à sa tête le premier secrétaire Alexandre Dubcek. Notre organe n'a rien de commun avec le Comité central issu du soi-disant XIV^e^ congrès extraordinaire, dont la convocation et le déroulement témoignent d'une violation flagrante des normes élémentaires de la démocratie intérieure du Parti.* » Et le même numéro — organe des « *réalistes raisonnables* » — retrouve curieusement le langage même de l'occupant qu'il prétend combattre en attaquant les « *forces extrémistes de droite qui ont désintégré le comité fédéral de Prague, qui se sont élevés au rang de comité central et qui ont à nouveau prouvé, comme déjà maintes fois dans le passé, que ceux qui ont la bouche pleine d'humanisme, de paroles sur la renaissance de la démocratie, rejettent vite la démocratie quand elle ne leur convient plus* » (23). Mais, en Tchécoslovaquie, cette voix est solitaire. Depuis le 24 août paraît *Politika*, prévu depuis quelques semaines comme revue du comité central : comme la quasi-totalité des autres journaux, des comités d'usine du Parti et des syndicats, elle se place sous l'autorité du comité central issu du XIV^e^ congrès. Le dimanche 25 août, ce sont les ouvriers de C.K.D. Elektronika qui, dans une interview à *Mlada Fronta*, reprochent à Dubcek d'avoir fait confiance aux conservateurs et d'avoir « *mis des gants avec eux* » (24). Silhan et Hejzlar, dans une conférence de presse, annoncent que le nouveau présidium a demandé au président Svoboda de revenir en Tchécoslovaquie avant de signer quelque accord que ce soit, et avertissent que les ouvriers tchécoslovaques refuseront toute limitation des libertés civiques (25). *Reporter*, dans un retentissant article, montre la faiblesse des perspectives de négociation, pour l'immédiat, et ajoute : « *La politique aventurière, antisocialiste et agressive du groupe de Brejnev qui est à la tête du Parti communiste soviétique n'a pas d'avenir. Elle est en contradiction profonde avec les intérêts objectifs de l'Union soviétique et du peuple soviétique, et cette contradiction, tôt ou tard, l'engloutira. Nous devons tenir jusqu'à ce moment-là, nous devons surmonter cette crise difficile, nous devons défendre notre vérité avec un minimum de pertes et un maximum de fermeté. Un compromis n'est pas possible. Nous ne pouvons offrir plus que ce qu'on nous a volé.* » (26)

C'est là l'opinion du comité central et du présidium issu du XIV^e^ congrès, c'est celle de la classe ouvrière tchécoslovaque qu'ils

(22) Interview de Zd. Hejzlar à *Zemedelske Noviny*, 25 août 1968, dans *Les sept jours...*, pp. 209-210.

(23) *Rude Pravo* illégal, 26 août 1968, *ibidem*, pp. 320-323.

(24) *Mlada Fronta*, 26 août 1968, dans *Les sept jours...*, p. 265.

(25) Conférence de presse de V. Silhan et Zd. Hejzlar, *Mlada Fronta*, 27 août 1968, *Les sept jours...*, pp. 258-260.

(26) Jiri Hochman, « *La vérité est de notre côté* », *Reporter* n° 35, 26 août 1968. Dans *Les sept jours...*, p. 313.

représentent fidèlement en ce moment. La classe ouvrière est le fer de lance de la résistance populaire : ce sont les mineurs de Kladno, en grève dès le premier jour, imités par les mineurs des houillères de tout le pays, puis ceux des mines d'uranium. Ce sont les travailleurs des chemins de fer, qui arrêtent les transports de matériel en provenance d'Allemagne et de Russie et à destination des troupes d'occupation. C'est dans les cités ouvrières qu'éclatent les incidents les plus violents. Les appels au calme lancés par Radio-Prague Libre s'adressent « *à tous les* comités préparatoires de grève, *à tous les* comités ouvriers *du mouvement syndical* » (27), prouvant que la classe ouvrière a su, en ces jours, se donner ses propres organismes de direction de sa lutte. Ce n'est que petit à petit, avec l'établissement de communications téléphoniques entre, d'une part, Husak et Svoboda à Moscou, de l'autre ce qui reste à Prague d'« *autorités* » — communications favorisées par les autorités d'occupation (28) — que les vues de l'ancienne direction, « *réalistes, raisonnables et conciliatrices* », refont du chemin.

Le 27 août, un appel commun du gouvernement, du parlement et des dirigeants des syndicats — non du comité central du Parti — approuve les arrêts de travail de quelques minutes, mais condamne « *des grèves prolongées qui portent atteinte à l'économie tchécoslovaque et non à l'occupant, auquel elles fournissent une preuve* (sic) *de contre-révolution* » (29). Le 27 août, une édition spéciale de *Svet Prace*, célébrant la tenue du XIV[e] congrès, proclame : « *Sans les ouvriers des usines, des milices populaires et l'aide de simples citoyens, les occupants auraient réalisé ce pourquoi ils sont venus en Tchécoslovaquie : empêcher le Parti consolidé d'entamer avec conviction la réalisation du socialisme à visage humain... Les idéologues du néo-stalinisme continuent de considérer comme leur droit de décider en dernier ressort de l'évolution de tous les partis communistes et ouvriers... Les idées et les sentiments du socialisme... sont pour eux simple objet de manipulation.* » (30) Le 28, après le retour des « *négociateurs de Moscou* », le comité central issu du XIV[e] congrès fait connaître son « *amertume* » et sa « *déception* ». Le comité universitaire du parti à Prague parle de « *capitulation* », et appelle les ouvriers des usines de Prague à former des « *comités pour la défense du socialisme, de la liberté et de la souveraineté* » (31). L'institut d'histoire de l'Académie des sciences affirme que « *ce qui peut sembler aujourd'hui un acte inévitable d'une politique réaliste peut se révéler demain le début de la capitulation* » (32).

Parmi des centaines de résolutions d'usines, certaines proclament, comme Naradi du 10[e] arrondissement à Prague, que « *l'ac-*

(27) Radio-Prague libre, 22 h 30, 23 août, dans *Le Monde*, 25-26 août 1968.
(28) Radio-Slovaquie libre, 13 h 19, 24 août, dans *Le Monde*, 24 août 1968.
(29) A.F.P., *Le Monde*, 28 août 1968.
(30) « *L'idéologie de la suprématie* », *Svet Prace*, 27 août 1968, dans *Les sept jours...*, pp. 344-347.
(31) Cité dans *Les sept jours...*, p. 383.
(32) *Ibidem*, pp. 384-385.

cord est signé par des personnes qui n'avaient plus aucun mandat et ne représentaient personne ». Toutes affirment leur fidélité au XIV[e] congrès et la nécessité de le reconnaître et de le poursuivre (33). En réalité, ce que Dubcek a négocié — ou ce qu'il s'est vu imposer à Moscou —, c'est, entre autres, le maintien de la « *continuité* » de la direction du Parti, c'est-à-dire de son appareil, le retour à la « *politique de janvier* », aux fictions qui dissimulaient sous des couleurs nouvelles la réalité du régime bureaucratique ; et l'une des premières exigences des Russes a été précisément l'annulation des décisions du XIV[e] congrès, et l'élimination de ces usurpateurs qui avaient pu croire et faire croire que, dans un parti dit « *communiste* », l'autorité des dirigeants pouvait leur venir du fait qu'ils avaient été démocratiquement élus par les militants et non désignés par les services secrets de la bureaucratie russe.

Il reste que l'extraordinaire résistance du peuple tchécoslovaque a constitué une démonstration qui n'est pas près de disparaître de la conscience des travailleurs. Le refus des ouvriers de l'imprimerie de publier les proclamations et la presse de l'occupant, la complicité de toute une population pour cacher les militants menacés, pour égarer et désorienter les forces armées des envahisseurs, l'extraordinaire propagande spontanée pour inquiéter, démoraliser, désintégrer les troupes de l'occupant par l'emploi combiné de démonstrations de force, d'argumentation politique et d'humour, le courage déployé dans les manifestations de rue conduites sous les tourelles des chars, l'ingéniosité d'organisation — délégués au XIV[e] congrès en « *bleus de travail* » voyageant par tous les moyens, de l'ambulance à la bicyclette — tout cela ne pouvait sortir que de l'invention créatrice et de la volonté de combat de millions d'hommes et de femmes, et incarnera, pendant des années, le génie de la classe ouvrière tchécoslovaque face aux bureaucrates usurpateurs. Il fallait bien une résistance aussi gigantesque, pour que, acceptant, dans une large mesure, de perdre la face devant l'opinion ouvrière mondiale, les dirigeants du Kremlin se décident à sortir des cellules où ils les avaient jetés menottes aux poignets, hâves, hirsutes, incapables de se tenir debout comme Kriegel, ces « *conciliateurs* » qu'ils traitaient, la veille encore, de complices des contre-révolutionnaires, et à les conduire dans les grands salons du Kremlin pour leur demander de faire ce qu'ils étaient seuls à pouvoir faire : élever, une fois de plus, par leurs personnes, par leur prestige et leur autorité, un rempart qui protégerait l'appareil contre les masses, et imposer à ces dernières ce qu'on allait appeler la « *normalisation* ».

(33) Voir pp. 391-407 des *Sept jours...* des résolutions des usines Slevarny C.K.D., C.K.D. Polovodice, Naradi, Tessla Hloubetin, usine de production des installations aéronautiques Malesice, entreprise métallurgique de Prague-Strasnice, atelier de réparations Prague Vrsovice, entreprise de constructions Prague, installations électriques Modrany, institut de recherches pour la métallurgie de Prague, Chirana-Strasnice, C.K.D. Trakce, C.K.D. Sokolovo...

Chapitre VIII

LA "NORMALISATION"

Il devient plus difficile, à partir de cette date, d'analyser des faits désormais non seulement controversés, mais falsifiés ou dissimulés. La presse tchécoslovaque écrit certes encore « *entre les lignes* » : mais elle n'est pas toujours régulièrement accessible, et les extraits publiés en Occident ne sont pas toujours les plus significatifs. Les correspondants occidentaux manquent d'expérience, voire de la force de caractère nécessaire pour se dérober à l'intoxication des informateurs officieux. Enfin et surtout l'essentiel des événements politiques en Tchécoslovaquie est à nouveau masqué par le « *secret d'Etat* » sous la forme de la censure ou, plus subtilement, de l' « *autocensure* ».

Le terme de « *normalisation* » revient désormais dans les textes et discours de tous les protagonistes. C'est la normalisation qui constitue le but proclamé des accords de Moscou, c'est la normalisation que les Tchécoslovaques revendiquent, que les Russes exigent, chacun donnant au terme un contenu quelque peu différent. Pour les Tchèques, il s'agit essentiellement d'obtenir l'évacuation des troupes d'occupation, le respect des formes constitutionnelles de la vie politique. Pour les Russes, le retour à la « *normale* » passe par la correction des erreurs et fautes commises dans le passé par l'équipe Dubcek, le retour à la ferme direction du pays « *par le parti* », une lutte résolue contre « *les forces anti-socialistes* ». Pour Dubcek, la normalisation est évidemment tout cela à la fois, bien que « *tout cela* » soit contradictoire : tel est le destin du conciliateur.

La première question qui se pose est évidemment celle du XIV[e] congrès. Dubcek revient de Moscou reconnu comme premier secrétaire et tenu d'appliquer les accords de Moscou. A Prague, le XIV[e] congrès a désigné un comité central et un présidium qui lui font confiance, un premier secrétaire a assuré son intérim. Pour certains observateurs occidentaux, la difficulté ne semble pas considérable : les deux « *comités centraux* » n'ont-ils pas, l'un comme l'autre, placé leur autorité dans les jours difficiles sous le prestige de Dubcek ? Il s'agit en réalité d'un tout autre enjeu, et Moscou va très vite faire comprendre que cette question est à ses yeux capitale puisqu'elle implique une prise de position sur la validité du XIV[e] congrès à laquelle les Russes sont catégoriquement opposés. Dès le 28 août, confirmant les rumeurs selon lesquelles les dirigeants du Kremlin auraient menacé de « *liquider trente mille*

révisionnistes » si le XIV[e] congrès était reconnu, les *Izvestia* déclenchent le tir contre Venek Silhan dont elles affirment — sans rire — qu'il « *s'est proclamé lui-même remplaçant de Dubcek pendant l'absence de ce dernier* ». Le journal russe décrit le secrétaire intérimaire comme « *un homme aux allures bonapartistes s'appuyant sur les milieux extrémistes et sur les faucons locaux* », un homme « *qui aspire au pouvoir* », un « *politicailleur typique, encore inconnu il y a quelques jours, et qui espère pêcher dans l'eau trouble de Prague d'août une patente pour quelque poste de commandement* » (1).

En Tchécoslovaquie — le fait est lourd de signification — c'est Gustav Husak qui reprend la balle au bond avec des arguments d'un autre ordre, essentiellement juridiques. Alors même que le congrès du P.C. slovaque vient de saluer le XIV[e] congrès, il annonce au micro de Radio-Danube qu'il conteste, pour sa part, la validité des fonctions — membre du comité central et du présidium — qui lui ont été confiées par le XIV[e] congrès, pour la double raison que « *le comité central du P.C. slovaque n'en avait pas été informé* », et que 10 % seulement des délégués slovaques y avaient pris part (2). On saura plus tard de façon quasi-certaine que c'était précisément sur son initiative que les délégués slovaques avaient été, dans leur majorité, retenus de se rendre à Prague pour le 22 août. Il revient à la charge quelques jours plus tard, arguant du fait qu'en infraction aux statuts, le congrès n'avait pas été convoqué par le comité central, et affirmant qu'il avait adopté des « *résolutions discutables* » et « *compliqué la situation politique* » par ses initiatives (3) : l'important était qu'il fournissait le moyen — si médiocre fût-il — de refuser le fait politique capital du XIV[e] congrès et ses conséquences, l'élimination des hommes de Moscou et de l'appareil.

L'opération pourtant est délicate, du fait de l'importance du congrès dans l'organisation de la résistance et de l'attachement à ses réalisations des militants de Prague, et notamment de ceux du quartier ouvrier de Vysocany, dont il avait été, comme le dit Michel Tatu, « *la chose* » (4). On a évidemment très peu de renseignements sur les négociations menées en coulisse sur cette question dès l'arrivée de Dubcek : le 29 août, Michel Tatu se fait l'écho des rumeurs qui courent à Prague dans les milieux « *bien informés* », selon lesquelles le XIV[e] congrès ne serait évidemment pas reconnu, sur l'injonction de Moscou, mais seulement en raison de sa non-convocation par le comité central, l'argument le plus « *juridique* » et le plus faible. Il serait d'ailleurs prochainement convoqué. En attendant, la dualité des deux comités centraux serait facilement réglée par l'invitation, aux débats de l'ancien, d'un certain nombre d'élus du 22 août, invités à siéger en tant que « *délégués* » et qui

(1) *Izvestia*, 28 août 1968.
(2) *Le Monde*, 29 août 1968.
(3) *Le Monde*, 7 septembre 1968.
(4) Tatu, *Le Monde*, 29 août 1968.

pourraient être éventuellement cooptés : selon lui, les hommes les plus représentatifs, et notamment Venek Silhan, seraient maintenus au présidium (5). Or, finalement, c'est l'ancien comité central qui est effectivement convoqué le 31 août avec un certain nombre de délégués, dont 80 environ, une grande partie des « *élus* » du 22 août, sont cooptés. Parmi eux Milan Huebl, que la *Pravda* vient de dénoncer comme « *habile organisateur des forces de droite* » ; mais ni Silhan ni Hejzlar, élus membres du présidium par le XIV[e] congrès, ne figurent parmi les cooptés, et la convocation régulière des délégués élus en juillet à un « véritable » XIV[e] congrès est repoussée *sine die* (6). Dubcek a ainsi, à sa manière, satisfait à l'exigence des Russes sur la non-validation du congrès du 22 août.

La deuxième exigence des Russes porte sur une épuration. Ils ont satisfaction en quelques jours par une série de « *démissions* » significatives, celles de Josef Pavel, ministre de l'intérieur, d'Ota Sik, puis de Jiri Hajek, trois des cibles de la presse russe (7). Le plénum de la fin août écarte Kriegel du présidium et Cisar du secrétariat. Cette épuration ne va pas sans résistances ; conclusion de la féroce bataille souterraine qui s'est déroulée depuis le 21 août, l'adjoint de Pavel et chef du contre-espionnage, Zaruba, se suicide (8), et les correspondants occidentaux envoient des dépêches contradictoires concernant la direction de *Rude Pravo*. Au lendemain des seconds accords de Moscou, conclus début octobre et réglementant les modalités de l'occupation, la publication d'une décision du présidium « *de renforcer les organes du parti et de l'Etat par des hommes défendant fermement le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien* » (9) trahit un nouveau recul face à des exigences quotidiennement répétées, notamment dans la presse soviétique et sans doute par le représentant des Russes à Prague, Vassili Kouznetzov. Il va se traduire, entre autres, par les mesures prises à propos du congrès du Parti communiste tchèque, qui devait normalement se tenir — suite aux mesures de réorganisation dans la perspective de fédéralisation — au lendemain de celui du P.C. slovaque, et que Bartosek réclame dans *Politika* sur un ton de fausse ingénuité. Or, dès le 21 septembre, Bernard Féron, dans *Le Monde*, se fait l'écho de rumeurs selon lesquelles les Russes auraient mis leur veto à sa convocation, dans la mesure où ils ont toute raison de craindre qu'il ne se place dans le prolongement du XIV[e] congrès, juridiquement annulé, et ne réalise ainsi une partie de son programme. On dit également à Prague que les Russes refusent que les affaires du parti tchèque soient confiées, comme le présidium l'a prévu, à Josef Spacek (10). Le 26 octobre, dans un discours à Pardubice, Alexandre Dubcek fait d'une pierre deux coups et annonce une décision qui constitue un recul de taille : le XIV[e] congrès ne sera pas convoqué en 1968 et, de toute façon,

(5) *Ibidem*.
(6) Tatu, *Le Monde*, 3 septembre 1968.
(7) Tatu, *Le Monde*, 31 août 1968.
(8) *Le Monde*, 4 septembre 1968.
(9) *Rude Pravo*, 6 octobre 1968.
(10) B. Féron, *Le Monde*, 21 septembre 1968.

le congrès du Parti communiste tchèque ne sera pas, lui, convoqué avant que se soit tenu précisément le XIVe congrès du P.C.T. (11). Deux congrès sont ainsi remis *sine die* sur injonction du Kremlin. Le plénum de novembre va créer, pour diriger le P.C. tchèque, un « *bureau du comité central pour la direction des travaux du parti dans les pays tchèques* » qu'il confie à Lubomir Strougal, ancien ministre de l'intérieur de Novotny. La normalisation a ainsi revêtu son vrai visage — interprétation russe — dans les affaires du parti et de sa « *démocratisation* ». Le comité central et le présidium devenus gigantesques, un exécutif du présidium restreint — où ne siègent plus ni Spacek, ni Simon — remplace le présidium.

Il en est de même dans le domaine de la presse, de la radio et de la télévision, ces bêtes noires des dirigeants russes. Tous les dirigeants l'ont dit à leur retour de Moscou, Smrkovsky en tête : « *Nous serons amenés à prendre des mesures exceptionnelles dans le domaine de la presse, de la radio et de la télévision, afin qu'on n'y porte pas atteinte aux impératifs de la politique extérieure et aux intérêts de la république* » (12). Le 13 septembre, *Rude Pravo* menace les journalistes de sanctions, dans le parti comme par voie administrative, et Frantisek Hamouz conseille aux journalistes de « *cesser d'écrire entre les lignes* » pour ne pas créer « *une situation dangereuse* ». Il affirme, au nom du gouvernement, qu'une des conditions préalables de la normalisation est « *la façon dont la radio et la télévision soutiendront les accords de Moscou* ». Des sanctions sont prévues, réprimandes, amendes pouvant aller jusqu'à 50 000 couronnes, interdiction définitive ou temporaire (13). Le 15, l'Assemblée nationale vote une loi sur le « *contrôle préalable* » de la presse — rétablissement de la censure, présenté comme provisoire, le gouvernement s'engageant à soumettre, avant six mois, un nouveau projet de loi revenant partiellement sur le vote du 29 juin (14). Le 25, Pelikan, directeur de la télévision, et Hejzlar, directeur de la radio, « *en congé* » depuis la fin d'août, sont relevés de leurs fonctions. Dans l'ensemble, la presse baisse la tête, pèse ses mots, s'autocensure.

Pourtant, la mise au pas rencontre des résistances dans le parti et dans la presse : celle de *Reporter*, qui, en tant qu'organe de l'Union des Journalistes, mène le combat pour la liberté d'information et continue sur sa lancée d'avant août, et celle de *Politika*. Ce dernier hebdomadaire, « *organe du comité central* », est, en fait, l'expression de la direction issue du XIVe congrès, quoiqu'il ait été prévu bien avant, et ses premiers numéros sont sortis avant le plénum du 31 août. La rédaction a été confiée à une équipe d'intellectuels communistes qui ont joué un rôle important dans le renouvellement de la direction du parti à Prague, puis dans le déroulement du XIVe congrès ; ils sont liés à la direction « *progressiste* » du comité de la ville de Prague dont on connaît le rôle

(11) *Le Monde*, 27-28 octobre 1968.
(12) *Le Monde*, 31 août 1968.
(13) *L'Humanité*, 13 septembre 1968.
(14) *Le Monde*, 15 septembre 1968.

en août. Parmi eux, Karel Bartosek et Frantisek Samalik, théoriciens de la révolution antibureaucratique, de la révolution politique. Ils vont développer avec ténacité et habileté la ligne d'une opposition politique cohérente et consciente. Dès le 19 septembre, passant à travers les mailles de la censure, Samalik prend la défense du XIV[e] congrès : « *La conférence des délégués, convoquée dans une situation exceptionnelle, s'est, sans égards pour un quelconque crétinisme parlementaire, proclamée Congrès extraordinaire. C'était un acte par lequel les communistes traduisaient l'opinion de toutes les couches sociales décisives de notre société, et qui aurait évidemment été tout à fait impossible sans le soutien inconditionnel de la classe ouvrière.* » Il répond directement à Husak par l'ironie, seule arme possible : « *On peut certes admettre que le XIV[e] congrès a compliqué la situation, mais on risque de ne pas s'accorder sur la question de savoir pour qui et comment il l'a compliquée* » (15). C'est *Politika* qui publie sur la même page et sans commentaire — la similitude est frappante — les textes des accords avec Hongrie et Pologne en 1956, Tchécoslovaquie en 1968. Remarquable revue, elle s'attache à combattre découragement et indifférence, à tracer les lignes d'un programme, les lieux du combat nécessaire. C'est encore Samalik qui s'en prend à la tendance qu'il appelle — le phénomène est bien connu dans les pays dominés par la bureaucratie — « *l'émigration à l'intérieur* », « *l'émigration loin de la politique* », qui risque de créer dans le pays un vide dangereux, que les bureaucrates ne manqueraient pas d'occuper (16). Karel Bartosek met en relief le développement, au lendemain du retour de Dubcek de Moscou, d'une apathie générale, et met en garde contre la tendance à se laisser obnubiler, conformément d'ailleurs à la politique des dirigeants, par l'aspect « *indépendance nationale et souveraineté* » du drame tchèque, et à oublier le terrain de classes où se gagnent les batailles : « *Il ne faut pas penser seulement, aujourd'hui et dans les semaines qui viennent, aux objectifs et aux actions qui se rapportent à notre souveraineté de nation et d'Etat et à notre liberté. "Socialisme à visage humain" : ce mot d'ordre, qui rencontre aujourd'hui un écho certain non seulement dans notre pays, mais dans tout le reste du monde, signifie la recherche de nouveaux rapports, authentiquement démocratiques, dans la vie interne des entreprises.* Les Conseils ouvriers, non bureaucratiques, et de vrais syndicats, *défendant les intérêts de tous dans les usines, devraient aider à l'établissement de ces rapports nouveaux.* » Soulignant qu'il n'existe aucun progrès sans lutte véritable, que la liberté octroyée n'est pas la liberté, il écrit : « *L'indifférence aussi fait l'Histoire. Elle laisse la place à ceux qui veulent disposer à leur gré du destin des autres... Si aujourd'hui, nous ne retournons pas vers nos usines y lutter pour la démocratie, les conseils ouvriers et les syndicats, si nous manifestons seulement hésitations ou timidité, alors nous enterrerons définitivement ce qu'on appelle la politique d'après janvier.* » Et il invoque l'autorité

(15) F. Samalik, « *Essai de Bilan* », *Politika* N° 4, 19 septembre 1968.
(16) F. Samalik, « *Les politiciens du bon moment* », *Politika* N° 7, 10 octobre 1968.

de Gramsci pour rappeler aux militants que chaque individu fait l'Histoire (17).

Le même Bartosek, dans un article consacré à Che Guevara. pose ouvertement le problème de l'action révolutionnaire. Il admet volontiers les critiques adressées au révolutionnaire latino-américain, à sa politique déterminée « *en fonction de règles absolues et d'un idéal révolutionnaire métaphysique* » qui peut être qualifié d' « *utopique et de romantique* ». Mais il interroge : « *Existe-t-il quelqu'un qui ose penser qu'un excès d'utopie nuit au mouvement révolutionnaire plus encore que les calculs froids et les "tactiques réalistes" ? Les romantiques ont leur place dans tout mouvement révolutionnaire, et s'ils ne l'ont plus, le mouvement cesse d'être révolutionnaire pour devenir réformiste. Seuls des opportunistes peuvent traiter les Che Guevara de rêveurs et de fous. Notre mouvement révolutionnaire a, lui aussi, besoin de ses Che Guevara, de ses justes...* La tâche de tout révolutionnaire est de faire la révolution. *C'est là vérité bien banale au premier abord, mais il me semble que c'est seulement au premier abord* » (18). On comprendra, à la lecture de ces textes, la mesure d'interdiction prise en novembre contre *Reporter* et contre *Politika*, expressions politiques du courant révolutionnaire qui avait prévalu dans le XIV[e] congrès.

Tirant le bilan de ces premiers aspects primordiaux de la normalisation — la vie du parti et l'information — *Listy*, nouvel hebdomadaire de l'Union des Ecrivains, qui remplace ainsi *Literarni Listy*, publie dans son premier numéro, le 7 novembre, un appel des écrivains : « *Nous avons accepté les accords de Moscou... mais nous voyons tous les jours la presse socialiste accoler à nos noms les épithètes en usage dans le passé dans les grands procès politiques... Les hommes dont le caractère et l'intelligence garantissaient au mieux la réalisation du Programme d'action abandonnent les fonctions dirigeantes, tandis que d'autres, qui ont perdu tout crédit moral, font leur réapparition sur la scène politique* » (19). Le 14 novembre, Josef Vohnout, directeur de l'office gouvernemental pour la presse, la radio et la télévision, est à son tour démissionné (20). On parle de son remplacement par Hoffmann, déjà ministre de l'information sous Novotny, un des « collabos » du 21 août. Le visage de la normalisation atteint un peu plus chaque jour le prestige de Dubcek.

C'est que le pari pris par l'équipe dirigeante, les négociateurs de Moscou, consiste en effet à tenter d'« appliquer » les accords de Moscou — dont le contenu n'est qu'en partie connu — tout en expliquant à la population que rien ne sera modifié dans la politique d'après janvier. C'est le thème de tous les discours de

(17) K. Bartosek, « *Ne nous laissons pas gagner par l'indifférence* », *Politika* n° 7, 10 octobre 1968.
(18) K. Bartosek, « *La nécessité des Guevara* », *Politika* n° 8, 17 octobre 1968.
(19) *Listy*, 7 novembre 1968.
(20) *Le Monde*, 15 novembre 1968.

Dubcek. Mais l'entreprise est une véritable gageure : comment, dans de telles conditions, développer cette ligne sans laisser au moins entendre — ce que Moscou ne tolère pas — que l'intervention militaire du 21 août était injustifiée ? Comme toujours, c'est Smrkovsky qui va le plus loin dans ses explications, une franchise à la limite de la brutalité, jusque dans ses silences. Dès le 29 août, il a dit sans ambages : « *Les mesures exigées dans le domaine de la liberté d'association aboutiront à la dissolution des clubs politiques et à l'interdiction de constituer de nouveaux partis politiques. Le gouvernement disposera pour cela de pouvoirs spéciaux* » (21). Les clubs les plus célèbres, inactifs d'ailleurs depuis le 21 août, le K.A.N. et le K.231, sont interdits le 5 septembre. Une loi, votée le 15, permet au gouvernement d'interdire les manifestations sur la voie publique. Mais ces mesures — qui ne sont rien par elles-mêmes — ne règlent pas la contradiction fondamentale de la politique de Dubcek. Comment est-il possible d'affirmer simultanément que la politique de janvier était suffisamment dangereuse pour avoir suscité l'invasion des Cinq du pacte de Varsovie, — et maintenir, sans la critiquer fondamentalement, cette même politique « *d'après janvier* » ? Autour de Dubcek, pratiquement muet sur ce point, les réponses divergent, cependant que les Russes s'impatientent : il faut, écrit Tass le 14 septembre, « *se dissocier des forces contre-révolutionnaires, les dénoncer, les isoler politiquement* » (22). A cette question, deux types de réponses.

Smrkovsky, le 29 août, a répondu : « *Les événements de ces derniers jours ont démontré que, jusqu'à présent, nous n'avons pas tenu compte suffisamment de certains facteurs qui ont une importance considérable dans l'évolution de notre pays, en particulier du facteur extérieur et international qui a suscité par la suite la plus grande et la plus difficile complication pour notre entreprise... Nous ne pensions jamais devoir payer le prix que nous a coûté la nuit du 20 au 21 août. A partir de ce moment-là, tous nos efforts depuis janvier, mais aussi tout ce qui représente une valeur à nos yeux... ont été menacés d'un danger mortel* » (23). Conseiller politique de Dubcek, Zdenek Mlynar, considéré en septembre comme « *l'homme qui monte* », se prononce dans le même sens en demandant une « *analyse critique de la période depuis janvier* » et en mettant l'accent sur « *la naïveté du présidium* », ajoutant qu'il faut « *se réveiller* » devant la dure réalité, ce qui justifie à ses yeux la voie que « *quelques-uns qualifient du mot terrible de collaboration* » (24). Quelle que soit la forme de leur réponse, pour ces deux hommes c'est évidemment la politique russe le facteur fondamental : l'erreur principale des communistes tchécoslovaques depuis janvier est, à leurs yeux, de n'avoir précisément pas compris cette politique, d'avoir sous-estimé le danger qu'elle constituait pour leur expérience.

(21) *Le Monde*, 31 août 1968.
(22) *Le Monde*, 15 septembre 1968.
(23) *Le Monde*, 31 août 1968.
(24) *Le Monde*, 15 et 30 septembre 1968.

Tel n'est pas, on s'en doute, le point de vue de Gustav Husak. Dès le 5 septembre, le dirigeant slovaque critique en effet ce qu'il appelle « *l'inconséquence* » de la direction du parti face aux « *forces réellement anti-socialistes* » et en matière de presse, radio, télévision (25). Le 17, il va plus loin et affirme : « *Une conception de la liberté de la parole et de la presse, telle qu'elle se pratiquait dans notre pays, n'aurait été permise dans aucune autre société.* » Il grossit à nouveau, à la façon des Soviétiques, les manifestations des « *forces anti-socialistes* » « *dans les clubs, dans les tentatives de constituer un catholicisme politique* », et commente : « *On frayait la voie à l'aventure* », on « *se berçait d'illusions et desseins romantiques* » (26).

La pression des interventions de ce redoutable chef de file des « *réalistes raisonnables* » est renforcée par des initiatives — soutenues et protégées par les occupants — d'un groupe d'anciens responsables animés par Josef Jodas, Vaclav David, Karel Mestek et Antonin Kapek, démissionné en août par les travailleurs de la direction de C.K.D. Ce sont eux qui tiennent le 5 octobre à Liben, dans la banlieue de Prague, une réunion à laquelle assistent environ trois cents personnes, dont des officiers supérieurs russes. On y reproche aux dirigeants « *leur mollesse idéologique, leur faiblesse et leur incompétence* », on approuve l'intervention qui a prévenu le déchaînement de la « *terreur blanche* ». Kapek dénonce la « *terreur morale* » qui s'abattait en juillet sur les « *vrais* » communistes, et proclame : « *La contre-révolution n'était pas armée de fusils, mais de stylos et de micros* » (27). La *Pravda* de Bratislava, le 2 novembre, mentionne la publication à Kladno d'un journal inspiré par Jodas, *Kladenska Svoboda*, qui appelle les dirigeants « *Dubcek et compagnie* » (28). *Neues Deutschland* publie le 22 octobre une lettre signée de trente et un communistes de Bohême du Nord qui attaquent la presse et Dubcek (29). A Prague, le 10 novembre, salle Lucerna, Vaclav David, ancien ministre des affaires étrangères, déclare, dans une réunion de la société des amitiés russo-tchécoslovaques qui groupe de trois à cinq mille personnes, que l'intervention était justifiée par l'absence de réaction des dirigeants face à « *des forces de droite ouvertement contre-révolutionnaires* ». On lit à la tribune des messages des fameux « 90 *ouvriers de l'usine Auto-Praga* », de Gusta Fucikova, la veuve du héros national Julius Fucik. A la sortie, des jeunes conspuent Jodas et il y a quelques bousculades (30). Au plénum de novembre, on voit reparaître, pour la première fois depuis des mois, des personnalités aussi discréditées que l'ancien président du conseil central des syndicats, Miroslav Pastyrik, et même le général Otakar Rytir, l'ancien complice du transfuge Sejna (31). Lubomir Strougal, l'ancien ministre de

(25) *Le Monde*, 6 septembre 1968.
(26) *Le Monde*, 18 septembre 1968.
(27) *Le Monde*, 15 octobre 1968.
(28) *Pravda* slovaque, 2 novembre 1968.
(29) *Neues Deutschland*, 22 octobre 1968.
(30) Reuter, 10 novembre, *Neues Deutschland*, 11 novembre 1968.
(31) *Le Monde*, 20 novembre 1968.

l'intérieur de Novotny, l'homme qui monte, puisqu'il entre à l'exécutif du présidium, alors qu'il était déjà vice-président du gouvernement, secrétaire du bureau pour le parti communiste tchèque, et membre du secrétariat, va jusqu'à critiquer ce qu'il appelle « *le manque de courage politique* » de la direction Dubcek face aux « *forces anti-socialistes* ». La résolution du plénum — votée également par Dubcek — lui reproche précisément de « *n'avoir pas su organiser systématiquement une lutte suffisamment énergique en vue de l'exécution des décisions de la session de mai* » (32).

Un tel désaveu infligé à l'équipe et à la ligne Dubcek — une justification à peine voilée de l'intervention par les insuffisances des dirigeants tchécoslovaques entre mai et août — sont une preuve des progrès de la conception russe de la normalisation. C'est pratiquement les mains vides — et liées — que Dubcek et ses amis avaient eu à s'y opposer, s'ils ont tenté de le faire. Face à des concessions précises, des engagements écrits, l'équipe Dubcek-Svoboda n'avait à mettre de l'autre côté de la balance que l'exaltation du sentiment national, le patriotisme de la petite nation serrant les rangs autour de ses dirigeants malheureux mais vaillants : en septembre et octobre, on chante beaucoup l'hymne national, on brandit le drapeau national, on manifeste son sentiment national en applaudissant ou en scandant les noms symboliques de « *Dubcek-Svoboda* » arrachés par tout un peuple aux griffes de l'étranger. Mais cette exaltation sentimentale n'a qu'un temps et doit céder devant la froide application d'une politique dictée. Les dirigeants conciliateurs, devenus les signataires des accords de Moscou, assistent à l'effritement lent, mais continu, de leur prestige et de leur autorité politique.

Au lendemain de la signature des premiers accords, la vague des protestations qui s'expriment dans les résolutions d'une multitude d'organisations, du parti à tous ses échelons, des syndicats, de la jeunesse, dans les tracts plus ou moins clandestins, la presse, les affiches, les rassemblements de rue, a été incontestablement brisée, tant par le discours de Dubcek et son appel aux sentiments et à la raison que par la bonne volonté de la presse pratiquant l'autocensure avant d'être à nouveau soumise à la censure. La coloration nationale du gouvernement semble le gage d'une résistance passive qui laisse aux seuls dirigeants l'initiative et permet à l'appareil de regagner le terrain perdu. Pendant plusieurs semaines, le courant de protestation semble perdre de la vigueur. La peur — légitime — contribue à cette apathie qui frise la prostration, l'hésitation aussi, non moins légitime, sur les voies et les moyens d'un combat aussi inégal que nécessaire. Mais les premiers résultats de la normalisation, joints à l'absence de répression directe — il n'y a pas d'arrestations, contrairement à ce qui a été maintes fois affirmé dans la presse occidentale — et à l'action courageuse des équipes de *Reporter* et de *Politika* font que les opposants redressent peu à peu la tête, et que se manifestent des doutes quant à la politique des dirigeants.

(32) *Ibidem.*

Le 10 octobre, *Politika* interroge des responsables ouvriers de Vysocany : Filip Kulhanek répond sans ambages que Dubcek et Svoboda ont sa confiance pour ce qu'ils ont fait, mais que, s'ils cessent d'agir dans le même sens, ils perdront sa confiance (33). Des ouvriers de C.K.D. écrivent à *Prace* : « *Nous ne pouvons pas rester silencieux. Il se pourrait qu'un jour nous apprenions que Svoboda, Dubcek, Cernik, Smrkovsky et d'autres ont démissionné* » (34). Le même jour, des travailleurs de Kladno protestent contre la « *déformation* » de la situation tchécoslovaque à travers la presse russe (35). Le 19 octobre, à l'occasion de la ratification des accords de Moscou par l'Assemblée nationale, la foule se masse devant le bâtiment et scande : « *Ne signez pas !* » Il y a quatre voix contre la ratification, Kriegel, Prchlik, Vodslon et Sekaninova-Catrkova (36). Le 23 octobre a lieu un débat entre historiens, organisé par l'Académie socialiste : devant plus de 400 personnes, le traité est critiqué et les critiques applaudies (37). Nouvelles manifestations, malgré des mises en garde répétées les jours précédents par la radio, la presse, la télévision, le 28 octobre, pour le 50e anniversaire de la naissance de la Tchécoslovaquie. Deux manifestations, l'une de 2 000, l'autre de 4 000 personnes font leur jonction dans le centre : on acclame les dirigeants, mais on conspue les occupants. La police intervient sans douceur, disperse, mais pas très efficacement (38). Smrkovsky, en essayant d'apaiser les jeunes et de leur montrer le danger que comportent les manifestations, lâche cet aveu : « *Si j'avais votre âge, j'aurais agi comme vous* » (39).

Les signes de malaise se multiplient dans tous les milieux. Les étudiants ont repris le travail et l'activité politique. Octobre est pour eux un mois d'intense réflexion et discussion. Le bureau de l'Union, présidé par Rybar, est critiqué pour ses tendances à la conciliation et sa ligne « *centriste* » : fin octobre, le premier « *parlement étudiant* » de Bohême et Moravie élit un nouveau bureau présidé par le dirigeant de Brno, Michael Dymacek, qu'entourent Karel Kovanda et Lubos Holecek (40). L'Union des étudiants conclut un accord avec le comité de coordination des Unions d'artistes ; les contacts reprennent avec les ouvriers, popularisés par une passionnante table ronde organisée par *Reporter* (41). Des signes de tensions réapparaissent dans l'équipe dirigeante : Zdenek Mlynar, considéré depuis quelques semaines comme « *l'homme qui monte* », partisan déterminé de la normalisation, est en congé au lendemain de la signature des seconds accords de Moscou. Mais c'est en réalité une retraite, car, après le plénum de novembre, il quitte le secré-

(33) « *Tribune ouvrière* », *Politika* n° 7, 10 septembre 1968.
(34) *Prace*, 15 octobre 1968.
(35) *Le Monde*, 16 octobre 1968.
(36) *Le Monde*, 20 octobre 1968.
(37) *Le Monde*, 25 octobre 1968.
(38) *Le Monde*, 30 octobre 1968.
(39) *Ibidem*.
(40) Source écrite privée.
(41) « *Ouvriers plus étudiants - Etudiants plus ouvriers* », chronique, *Reporter* n° 44, novembre 1968, pp. 1-7.

tariat pour revenir à l'Académie. C'est un signe des temps que la féroce attaque portée dans *Politika* contre Dubcek, sous la plume de Karel Bartosek, par le biais de considérations historiques générales : « *Nous constatons aujourd'hui encore la médiocrité et l'esprit de compromis de nos dirigeants politiques qui, depuis longtemps, savent si bien arguer de l'étroitesse du pays pour excuser celle de leurs conceptions. Il faut reconnaître qu'au cours de ces cinquante années, la politique tchécoslovaque n'a presque jamais cessé d'invoquer* "des circonstances qui ne peuvent pas être modifiées" *pour excuser leur opportunisme* ». Et il assène ce coup final : « *Les hommes d'Etat tristes sont notre lot dans les moments de crise* » (42).

Intellectuels et journalistes avancés n'ont fait, en réalité, qu'exprimer les premiers les sentiments et les idées des travailleurs, qui commencent maintenant à répondre avec beaucoup de fermeté aux appels à la lutte dans le sens indiqué dès septembre par Bartosek et Samalik. C'est le métallo communiste d'Ostrava, Josef Stavarek, délégué au XIV[e] congrès, qui expose à un journaliste de *Politika* son point de vue, marqué par le souci du pouvoir politique. Au centre de ses préoccupations se trouve la question des conseils ouvriers : il ne faut pas, selon lui, se contenter d'attendre, sans rien faire, la loi annoncée sur les entreprises socialistes, mais lutter pour inscrire les conseils ouvriers dans la réalité, « *ne pas croire qu'on en est arrivé à la cogestion, mais lutter pour qu'ils existent* ». L'autre grand problème est celui du Parti. Stavarek estime urgente et nécessaire la convocation du congrès du parti communiste tchèque, « *nécessaire non seulement pour que se poursuive l'activité politique des gens, mais aussi à cause des questions qu'il faut résoudre et qui n'ont pas diminué, mais augmenté* ». Il faut aussi, pour rendre au Parti son rôle, réformer radicalement ses structures, supprimer les échelons intermédiaires où s'embusquent les hommes de l'appareil, raccourcir la distance entre la base et le comité central : « *Si nous n'y arrivons pas, si nous ne disposons pas à nouveau d'un contrôle direct, nous en resterons là où nous en étions avec l'ancien système du pouvoir. Nous sommes avec Dubcek, mais ce n'est pas une question de personnes, ni de bon ou mauvais caractère, c'est une question de système. Nous pouvons bien avoir des anges à la direction, s'ils perdent le contact avec les masses, en toute logique, ils ne peuvent aboutir autre part que dans la tour d'ivoire de la politique de cabinet.* » Cadre local du P.C., Stavarek insiste sur la nécessité d'une formation marxiste pour les militants, expose le plan de formation prévu à Ostrava pour l'année de « *stage* » des nouveaux adhérents, tout entier axé sur une interprétation marxiste des événements récents. Il se prononce nettement pour l'adoption rapide du projet de statuts prévoyant les droits des minorités, et juge en même temps nécessaire la lutte contre les fractions, particulièrement celle des « *vieux communistes* ». Sa conclusion est ferme et résolue :

(42) Cité par *Le Monde*, 3-4 novembre 1968 ; nous n'avons pu nous procurer l'exemplaire de *Politika*.

« *Pendant les derniers mois, nous avons à nouveau pris conscience de notre force. Nous savons que nous constituons la force décisive, et le comité central le sait aussi... Seule la peur pourrait nous arracher les idées de janvier* » (43).

Un autre ouvrier communiste d'Ostrava, le fondeur Helmut Volf, fait ce remarquable bilan des huit premiers mois de la révolution politique : « *Je ne condamne pas les vingt années écoulées, mais c'est justement cette brève période de janvier à août qui leur a donné signification et justification. Les idéaux dont on commençait à penser qu'ils étaient utopiques, nous avons commencé à les réaliser de nos propres mains.* » Il s'élève contre l'emploi par les dirigeants d'expressions comme « *la dure réalité* » ou « *Pas de retour à la politique d'avant janvier* » : « *En tant que marxiste, je ne veux pas seulement comprendre la réalité, je veux la transformer... La question n'est pas de retourner ou non à avant janvier : nous pourrions nous retrouver dans une situation bien pire.* » Il conclut par cet ultimatum adressé au journaliste qui l'a interrogé : « *Nous avons déjà envoyé trois résolutions demandant la convocation du congrès du parti communiste tchèque : aucune réponse. Nous avons demandé publication de notre revendication : pas accepté. C'est votre devoir de publier les opinions des ouvriers, oui ou non ? Les ouvriers sont pourtant l'élément dirigeant de notre société. Bref, si, dans ton article, il n'est pas écrit que les ouvriers de l'aciérie N.H.K.G. demandent la convocation du congrès du P.C. tchèque, je ne veux plus te voir* » (44). De nouveaux combats mûrissent dans la classe ouvrière ; la clarification s'y produit peu à peu. Bientôt, les combats des intellectuels et surtout des étudiants contribueront à la mettre, elle ausssi, en mouvement.

Le 7 novembre, jour anniversaire de la révolution d'Octobre, se déroulent — au moins à Prague — de nouvelles manifestations. Cette fois, les heurts avec la police sont sévères : il y a 167 interpellations et les organisateurs sont poursuivis (45). La veille, le présidium avait décidé la suspension de *Reporter*, en vertu de la nouvelle loi sur la presse. Le 11, c'est le tour de *Politika*, dont le rédacteur en chef, Aloïs Svoboda, avisé par téléphone, s'entend conseiller de relire sa revue afin de connaître le motif de cette décision, prise par le présidium. Le correspondant du *Monde* se fait l'écho de confidences délibérées de certains milieux « *bien informés* » : les bureaux du comité central reçoivent par milliers des protestations, motions, résolutions, exigeant le maintien de l'équipe dirigeante telle qu'elle est, la réunion immédiate du congrès du parti tchèque, la « *poursuite* » — le mot est significatif — du XIV[e] congrès du parti tchécoslovaque (46). Dans l'immédiat, ce sont les étudiants qui vont donner forme à ce profond

(43) Rotislav Volf, « *Les ouvriers parlent de politique* », réponse de Josef Stavarek, *Politika* n° 10, 31 octobre 1968, pp. 34-35.
(44) *Ibidem*, réponse de Helmut Volf, pp. 35-36.
(45) *Le Monde*, 10-11 novembre 1968.
(46) *Le Monde*, 14 novembre 1968.

mouvement de protestation, par une grève générale avec occupation des facultés.

Une délégation de leur Union, reçue le 12 novembre par Dubcek, s'était entendu refuser l'autorisation de manifester dans la rue (47). C'est vraisemblablement à la suite de ce refus qu'ils décident de la forme de leur action : les étudiants de l'Ecole supérieure d'agriculture sont, quant à eux, en grève, et occupent les locaux dès le 15. Malgré le silence de la presse, de la radio et de la télévision, qui contraint les responsables de l'Union à ne faire d'information qu'orale, par tracts et affiches, et par le bulletin ronéotypé de leur service de presse, la quasi-totalité des établissements d'enseignement supérieur sont occupés par les étudiants dans la soirée du 17 novembre. Le lendemain, il y a déjà 60 000 grévistes — la totalité des étudiants — en Bohême et en Moravie, et les 30 000 étudiants de Slovaquie entrent dans le mouvement. Tous sont conscients de l'ampleur du geste à la date choisie : le 17 novembre est le jour de la manifestation anti-impérialiste des étudiants, anniversaire de l'exécution par les nazis de l'étudiant Jan Opletal... L'assemblée des étudiants de Prague vote le 18 novembre les fameux « *Dix points* », programme de revendications politiques, affirmation de fidélité au Programme d'action, exigence de l'information, limitation de la censure dans le temps, garantie des libertés de réunion et d'organisation, de recherche scientifique et d'expression littéraire et artistique, liberté individuelle, démission de ceux des dirigeants « *qui ont perdu confiance et n'ont pas été capables de défendre leur point de vue* », création de Conseils ouvriers dans les entreprises, déclaration d'attachement aux principes de la Charte des Nations-Unies et de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, qui est une condamnation de l'intervention russe.

Largement diffusés, les « *Dix points* » touchent toutes les couches de la population. L'exemple donné par les étudiants, la discipline impeccable de leur mouvement impressionnent les travailleurs : la grève des étudiants démontre qu'une action est possible qui ne soit pas une provocation. Les délégations des usines se succèdent dans les facultés occupées, les gestes de solidarité se multiplient. L'alliance ouvriers-étudiants ébauchée au printemps se renoue dans l'action organisée. Le mouvement commence à s'étendre dans les lycées (48). En même temps, le jour de l'élargissement de la grève, le 18 novembre, s'est tenue à la salle Lucerna l'assemblée de l'Union des journalistes : ils sont plus de six cents à écouter le rapport présenté, au nom de la direction de l'Union, par Jiri Ruml, un des animateurs de *Reporter*. Une résolution proteste contre les atteintes à la liberté de la presse, la suspension de *Reporter* et de *Politika*, les attaques de la presse russe contre les journalistes de la presse écrite et parlée, et condamne l'action des « *forces réactionnaires* » qui cherchent à revenir à la situation des années cinquante (49). Le 19, les étudiants de Prague décident de prolonger

(47) *Le Monde*, 14 novembre 1968.
(48) Source écrite privée.
(49) *Le Monde*, 20 novembre 1968.

leur mouvement d'une journée. Le 20, le gouvernement, qui craint visiblement une contagion, lance un appel solennel pour la reprise. Elle sera décidée par une assemblée générale ; le soir même, Dymacek, le président de l'Union, accompagné du président du comité universitaire de Prague est reçu par les dirigeants du parti (50).

La grève des étudiants, l'alliance avec les ouvriers, les « *Dix points* » largement approuvés trouvent leur traduction au sein du comité central. L'académicien Malek, un des cooptés du 30 août, déclare sans ambages que « *Politika et Reporter avaient la confiance d'une large partie de la population orientée vers le socialisme, alors que l'on tolère la distribution entièrement illégale d'une matière imprimée faite d'informations truquées et de contre-vérités qui font bouillir le sang du peuple* » — allusion transparente à la feuille soviétique *Zpravy* imprimée en Allemagne orientale, et dont des centaines de résolutions réclament sur tous les tons l'interdiction. Oldrich Stary, recteur de l'Université Charles et co-signataire des « *Deux mille mots* », défend et justifie le manifeste. Frantisek Pavlicek réclame l'ouverture d'une enquête sur le fameux « *Appel des dirigeants* » qui a servi de couverture à l'intervention, ainsi que sur la proposition faite au président Svoboda de former un « *gouvernement ouvrier et paysan* » (51). Minoritaires au comité central, ces voix expriment, on n'en peut douter, le sentiment d'une écrasante majorité des travailleurs tchécoslovaques.

La grève des étudiants a constitué une excellente démonstration politique. Mais le problème reste entier : programme, moyens d'action, direction politique manquent. Les perspectives, certes, sont dégagées, et des militants communistes ont su replacer les événements de Tchécoslovaquie dans leur cadre mondial. Karel Bartosek, dans *Politika* toujours, a écrit que le 21 août constituait en réalité « *la crise du socialisme européen* ». Pour lui, la solution devra tenir compte et tirer profit de l'expérience faite en Tchécoslovaquie, « *ce pays où nombreux sont ceux qui savent réfléchir, analyser la réalité vécue, et qui pourront favoriser ainsi, non pas aujourd'hui ou demain, mais peut-être après-demain, non seulement le progrès de ce pays, mais aussi celui des autres* » (52). Jiri Hochman exprime la même pensée plus brutalement quand il écrit dans *Reporter* : « *Le monde ne peut être transformé à partir de Prague. Il n'est pas réaliste de penser qu'un tournant vers la démocratisation, qui est le principal problème aujourd'hui, puisse apparaître quelque part avant de se manifester en Union Soviétique... Il serait de la plus haute importance pour toute la communauté socialiste, comme pour la diffusion la plus large des idées socialistes, que l'Union Soviétique fasse de nouveau un pas vers une réforme démocratique du socialisme comme elle l'a fait à l'époque du XX^e^ congrès* » (53). Frantisek Samalik, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre, pose le problème dans toute son ampleur :

(50) Source écrite privée.
(51) *Le Monde*, 17-18 novembre 1968.
(52) Cité par *Le Monde*, 3-4 novembre 1968 ; cf. note 42.
(53) Cité par *Le Monde*, 8 octobre 1968.

rappelant les perspectives de révolution mondiale de l'Octobre 1917, il montre le rôle négatif de la théorie du « *socialisme dans un seul pays* », née « *dans les conditions d'un pays arriéré, encerclé et menacé* », souligne l'abandon par le stalinisme des perspectives de la révolution mondiale, la subordination des forces socialistes du reste du monde « *au socialisme ayant revêtu la forme d'Etat* » — en Union Soviétique — mais conclut qu' « *Octobre a ouvert toutes les possibilités contenue dans l'héritage même avec lequel il est entré dans l'Histoire, où brûle toujours la pureté de ses grandes idées sur l'homme libre dans une société libre* ». Pour lui, Octobre « *propose à l'humanité un programme mondial universel* » (54). Ainsi ces militants, sous une forme ou une autre, clairement ou plus confusément, posent-ils le problème de la révolution tchécoslovaque dans sa dimension la plus grande, la seule qui puisse lui donner sa signification, celle d'une révolution politique dans les pays où, après le renversement du capitalisme, le pouvoir politique a été usurpé par une bureaucratie toute-puissante. En d'autres termes, ils affirment que la révolution tchécoslovaque de 1968 poursuit l'Octobre 1917, et qu'elle peut se traduire en russe.

Perspectives irréalistes ? Bien imprudent qui peut l'affirmer. Le printemps de Prague a provoqué en Union Soviétique l'intérêt passionné de l'intelligentsia. Dès le mois de juin, dans un manuscrit « *clandestin* » qui peut être tenu comme le manifeste de l'opposition de droite, le savant atomiste André Sakharov affirmait : « *Aujourd'hui, la clé de la reconstruction progressiste du système de l'Etat dans l'intérêt de l'humanité réside dans la liberté intellectuelle. Cela vient d'être compris par les Tchécoslovaques, et nous devons incontestablement soutenir leur initiative si courageuse et si précieuse pour les destinées du socialisme et de l'humanité tout entière* » (55). Surtout, l'opposition communiste, qui a commencé à s'organiser dans la lutte pour la liberté d'expression et contre la répression de la bureaucratie au moment des procès Siniavski-Daniel et Galanskov-Guinzbourg, lie la question de la politique intérieure de l'U.R.S.S. à celle de l'intervention contre la révolution politique en Tchécoslovaquie. Le 22 juillet, l'un des animateurs de ce groupe, le docker Anatole Martchenko, auteur d'un manuscrit sur les camps de concentration, écrit et diffuse une lettre adressée à *Rude Pravo*, *Literarni Listy*, *Prace*, dans laquelle il proteste contre la campagne menée en Union Soviétique, « *au minimum une pression sur un pays souverain, et au maximum une intervention de nos troupes* ». Il y affirme : « *Ce qui se passe en Tchécoslovaquie est le développement naturel d'une société saine : lutte d'idées et d'opinions, liberté de la critique, tentative de réaliser dans la pratique les idéaux déclarés du socialisme qui n'existaient partout jusqu'à présent que sous forme de mots d'ordre et de perspectives lointaines.* » Il accuse : « *Si la Tchécoslovaquie parvient effective-*

(54) F. Samalik, « *Appel à l'Histoire* », *Politika* n° 11, 7 novembre 1968, dernier numéro avant suspension.

(55) A Sakharov, *La Liberté intellectuelle en U.R.S.S. et la coexistence*, N.R.F., p. 92.

ment à organiser chez elle un socialisme démocratique, il n'y aura peut-être plus de justification à l'absence de libertés démocratiques dans notre propre pays ; il se peut alors, sait-on jamais, que nos ouvriers, nos paysans, notre intelligentsia veuillent la liberté de parole dans la pratique et non sur le papier... J'ai honte pour mon pays qui se présente à nouveau dans le rôle infâme de gendarme de l'Europe » (56). Le matin du 29 juillet, il remet sa lettre à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Moscou ; arrêté le jour même, il sera condamné, le 21 août précisément, à huit ans de détention dans un camp, pour « *infraction au régime des passeports* » !

A la veille de l'intervention, ce sont deux autres animateurs de l'opposition communiste, l'ex-général Grigorenko et le président du kolkhoze *Jeune Garde*, Ivan Iakhimovitch, qui se présentent à l'ambassade de Tchécoslovaquie pour exprimer l'indignation du peuple soviétique face au coup de force que préparent ses dirigeants. Au même moment, à Leningrad, la police arrête six personnes qui ont imprimé et sans doute diffusé un tract dénonçant les préparatifs de l'invasion : l'avocat Iouri Jengler, les ingénieurs Lev Kvachevsky et Anatole Studentkov seront condamnés à des années de prison en novembre (57). On sait enfin que c'est le 25 août qu'un groupe d'opposants communistes, avec Pavel Litvinov, Larissa Daniel et l'ouvrier Dremliouga, entre autres, manifeste place Rouge à Moscou sous des banderoles portant les mots d'ordre : « *Vive la Tchécoslovaquie libre et indépendante !* », « *Honte aux occupants !* », « *Bas les pattes devant la Tchécoslovaquie !* », « *Pour votre et pour notre liberté !* ». Arrêtés immédiatement, ils seront jugés et condamnés pour « *entrave à la circulation* », tant il est vrai que les bureaucrates ont peur de révéler jusqu'à l'existence d'une opposition politique à leur pouvoir. Arrêtée également, puis relâchée, la jeune poétesse Natalia Gorbanevskaïa en profite pour adresser à la presse un compte rendu de la manifestation de la place Rouge et conclut en ces termes : « *Nous espérons que le peuple tchécoslovaque en est ou en sera informé. Nous voulons croire qu'en pensant aux citoyens soviétiques, les Tchèques et les Slovaques penseront, non seulement aux occupants, mais aussi à nous. C'est cet espoir qui nous donne force et courage* » (58).

Les Tchécoslovaques sont informés. Tous pensent, après l'expérience des premiers jours d'occupation, le visible désarroi des soldats et de certains officiers russes, les suicides et les désertions, les multiples exemples d'hésitations manifestés par certaines unités, comme l'écrivain Ladislav Mnacko, qui écrit : « *L'occupation de la Tchécoslovaquie coûtera cher aux Soviétiques. Leurs jeunes soldats... diront chez eux ce qu'ils ont vu, entendu, vécu. Ils "contamineront" leur entourage* » (59). Mais ils savent aussi que la bureaucratie dispose de moyens pour se défendre avec acharnement, qu'elle

(56) A. Martchenko, Lettre à *Literarni Listy*, *Rude Pravo*, *Prace*...
(57) *Le Monde*, 15-16 et 31 décembre 1968.
(58) N. Gorbanevskaïa, Lettre aux correspondants étrangers.
(59) L. Mnacko, *Le septième Jour*, p.

aura encore le temps de frapper, non seulement en Union Soviétique, mais en Pologne, où Kuron et Modzelewski attendent avec d'autres d'être jugés, en R.D.A., où des jeunes gens, les frères Havemann, Thomas Brasch, Sandra Weigel et d'autres sont arrêtés et condamnés pour avoir manifesté leur soutien à la Tchécoslovaquie, en Hongrie, où ont éclaté des grèves de soutien et où la jeunesse manifeste son impatience, tandis que les intellectuels essaient de redresser la tête. Les analyses de Hochman, Bartosek, Samalik, fournissent un programme de révolution politique internationale contre la bureaucratie, une stratégie dans la perspective de la révolution mondiale. En tant que telles, elles peuvent constituer la base d'une organisation, le fondement programmatique d'une avant-garde qui déterminerait concrètement, jour après jour, objectifs immédiats et mots d'ordre d'action.

Mais une telle organisation n'existe pas encore. Et, du coup, personne, dans les conditions de la Tchécoslovaquie en cours de normalisation, ne donne ni ne peut donner de réponse aux questions du moment : que faire, non après-demain en Union soviétique et ailleurs, mais aujourd'hui et demain en Tchécoslovaquie, pour préserver les acquis menacés et approfondir la crise internationale ? Que faire contre le rouleau compresseur de la normalisation ? Comment éviter, par des actions concrètes, les initiatives désespérées nées de la colère qui mûrit et la passivité qui mène à la démoralisation et équivaut, à la longue, à une capitulation ?

Chapitre IX

PRESSION DE MASSE ?

Début décembre s'amorce une nouvelle étape de la lutte. Combat d'arrière-garde ou symptôme d'une poussée nouvelle ? L'Histoire seule le dira, sans doute dans un délai relativement proche. La campagne pour Smrkovsky en décembre 1968 et janvier 1969, après cinq mois d'occupation, constitue — quels que soient, par ailleurs, ses autres aspects — une éclatante démonstration du rôle de la classe ouvrière dans la lutte politique engagée, et de la détermination comme de l'orientation fondamentale de cette classe ouvrière.

Dès le lendemain, en effet, du plénum de novembre, il apparaît clairement que les décisions, pourtant relativement prudentes, du comité central, sont de plus en plus difficilement admises. *Prace*, le quotidien des syndicats, qui s'est déjà fait l'écho des centaines de manifestations de solidarité des travailleurs avec les « *Dix points* » des étudiants, mentionne de significatives réactions, comme celles des ouvriers d'une entreprise de la métallurgie d'Ostrava qui décident, en signe de protestation, de cesser le paiement de leurs cotisations au parti (1). Car il apparaît de plus en plus clairement que, par l'intermédiaire de Dubcek, devenu une sorte d' « *homme de paille* », c'est l'appareil soviétique qui, désormais, dicte de plus en plus sa loi. Dubcek ne déclare-t-il pas, le 5 décembre, à propos du texte de la résolution du plénum : « *Nous avons consulté nos camarades soviétiques au sujet de certains passages pour éviter que les conclusions du plénum ne deviennent un objet de polémique* » (2). Dans ces conditions, l'annonce d'une nouvelle conférence russo-tchécoslovaque, les 7 et 8 décembre, à Kiev, ne pouvait que redoubler les inquiétudes des travailleurs et les conduire à se demander où et quand l'écheveau de ce qu'ils avaient cru être leurs conquêtes allait cesser de se dévider sous les coups de pouce des Brejnev et autres Kouznetzov.

Or, conformément à ce que Bartosek avait proposé, la lutte se transporte dans les usines, autour des conseils ouvriers et dans la construction de « *vrais syndicats* ». Il faut souligner en effet que l'initiative des actions, leur coordination, la formulation des revendications passent, en ce mois de décembre, aux mains des dirigeants des syndicats, les Karel Polacek et autres, dont nous savons à quel

(1) *Prace*, 4 décembre 1968.
(2) *Le Monde*, 7 décembre 1968.

point ils avaient été secoués au cours du printemps de Prague ; coiffés par un appareil moins solide que celui du parti, affaiblis par la bourrasque de mai à juillet, engagés, quoique malgré leurs dirigeants, dans une pratique réellement démocratique, les syndicats constituent en définitive l'un des cadres dans lesquels peut le mieux se traduire la pression des travailleurs. La « *campagne pour Smrkovsky* », en décembre-janvier, est orchestrée dans ses grandes lignes par *Prace* et tout au long cautionnée par le conseil central des syndicats sous la pression de la base.

Le 5 décembre, Polacek se livre à une vive critique du gouvernement à propos de la constitution des conseils ouvriers. On se souvient que le Programme d'avril prévoyait la mise sur pied d' « *organes démocratiques de gestion* », qu'une commission avait proposé en juillet la création de conseils ouvriers ; promesse non tenue, quoique reprise en septembre, et dont les étudiants, au cours de leur grève de novembre, avaient exigé l'application. Sur ce point, les motivations gouvernementales sont parfaitement claires. Dubcek, le 25 novembre, explique : « *La critique justifiée de la bureaucratie ne doit pas déboucher sur des attaques générales et faciles contre l'appareil de l'économie et de l'Etat. La juste revendication des travailleurs pour une participation accrue ne doit pas, au détriment de la discipline, prendre l'allure d'une fausse démocratie.* » Polacek apporte d'intéressantes précisions : selon lui, il existait le 1er octobre 113 conseils ouvriers, et l'on prévoyait la création de 140 autres d'ici le 1er janvier 1969. Or Cernik, interrogé là-dessus par les dirigeants syndicaux le 11 novembre, a répondu que, dans la mesure où il ne s'agissait que d'une expérience, le gouvernement préférait, pour le moment, limiter au maximum le nombre des entreprises touchées (3). Cernik ne dissimule pas qu'il s'agit, sur cette question, d'un veto des dirigeants russes. C'est que les « *conseils ouvriers* », envisagés comme des comités d'entreprise assurant une « participation » ouvrière à la gestion peuvent, même dans ces conditions, devenir facilement des organes de rassemblement et de pouvoir de la classe. Mais l'interdiction de former des conseils ne peut qu'inquiéter les ouvriers, à qui on les a promis comme de nécessaires contrepoids à l'autorité accrue des directeurs d'usines.

La déclaration du dirigeant des syndicats est un avertissement en même temps qu'un symptôme, car Polacek, par ailleurs membre suppléant du présidium du parti, ne critique pas le gouvernement sans y être poussé par une impérieuse nécessité politique. La normalisation en cours est peu à peu imposée aux travailleurs, mais ces derniers entendent bien ne pas subir sans réagir, et, jour après jour, le fossé se creuse entre les dirigeants, partisans et agents de l'application des accords de Moscou, et les travailleurs manuels et intellectuels qui la subissent : c'est très normalement dans leurs organisations de classe, dans leurs syndicats, épurés au printemps des bureaucrates les plus bornés, que les travailleurs traduisent leur volonté de résistance.

(3) *Ibidem.*

Il y a, d'autre part, des difficultés au sommet. Pour les Soviétiques, la normalisation doit signifier à terme l'installation au pouvoir d'hommes jouissant de leur confiance ; elle passe par l'élimination des hommes susceptibles de traduire au sommet la pression des masses, et, au premier chef, de Josef Smrkovsky. De tous les dirigeants du parti et de l'Etat, il fut le premier à déclencher, en dehors du cadre de l'appareil, la bataille de la « *démocratisation* ». De tous les dirigeants qui plaident l'application des accords de Moscou, il est celui qui a tenu les propos les plus limpides et même les plus brutaux, ne dissimulant jamais que ces accords ont été dictés sous la menace. A la différence d'autres personnalités classées, comme lui, parmi les « *progressistes* », il a joué le jeu avec Dubcek, mais, désormais, le sol s'effrite sous ses pas : la normalisation qui avance l'isole, en fait un otage. Mais son élimination serait un premier pas important vers la restauration de l'état de choses antérieur. Il en a conscience : c'est parce que les masses ont encore en lui une certaine confiance que sa présence tend à devenir une caution, et peut-être songe-t-il à faire entendre la voix de ces masses au lendemain d'un plénum de novembre où il fut, répète-t-on avec insistance dans les milieux bien informés, mis en minorité et presque isolé ? On tente de le rendre responsable de la divulgation, puis de la publication par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, de la sténographie d'une discussion avec le plénipotentiaire russe Kouznetzov. Les observateurs notent qu'il n'était pas à Kiev lors des entretiens avec les dirigeants russes, alors qu'il avait, jusque-là, été de toutes les conférences. Les indices se multiplient désormais d'une pression des Russes pour son élimination : bientôt, la mise en place des nouvelles structures dans le cadre de la fédéralisation va remettre en question la répartition des responsabilités et dans la balance son poste de président de l'Assemblée nationale. Ce serait, dit-on, l'occasion choisie, sinon pour l'éliminer immédiatement de la direction, du moins pour le pousser dans cette voie en commençant par une rétrogradation.

Or Smrkovsky, n'est pas seulement un grand tribun populaire. C'est un homme d'appareil, rompu à toutes les données de la lutte dans ces conditions. Il sait vraisemblablement que son sort de dirigeant est réglé s'il se joue dans le cadre de l'appareil, dans le secret des délibérations de conclaves du Parti, où les Russes dictent leur loi. Mais il sait aussi — lui qui est depuis janvier l'homme des indiscrétions calculées — qu'un tel secret peut être brisé, et que d'autres forces peuvent être mises en branle, pour contrebalancer la pression de Moscou sur l'appareil, celles des syndicats notamment. Immédiatement avant le plénum de décembre, Smrkovsky, dans une conférence de presse, donne corps aux rumeurs et contenu politique aux tentatives d'élimination dont il fait l'objet.

Il déclare d'abord tout crûment qu'il n'a aucunement l'intention de démissionner, fût-ce pour raisons de santé, puis se livre à toute une série de critiques de l'action gouvernementale. Se solidarisant sans le dire avec les « *Dix points* » des étudiants, approuvés par plusieurs syndicats ouvriers, il condamne nettement ce qu'il déclare

lui-même « *détester* » et qu'il appelle comme eux « *la politique de cabinet* ». A ce sujet, il dit : « *J'ai toujours été et je reste un fonctionnaire ouvrier et communiste. Je suis pour une politique ouverte, pour une politique où tous les membres du parti et du peuple entier puissent être tenus au courant de ce qui se passe et de ce qui se prépare, afin de pouvoir exprimer leurs opinions à ce sujet.* » L'attaque est directe, l'appel à l'initiative ne l'est pas moins ; faisant allusion à l'inquiétude des travailleurs, exprimée tous les jours par les syndicats, il affirme : « *Il faut que la direction du Parti et celle de l'Etat, dans la pratique politique quotidienne, donnent des preuves que leurs actes ne sont pas en contradiction avec leurs paroles... La poursuite de la politique d'après janvier n'est pas seulement l'affaire des organismes dirigeants, elle est aussi celle du peuple entier.* » Allant plus loin, rompant la traditionnelle « *solidarité ministérielle* » des directions collectives, il témoigne, en sa qualité de président de l'Assemblée nationale, de ce que la constitution a été violée quand, le 19 octobre, le gouvernement a interdit la publication dans la presse de deux discours, celui du novotnyste David qui avait attaqué l'équipe Dubcek, et celui de la progressiste Sekanikova-Cakrtova contre la ratification du traité de Moscou (4). En fait, il donne le signal du passage au grand jour d'une bataille livrée jusque-là en secret.

Au plénum du comité central, il affirme : « *Les gens ne peuvent pas être très actifs dans un secteur quelconque de leur vie — devant les machines, dans leur entreprise, ou dans l'économie en général — s'ils n'ont pas la possibilité de prendre part à d'autres activités, et notamment à la politique* » (5). C'est un appel du pied aux travailleurs, un clin d'œil aux syndicats. La réponse ne se fait pas attendre. Dès le 14 décembre, *Prace* publie une lettre des ouvriers d'une usine pragoise de machines-outils qui demandent le maintien de Smrkovsky dans ses fonctions et ajoutent : « *Afin que notre déclaration soit parfaitement claire, nous nous opposerons à son remplacement par tous les moyens dont dispose la classe ouvrière, y compris la grève générale.* » Les mêmes ont écrit au comité central : « *Nous ne travaillerons que pour le système de réformes élaboré avant l'invasion par Dubcek, Smrkovsky, le président Svoboda et les autres* » (6). *Prace* reproduit une autre lettre d'ouvriers d'une usine d'automobiles, déclare avoir reçu sur cette question des centaines de lettres, résolutions, déclarations et, pour étayer le bien-fondé de la campagne qui commence, indique un certain nombre d' « *affronts* » faits délibérément à Smrkovsky par les dirigeants russes : omission de son nom dans des télégrammes de remerciements, absence à des réceptions, etc. (7) Bientôt, en effet, la mise en place des nouvelles institutions fédérales va poser la question du renouvellement du bureau de l'Assemblée nationale dont Smrkovsky, depuis le printemps, est le président, ce qui fait

(4) *Le Monde*, 12 décembre 1968.
(5) *Le Monde*, 21 décembre 1968.
(6) *Prace*, 14 décembre 1968.
(7) *Prace*, 14 décembre 1968.

de lui l'un des « *quatre* », troisième personnage de l'Etat — avec Svoboda et Cernik — aux côtés de Dubcek, premier secrétaire du Parti.

Pendant que cette question est traitée dans les réunions au sommet, l'Union des syndicats de la métallurgie de Bohême et de Moravie tient son congrès constitutif : 1 200 délégués représentant 950 000 travailleurs, un ouvrier tchèque sur quatre. Une délégation de l'Union des étudiants, conduite par Dymacek, y est accueillie et propose la conclusion d'un « *accord de collaboration* » qui sera adopté à l'unanimité des délégués. Ce texte capital commence par l'affirmation des deux parties que « *la base de l'action à venir, dans la République socialiste fédérale de Tchécoslovaquie, vers le socialisme est le mouvement social commencé par le plénum du comité central en janvier* 1968 *et interrompu par l'intervention des cinq armées du pacte de Varsovie au mois d'août* 1968 ». Il considère comme les succès essentiels de cette période la participation « *de la classe ouvrière en premier lieu* » à l'élaboration de la politique de l'Etat et du Parti, le dialogue ouvert par l'intermédiaire des moyens de communication de masses entre la direction et les citoyens, « *le renouvellement du rôle social du parti communiste, manifesté essentiellement par le Programme d'action du Parti d'avril* 1968, *la réponse du présidium du comité central à la lettre des cinq partis communistes de juillet, et le XIV^e^ congrès du parti communiste tchécoslovaque en août* 1968 », et enfin « *la résistance du peuple tchécoslovaque à l'intervention des armées étrangères du* 21 *au* 28 *août* 1968 ». L'Union des syndicats de métallos déclare approuver la grève des étudiants et faire siennes ses revendications en « *Dix points* ». L'Union des étudiants « *exprime son soutien à l'effort des travailleurs de la métallurgie pour éliminer les apparatchiki et les bureaucrates des organismes de direction du Mouvement syndical révolutionnaire et créer un organisme qui défende véritablement les intérêts des ouvriers* ».

Les deux parties contractantes sont d'accord pour soutenir Smrkovsky. Elles condamnent « *la politique actuelle de recul incessant devant les pressions extérieures, l'interruption délibérée de la transmission des informations* ». Elles protestent contre « *le cumul des fonctions de pouvoir et d'information entre les mains d'un groupe étroit* », protestent contre « *le fait que la politique en pays tchèque soit dirigée par le bureau du parti pour le travail dans le parti communiste tchèque, qui n'a pas été démocratiquement élu* » et réclament la convocation immédiate du congrès du P.C. tchèque. Elles s'affirment solidaires du « *front culturel* » attaqué, réclament de nouvelles élections à tous les organismes de l'Etat, affirment leur volonté « *que les principes inclus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme soient inclus dans la nouvelle Constitution* ». Elles maintiennent enfin leur revendication de « *restauration immédiate de la souveraineté de la république et du retrait des troupes étrangères* » (8). Le congrès des métallos se

(8) Source écrite privée.

déclare prêt à lancer le mot d'ordre de grève générale pour soutenir Smrkovsky et obtenir son maintien. Dans les jours qui suivent, les syndicats des mineurs, des cheminots, de l'électricité se joignent à l'accord entre étudiants et métallos pour la défense de Smrkovsky sur le programme politique défini au congrès des métallos (9).

La contre-attaque ne se fait pas attendre. Elle part de Husak. Le 21 décembre, dans un discours prononcé en présence de Dubcek, il affirme que la présidence de la nouvelle Assemblée fédérale doit revenir à un Slovaque, puisque deux Tchèques, Cernik et Svoboda, occupent les autres grandes fonctions de l'Etat : cette exigence, formulée au nom des revendications nationales slovaques, aboutit à l'élimination automatique et sans débat de Smrkovsky... parce qu'il est tchèque. Mais Husak, malgré quelques propos menaçants contre « *ceux qui s'opposent à la normalisation* » et « *travaillent contre l'unité du parti* », ne touche pas le problème de fond (10). Le 25, il revient à la charge, soulignant lourdement que Dubcek et Svoboda, eux, « *jouissent du soutien du pays tout entier* » (11). La presse russe recommence à donner de la voix. Les *Izvestia* prennent à partie *Prace*, accusé de « *fournir une tribune* » aux « *forces contre-révolutionnaires* » (12). *Literaturnaïa Gazeta* dénonce les anciens dirigeants qui mènent contre le parti « *une campagne révisionniste* », nomme Kriegel, Jiri Hajek, Vaclav Prchlik, Milan Huebl (13). Husak monte d'un ton ; le 29 décembre, il s'en prend directement aux forces qui mènent campagne pour Smrkovsky, dénonce l'ingérence dans la politique de ces « *non-professionnels* » que sont les syndicalistes, parle des « *manœuvres des forces de droite* » qui cherchent à provoquer « *le chaos, la panique et des crises politiques* », proteste contre leur tentative de faire régler la question de la présidence de l'Assemblée fédérale « *par des groupes de pression que personne n'a mandatés* » (14). Le 10 janvier, il est plus violent encore contre ce qu'il appelle désormais « *les forces extrémistes de droite* » : « *Il faut* », s'écrie-t-il, visant clairement les syndicats, « *éliminer ces forces de la vie publique. Elles sont anti-démocratiques et nous présentent des exigences en nous mettant le couteau sur la gorge* » (15).

C'est que le mouvement de défense de Smrkovsky n'a pas cessé de s'amplifier. Réfutant le vulgaire argument nationaliste de Husak, Josef Janicek, populaire commentateur, a répondu à Radio-Prague : « *Ce n'est pas la nationalité qui constitue l'élément décisif pour le choix des hommes* » (16). *Mlada Fronta* a rejoint *Prace* et publie quotidiennement des résolutions pour Smrkovsky. Le 3 janvier, le journal de la jeunesse commente :

(9) *Le Monde*, 22-23 décembre 1968.
(10) *Ibidem.*
(11) *Le Monde*, 26 décembre 1968.
(12) Cité par *Le Monde, ibid.*
(13) *Ibidem.*
(14) Tatu, *Le Monde*, 31 décembre 1968.
(15) *Le Monde*, 12 janvier 1968.
(16) Radio-Prague, 26 décembre, cité par *Le Monde*, 28 décembre 1968.

« *Plus d'un million de métallos soutiennent Smrkovsky. Ils veulent avoir leur homme à la tête du parlement. Et Smrkovsky est leur homme, pas pour ses beaux yeux, mais parce qu'il a toujours défendu et défendra encore les principes de notre politique, une politique ouverte... Le peuple de ce pays aura le gouvernement qu'il mérite, sinon il ne sera pas son gouvernement* » (17). Le vice-président du Conseil national tchèque écrit dans *Prace* que les dirigeants slovaques cherchent en réalité « *à éliminer des milieux dirigeants l'un des hommes politiques les plus importants de l'époque d'après janvier, étroitement lié aux idéaux démocratiques et progressistes, afin de limiter son influence politique* ». Relevant la phrase de Husak sur les groupes de pression, il ajoute : « *Il est étonnant, après tout ce qui a été dit sur le rôle de la classe ouvrière dans notre société, qu'on se refuse à tenir compte de sa volonté quand elle s'exprime aussi clairement* » (18).

De Slovaquie parviennent aux journaux pragois des lettres de solidarité qu'on refuse de publier à Bratislava, où les journaux tchèques ne sont pas distribués. Jiri Hochman reproche à Husak d'avoir « *donné son appui total aux méthodes typiques d'une manipulation périmée* ». Il souligne qu'il est normal que l'intervention dans la politique des « *non-professionnels* » dérange Husak, représentant de la « *politique de cabinet* », qui se retrouve aujourd'hui, sur ce point, d'accord avec Bilak et avec Cisar : « *Il faut continuer*, écrit-il, *dans la voie de la réforme démocratique du système et cette question deviendra de plus en plus aiguë. L'argument* "On a déjà eu le 21 août" *n'est plus pris au sérieux, car il est sans valeur* » (19). Le président de l'Union des syndicats de métallos, Vlastimil Toman, adresse dans *Prace* une « *lettre ouverte* » à Gustav Husak : « *Nous ne savons pas qui vous a donné le droit de nous considérer comme des forces extrémistes de droite* » (20). La presse, à nouveau, est entraînée dans le tourbillon de la protestation, à la seule exception de *Rude Pravo* : des jeunes gens portent au comité central une pétition qu'ils ont rédigée et fait couvrir de plus de 7 000 signatures (21).

L'ampleur de la campagne ne doit pas dissimuler les difficultés d'une politique qui est bien en réalité une politique de pression, à travers les organisations syndicales, sur l'appareil du Parti. Car en réalité, ce dont il s'agit, c'est de faire annuler, infléchir ou modifier des décisions prises ou sur le point de l'être par le présidium sur injonction des Russes. Encore une fois, le problème de l'appareil est au centre des rapports politiques. Les cadres syndicaux — à commencer par Polacek qui est membre suppléant du présidium — appartiennent au Parti et sont en tant que tels soumis à sa discipline, tenus d'exécuter les décisions

(17) *Mlada Fronta*, 3 janvier 1969.
(18) *Prace*, 31 décembre 1968.
(19) Jiri Hochman, « *L'affaire Smrkovsky* », *Reporter* n° 1, 8 janvier 1969, p. 3.
(20) Dans *Prace*, 4 janvier 1969.
(21) *Le Monde*, 30 décembre 1968.

de son présidium — à moins de prendre l'initiative d'une scission, ce que personne ne semble envisager. Or, le problème n'est pas différent pour Smrkovsky lui-même. Cet homme qui, depuis un an et plus, défend dans le cadre du Parti et au dehors la thèse : « *Protestataires, oui, opposition, non* », et qui, en fonction, entre autres, de ces principes, a pris la responsabilité de signer les accords de Moscou et de défendre la nécessité de leur application, est, certes, il l'a montré, capable, dans cette situation, d'appeler les syndicats à faire pression sur le présidium. Mais peut-il aller jusqu'à appeler à la lutte contre une décision du présidium une fois prise ? En fait, le problème posé depuis le printemps, résolu en apparence pendant quelques jours par la tenue du XIV[e] congrès, celui d'une direction politique de la classe ouvrière indépendante de l'appareil, demeure posé malgré le « *compromis* » de septembre : il hypothèque toutes les perspectives d'action et la portée d'ensemble du mouvement en faveur de Smrkovsky.

Pendant plusieurs semaines, le présidium s'est tu, laissant Husak ferrailler seul. Reflet d'hésitations sur la forme à donner à une décision pratiquement inévitable ? Résultat d'un combat politique encore indécis ? On ne sait. En tout cas, il se prononce finalement, après une longue discussion, dans la nuit du 4 au 5 janvier, sous la forme d'une proclamation au peuple tchécoslovaque. Il condamne sévèrement la campagne pour le soutien de Smrkovsky parce que, dit-il, « *elle ne prend en considération ni la gravité de l'heure, ni le caractère névralgique des relations entre Tchèques et Slovaques, ni le respect des règles élémentaires de la vie démocratique* ». Il parle d'une « *large action visant à détruire la confiance à l'égard de la direction du parti et de l'Etat* », sous une forme inadmissible : « *On présente sous forme d'ultimatum des revendications qui suscitent le désordre et la méfiance, qui créent des mouvements émotionnels.* » Il met en garde « *contre des entreprises irréfléchies qui, alors même qu'elles se présentent comme un appui donné à la politique d'après janvier, ne peuvent que la compromettre* », et déclare considérer comme « *particulièrement grave la menace d'un recours à la grève, car il s'agit d'un moyen d'action qui, en l'occurence, n'est absolument pas justifié* ». Il s'en prend, à ce propos, aux responsabilités de la presse, de la radio, de la télévision qui tendent, selon lui, « *à ressusciter la situation qui existait dans le pays en avril et mai derniers* ». C'est un appel « *à l'ordre et au travail* », au rassemblement autour « *de la direction du Parti et de l'Etat* » (22).

Les premiers effets sont spectaculaires. Le conseil central de l'Union des métallos désavoue la résolution de son congrès, admet qu'il est impossible de chercher à imposer par la grève une décision qui relève de votes démocratiques dans les organismes intéressés, les deux assemblées à naître de la fédéralisation à la place de l'Assemblée nationale, et le présidium du Parti. Surtout, c'est Smrkovsky lui-même qui doit battre en retraite. Le 6 janvier, il

(22) *Le Monde*, 5-6 janvier 1969.

est le premier des membres du présidium à parler à la télévision dans le cadre de la campagne décidée pour soutenir la proclamation. Méconnaissable, terne, l'œil éteint rivé sur un texte intégralement rédigé, il joue à l'évidence une partie serrée, réitérant devant les caméras, mais sans jamais les prendre à son compte, les assurances données les jours précédents tant par les « *camarades slovaques* » que par le présidium. Sur la « *campagne* » et les menaces de grève, il interroge : « *La situation est-elle vraiment telle qu'il faille parler de grèves comme certains l'ont fait ? Pensons donc plutôt à notre stabilité et à la position de nos dirigeants !* » « *Honnêtement et sincèrement* », il ne croit pas de tels moyens souhaitables, « *l'heure étant à la prudence et la question de la présidence de l'Assemblée nationale n'autorisant aucune discussion, les autorités compétentes devant être respectées* » (23). Position de prudence d'un homme qui pense n'avoir pas encore tiré toutes ses cartouches et sait qu'il reste encore plus d'une bataille à livrer au présidium et au comité central ? Qui estime avoir obtenu le compromis le plus favorable ? Hypothèses plausibles, quoique l'attitude de Smrkovsky soit en définitive bien décevante pour les travailleurs qui l'ont soutenu et dont plus d'un peut se souvenir, en l'écoutant, de l'avertissement lancé par le présidium : « *Il est facile de lancer un mouvement, mais il est plus difficile d'en supporter les conséquences* » (24).

Cela rend plus remarquable encore la prolongation de la campagne, malgré l'incontestable difficulté qu'il y a à se battre pour un homme qui vous demande de ne pas le faire. La solution du présidium, qui sera rendue publique à la mi-janvier, est présentée comme un compromis : elle fait de Smrkovsky — qui demeure membre de l'exécutif du présidium — le président de la Chambre du peuple — l'ancien parlement, doublé désormais d'une Chambre des nations — et par conséquent le vice-président de la nouvelle Assemblée fédérale. Le candidat à la présidence n'est pas Josef Lenart, dont le nom avait été avancé avec insistance, mais Petr Colotka, l'un des dirigeants slovaques les mieux acceptés à Prague, ancien « *élu* » du XIV[e] congrès. Par rapport à la polémique publique de fin décembre - début janvier, la solution donne entière satisfaction à Husak — et l'on comprend la résistance opposée par certains à son acceptation au sein du conseil central de l'Union des syndicats de métallos. Elle n'apparaît comme un compromis que par rapport aux exigences russes supposées d'élimination totale de Smrkovsky et de promotion de Lenart. On peut percevoir la profondeur de la résistance des travailleurs à travers la tournée des usines qu'entreprennent immédiatement les membres du présidium, Dubcek et Svoboda commençant par se rendre à l'usine C.K.D., décidément l'usine pilote de la capitale sur le plan politique : hommage involontaire, sans doute, mais significatif, rendu ainsi au rôle politique de la classe ouvrière. Or celle-ci, après un temps d'hésitation marqué à la suite du revirement des dirigeants des

(23) *Le Monde*, 7 janvier 1969.
(24) *Ibidem*.

métallos, continue à aller de l'avant : mise à nouveau en mouvement par la campagne pour le soutien de Smrkovsky, elle détermine ses propres objectifs et éprouve sa force.

On apprend ainsi le 8 janvier que les ouvriers imprimeurs ont refusé de faire paraître la revue du bureau du P.C. tchèque, *Tribuna*, dont Svestka est le rédacteur en chef, et qu'il a fallu la faire imprimer à Dresde : les travailleurs opposent *leur censure*, en définitive *leur pouvoir* à celui de l'appareil et à sa censure. C'est également l'attitude résolue des travailleurs de l'imprimerie, leur refus de collaborer à une entreprise « *réactionnaire* » qui empêchent la parution — pour quelques semaines — d'une brochure préparée contre Smrkovksy sous le titre « *Le politicien à double face* ». Au lendemain de ces événements, le congrès de l'Union des travailleurs de la polygraphie confirme qu'il ne s'agit pas d'attitudes isolées. Ce congrès, représentant 22 000 ouvriers de l'imprimerie, vote en effet une résolution par laquelle ses syndiqués s'engagent « *à ne pas participer à la publication de textes contraires à la politique d'après janvier ou aux résolutions des plénums du comité central* » : formulation au premier abord ambiguë si l'on songe aux résolutions du plénum de novembre, mais qui prend toute sa signification lorsqu'on sait que les mêmes délégués se déclarent entièrement solidaires des journalistes, s'opposent à toute forme de censure en politique intérieure, et décident de signer, à leur tour, l'accord de collaboration métallos-étudiants. Symboliquement, ils élisent Smrkovsky président d'honneur de leur Union. *Prace*, rendant compte des travaux de leur congrès, publie une déclaration fracassante de Karel Polacek qui permet de mesurer la pression exercée par les ouvriers sur les cadres syndicaux : « *Les syndicats... organisation d'intérêt des travailleurs, indépendante et souveraine... doivent passer au premier plan en tant que force politique essentielle.* » Un de ses collaborateurs précise : « *Nous passerons à l'action politique quand il s'agira de la cause des travailleurs, et, bien entendu, nous avons à notre disposition l'arme de la grève* » (25). Dans *Reporter*, décidément pas assagi par sa suspension, Jiri Lederer s'efforce de démontrer que l'affaire Smrkovsky n'a constitué qu'un épisode, une lutte partielle dans le cadre de la construction en Tchécoslovaquie de la démocratie socialiste. C'est seulement parce qu'il n'a pas été possible que s'expriment en Slovaquie d'autres positions que celles des dirigeants que « *l'on a pu exploiter ce conflit politique pour attiser des rancunes nationales* ». Le rôle des syndicats a été capital : ils n'ont pas et ne peuvent pas jouer le rôle d'un parti politique, mais ils ont pris position — comme c'est leur droit — sur un grand problème politique, et défendu, en la circonstance, le Programme d'action, en remplissant leur rôle de défense des intérêts ouvriers : « *C'est précisément cette politique qui a provoqué la méfiance des cercles dirigeants.* » Elle met en effet en relief le fait capital de la situation tchécoslovaque : tout changement politique s'y heurte à un « *obstacle objectif* » : « *la*

(25) *Prace*, 13 janvier 1969.

dépendance certaine de notre Etat vis-à-vis de forces extérieures, la résistance des structures de base du socialisme stalinien » (26).

Dans l'intervalle s'est produit un événement considérable : le conseil ouvrier des usines Skoda, de Pilsen, autre usine d'avant-garde depuis le début du printemps de Prague, prend l'initiative de convoquer une conférence nationale des conseils ouvriers. Commentant cette décision, *Prace* écrit : « *La classe ouvrière a ainsi pris en main le sort du socialisme et devient le principal garant de la politique d'après janvier... Ces conseils sont aptes à devenir une importante barrière contre toutes les tentatives de rétablir la dictature de la* "politique de cabinet" *et de ressusciter le système bureaucratique* » (27). Sur les décombres des organisations bureaucratisées détruites depuis mars par le mouvement des masses se reconstruisent des organisations de masse authentiques.

A Prague, le 15 janvier, le Comité de la jeunesse de Bohême et Moravie, dans lequel l'Union des étudiants est partie prenante, rassemble presque 3 000 jeunes. Cette manifestation a un incontestable caractère politique : plusieurs personnalités progressistes connues, dont Frantisek Vodslon et Karel Kosik, y sont présentes, ainsi que les représentants de l'Union des journalistes et de l'Union des écrivains, qui constituent le « *Front culturel* », et des Unions des syndicats de travailleurs de la métallurgie et de la polygraphie. Le mouvement de protestation tend à se transformer en opposition : le porte-parole du « *comité d'organisation* » s'en prend vigoureusement à Husak, critique la censure et les atteintes aux libertés d'expression et de réunion, la tentative de publier *Tribuna* comme organe du P.C. tchèque. La résolution votée au terme de la réunion exige l'élection de Smrkovsky à la présidence de l'Assemblée fédérale, décide l'envoi d'une lettre à Colotka, le candidat du présidium, pour lui demander de se désister en faveur de Smrkovsky. Enfin les participants votent à mains levées plusieurs résolutions qui, groupées, vont devenir le « *Manifeste de Prague* », qui reprend et synthétise les revendications exprimées les dernières semaines tant par les ouvriers que par les étudiants ou le « *Front culturel* » : abolition de la censure, reconnaissance des conseils ouvriers, *poursuite* du XIV[e] congrès, convocation du congrès du P.C. Tchèque (28). Quelques heures plus tôt, Cernik, dans une déclaration, vient de prendre ses distances vis-à-vis d'Husak en affirmant : « *Les congrès des diverses organisations syndicales n'étaient certainement pas une expression des tendances de droite... Il est dangereux de revenir à de pareilles généralisations bien connues dans le passé* » (29).

Il apparaît ainsi clairement que, si la campagne pour le soutien de Smrkovsky n'a pas atteint — et ne pouvait sans doute pas atteindre — son objectif proclamé, elle n'en a pas moins puissamment

(26) Jiri Lederer, « *Soupirs d'un chef de gouvernement* », *Reporter* n° 2, 15 janvier 1969.
(27) *Prace*, 9 janvier 1969.
(28) *Le Monde*, 17 janvier 1969.
(29) Déclaration à la télévision, le 15 janvier, *Le Monde*, 17 janvier 1969.

contribué à une mobilisation des travailleurs à travers leurs organisations syndicales et conduit à de nouveaux clivages. Elle a mis en évidence le rôle des dirigeants des syndicats comme « *soupape de sûreté* », fait apparaître une coupure entre les éléments conciliateurs et les éléments radicaux du courant « *protestataire* », et ouvert ainsi la perspective d'une « *opposition* », pour reprendre les termes de l'analyse de Smrkovsky en 1967. Elle a certes fait apparaître la solidarité fondamentale qui lie les « *réalistes raisonnables* » d'août comme Husak aux conservateurs comme Svestka ou Bilak et aux dirigeants dits « *progressistes* » comme Cisar ou Dubcek lui-même. Mais elle a également mis en évidence des conséquences sans doute imprévues de la fédéralisation. Celle-ci, qui laisse à Husak les mains libres en Slovaquie, affaiblit en revanche son influence et celle de ses équivalents tchèques dans le parti et les organisations de masse en Bohême et Moravie, et prive les conciliateurs du P.C. tchèque et surtout du présidium d'un contrepoids efficace face aux pressions ouvrières à travers les syndicats. Aux yeux de beaucoup — et les informations venues de Slovaquie le prouvent — elle a montré le caractère réactionnaire et anti-démocratique des revendications « *nationales* » utilisées par l'appareil pour briser l'unité de la classe ouvrière tchécoslovaque face à la bureaucratie et à l'occupant.

Elle a pourtant illustré aussi la faiblesse des perspectives basées sur des actions ayant pour « *objectif* » la « *pression* » sur les organismes dirigeants, et, du coup, nourri chez les couches les plus jeunes de l'intelligentsia un désespoir susceptible d'inspirer des gestes individuels extrêmes. Telle semble être, du moins, la signification du suicide par le feu de l'étudiant Jan Palach qui, le 16 janvier, ouvre une phase nouvelle de la lutte unie des étudiants et des travailleurs tchécoslovaques pour la révolution politique.

Chapitre X

VERS L'AFFRONTEMENT ?

Le 12 janvier, dans son allocution radiotélévisée dans le cadre de la campagne d'explications du présidium, Evzen Erban, nouveau président du Front national, avait souligné franchement le danger « *d'une scission entre les dirigeants et la population* », et, évoquant la campagne de soutien de Smrkovsky, s'était prononcé pour « *la recherche de moyens politiques afin de lutter contre ces manifestations de pessimisme et de défiance, et pour s'opposer aux pressions organisées contre les dirigeants et contre la politique d'après janvier au nom précisément de janvier* » (1). Or, le 16 janvier, le jour même où la presse rend compte du meeting de la jeunesse qui vient d'élaborer le « *Manifeste de Prague* » — manifestation de défiance et organisation de pression —, un jeune étudiant de vingt et un ans, Jan Palach, se donne la mort au pied de la statue de Wenceslas, à la manière des bonzes vietnamiens, en mettant le feu à ses habits préalablement arrosés d'essence. Dès le lendemain, *Prace* annonce que le jeune étudiant en philosophie a laissé une lettre expliquant son geste — les étudiants l'affichent — comme une protestation contre l'occupation et la politique dite de « *normalisation* » : « *son désaccord profond avec la situation politique intérieure régnant en Tchécoslovaquie* » (2). Le mot de « pessimisme » est faible pour qualifier un tel geste de désespoir exprimant le sentiment d'impuissance de dizaines de milliers de Tchécoslovaques qui ne parviennent pas à sortir du tragique dilemme, capitulation ou combat sans espoir. Pourtant, le geste individuel de Palach exprime en même temps la recherche d'une solution collective : sa lettre annonce un deuxième suicide pour le 21 janvier si la censure n'est pas abolie et le journal pro-russe *Zpravy* interdit, « *si l'opinion publique ne manifeste pas un appui suffisant par une grève illimitée, par exemple* ».

Le suicide de Palach vient relancer la campagne qui s'était déclenchée avec le mouvement de soutien de Smrkovsky. Dans un communiqué, les étudiants de la Faculté de philosophie proclament : « *Nous accusons les dirigeants soviétiques d'avoir, par leur politique, ajouté une nouvelle victime, qui ne sera peut-être pas la dernière victime, à celles du 21 août. Nous accusons la direction de la Tchécoslovaquie d'avoir, au nom d'un prétendu réalisme,*

(1) Déclaration à la télévision, 12 janvier, *Le Monde*, 14 janvier 1969.
(2) *Prace*, 17 janvier 1969.

entraîné le peuple tchécoslovaque dans cette situation par la petitesse de sa politique et la trahison des idéaux qui avaient été proclamés. Nous nous accusons nous-mêmes de n'avoir pas jusqu'ici trouvé assez de force en nous pour accomplir des actes qui obligent la direction politique à devenir la représentante véritable de l'opinion du peuple. Nous craignons que, dans ces circonstances, l'espoir de trouver à l'avenir un langage commun avec cette direction ne s'évanouisse définitivement » (3). Les dirigeants semblent avoir parfaitement pris conscience du danger. Le comité central, qui a interrompu son ordre du jour pour traiter de la situation créée par le suicide de Palach, se met à l'unisson de l'émotion populaire en exprimant « *sa profonde émotion* » et en assurant qu'il comprend « *les émotions d'un grand nombre de jeunes gens et aussi leurs craintes concernant la politique de développement socialiste* » (4). Avec les jours qui passent, et l'émotion qui monte, les dirigeants jettent de plus en plus de lest. Le 20, la presse publie un télégramme de Svoboda, Dubcek, Cernik et Smrkovsky à la mère de Palach, dans lequel ils rendent hommage à « *l'amour pur et passionné de la patrie* » qui a inspiré son geste (5). Dans un appel télévisé, la veille, Cisar, en sa qualité de président du Conseil national tchèque, tout en mettant les étudiants en garde contre le chaos et l'anarchie, ajoute : « *Nous ferons tout pour créer les conditions de la convocation d'un congrès du parti* », formule ambiguë, mais qui peut passer pour une esquisse de concession aux revendications du Manifeste de Prague (6).

Concessions à l'évidence nécessaires. En lettres rouges, sur le socle de la statue de Wenceslas, des jeunes gens ont peint un slogan de combat : « *Mieux vaut mourir debout que de vivre à genoux...* 1939 : *Jan Opletal fusillé par les nazis* — 1969 : *Jan Palach* ». Le journal des jeunes, *Mlada Fronta*, invite à réaliser les revendications du « *Manifeste de Prague* » et ajoute : « *Il n'y a pas d'autre espoir que cette tragédie soit la dernière* » (7). La crise est ouvertement reconnue et dans une large mesure constamment aggravée par la succession d'appels au calme lancés par les diverses autorités, autant que par les mises en garde contre les « *groupes extrémistes* » lancées par les dirigeants slovaques. Les dirigeants de l'Union des étudiants sont invités par les autorités qui négocient avec eux l'organisation de funérailles solennelles. Elles auront lieu, le samedi 24 janvier, dans l'ordre et le calme, démonstration de la puissance du mouvement protestataire.

Le suicide de Jan Palach, en effet, a comme première conséquence le renforcement du front syndical constitué au lendemain de la grève des étudiants de novembre. Elle sera particulièrement évidente à travers les travaux du congrès constitutif des syndicats

(3) *Le Monde*, 19 janvier 1969.
(4) *Ibidem*.
(5) *Prace*, 20 janvier 1969.
(6) *L'Humanité*, 20 janvier 1969.
(7) *Mlada Fronta*, 21 janvier 1969.

de Bohême et de Moravie qui s'ouvre le 20. Le rapport présenté le premier jour par le président du comité préparatoire, Rudolf Pacovsky, est dépourvu de toute ambiguïté. Il insiste sur les conditions politiques : tenue rapide d'élections au conseil national tchèque, affirmation de la solidarité des ouvriers avec le « *front culturel* », avec les intellectuels et journalistes, dans la lutte pour la sauvegarde de la liberté d'expression, poursuite de la création des conseils ouvriers. Il affirme nettement que la classe ouvrière entend conserver la disposition du droit de grève, dont il admet qu'il ne doit être utilisé que dans les « *cas extrêmes* », mais qui demeure légitime, surtout si elle est à caractère politique, « *si le but de la grève est supérieur aux pertes qui pourraient en résulter* ».

La discussion du rapport révèle la force d'un courant protestataire incontestablement majoritaire et qui tend à se transformer en une véritable opposition politique. Vlastimil Toman, le leader des métallos, y attaque vivement Husak et « *ceux qui prétendent que des extrémistes de droite se cachent dans nos rangs* ». Parlant de l'attitude des syndicats vis-à-vis du parti, Toman déclare : « *Si le parti communiste jouit encore de notre absolue confiance, il est clair que nous n'avons pas l'intention de nous soumettre passivement à n'importe quelle décision, comme avant janvier* 1968. » Il réclame une information totale : « *Notre soutien ne saurait être inconditionnel... Nous sommes assez forts et assez lucides pour entendre la vérité, si dure soit-elle. Il est indispensable que nous sachions quelles sont les exactes limites à l'intérieur desquelles les gouvernements tchèque et slovaque peuvent manœuvrer.* »

C'est également le congrès des syndicats qui lance, pour le jour de l'enterrement de Palach, le mot d'ordre de grève générale de cinq minutes — suivi d'un arrêt total de toute vie dans toutes les grandes villes (8). La profondeur du mouvement, sa force résolue, qui s'exprime tant dans les manifestations que dans des milliers de résolutions, se traduit par la réapparition, dans les rues de Prague, des affiches manuscrites du mois d'août — moins les déclarations d'attachement inconditionnel à l'équipe Dubcek-Svoboda —, par l'attitude résolue de la presse, qui passe outre aux consignes de n'évoquer le suicide de Jan Palach qu' « *à travers les communiqués officiels du gouvernement et du parti* », par celle de la radio et de la télévision, qui invitent, comme aux plus beaux jours du printemps, les écrivains et journalistes les plus progressistes à s'exprimer devant les caméras en direct, par la présence enfin, aux funérailles de Palach des plus illustres des progressistes éliminés en septembre, Ota Sik, Goldstuecker, Frantisek Kriegel, Jiri Hajek et Zdenek Hejzlar (9).

A ce rendez-vous de l'Histoire, Alexandre Dubcek manque : le jour du suicide du jeune étudiant, il vient de prononcer au comité central un discours tout entier tendu précisément vers l'application de la « *normalisation* », la « *consolidation de l'unité du parti* », la

(8) *Prace*, 21-23 janvier ; *Le Monde*, 23 janvier 1969.
(9) *Le Monde*, 28 janvier 1969.

mise des organisations et moyens d'information de masse au service du rôle de direction politique du parti communiste. Pendant les quelques jours de tension aiguë qui précèdent l'enterrement de Jan Palach, il ne paraît ni en public ni devant les écrans de la télévision, ce qui alimente une fois de plus des rumeurs alarmistes. Le 24 au soir, il adresse au pays un message qui sera lu à la radio : il assure qu'il lui est « *particulièrement dur* » de n'être pas au côté des Tchèques, à la suite d'une grippe. Il demande évidemment « *d'éviter toute action incontrôlée et toute tentative de provocation des forces extrémistes* » (10).

En l'absence de Dubcek, c'est, une fois de plus, Cernik qui fait face. C'est lui, en particulier, qui tente, devant le congrès des syndicats, de défendre la politique de la direction et, une fois de plus, d'arracher la confiance. Il maintient les objectifs du Parti, ceux de la politique d'après janvier, et s'en prend également aux « *forces extrémistes* ». Pour lui, en effet, le programme du Parti est à défendre « *tel qu'il est exposé dans les résolutions du C.C. de novembre et décembre* », et les revendications avancées par les syndicats — convocation du congrès, application de la réforme économique, garanties constitutionnelles — figurent dans ce programme, d'où il découle qu'il n'est « *nullement nécessaire de les poser de façon dramatique, comme un ultimatum, ce qui est contraire à la politique de la direction du Parti* » (11).

En fait, il est possible de percevoir un certain désarroi au sein de l'équipe dirigeante : c'est par exemple Cisar, président du conseil national tchèque, qui, intervenant sur le thème du calme nécessaire, n'en affirme pas moins la nécessité, comme conditions et non comme conséquences d'une normalisation, de la tenue rapide d'élections régulières et de la convocation du congrès du P.C. tchèque. Quelques jours plus tard, dans un discours à la Chambre du peuple, il met l'accent sur la nécessité, dans les relations internationales, du « *respect mutuel, de l'égalité et de la non ingérence* », et s'adresse aux dirigeants en leur demandant d'avoir « *la volonté et la capacité de décider en toute indépendance de leur programme et de leur conduite politique* », car, ajoute-t-il, « *le peuple a maintenant, profondément ancrée, l'idée de liberté nationale et de souveraineté, et il est prêt à faire pour elle tous les sacrifices* » (12).

Il ne fait pas de doute que la pression des forces désormais organisées de la jeunesse et des syndicats se traduit, au niveau de la direction, par une certaine hésitation : certains — et Eugen Löbl le déclare sans ambages — pensent que le moment est venu de profiter du mouvement de masses pour arracher aux Russes un peu de liberté d'action, cependant que d'autres sont surtout conscients du danger d'une nouvelle intervention, précédée ou non de leur propre élimination par la force (13).

(10) Message de Dubcek à Radio-Prague, *Le Monde*, 26 janvier 1969.
(11) *Prace*, 22 janvier 1969.
(12) *Le Monde*, 2-3 février 1969.
(13) A.F.P., *Le Figaro*, 28 janvier 1969.

Que les contours d'une nouvelle épreuve de force se dessinent, c'est ce qui apparaît, sans contestation possible, dans la réaction — un peu retardée — de la presse russe qui, à propos de la mort de Jan Palach, met en cause « *les interventions provocatrices de la presse, de la radio et des agences d'information occidentales* ». *Sovietskaïa Rossia* du 21 janvier met en garde contre les « *lourdes conséquences* » de « *toute concession, sous une forme ou sous une autre, aux tendances nationalistes* » qui « *peuvent créer le danger d'une dégénérescence politique et sociale* » (14). Bientôt la contre-offensive s'organise en Tchécoslovaquie, non seulement autour des dirigeants slovaques, mais à l'intérieur même du P.C. tchèque. Les dirigeants slovaques ont vu dans le suicide de Jan Palach l'occasion de s'en prendre une fois de plus aux « *forces politiques extrémistes* ». Le général Pepich, ministre de l'intérieur de Slovaquie, déclare que « *si les forces extrémistes de droite n'ont pas la moindre perspective de s'emparer du pouvoir, elles ne peuvent poursuivre qu'un objectif : créer le chaos* ». Il affirme également détenir la preuve que « *les actions de ces derniers jours sont dirigées par un centre qui les coordonne et les développe* » (15). Mais c'est surtout en Bohême et Moravie qu'un durcissement est sensible. Face aux tentatives de mobilisation et de coordination entreprises par les dirigeants des syndicats ouvriers et étudiants et des unions d'intellectuels, il reste en effet aux dirigeants la ressource de l'appel aux milices ouvrières, cette garde prétorienne du régime, que les événements du mois d'août ont dressée contre l'intervention, mais qu'il n'existe pas d'espoir de gagner à un quelconque programme de démocratisation réelle qui mettrait fin à la position privilégiée de ses membres.

Réunis à Prague le 24, les représentants — les cadres — des milices adressent une lettre au comité central, pression en riposte à une autre pression. Ils s'y élèvent contre « *toutes les tentatives de discréditer Gustav Husak* », « *exigent... que le comité central et les communistes conscients prennent des mesures contre ceux des journalistes qui refusent de respecter l'auto-censure et ignorent les avertissements concernant leur attitude irresponsable et démagogique* ». Ils demandent enfin au comité central de « *ne pas accepter de compromis en unifiant le Parti sur la base des principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, et d'évincer les représentants des tendances droitières et opportunistes du Parti* » (16). Le texte est clair : l'appel aux « *communistes conscients* », les « *exigences* » présentées au comité central constituent des menaces non déguisées. On n'apprendra que le 28 janvier, trois jours après la manifestation silencieuse pour l'enterrement de Jan Palach, la teneur du discours prononcé devant les milices populaires par le chef d'orchestre de cette contre-offensive, le responsable du bureau du parti pour la Bohême et la Moravie, Lubomir Strougal.

(14) *Sovietskaïa Rossia*, 21 janvier 1969.
(15) *L'Humanité*, 27 février 1969, citant la *Pravda* slovaque du 26.
(16) *Le Monde*, 26-27 février 1969.

L'ancien ministre de l'intérieur de Novotny y trace en effet un programme, sur un ton fort différent de celui des dirigeants de l'Etat et du Parti, et sans ambiguïté sur le contenu. Pour lui, les « *tendances négatives* » et la « *tension permanente* » dans le pays ne résultent ni du hasard, ni des erreurs ou insuffisances de la politique du Parti et du gouvernement, mais bien des forces pro-capitalistes qui cherchent, selon lui, à « *créer une tête de pont politique et idéologique* ». Et il indique, du même coup, les directions dans lesquelles engager la bataille : le Parti, la presse, les syndicats : « *Il faut rétablir la cohésion du Parti, qui doit soutenir les forces saines et prendre ses distances à l'égard de ceux de ses membres qui désirent en fait saboter sa politique. On ne pourra surmonter la désorientation sans l'aide des journalistes communistes. Mais la bataille la plus importante, qui en aucun cas ne doit être perdue, nous attend dans les syndicats. Une lutte aussi âpre doit être menée au sein de la jeunesse.* »

Répondant aux revendications qui concernent la convocation — la « *poursuite* » — du XIV^e^ congrès, et celle du congrès constitutif du Parti communiste tchèque, Strougal oppose brutalement le veto de l'appareil et sa volonté de restaurer son emprise totale sur le Parti. Il ne s'agit plus, comme en septembre 1968, de contester le XIV^e^ congrès parce qu'il n'a pas été convoqué dans les formes ou parce qu'il y manquait des délégués slovaques. Cette fois — conformément à la thèse russe —, c'est le mandat même des délégués élus qui est mis en question : « *Les conférences de district et les conférences régionales se sont tenues,* dit-il, *dans une atmosphère marquée par le manifeste des* "Deux mille mots", *plate-forme anti-parti qui présente le conservatisme comme le danger numéro un.* » Il n'y aura pas de congrès, pas de désignation de délégués, avant que les « *courants sains* » aient renforcé leurs positions, avant que les « *extrémistes de droite* » aient été éliminés du Parti (17). L'appareil, par la bouche de Strougal, annonce ainsi sa détermination de restaurer intégralement l'ancien régime du Parti et son propre absolutisme : comme dans la Pologne de Gomulka, quelques années auparavant, comme dans la Russie stalinienne, on ne convoquera un « *congrès* » que lorsqu'on aura, par des méthodes policières de Parti et d'Etat, éliminé les adversaires de l'appareil, restauré « *l'unité* », et qu'on sera assuré d'avance que le congrès n'exprimera rien d'autre que ce que veulent les dirigeants de l'appareil, c'est-à-dire ce que dictent ceux de Moscou. Aux yeux de ces hommes, il ne saurait y avoir de « *parti communiste* » digne de ce nom dont la politique soit déterminée démocratiquement par ses militants.

Dès le lendemain des funérailles de Jan Palach, la contre-offensive se développe. Que, comme le prétend le journal yougoslave *Borba*, elle ait été précédée d'une lettre comminatoire des dirigeants du Kremlin, ou non, c'est finalement sans importance : de toute façon, c'est bien à leurs exigences que répond l'ensemble des mesures prises. Il est significatif que, cette fois, après l'appareil — son représentant non élu, imposé par le diktat, Lubomir Strou-

(17) *Rude Pravo*, 28 janvier, *Pravda*, 30 janvier 1969.

gal — ce soit le ministère de l'intérieur — c'est-à-dire la police de la sécurité d'Etat, comme au temps de Novotny — qui ait l'initiative. C'est sur son ordre que, dès le 27 janvier, la place Wenceslas est « *nettoyée* » des groupes de jeunes, des bougies, des affiches. C'est lui qui prend l'initiative de diffuser, sous forme de tract, une lettre attribuée à l'une des étudiantes qui ont imité le geste de Palach, et qui tente de discréditer les suicides par le feu en les présentant comme des assassinats déguisés et de véritables provocations. Le ministre de l'intérieur, Pelnar, donne une conférence de presse dans laquelle il dénonce l'existence en Tchécoslovaquie de « *groupes extrémistes armés* » et parle de situation « *extrêmement sérieuse* » (8). On annonce des sanctions contre plusieurs journalistes, dont six des plus populaires commentateurs de la radio et de la télévision, contre les rédacteurs de *Reporter*, Jiri Hochman et Jiri Ruml, contre plusieurs rédacteurs d'*Obrana Lidu* (19).

De son côté, la *Pravda* orchestre, accusant « *certains journalistes* » de « *maintenir artificiellement une atmosphère d'insécurité, un sentiment d'incertitude, de nervosité et de peur* ». Après le journal du P.C. hongrois, *Nepszabadsag*, la *Pravda* se préoccupe de la situation au sein des syndicats tchécoslovaques et précise : « *Le danger est désormais réel que l'ennemi puisse créer un centre légal de résistance dans les unions des syndicats* » (20). Au parlement fédéral, dans les deux nouvelles Chambres, celle « *du peuple* » et celle « *des nations* », les élections aux diverses fonctions du présidium permettent de mesurer le retour en force des conservateurs les plus résolus, la volonté de la droite de saper l'autorité des conciliateurs au gouvernement et de tout faire pour abattre l'opposition progressiste. C'est, en effet, sans aucun souci de cette « *discipline* » du parti qu'ils invoquent à tout moment, comme le leur fait remarquer Jan Stern dans *Prace*, que les députés conservateurs usent du secret du vote pour marquer défiance ou hostilité : il manque 85 voix à Smrkovsky et 111 à M^me^ Mikova, mais aussi 31 voix à Alexandre Dubcek, alors que les uns et les autres sont les « *candidats du Parti* », désignés par le présidium... Le commentaire de Stern, dans l'organe des syndicats, note avec amertume : « *Si des élections générales devaient avoir lieu en Tchécoslovaquie, des hommes politiques comme Smrkovsky, Dubcek et Mikova recevraient plus de 95 % des voix, tandis que ceux qui ont voté contre eux ne pourraient même pas compter sur les 5 % restants* » (21).

A la fin de janvier 1969, un an après l'élimination de Novotny de son poste de premier secrétaire, la situation est en effet, de ce point de vue, plus claire que jamais. La politique appliquée par la direction du Parti et celle du gouvernement vont contre le sentiment et la volonté de la majorité de la population, et en particulier des travailleurs, qui ont les moyens, notamment par

(18) *Le Monde*, 30 janvier 1969.
(19) *Le Monde*, 31 janvier 1969.
(20) *Pravda*, 30 janvier 1969.
(21) *Prace*, 1^er^ février 1969.

leurs syndicats, de l'exprimer clairement. Mais c'est cette politique qui s'applique, inexorablement, un pas après l'autre. L'écrasante majorité des militants du parti communiste ont manifesté et manifestent tous les jours leur hostilité aux dirigeants qui leur ont été imposés pendant des années, à ceux-là mêmes qu'ils avaient pensé éliminer définitivement au XIVe congrès, les hommes comme Lubomir Strougal ou le ministre Pelnar. Mais ce sont ces derniers qui les dirigent et leur refusent le droit de s'exprimer et de choisir leurs propres dirigeants. La réalité du stalinisme apparaît clairement et sans fard dans cette situation exceptionnelle ; le « *parti* » dont Alexandre Dubcek avait entrepris la « *démocratisation* », afin de lui donner, comme au socialisme, un « *visage humain* », n'est rien d'autre que la courroie de transmission des dirigeants de la bureaucratie qui règne à Moscou. Il n'est pas « *le parti de la classe ouvrière* », et son autorité ne lui vient que de la présence en Tchécoslovaquie de troupes russes d'occupation et d'une sécurité d'Etat réorganisée. Le « *visage moderne* », le « *programme attrayant* », dont Dubcek et ses compagnons avaient voulu le parer, apparaissent de plus en plus pour ce qu'ils sont : une couche de peinture vive, mais très vite écaillée sous les rafales de la réalité de la lutte des classes.

En fait, il est clair que l'intervention russe pour briser le raz-de-marée du « *printemps de Prague* » a atteint pour le moment son objectif essentiel, placer des hommes sûrs aux postes-clés. Strougal, ministre de l'intérieur et secrétaire du comité central au temps de Novotny, écarté du secrétariat par le plénum d'avril, est revenu en force, comme secrétaire du bureau pour le P.C. tchèque et membre de l'exécutif du présidium. Lenart, président du conseil et membre du présidium sous Novotny, rétrogradé comme suppléant en avril, est secrétaire du comité central et membre du présidium. Indra est toujours secrétaire du Comité central, de même que Bilak. La fédéralisation a fait des secrétaires des partis tchèque et slovaque, Husak et Strougal, les véritables patrons de l'appareil. Dubcek, lui, fournit la couverture et prononcera, jusqu'à nouvel ordre, les grands discours. Les agents de la Sécurité peuvent à nouveau en toute quiétude installer des micros pour écouter les conversations des opposants dans leur appartement, comme le prouve la découverte faite par Vaclav Havel et narrée par lui dans *Listy*. Dubcek et Cernik assistent à la réunion de la cellule du Parti au ministère de l'intérieur, le premier pour y affirmer « *l'importance d'un appareil de sécurité efficace* », et le second pour rappeler que « *la pierre de touche de l'attitude de chaque communiste à l'égard du Parti demeure son attitude vis-à-vis de l'U.R.S.S.* » (22).

Telle est la situation « *normale* » : les 80 délégués du XIVe congrès cooptés au sein d'un comité central pléthorique n'y peuvent rien changer ; les rêveries « *réformistes* » et « *progressistes* » sont en miettes. L'équipe dirigeante, en qui le monde avait incarné le

(22) *Le Monde*, 21 février 1969.

« *socialisme à visage humain* », a volé en éclats. En Suisse, Ota Sik développe l'idée suivant laquelle capitalisme et communisme constitueraient « *deux notions très abstraites* », et déclare qu'à son avis « *les pays dits communistes comme les pays capitalistes... vont finalement évoluer par des voies et sous des formes bien différentes vers de nouveaux systèmes économiques et sociaux qui se différencieront à l'avenir assez sensiblement des systèmes actuels* » (23). En considérant ainsi comme des « *notions abstraites* » les différences capitales entre les pays où la vie économique, sociale et politique est dominée par les monopoles impérialistes et ceux où la bourgeoisie a été expropriée et renversée, où les moyens de production lui ont été arrachés, l'ancien théoricien de la réforme économique se place dans le sillage de ceux qui, comme Djilas, partis d'une critique « *de droite* » du stalinisme, finissent par rallier le camp de la bourgeoisie. Pas plus que Dubcek à Prague, Ota Sik à Bâle ne parle plus des conseils ouvriers. Silence significatif : en refusant de poser la question de savoir quelle classe doit prendre en main la réforme de la planification, il se situe sur le terrain même de la bourgeoisie internationale, suivant le destin des technocrates qui refusent de poser le problème de la révolution politique et se prononcent, dans les faits, pour une évolution à la yougoslave, où la réforme économique a constitué le signal du début d'une colonisation par le capital international contre laquelle se prépare le soulèvement des travailleurs.

Mais le mouvement ouvrier tchécoslovaque, lui, n'a pas baissé les bras. La menace d'une grève générale des journalistes de la presse écrite et parlée a obligé le gouvernement et le présidium à renoncer aux sanctions prévues contre les journalistes comme Hochman, les commentateurs de la radio comme Kamila Muckova. *Mlada Fronta* et *Prace* continuent de tourner en dérision les conservateurs comme Vilem Novy (24). Les comités ouvriers de défense de la liberté de la presse continuent leur activité, et se sont fédérés, au cours d'une conférence tenue à Ostrava, d'où était partie l'initiative de leur constitution (25). Les travailleurs de l'entreprise d'imprimerie *Polygrafia* refusent d'imprimer une revue culturelle bulgare tant que l'organe du P.C. bulgare ne s'est pas excusé pour une caricature politique tournant en dérision le suicide de Jan Palach (26). Les syndicats des métallos tchèques et slovaques ont constitué une fédération tchécoslovaque et mis à sa tête Vlastimil Toman. Le présidium du conseil central des syndicats tchécoslovaques réclame la légalisation du droit de grève et la codification de ses modalités (27). Le vétéran Frantisek Vodslon s'en prend publiquement aux « *prétendus vieux communistes* » : il qualifie leurs formations de « *groupements anti-socialistes* », et affirme qu'ils « *sèment la discorde parmi les communistes, luttent*

(23) *Le Monde*, 28 janvier 1969.
(24) *Prace*, 22 février 1969.
(25) *Prace*, 4 février 1969.
(26) *Listy*, n° 6, 5 février 1969.
(27) *Prace*, 25 février 1969.

contre les réhabilitations par crainte d'être eux-mêmes compromis, désirent que la politique du Parti soit à nouveau basée sur le pouvoir et la terreur », et regrette « *la tolérance exagérée* » du gouvernement à leur égard (28). La revue *Sesity* publie de larges extraits de *La révolution trahie* de Trotsky. La bataille autour de la « *Loi sur l'entreprise socialiste* » pose le problème capital du pouvoir de l'appareil.

Le gouvernement et la direction du Parti tentent, tant bien que mal, de maintenir l'illusion sur leur volonté et leur capacité de « *réformes* », continuent à brandir le mot d'ordre du « *socialisme à visage humain* », s'efforcent de balancer également leurs condamnations des « *extrémistes de droite* » et des « *sectaires de gauche* ». En fait, leur marge de manœuvre s'amincit de plus en plus. Au début de février, ils ont, en épluchant les « *accords* » de Moscou, découvert que le texte ne prévoit aucune clause interdisant la tenue d'élections législatives dans un proche avenir. Leurs inconditionnels incorrigibles commencent à raconter — et la presse occidentale le répète — qu'à la suite de Cisar, Dubcek et Cernik envisagent d'utiliser la pression du mouvement de masses pour obtenir la tenue d'élections dont ils espèrent qu'elles renforceraient le nombre de leurs partisans dans les organismes de l'Etat. Assurés, dit-on, d'une majorité dans un comité central ulcéré des violations unilatérales répétées des accords par les Russes, ils tentent de se persuader qu'ils peuvent, par ce biais, remporter sur les Russes un succès spectaculaire — à condition, toutefois, que ces derniers consentent à se considérer comme prisonniers de la lettre des accords et à ne pas chercher à combler cette lacune. En fait, ils se dérobent devant le problème central du parti et de l'appareil, devant la nécessité d'organiser la classe, et rêvent d'une base parlementaire qui renforcerait leur position dans la lutte d'appareil : triste illustration de l'absence de perspectives réelles de la part d'hommes réduits à commenter des textes et entretenir en ceux qui leur ont fait confiance les pires illusions, alors que, en face d'eux, les vieux staliniens s'organisent, combinant le travail de fraction dans le cadre « *légal* » et l'action clandestine à l'extérieur, complétant, jour après jour, leur main-mise sur les organes décisifs de l'appareil de la sécurité d'Etat, en un mot, préparent consciemment l'affrontement inévitable.

La classe ouvrière tchécoslovaque et, au premier rang, sa jeunesse, ont démontré et démontrent encore la réalité de la lutte des classes, le rôle capital qu'elles sont appelées à jouer dans la la lutte pour la démocratie socialiste. Il reste que, se dégageant peu à peu des illusions entretenues par modernistes et libéraux qui, au dernier moment, ont fui leurs responsabilités et continuent à le faire en masquant la réalité de la restauration et la perspective de l'affrontement, elles n'ont pas su encore se donner, en même temps que les perspectives, l'organisation et la direction qui leur seront indispensables pour vaincre. Or il leur faut choisir : entre le geste désespéré de Jan Palach, clamant l'impuissance à transfor-

(28) *Le Monde*, 26 février 1969.

mer le monde, et la lutte consciente pour le transformer, qui passe par leur organisation politique indépendante, il n'est pas de troisième voie.

Jiri Hochman, à la fin de janvier, résume parfaitement le chantage auquel se livrent, avec des nuances, les hommes de l'équipe Dubcek : « *Les* "conséquences imprévisibles" — *cet argument ultime que les dirigeants tchécoslovaques opposent à toute revendication spontanée de la population — ne peuvent signifier qu'une intervention massive de la force armée, une sorte de* "seconde manche", *qui frapperait des dizaines et peut-être des centaines de milliers d'habitants.* » La solution consiste-t-elle, comme il le pense, en une démocratisation de la « *représentation politique* » — des élections — qui « *fera disparaître la principale source de désespoir et d'inquiétude et assainira l'atmosphère* » (29) ? Il est difficile de le penser, car les dirigeants du Kremlin ne sont pas près d'accepter une initiative de ce genre, et tout effort en ce sens aboutirait précisément à ces « *conséquences imprévisibles* », sans pour autant éclairer les tâches historiques du prolétariat tchèque. Ne reste-t-il alors que la devise de Jan Opletal et de tant d'autres avant lui : « *Mieux vaut mourir debout que vivre à genoux* » ? Le problème est bien plutôt de savoir comment vaincre dans un combat inéluctable — et, si la défaite ne pouvait être évitée, de savoir semer les germes d'une victoire à venir.

Les militants révolutionnaires tchécoslovaques, au sein de leurs organisations de masse, parti, unions, syndicats, comités de défense de la liberté de la presse, doivent aujourd'hui rechercher les mots d'ordre mobilisateurs, passant par les entreprises et les lieux de travail, qui permettent aux masses de comprendre clairement l'enjeu de la lutte, son caractère inéluctable et le rôle des conciliateurs qui les abusent et les désarment. Ils n'y parviendront qu'en se donnant une organisation — quelles qu'en soient, à cette étape, les formes et les modalités, la dimension et les moyens d'expression — qui soit susceptible d'établir un programme et de déterminer les mots d'ordre qui pourront entraîner la masse des travailleurs vers la révolution politique, le renversement de la bureaucratie, le pouvoir des conseils ouvriers. Cette lutte est certes difficile, et sa route semée d'embûches, mais il n'en est pas d'autre praticable, en dehors de l'aventure ou de la résignation. Elle ne garantit pas le succès, mais il n'est, en dehors d'elle, aucune possibilité de victoire demain ni après-demain, à Prague ou ailleurs. Bien plus, l'entrée de l'avant-garde tchécoslovaque dans la voie de l'organisation révolutionnaire indépendante constituerait un facteur capital de l'élévation de la lutte à un niveau supérieur de conscience, tant dans les pays capitalistes que dans les pays dits socialistes, et en particulier en Union Soviétique : car l'Internationale de demain aura à apprendre beaucoup d'une expérience qui ne peut être remplacée par aucune recette, aucun substitut ni aucun raccourci, celle de la construction d'un parti révolutionnaire dans un pays dominé par la bureaucratie.

(29) *Reporter* n° 4, 30 janvier 1969.

Chapitre XI

L'INTERNATIONALE

En 1956, déjà, c'était l'agitation des étudiants et des ouvriers polonais et la menace d'intervention des troupes russes qui avaient suscité la manifestation de solidarité des étudiants de Budapest, manifestation dont la répression est à l'origine de la grève générale, du soulèvement armé et de la lutte des conseils ouvriers hongrois. Les exemples polonais et hongrois, à leur tour, avaient suscité une agitation politique en Europe de l'Est, tant en U.R.S.S., où plusieurs groupes clandestins d'étudiants s'étaient organisés — parfois autour de responsables du Komsomol, comme le militant Zeliksson, de l'institut de technologie de Leningrad (1), qu'en Allemagne de l'Est, avec l'activité du groupe d'opposition communiste animé par Wolfgang Harich, et, nous l'avons vu, en Tchécoslovaquie. En 1968, le début de la révolution politique en Tchécoslovaquie tire une partie de son élan des grandes manifestations et de la grève des étudiants polonais du début mars, et il nourrit partiellement les manifestations et la grève des étudiants yougoslaves, ainsi que l'explosion de colère des ouvriers, à travers le congrès des syndicats, en juin.

Les souvenirs du « *printemps en Octobre* » ne sont pas effacés en Pologne par la « *normalisation* » sous la houlette de Gomulka. Dans les années 1963-1965, étudiants et lycéens traduisent leurs sentiments et leurs besoins par l'organisation de clubs politiques de discussion, le « *club des chercheurs de contradiction* », le « *club des bébés révisionnistes* », le « *club Babel* » (2). Dans cette activité critique, la génération des militants révolutionnaires d'avant-guerre, les trotskystes Badowski et Haas, rescapés des camps de concentration allemands puis russes, rejoint celle des enfants d'octobre 1956. Les animateurs de cette opposition de jeunes communistes sont de jeunes intellectuels, assistants d'histoire et de sociologie à l'Université de Varsovie, Karol Modzelewski et Jacek Kuron, les auteurs de la « *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais* » (3), qui constitue la première ébauche d'un programme de révolution politique anti-bureaucratique, depuis que Trotsky, dans le *Programme de transition* de la IV[e] Internationale, en avait défini le cadre et les directions principales. Les deux jeunes gens, d'abord

(1) *Komsomolskaïa Pravda*, 4 décembre 1956.
(2) *Combats étudiants dans le monde*, p. 207.
(3) Edité en France par Quatrième Internationale.

exclus du parti et de l'organisation des jeunes (4), sont arrêtés en mars 1965, puis jugés à huis clos et condamnés à plusieurs années de prison : ils chantent l'*Internationale* à l'annonce du verdict, contre lequel plusieurs centaines d'étudiants manifestent dans la rue (5). Leurs camarades ne les oublient pas : le 1er mai 1966, ils réussissent à tromper les miliciens et défilent devant la tribune officielle, au cours du défilé officiel, en réclamant leur libération (6). En octobre 1966, dixième anniversaire du « *printemps en Octobre* », les professeurs Kolakowski et Pomian, anciens dirigeants de la gauche communiste universitaire de 1956, sont exclus du parti ; un étudiant, Adam Michnik, est exclu de l'Université pour avoir organisé une manifestation pour la libération de Kuron et Modzelewski. Le 1er mai 1967, plusieurs centaines de jeunes réussissent à manifester, cette fois devant l'ambassade des Etats-Unis, mais toujours pour les deux détenus (7).

L'explosion de 1968 est provoquée par l'interdiction d'une pièce d'Adam Mickiewicz — un classique de la littérature nationale — *Les aïeux*, dont les tirades anti-tzaristes provoquent les applaudissements enthousiastes d'un public prompt à saisir les analogies. Michnik — encore lui — et son camarade Henryk Szlajfer, accusés d'avoir organisé, le 30 janvier, une manifestation contre l'interdiction, sont arrêtés (8). Nouvelle manifestation le 8 mars, à l'issue de laquelle Kuron et Modzelewski, libérés depuis quelques semaines, sont à nouveau arrêtés. Le 9 mars commencent les grèves avec occupation des facultés : celle de l'Institut polytechnique se prolongera pendant plusieurs semaines (9). Malgré de nombreuses violences policières, de nombreuses arrestations, malgré une sévère répression de toutes les manifestations de rue, les étudiants poursuivent la grève et manifestent, tant à Varsovie qu'à Wroclaw, Katowice, Cracovie. Contrairement à ce que clame la presse polonaise officielle, les étudiants ne sont pas seuls : de nombreux ouvriers manifestent avec eux, des délégations des usines leur apportent vivres, fruits de collectes et motions de solidarité. Plusieurs grèves ouvrières de solidarité sont brisées dans l'œuf, mais il y a plusieurs manifestations ouvrières contre les déclarations et accusations lancées contre les étudiants : à Nowa-Huta, où la police lance les chiens qui font une centaine de blessés, à Katowice, où 3 000 ouvriers manifestent contre les brutalités de la milice, à Cracovie, où ils désarment les miliciens après une bataille rangée, à Gdansk, dans les chantiers navals, à Wroclaw, dans l'industrie alimentaire (10).

Le programme des étudiants polonais est fort significatif : lutte contre la censure, dénonciation de toutes les pratiques courantes

(4) *Combats...*, p. 207.
(5) *Ibidem*, p. 208.
(6) A. Zara, J. Zygier, « Mars en Pologne », *Partisans* n° 44, oct.-nov. 1968, p. 54.
(7) *Ibidem*, p. 55.
(8) *Combats...*, p. 208.
(9) Zara, Lygier, *op. cit* p. 56.
(10) *Combats...*, p. 229.

qui violent la constitution, revendication de la liberté d'information et de discussion, du droit d'organisation en dehors des cadres bureaucratiques officiels, appel aux ouvriers pour un combat commun contre la bureaucratie et pour la démocratie socialiste. Mais l'appareil, épuré au lendemain des années 56-57, n'a pas les mêmes fissures qu'à Prague : il fait front et frappe durement. Des dizaines d'enseignants et de fonctionnaires sont révoqués, parfois sous le seul prétexte que leurs enfants ont manifesté ; les ouvriers grévistes sont licenciés ; des dizaines d'étudiants arrêtés et exclus de l'Université. A la fin de l'année et au début de 1969, de lourdes peines de prison frappent ceux qui sont tenus pour les responsables de cette agitation : Kuron et Modzelewski, bien sûr, mais aussi Michnik et Szlajfer, Gorecki, Irena Lasota, Doczgewant, Barbara Torunczyk. A partir du 21 août, le sort de la Tchécoslovaquie est là pour nourrir en Pologne les arguments des réalistes raisonnables ou des cyniques pessimistes.

Pourtant le lien est évident entre Belgrade et Varsovie. Dans cette Yougoslavie qui est la patrie du communisme « *libéral* », de l'application avancée d'une réforme économique basée sur les notions d'autonomie et de rentabilité des entreprises, de l' « *autogestion* » et de l'adaptation de l'économie par son insertion dans le marché mondial, en mars, plus de cinq mille étudiants de Belgrade signent une protestation contre la répression du mouvement étudiant en Pologne (11). Début juin, à la suite d'un incident avec la police et de violentes bagarres aux environs de la cité universitaire du Nouveau-Belgrade, les étudiants décident de manifester pour faire connaître leurs revendications : libération immédiate de tous les étudiants emprisonnés, révocation du chef de la police, retrait des forces de police de la Cité universitaire. C'est un cortège de 3 à 4 000 étudiants qui, le 4 juin, marche sur Belgrade et se heurte à des forces de police considérables ; le président du parlement et celui de la Ligue des communistes de Serbie entreprennent de parlementer avec eux, quand la police tire et charge : il y a plus de soixante blessés, dont les deux personnalités gouvernementales, et la bataille, très dure, se prolonge pendant plusieurs heures.

L'après-midi, plus de 10 000 étudiants se rassemblent dans la Cité du Nouveau-Belgrade et y désignent un Comité d'action, cependant que plusieurs centaines d'autres occupent, au cœur de Belgrade, la Faculté de philosophie et de sociologie. Des tracts sont distribués, reprenant les revendications de la veille et exigeant en outre la révocation des directeurs de journaux, de la radio et de la télévision, la convocation du parlement afin de résoudre les problèmes les plus urgents : celui de l'emploi des nouveaux diplômés de l'Université, et celui des « *grandes inégalités sociales* ». Le même jour, plusieurs milliers d'étudiants manifestent à Nis. A partir de l'Assemblée générale des professeurs et étudiants et des Comités d'action s'organise l'occupation de toutes les facultés.

(11) *Ibidem*, p. 255.

L'Université, rebaptisée « *Université rouge Karl Marx* », arbore de voyantes affiches : « *Etudiants, ouvriers, paysans, unissons-nous contre les bureaucrates* », « *Demain sans ceux qui hier ont vendu* », « *A bas la bourgeoisie rouge* », « *Montrez à un bureaucrate qu'il est un incapable, il vous montrera vite de quoi il est capable* », « *Plus d'écoles, moins d'autos* », « *Fraternité et égalité pour TOUT le peuple yougoslave* » (12).

La presse, quasi unanime dans la « *libérale* » Belgrade comme à Varsovie, se déchaîne contre les « *fils à papa* ». Le maire de Belgrade met en garde contre « *l'ennemi actif en ce moment à Belgrade* », proclame : « *Nous ne pouvons permettre de manifestations contre notre système.* ». Le Comité de la ville de la Ligue des communistes décide le contrôle de toutes les rues par la police en armes pour interdire toute manifestation, appelle les cellules à empêcher tout contact entre les étudiants et la population, recommande la formation dans les usines de milices ouvrières, destinées à protéger la propriété sociale contre les étudiants. Le 5 juin, la police commence à encercler les bâtiments universitaires, et *Borba* justifie d'avance la répression en écrivant : « *Si nous voulons que notre démocratie d'autogestion se développe normalement, nous devons la protéger par tous les moyens contre ceux qui voudraient imposer leur volonté par le désordre dans la rue* » (13). Les professeurs, dont de nombreux responsables communistes, interviennent auprès des étudiants pour souligner leur isolement, et offrent leurs bons offices pour faire triompher les revendications par le canal normal du parti. C'est alors que les étudiants rédigent un programme politique qui sera publié par *Student* : mesures pour « *réduire les grandes inégalités sociales dans notre communauté* », « *liquidation des privilèges* », action « *contre l'accumulation du capital privé* », nouveau plan d'économie « *sur la base du droit au travail pour tous* », garantie de l'emploi, interdiction des heures supplémentaires, « *destruction des forces bureaucratiques* » et « *création rapide de rapports d'autogestion dans toute la société* », « *démocratisation complète des moyens d'information* », réalisation des « *libertés et droits prévus dans la Constitution* », lutte contre « *la désintégration ou le détournement de la propriété sociale au profit de la propriété privée* », contre la spéculation sur les logements, etc. (14). Le Comité de l'Université de la Ligue des communistes yougoslaves fait sien ce programme et entre en négociations avec le Comité de la ville.

Pendant ce temps, les étudiants adressent aux travailleurs une lettre ouverte : « *Nous ne luttons pas pour nos propres intérêts matériels. Nous sommes indignés par les énormes différences économiques et sociales dans notre société. Nous ne voulons pas que la classe ouvrière soit sacrifiée au nom des réformes. Nous sommes pour l'autogestion, mais contre l'enrichissement de ceux qui sont*

(12) Source écrite privée.
(13) *Borba*, 5 juin 1968.
(14) *Student*, 8 juin 1968.

tributaires de la classe ouvrière et qui la contrôlent. Nous ne permettrons pas que l'on divise et que l'on oppose étudiants et ouvriers. Vos intérêts et les nôtres sont les mêmes, ils sont les intérêts mêmes du socialisme » (15). Le soir, plusieurs centaines de travailleurs prennent part à l'assemblée générale de la Faculté de philosophie et sociologie, et plusieurs d'entre eux y prennent la parole. La nouvelle que *Student* a été saisi par la police renforce les craintes de nombreux étudiants sur les négociations entreprises en leur nom par le Comité de la Ligue à l'Université. Aussi, le 6, l'assemblée générale repousse-t-elle les propositions de compromis qui lui sont présentées (16).

Le 9 juin, la crise est à son paroxysme. La presse réclame à cor et à cri de sévères châtiments. La police cerne les facultés, des incidents se produisent en plusieurs endroits, arrestations et bagarres. C'est alors que Tito prend la parole. Le président de la république yougoslave est le seul dirigeant d'un pays communiste qui jouisse d'un réel prestige personnel : chef de la résistance armée des partisans pendant la guerre, âme de la résistance nationale contre Staline à partir de 1948, chef national et patriarche, il sait que les étudiants ont manifesté derrière sa propre photographie — datant de 1943, il est vrai, celle de Tito partisan en uniforme tout simple. Sans désavouer les attaques lancées les derniers jours contre les agitateurs et les extrémistes qu'il faut combattre, sans revenir sur les homélies de la presse à propos du maintien de l'ordre, il assure que le programme d'action des étudiants constitue un défi adressé à la Ligue et au gouvernement d'avoir à passer des paroles aux actes : il appelle la Ligue à « *redresser et corriger ses erreurs* », à lutter pour la réalisation du programme des étudiants, et déclare que, pour sa part, il démissionnera si ce programme n'est pas réalisé. Aussitôt les étudiants sortent en force des facultés, exultant, et des cortèges de joie parcourent les rues vidées de toutes forces policières. En fait, le mouvement de masse est désamorcé. Quelques jours plus tard, Tito va déclarer qu'il n'y a pas de place à l'Université pour les professeurs extrémistes de la Faculté de philosophie et de sociologie. Le 20 juin, la Faculté, la seule où étudiants et enseignants n'aient pas accepté de rentrer dans l'ordre et aient poursuivi leurs travaux pour un programme révolutionnaire, est fermée par la police et le Comité de la Ligue exclu de la Ligue des Communistes. Parmi les exclus, l'ancien partisan Mihaïlo Markovic, professeur de philosophie, qui exposera au conseil de l'Université, le 13 juillet, les raison qu'il voit à la révolte étudiante : « *Les étudiants sont profondément remués par la situation économique dans notre pays, par le chômage grandissant, par l'écart croissant entre les riches, d'un côté, et ceux qui ne disposent même pas de conditions élémentaires d'existence, de l'autre. Ils sont troublés par l'apparition, dans notre pays, au cours des toutes dernières années, de certaines formes capitalistes : la formation d'usines pri-*

(15) Source écrite privée.
(16) *Idem.*

vées, de valeurs et de sociétés par actions, la proposition actuelle de bourse des valeurs. » (17) Durement attaqué par un membre du comité central, Oskar Davico, il répond dignement, posant les problèmes politiques et balayant calomnies et propositions d'autocritique.

La similitude est frappante, ici, entre les revendications ouvrières et étudiantes d'un pays à l'autre, et elle est mise encore plus en relief par les différences de contexte. En Yougoslavie, aucun des protestataires ne réclame une « *réforme économique* » qui est déjà appliquée dans la réalité et dont les conséquences constituent précisément l'une des causes essentielles du soulèvement étudiant. Protestation contre brutalités et illégalités commises par police et milice au nom du « *maintien de l'ordre* », contre la violation dans les faits de l'esprit comme de la lettre de la Constitution, dénonciation des mensonges et des calomnies lancés par presse, radio et télévision contre les étudiants et les opposants en général, dénonciation du fait que « *la classe ouvrière supporte le poids de la réforme économique* », et que cette dernière « *favorise les tentatives de rétablissement d'entreprises par actions et capitalistes* », appel à la « *liquidation des privilèges* », à la lutte contre la bureaucratie baptisée « *bourgeoisie rouge* », revendication d'une démocratie réelle, tels sont les thèmes des étudiants, dont on comprend qu'ils aient, malgré pressions et répression, rencontré dans les entreprises un réel écho. Le journal des syndicats, *Rad*, prend vis-à-vis des étudiants, la même attitude que *Prace* lors du printemps de Prague, s'abstient de les attaquer, et réclame l'étude des problèmes réels (18). Des ouvriers, en groupe ou individuellement, manifestent leur accord sous les formes les plus diverses. *Student* publie plusieurs témoignages, dont celui de Budimir Jelenkovic, ouvrier à l'usine Nis, de Zemun, et étudiant, membre du Comité d'action, sur les pressions exercées dans son usine par l'appareil et la résistance opposée par les travailleurs (19), celui d'un mineur de Lazarevac, et ceux de travailleurs de la construction des autoroutes (20).

L'intelligentsia, derrière nombre de professeurs et d'enseignants, se range souvent aux côtés des revendications étudiantes, plusieurs universitaires participant à la rédaction du programme et au travail des commissions d'études. La presse aux ordres dénonce les intellectuels de la revue *Praxis*, les jeunes de *Razlog*, de Zagreb, et les communistes exclus, Markovic, Veljko Korac, Ljubomir Tadic, sociologue de la bureaucratie, Gajo Petrovic, Mladen Caldarovic, critiques sévères tant de la bureaucratie que de la réforme économique, dénoncés comme « *inspirateurs* » des étudiants et véritables responsables des troubles. Au congrès des syndicats, les délégués de base donnent le signal d'une véritable rébellion en séance de commissions, après deux jours de débats mornes et

(17) *Politika*, 4 juillet 1968.
(18) Source écrite privée.
(19) *Student* cité par *Combats...*, p. 263.
(20) *Student*, 18 juin 1968.

rituels en séance plénière. L'un d'eux déclare à la commission des affaires économiques et sociales : « *Nous exigeons que le travail soit l'unique critère des salaires. Nous ne nous laisserons plus tromper par les bureaucrates. Nous ne permettrons plus que des privilégiés soient financés par le fruit de notre travail... Nous en avons assez.* » (21) D'autres dénoncent la répartition du revenu national, « *faite au détriment de la classe ouvrière et au profit de la bureaucratie* », la duperie que constitue le système de la « *rotation des cadres* », « *puisque ce sont toujours les mêmes qui sont au pouvoir* », la menace du chômage sans cesse grandissant, le fait que l'âge de la retraite ait été reculé. A la commission des affaires culturelles, un autre délégué s'écrie : « *Nous voulons des actes. De toute manière, ce congrès, nous le considérons comme celui de la création de nouveaux syndicats, et nous exigeons qu'il soit érigé en conférence permanente chargée de veiller sur les intérêts des ouvriers.* » (22)

Au vote — pour la première fois à bulletin secret — pour l'élection d'une liste unique de candidats au conseil central, il y a 261 abstentions sur 1.294 votants ; le président sortant — d'ailleurs réélu — n'obtient que 816 voix (23). C'est seulement l'invasion de la Tchécoslovaquie, au mois d'août, qui permettra au gouvernement de reprendre en main, pour un temps, les couches sociales mobilisées contre lui au mois de juin, en exploitant au bénéfice d'une nouvelle « *union sacree* » autour de lui la colère et les craintes provoquées en Yougoslavie par l'intervention russe. Le souci de l'ordre manifesté par les dirigeants n'empêche pas le rassemblement, malgré toutes les consignes, de plus de deux cents mille manifestants, le 22 août, à Belgrade, place Marx et Engels, dans une manifestation sans précédent contre l'agression du gouvernement russe. Depuis, et en dépit des efforts du gouvernement pour éliminer l'opposition politique au nom de la « *patrie en danger* », il semble que l'opposition révolutionnaire n'ait pas désarmé, et qu'elle résiste tant aux menaces qu'aux sollicitations...

Ainsi, dans la Pologne, où l'appareil, raidi dans un nationalisme verbal outrancier et un antisémitisme grossier, refuse toute « *libéralisation* » et distribue généreusement coups de matraque et années de prison, dans la Tchécoslovaquie, où certains dirigeants de l'appareil tentent désespérément de redorer un blason bien terni en donnant au parti et au régime « *visage humain* », dans la Yougoslavie dégagée des contraintes « *étouffantes* » de la planification bureaucratique et dont les théoriciens de la « *réforme économique* » célèbrent la « planification » de la France capitaliste et gaulliste comme un « *nouveau modèle* » de planification, étudiants et ouvriers posent les mêmes questions, émettent les mêmes revendications, marchent dans la même direction. Partout, ils luttent pour ce qu'ils considèrent comme le socialisme véri-

(21) *Le Monde*, 30 juin 1968.
(22) *Ibidem.*
(23) *Le Monde*, 2 juillet 1968.

table, le socialisme démocratique, débarrassé non de la planification et des conquêtes ouvrières, mais de la chape de plomb de la bureaucratie et de son cortège de privilèges, d'arbitraire et de mensonge. Sans un regard pour le passé capitaliste, les travailleurs dirigent contre la bureaucratie leurs revendications de classe et tendent la main vers le pouvoir. Ni les nostalgiques du stalinisme — les Novotny de tous pays —, ni les néo-conservateurs du type Moczar, Husak ou Rankovic, ni les libéraux aux cent visages, de Gomulka version 1956 à Tito ou Dubcek, ne peuvent plus longtemps les abuser. La direction de demain se forme dans les luttes d'aujourd'hui, s'incarne en des militants que ni répression ni séduction ne peuvent briser. Malgré la censure, malgré les mensonges de la presse, les expériences politiques passent désormais d'un pays à l'autre et sont méditées, réfléchies, assimilées : elles préparent pour demain des luttes plus lucides, plus conscientes, organisées.

Le désarroi de la bureaucratie éclate au grand jour : désaccords entre gouvernements pendant les mois du printemps de Prague, désaccords, vraisemblablement importants, au sommet même du parti russe, se sont traduits par d'invraisemblables zigzags, des hésitations, coupées d'initiatives brutales. L'intervention constitue la tentative désespérée de conjurer un risque politique par une amputation qui menace pourtant de contaminer l'ensemble du corps. C'est en dépit des dangereuses conséquences, incontestablement prévues, que l'intervention a été décidée et exécutée. Ces contradictions représentent en effet une contradiction fondamentale, l'impasse de la bureaucratie. Employer la force brutale, réprimer tout mouvement, c'est comprimer jusqu'à une inévitable explosion. « *Libéraliser* », c'est laisser se développer les idées qui nourriront la protestation, l'opposition, et finalement la révolution politique. Refuser carrément d'entrer dans la voie des « *réformes économiques* » de type Liberman-Sik, c'est s'exposer à bref délai à une explosion du type Hongrie 1956 ou à la lente dégradation qui a ouvert à Prague crise de l'appareil et explosion du printemps. Entrer dans la voie des « *réformes* » et libéraliser l'économie, c'est recréer la situation yougoslave de 1968 sans le prestige d'un Tito — unique de son espèce — et courir des risques infiniment plus grands.

Depuis 1956, par vagues successives, les poussées de la révolution politique dans les pays vassaux viennent battre le bastion bureaucratique, l'Union soviétique. Aucune de ces poussées ne saurait effectivement aboutir tant que la bureaucratie n'est pas frappée au cœur, à Moscou même et dans les cités industrielles d'Union soviétique. Mais chacune rapproche précisément ce moment, en précisant les voies et les moyens, et en ébranlant l'édifice. Brejnev et ses complices ont eu beau freiner la déstalinisation déclenchée par leur ex-compère Khrouchtchev, aussi conscient qu'eux des risques courus, ils n'en sont pas moins incapables d'arrêter la marche de l'Histoire qui s'exprime, en particulier, dans le courage affirmé tous les jours par les opposants ouverts. La

véritable déstalinisation se poursuit en profondeur, dans les instituts d'Histoire où les Alexandre Snegov et Piotr Iakir — le petit-fils du maréchal fusillé en 1938 — retrouvent les analyses faites par Trotsky et l'opposition de gauche sur le caractère contre-révolutionnaire de la politique stalinienne pavant pour Hitler la route du pouvoir en Allemagne, désorganisant l'Armée rouge par le massacre de ses cadres et le désarmement — dans tous les sens du mot — à la veille de l'attaque nazie de 1941. Elle se poursuit à travers la circulation clandestine de centaines de manuscrits, des poèmes et chansons des jeunes au traité de mille pages sur la genèse et les caractères du stalinisme rédigé par l'historien Medvédiev. Elle se poursuit à travers l'action menée au grand jour par la première opposition politique organisée depuis plus de trente ans, celle du vieux-bolchévik Kostérine, exclu le 17 octobre 1968 et clamant sa foi dans le bolchevisme (24), celle de son ami Piotr Grigorenko, prononçant sur sa tombe le premier discours politique public d'une opposition révolutionnaire à la bureaucratie depuis celui de Christian Racovski sur la tombe de Joffé, en décembre 1927... (25) Elle se trempe à travers les militants condamnés pour avoir organisé des « *cercles marxistes illégaux* », dont témoigne Martchenko (26), pour vagabondage, comme Martchenko lui-même, ou pour « *entrave à la circulation* », comme Larissa Daniel et Pavel Litvinov.

Demain, après-demain, une brèche s'ouvrira au sommet de la pyramide bureaucratique, divisé face à des options également mortelles. Et dans cette brèche s'engouffreront des dizaines de millions d'hommes, avec toutes les richesses du mouvement ouvrier révolutionnaire russe, ses intellectuels et sa classe ouvrière moderne et instruite, sa jeunesse ardente, son passé révolutionnaire, son expérience historique et son acquis théorique. C'est cette révolution qui mûrit aujourd'hui, et qui libèrera d'un coup, dans un nouveau « *printemps des peuples* », les travailleurs des pays vassaux de la bureaucratie. Elle redonnera à Octobre 1917 son visage et son sens, la lutte mondiale pour la destruction du capitalisme et pour le socialisme véritable.

(24) *Le Monde*, 5 novembre 1968.
(25) *Le Monde*, 16 novembre 1968.
(26) A. Martchenko, « Sur les camps de concentration en U.R.S.S. », *L'Express*, 30 septembre - 6 octobre 1968.

CONCLUSION

Il y a un peu plus de trente ans, dans les dernières pages de son œuvre maîtresse, *La révolution trahie*, Trotsky avait tracé les lignes de la crise finale de la bureaucratie qui a commencé à se dérouler sous nos yeux :

« *La révolution que la bureaucratie prépare contre elle-même ne sera pas sociale comme celle d'Octobre* 1917 : *il ne s'agira pas de changer les bases économiques de la société, de remplacer une forme de propriété par une autre. L'histoire a connu, outre les révolutions sociales qui ont substitué le régime bourgeois à la féodalité, des révolutions politiques qui, sans toucher aux fondements économiques de la société, renversaient les vieilles formations dirigeantes* (1830 *et* 1848 *en France, février* 1917 *en Russie*). *La subversion de la caste bureaucratique aura naturellement de profondes conséquences sociales ; mais elle se maintiendra dans les cadres d'une transformation politique... Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle. L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale véritable sont les conditions nécessaires du développement du pays. Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le parti bolchévique, et la renaissance des syndicats y sont impliquées. La démocratie entraînera dans l'économie la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs. La libre discussion des questions économiques diminuera les frais généraux imposés par les erreurs et les zigzags de la bureaucratie. Les entreprises somptuaires, Palais des Soviets, théâtres nouveaux, métros construits pour l'épate feront place à des habitations ouvrières. Les* « normes bourgeoises de répartition » *seront ramenées d'abord aux proportions que commande la stricte nécessité, pour reculer, au fur et à mesure de l'accroissement de la richesse sociale, devant l'égalité socialiste. Les grades seront immédiatement abolis, les décorations remisées aux accessoires. La jeunesse pourra respirer librement, critiquer, se tromper et mûrir. La science et l'art secoueront leurs chaînes. La politique étrangère renouera avec la tradition de l'internationalisme révolutionnaire.* » (1)

(1) *La révolution trahie*, dans *De la révolution*, Ed. de Minuit, p. 639.

Depuis 1953 — date de la mort de Staline, dont Trotsky avait écrit qu'elle serait suivie de peu par la démolition de ses statues géantes — a commencé « *la révolution que la bureaucratie prépare contre elle-même* » dans ses efforts pour sortir de ses contradictions : l'insurrection de Berlin-Est et la grève de Vorkhouta en 1953, l'Octobre polonais et hongrois de 1956, le printemps tchécoslovaque de 1968 en constituent les premières étapes. Avec les nuances propres à chaque pays, les circonstances, particulières, les hommes, forcément différents, la *révolution politique* se déroule dans le sens prévu par Trotsky sur la base de son analyse des contradictions de la bureaucratie et du rôle révolutionnaire de la classe ouvrière. Trotsky, parce qu'il était, non le prophète dépeint par Isaac Deutscher, mais le militant armé de la pensée et de la méthode marxistes et de l'expérience d'un demi-siècle de luttes révolutionnaires, avait fait le premier l'analyse que font aujourd'hui — avec ou sans l'aide de ses écrits — d'autres militants qui, face aux mêmes contradictions, dégagent les mêmes perspectives. Dans aucun des pays où gronde la révolution politique, il n'a été question — contrairement à ce qu'affirment les avocats conscients ou non du stalinisme — de « *changer les bases économiques de la société* ». Ainsi que l'écrit fort justement le militant communiste français Pierre Daix : « *Si la bureaucratie novotnyenne n'a pas su construire le socialisme, elle a conservé les fondements sociaux, l'appropriation nationale des moyens de production qui permet de le construire. Elle a beaucoup dilapidé le patrimoine, mais n'a pas touché aux titres de sa propriété.* » (2)

Comme on l'a, espérons-le, compris à la lecture de ce travail, aujourd'hui, trente ans après la première analyse de la révolution politique, la jeune génération ouvrière et étudiante, entraînant derrière elle de larges masses et ressuscitant de vieux militants battus mais non vaincus par le stalinisme, est entrée dans la lutte contre la bureaucratie sur les mots d'ordre même indiqués par Trotsky, démocratie socialiste, droit de critique, liberté électorale et des partis socialistes, indépendance des syndicats, libre discussion des questions économiques, liberté de la science et de l'art, droit de la jeunesse à respirer librement, internationalisme révolutionnaire. Et ceci concerne les communistes, les militants ouvriers du monde entier, français compris.

Pierre Daix, que l'élan enthousiaste de la révolution politique en Tchécoslovaquie transporte tout au long de son *Journal de Prague*, est sans doute l'un des premiers à l'avoir écrit. Il note dans sa conclusion : « *La crise ouverte est de la même ampleur que celle qui fut ouverte en* 1914, *quand les partis socialistes de la IIe Internationale renièrent aussi leurs principes et l'internationalisme prolétarien pour entrer dans la guerre impérialiste aux côtés de leurs Etats respectifs.* » Il ajoute : « *A l'époque, Lénine et sa fraction bolchevique, seuls opposants, n'étaient pas si importants dans le mouvement général que l'est aujourd'hui le parti*

(2) Daix, *op. cit* p. 268.

tchécoslovaque et ils étaient bien plus isolés. » (3) A ses yeux, « *le stalinisme est un système clos sur lui-même. Il isole le Parti et crée les conditions de sa dégénérescence. Il isole les éléments les plus avancés, révolutionnaires, dans le prolétariat, du reste de la classe... Il isole le pays lui-même, soit au nom de la construction du socialisme dans un seul pays, soit au nom du camp socialiste. Isolationnisme idéologique, mais aussi directement policier, isolationnisme qui entraîne la coercition, la violence, et en même temps indissolublement le double langage, puisque cet isolationnisme et ce fixisme de la révolution est présenté comme son devenir et son expansion* » (4). Ce militant du P.C.F., convaincu de la nécessité de conduire la lutte contre le stalinisme, fait siennes les conclusions de la revue du P.C. autrichien, *Tagebuch* : « *Le combat pour triompher pratiquement du stalinisme est perdu d'avance quand il se déroule à l'intérieur des structures élaborées par le stalinisme lui-même et dans le cadre strict du Parti, sans chercher ses bases dans les grandes masses du peuple. Il n'est pas perdu parce que la masse des adhérents du Parti s'y opposerait, mais parce que les forces qui règnent sur le Parti — non seulement celles de sa direction, mais bien plus encore, hors de sa direction, celles de l'appareil de sécurité allongeant ses dizaines de milliers de tentacules — dans de telles conditions, demeurent toujours les plus fortes.* » (5) Brisant — et nous savons à quel point cette rupture peut être douloureuse — le lien privilégié qui relie tout militant du P.C.F. à la bureaucratie du Kremlin, il a le courage d'écrire : « *Pour le grand peuple soviétique, premier à avoir tenté de construire le socialisme, qui, par l'immensité de ses sacrifices, brisa Hitler, voilà que le socialisme est à retrouver, à regagner.* » (6)

Affirmations correctes, affirmations précieuses même, mais néanmoins insuffisantes pour répondre aux questions angoissées que se posent en Tchécoslovaquie bien des militants communistes sur l'attitude de la classe ouvrière française, des militants du P.C.F., enfin des dirigeants de ce parti, qu'ils avaient cru à leurs côtés et dont ils découvrent un peu plus tous les jours qu'ils sont, en réalité, les complices agissants de la contre-révolution bureaucratique, jusque dans les précautions oratoires et les distances qu'ils ont tenté de marquer vis-à-vis de l'intervention militaire. Or des hommes comme Pierre Daix doivent des réponses, et pas seulement aux communistes tchécoslovaques : ils les doivent — les mêmes — aux militants français, aux plus anciens qui ont vécu l'emprise stalinienne totale sur la classe, comme aux plus jeunes, qui prétendent la rejeter par des injures — le « *crapules staliniennes* » bien connu — et dont certains reviennent des années en arrière, aux balbutiements du mouvement ouvrier hésitant encore entre Marx et Bakounine. Pierre Daix, qui a commencé à

(3) *Ibidem*, pp. 280 - 281.
(4) *Ibidem*, pp. 158 - 159.
(5) *Ibidem*, p. 240.
(6) *Ibidem*, p. 282.

dire la vérité, doit la dire tout entière. La vérité, plus que jamais, est révolutionnaire.

Or la vérité est que le P.C.F. est demeuré un parti stalinien. Il l'est parce que les hommes qui le dirigent aujourd'hui ont été, sans une seule exception, sélectionnés, formés, éduqués dans le sérail de l'appareil stalinien, sous la poigne d'une direction bureaucratique et « *à l'ombre de l'appareil de sécurité allongeant ses tentacules* ». Parlant, à propos de *L'Aveu* d'Artur London, de l'assassinat à Bruxelles en 1944 du Tchécoslovaque Fried, ancien envoyé de l'Internationale auprès du P.C.F., Louis Aragon vient d'écrire qu' « *on l'a tué, dans son appartement, dit-ON, sans même l'interroger, d'emblée* », et précise : « *Il semble que l'interrogatoire de Desider Fried ait été laissé aux bons soins des services de sécurité tchécoslovaques, sous l'inspiration ou non de l'appareil Béria.* » (7) En d'autres termes, des tueurs de la Guépéou — et non de la « *sécurité tchécoslovaque* », qui n'existait pas plus à cette époque que la Tchécoslovaquie et son Etat lui-même — ont tué en Belgique occupée — et sans procès — un dirigeant communiste. Ces hommes étaient dirigés par Béria, c'est-à-dire le chef de la Guépéou désigné par Staline. En 1944 comme dix ans avant, comme vingt ans après, les hommes de la *Guépéou de Staline*, les « *dizaines de milliers de tentacules de l'appareil de sécurité* », comme dit Daix, ne s'allongeaient pas seulement à l'intérieur des partis au pouvoir, mais dans les partis même éloignés de l'Union soviétique, dans les partis clandestins ou légaux. Pierre Daix n'écrit pas le contraire, mais il ne l'écrit pas expressément non plus : au cœur de chaque P.C. se trouve l'appareil de sécurité de Moscou, étendant ses tentacules sur la direction comme sur l'appareil, au cœur du P.C.F. aussi. Et, précisément, ce parti, comme tout parti stalinien, est entièrement dominé par son appareil, qui décide de tout et ne laisse au militant que le droit d'exécuter les décisions prises en dehors de lui... et de grogner dans sa cellule. Il faut, pour aller jusqu'au bout de la vérité indivisible, que des hommes comme Daix admettent que le P.C. français est de même nature que le P.C. tchécoslovaque, et que ce qu'il écrit de l'autre est valable pour l'un.

La vérité est aussi que bien des hommes qui, dans le P.C.F., depuis le 21 août et parfois bien avant, condamnent les dirigeants russes, ne songent pas à revenir vers Lénine et à redevenir des combattants de la lutte des classes, mais bien plutôt à se réconcilier simplement avec leur propre bourgeoisie, et que, jetant l'enfant avec l'eau sale de la baignoire, ils enterrent la révolution dans le caveau du stalinisme. La vérité est que les authentiques « *protestataires* » dans le P.C.F. — ceux qui ont ressenti durement en mai son isolement par rapport à la jeunesse, sa dégénérescence dans la liquidation de la grève générale — ont perdu le combat avant de l'avoir entamé parce qu'ils jouent le jeu même qui leur est imposé par les bureaucrates, « *le combat à l'intérieur des struc-*

(7) Louis Aragon, « Avez-vous lu *l'Aveu ?* », *Les Lettres Françaises*, n° 1271, 19 - 25 février 1969.

tures élaborées par le stalinisme lui-même ». La vérité est que les dirigeants du P.C.F. n'ont pas fait preuve d'« *indépendance* » en « *réprouvant* » l'intervention militaire pour en approuver quelques jours plus tard les conséquences, les « *accords* » de Moscou, mais qu'ils ont simplement voulu retarder, et réussi à retarder l'inévitable crise sur leur gauche à l'ordre du jour depuis que les dirigeants communistes de la C.G.T. ont échangé la grève générale contre le plat de lentilles empoisonnées des « *élections générales* ». La vérité est qu'en gardant le contact avec sa bourgeoisie et son « *lien* » avec Moscou, le P.C.F. ne cesse pas d'être un parti stalinien.

Pourtant, bien des militants du P.C.F. sont prêts aujourd'hui à lutter concrètement contre le stalinisme qui pèse sur chacun des gestes de leur vie militante, de leurs rapports avec la classe et en particulier la jeunesse. Nombreux sont ceux qui ont saisi, au moins confusément, ce qu'avait signifié « *l'épaisseur du silence américain pendant les 90 jours de menaces et de pressions ininterrompues de l'U.R.S.S. contre la Tchécoslovaquie* » (8), et la complicité de Brejnev et Johnson contre la révolution sous toutes ses formes, y compris au Vietnam, où l'intervention russe à Prague fournit une couverture à l'agression américaine. Nombreux sont les militants du P.C.F. qui pressentent aujourd'hui que l'isolement de la jeunesse, auquel leurs dirigeants travaillent aussi activement que ceux de la bourgeoisie, n'est que la condition préalable d'une offensive générale qui frappera leur classe et toutes ses organisations. Nombreux sont ceux qui cherchent aujourd'hui à tâtons les voies et les moyens d'organiser la résistance et le front unique de classe qui en serait l'épine dorsale. Oui, camarade Daix, « *il en va des hommes comme de l'Etat* », et d'anciens staliniens peuvent, en France demain comme en Tchécoslovaquie aujourd'hui, « *se réactiver comme communistes* » (9).

Pour répondre aux questions que posent aujourd'hui les militants, en Tchécoslovaquie comme en France, il ne suffit pas de déstaliniser l'histoire, celle de l'Union soviétique ou de la Tchécoslovaquie, bien que ce soit indispensable. Il faut analyser et combattre le stalinisme dans son propre pays. Il faut montrer du doigt le stalinisme en action, en France, et Thorez à la Libération, et Georges Marchais et Séguy en mai 1968, et Waldeck Rochet en juin, et la bataille de l'*Humanité* pour la participation aux « *élections Faure* », et les pesantes colonnes consacrées, dans la presse du P.C.F., à la « *voie parlementaire vers le socialisme* » et à la « *lutte pour la démocratie avancée* ». C'est en engageant en France la bataille de classe contre leur ennemi de classe, la bourgeoisie française que les bureaucrates protègent, que les communistes français se débarrasseront de leurs Novotny et de leurs Mamula et aussi de leurs Husak et de leurs Strougal. C'est en se souvenant aussi que Lénine n'a vaincu en 1917 que parce que, dès 1914, il avait non seulement reconnu la faillite des partis et de

(8) Daix, *op. cit.* p. 271.
(9) *Ibidem*, pp. 268-269.

l'Internationale — ce que Pierre Daix fait aujourd'hui —, mais commencé concrètement la lutte pour la reconstruction de nouveaux partis et de la nouvelle Internationale — ce que Daix ne fait ni ne dit, mais que lui-même ou d'autres diront et feront demain. Car le *Journal de Prague*, avec ses limites, constitue une prise de conscience précieuse et exemplaire : elle est le premier bourgeon français de notre printemps de Prague à tous, l'espoir que bientôt, la classe ouvrière française pourra cesser, comme elle le fait aujourd'hui, de « *payer en tant que classe le prix du stalinisme* » (10)...

(10) *Ibidem*, pp. 186 - 187.

POST-SCRIPTUM

Le manuscrit de cet essai a été remis le 9 mars 1969. D'importants événements se sont déroulés depuis : manifestations anti-russes du 28 mars, entraînant des foules dans les rues de toutes les grandes villes, menaces du Kremlin et mission de M. Semionov et du maréchal Gretchko, blâme du présidium à Josef Smrkovsky, accusé par la *Pravda* d'avoir été dans les rangs des manifestants, nouvelle suspension de la revue *Politika*, censure préalable imposée à *Listy* et à *Reporter*, condamnation par l'exécutif du Parti de la déclaration de l'Union des journalistes, et, demain, sans doute, d'autres mesures, blâmes, révocations, inculpations peut-être.

Ces événements ne rendent nécessaires aucune modification de notre texte, aucun changement dans notre analyse et nos conclusions. Nos lecteurs savent bien que le problème n'est pas celui des actes de « vandalisme » commis dans les bureaux de l'Aeroflot ou ailleurs, mais celui de l'intervention contre-révolutionnaire de gouvernements se réclamant du « socialisme ». Ils savent bien qu'il s'agit de la résistance des travailleurs tchécoslovaques et de la jeunesse de ce pays, de leur lutte pour la liberté d'expression et d'organisation, de leur combat contre la bureaucratie. Les rédacteurs de *Listy*, hebdomadaire de l'Union des écrivains, de *Reporter*, de l'Union des journalistes, de *Politika*, revue du Comité central et expression politique de la ligne du XIV[e] congrès, n'ont appelé à aucune « violence », n'ont commis aucun acte de « vandalisme » : ils ont simplement maintenu fermement leurs exigences politiques, le droit des travailleurs à l'information et à la vérité, leur revendication de démocratie socialiste. Ces hommes, plus que tous les autres, étaient capables d'empêcher les violences aveugles sans perspectives, de protéger les travailleurs contre les provocations policières, et ils l'ont fait dans la mesure de leurs moyens. Mais ils sont frappés parce qu'ils expriment cette révolution politique que les dirigeants de la bureaucratie russe sont décidés à étrangler, quels qu'en soient les conséquences et le prix.

Nous nous contenterons de noter que de nombreux commentateurs d'Europe occidentale continuent de présenter les événements de Prague comme si Alexandre Dubcek et ses compagnons continuaient de lutter pied à pied contre l'emprise russe, et comme si, dans ce « combat », ils jouissaient de la confiance de la population. Il est en effet possible que la présence à la direction de Dubcek au cours des prochaines semaines empêche que s'abattent les « *conséquences imprévisibles* » dont dirigeants russes et tchécoslovaques brandissent la menace depuis le 27 août. Un historien de l'occupation allemande en France écrit en conclusion de son récit de la destruction du Vieux Port de Marseille : « *On peut penser que les occupants acceptaient assez volontiers de réduire leurs exigences, pourvu que les Français règlent le problème à leur place, effectuant leurs basses besognes en empêchant les réactions trop dangereuses de la population* » (1). Tout indique que c'est en effet de cette façon que se pose aujourd'hui le problème des rapports entre Dubcek et les gouvernants du Kremlin, et que les travailleurs tchécoslovaques en ont parfaitement conscience.

Le mythe de Dubcek, son compromis avec la bureaucratie sous le titre de « socialisme à visage humain », ne constituent plus aujourd'hui à Prague un véritable écran entre les travailleurs et les perspectives de la révolution politique. Mais il peut encore servir les bureaucrates, aussi bien en Union Soviétique, contre la révolution politique, que dans les pays capitalistes occidentaux, contre la révolution socialiste — notamment en entretenant l'illusion, parmi les travailleurs de l'Est comme parmi ceux de l'Ouest, que la bureaucratie serait apte à se réformer elle-même. Et ceci rendait notre travail encore plus nécessaire.

9 avril 1969.

(1) Delarue, *Trafics et crimes sous l'occupation*, p. 271.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

BACILEK Karol (né en 1896)

Slovaque, serrurier, social-démocrate, au P.C.T. en 1921 ; carrière d'apparatchik dans la fraction stalinienne de Gottwald ; secrétaire pour la Slovaquie en 1930. En U.R.S.S. pendant la guerre, deux séjours clandestins en Slovaquie. Membre du C.C. en 1949, **« œil de Prague »** en Slovaquie, joue un rôle important dans l'élimination de Husak et des autres dirigeants communistes condamnés pour **« nationalisme bourgeois »**. Membre du bureau politique en 1951, ministre du contrôle d'Etat en 51-52, remplace Kopriva à la sécurité d'Etat en 52 et parachève les préparatifs du procès Slansky. Vice-président en 53, puis passe aux fonctions de premier secrétaire du P.C. slovaque. Relevé de ses fonctions **« sur sa demande »** en 63 et remplacé par Dubcek. En 1968, fait des déclarations tendant à minimiser son rôle dans les procès et à en rejeter la responsabilité sur les **« conseillers »** russes.

BARAK Rudolf (né en 1915)

D'origine ouvrière, participe à la résistance clandestine et entre au P.C.T. sous l'occupation. « Referent » (enquêteur) de la Sécurité de 45 à 48, occupe ensuite différentes fonctions dans l'appareil d'Etat. Suppléant du C.C. en 52, commence une foudroyante ascension : à 38 ans, en 53, vice-président et ministre de l'intérieur et de la sécurité réunis, en 54 membre du présidium. En 56, chargé de la commission des réhabilitations, dénonce les **« violations de la légalité »** après la révocation de Slansky et demande le **« réexamen »** de son procès. En 59, semble se poser en candidat **« libéral »** à la succession de Novotny dont il aurait dénoncé à Khrouchtchev les positions maoïstes. En juin 61, remplacé à l'Intérieur par Strougal. Objet d'une enquête serrée, à laquelle Novotny prend personnellement part, il est arrêté fin janvier 62, et Novotny le traite dans un discours d' **« aventurier politique qui nourrissait des ambitions carriéristes en vue de s'emparer du pouvoir en Tchécoslovaquie »**. Jugé à huis clos par le tribunal militaire de Prague, condamné à 15 ans de prison pour **« malversations, trafic de devises »**, etc., sa condamnation est suspendue en mai 68 sur appel du procureur général, et il est remis en liberté pendant la nouvelle instruction de son affaire.

BILAK Vassil (né en 1917)

Ruthène né en Slovaquie, fils de tailleur, études primaires. Participe en 1944 au soulèvement en Slovaquie, blessé. Au P.C. en 1945, dans l'appareil en 1950, connaît une promotion rapide après l'élimination des **« nationalistes slovaques »**, Husak, Novomesky, etc. ; au C.C. du P.C. slovaque en 1954, secrétaire régional en 1956. De 58 à 62, commissaire à l'éducation et à la culture en Slovaquie, membre du présidium du P.C. slovaque en 1963.

Remplace Dubcek comme **« premier secrétaire »** du P.C. slovaque en janvier 1968, entre au présidium ; dès la mi-mars, critique les **« excès »** de la démocratisation. Se prononce pour la participation à la conférence de Varsovie et se présente comme le chef de file des partisans des **« concessions »** à l'Union Soviétique. Semble avoir été l'un des hommes sur qui devait être bâti le gouvernement fantoche. Eliminé par le XIV[e] congrès et par le congrès du P.C. slovaque. Remplacé par Husak comme premier secrétaire du P.C.S. Maintenu au poste de secrétaire du P.C.T. depuis le 31 août 1968.

BORUVKA Josef (né en 1912)

Tchèque, paysan, militant du P.C. dans les années 30. Président d'une coopérative agricole et membre obscur du comité central. Entre au présidium en janvier 1968 : un cas unique, puisqu'il n'est pas apparatchik.

Dès avant le mois de mars, se fait, avec Smrkovsky, l'un des champions de la démocratisation et prend avec lui l'initiative de la campagne contre Novotny. Auteur de la formule : **« Le parti s'est fermé par son appareil »**. Quitte le présidium en mars pour devenir ministre de l'agriculture.

Condamne l'intervention, est réélu par le XIV[e] congrès. Perd son portefeuille à l'occasion des remaniements dus à la **« fédéralisation »**.

CERNIK Oldrich (né en 1921)

Morave, fils de mineur, métallo jusqu'en 1949. Membre du P.C.T. en 1945, dans l'appareil à partir de 1949, président du comité régional de Moravie-nord en 1954, membre du secrétariat du P.C.T. en 1956, du C.C. en 1958. Remplacé au secrétariat par Dubcek en 1960, devient ministre de l'énergie et du pétrole. Acquiert par correspondance un diplôme d'ingénieur entre 59 et 64. Vice-président du conseil et chef de la commission du plan en septembre 1963. Membre du présidium en juin 1966. Membre de l'opposition contre Novotny en fin 67 et son candidat au poste de premier secrétaire le 4 janvier 68 (on lui préfère Dubcek) ; après janvier, membre de la fraction du « centre » avec Dubcek. Président du conseil en avril 1968. Tient tête en juin aux exigences des conservateurs dans l'affaire des **« Deux mille mots »**.

Arrêté par les forces de sécurité russe le 21 août et transféré en U.R.S.S. Participe aux « négociations » de Moscou, réinstallé

dans toutes ses fonctions à son retour, incarne une politique centriste énergique.

CHUDIK Michal (né en 1914)

Slovaque, participe à l'insurrection de 1944, entre dans l'appareil, secrétaire de région en 1946 et membre du C.C. slovaque ; 1958, C.C. du P.C.T. ; président du conseil national slovaque en 1963, membre du présidium du P.C.T. en 1964. Soutient Novotny en décembre 1967 ; démissionné de ses fonctions par le conseil national slovaque ; écarté du présidium en avril 1968.

CISAR Cestmir (né en 1920)

Morave, études supérieures, docteur en philosophie, participe à la Résistance et entre dans l'appareil du P.C. en 1945, occupe diverses responsabilités à Prague puis à Pilsen, où il réprime l'agitation des ouvriers de Skoda en 1957. Directeur de **Rude Pravo,** puis ministre de la Culture, limogé en 1965 par Novotny qui lui reproche son **« manque de fermeté »** vis-à-vis des étudiants. Ambassadeur à Sofia. Rappelé en mars 1968, chargé de la commission culture-éducation du P.C. à la place de Hendrych, secrétaire du C.C. en avril 68, après avoir été le **« candidat des étudiants »** à la présidence de la république. Cible de la presse russe qui l'accuse de **« révisionnisme ».**

Arrêté le 21 août par les Russes, réélu par le XIV[e] congrès où il ne participe pas. S'évade et s'adresse à la population par la radio clandestine. Démissionné de ses fonctions de secrétaire lors de la **« normalisation »,** demeure président du conseil national tchèque.

COLOTKA Petr (né en 1925)

Slovaque, études juridiques à Bratislava, professeur de droit en 1964. Membre du P.C., au C.C. en 1966.

Fait figure de libéral dans le parti slovaque et entretient de bons rapports avec les intellectuels. Vice-président du conseil en avril 1968.

Elu au présidium par le XIV[e] congrès clandestin.

Elu président de l'Assemblée nationale en remplacement de Smrkovsky après l'introduction de la nouvelle constitution fédérale.

DAVID Vaclav (né en 1910)

Etudes secondaires ; J.C. en 1930, P.C.T. en 1935 ; clandestin pendant l'occupation, membre du C.C. illégal en 44, du C.C. à partir de 1946 ; président de l'assemblée nationale de 1948 à 54 ; secrétaire du C.C. de 51 à 53, ministre des affaires étrangères jusqu'en avril 1968 ; anime la résistance des vieux staliniens et prend, après l'intervention, l'initiative de réunions organisées en présence d'officiers russes pour attaquer les dirigeants du P.C.T.

DOLANSKY Jaromir (né en 1895)

Docteur en droit, membre du parti de Masaryk jusqu'en 1918, puis du parti social-démocrate, du P.C.T. en 1921. Membre de la direction « droitière » écartée en 1929 par la fraction stalinienne de Gottwald et Slansky. Dirigeant du présidium clandestin en 1939, arrêté en tentant de gagner l'U.R.S.S. et déporté à Oranienburg puis Sachsenhausen jusqu'en 1945. Occupe différents postes dans l'Etat et le Parti jusqu'en 1963, où il cesse d'être vice-président et conserve seulement ses fonctions au présidium. Se prononce contre Novotny en décembre 1967, démissionne du présidium en avril 1968, et demeure membre du comité central.

DUBCEK Alexandre (né en 1921)

Slovaque, fils d'un menuisier longtemps émigré aux E.U. et qui se fixe en U.R.S.S. en 1925. Fait ses études en Union soviétique, rentre en Slovaquie en 1938 et travaille comme mécanicien. Membre du P.C. en 1939, passe dans la clandestinité. Partisan, deux fois blessé en 1944. Retourne à l'usine en 45 jusqu'en 1949. Entre dans l'appareil en 1950, secrétaire de région en 1953, élève de l'école supérieure du P.C.U.S. à Moscou de 55 à 58. Secrétaire du C.C. en 1960, suppléant du présidium en décembre 62, premier secrétaire du parti slovaque et membre du présidium du P.C.T. en avril 63. Violemment attaqué par Novotny lors du plénum d'octobre 1967, participe à la coalition contre lui ; élu premier secrétaire en remplacement de Novotny le 4 janvier en tant que candidat de « compromis » acceptable par tous.

Premier secrétaire du P.C.T., formule un programme de **« démocratisation »** à partir de la mi-mars 1968. Devenu le symbole de la **« démocratie socialiste »**, subit les pressions des dirigeants russes qui lui reprochent, après la conférence de Cierna, de ne pas tenir ses engagements.

Arrêté le 21 août, transféré en U.R.S.S. et conduit à la table de **« négociations »**. Signe les accords de Moscou et tente d'appliquer la politique de **« normalisation »**.

FIERLINGER Zdenek (né en 1891)

Intellectuel, prisonnier de guerre en Russie pendant la première guerre, organise, avec l'aide de la mission militaire française et des autorités russes, la Légion Tchèque, pour laquelle il est envoyé en mission aux Etats-Unis. Colonel, chef de la mission militaire tchécoslovaque à Paris en 1918. Diplomate, adhère en 1924 au parti social-démocrate. Ministre de Tchécoslovaquie à Moscou en 1937. Emigré en occident en 1940, représente le gouvernement Benes en exil à Moscou à partir de 1941. Président du gouvernement installé en 1945 après la défaite allemande, puis, à partir de 1946, vice-président sous Gottwald. Soupçonné dans son propre parti d'être un agent russe, il est écarté de la présidence du parti en 1947. Collabore avec le P.C. pour la prise du pouvoir en 48 et redevient président du parti social-démocrate dont il organise la

fusion avec le P.C. Occupe jusqu'en 1964 d'importantes fonctions gouvernementales et préside à partir de 1964 la Société des amitiés soviéto-tchécoslovaques. Très critiqué au cours du printemps de Prague, se prononce contre la reconstitution du parti social-démocrate et, avec beaucoup de prudence, pour la ligne Dubcek.

GOLDSTUECKER Edouard (né en 1913)

Etudiant en philosophie, adhère au P.C.T. en 1936 et devient, à la veille de la guerre, pendant la période du Front populaire, le président de l'organisation étudiante **Kostufra**. Emigré à l'ouest pendant la guerre, soutient une thèse sur Kafka, et sert dans la diplomatie, notamment comme chargé d'affaires en Israël.

Arrêté en 1949 comme **« sioniste »**, est condamné à cinq ans de prison pour espionnage en 1950. Réintégré au parti dans les années 1960, professeur puis vice-recteur de l'Université Charles à Prague, se consacre essentiellement à la **« réhabilitation »** de l'œuvre de Kafka. **« Protestataire »** dans l'Union des écrivains, joue le rôle du **« conciliateur »** lors du conflit avec les étudiants, mais refuse la présidence de l'Union des écrivains lors de la persécution de cette dernière sous Novotny. Elu président de l'Union des écrivains en janvier 1968, se fait l'avocat de la réconciliation entre le Parti et la société. Cible des attaques des conservateurs antisémites, qualifié de **« sioniste »**, etc. Condamne le manifeste des **« Deux mille mots »**. Elu au comité central par le XIV[e] congrès clandestin, menacé de figurer, avec Kriegel, dans un procès contre les **« sionistes »**, est nommé attaché culturel à Londres. Séjourne à Prague en janvier 1968 et assiste aux funérailles de Jan Palach.

GOTTWALD Klement (1896-1953)

D'origine ouvrière, membre du P.C.T. dès sa fondation, chef de file de la fraction stalinienne installée à la direction en 1929, secrétaire général de 1929 à 1945. En U.R.S.S. pendant la guerre. Président du P.C. en 1945, freine le mouvement révolutionnaire et expose la **« voie tchèque vers le socialisme »**. Chef du gouvernement de 46 à 48, président de la république de 48 à sa mort. Sa **« ligne »** avait été condamnée avec éclat lors du procès Slansky, qui lui avait été imposé par Staline.

HAJEK Jiri (né en 1913)

Tchèque, études de droit à Prague, militant du parti social-démocrate. Déporté en Allemagne de 39 à 45, rallie le P.C. lors de l'unification de 48, devient membre du C.C. Doyen de la Faculté des relations internationales de 54 à 55, ambassadeur à Londres de 54 à 58, vice-ministre des affaires étrangères de 58 à 62, délégué à l'O.N.U. de 62 à 66, ministre de l'éducation nationale en 1967, des affaires étrangères en avril 1968.

En Yougoslavie au moment de l'invasion, se rend à New York pour représenter son gouvernement à l'assemblée générale de l'O.N.U. Vivement attaqué par la presse russe, il est démissionné

en septembre de son poste ministériel et reprend un poste d'enseignant.

HEJZLAR Zdenek

Tchèque, militant des J.C. avant-guerre, déporté à Mauthausen de 39 à 45. Président de l'Union de la jeunesse en 1948. Révoqué en 1949 pour « trotskysme », interdit de séjour à Prague, exerce diverses professions, dont celle de mineur à Ostrava. Arrêté et condamné en 1961 dans l'affaire dite **« des intellectuels pro-yougoslaves »**, libéré en 1966. Politiquement réhabilité le 25 avril 1968, réintégré au P.C. et nommé directeur de la radio le 26 juillet.

Elu au comité central et au présidium par le XIV[e] congrès. Non coopté lors de la normalisation, **« mis en congé »**, puis remplacé à la tête de la radio. A l'étranger selon certaines rumeurs, revient à Prague pour assister aux funérailles de Jan Palach.

HENDRYCH Jiri (né en 1913)

Tchèque, études de lettres à Prague, membre de la J.C. en 1913, du P.C. en 1934, déporté à Mauthausen de 41 à 45, dans l'appareil du secrétariat du C.C. en 45, au C.C. en 46, membre du bureau d'organisation en 51. Secrétaire de région de 51 à 55, secrétaire du C.C. en 54, membre du présidium en 58 et chargé de la commission idéologique. En cette qualité, dirige les attaques contre les intellectuels en 67. Au présidium, après novembre 67, prend parti contre Novotny.

Demeure membre du présidium et responsable idéologique jusqu'en mars 68, où il démissionne en faisant une autocritique.

HUSAK Gustave (né en 1913)

Slovaque, fait des études de droit, adhère au P.C. clandestin et devient commissaire à l'intérieur en Slovaquie. Président du conseil des **« commissaires de Slovaquie »** jusqu'en 1950, membre du C.C. du P.C. tchécoslovaque et du présidium du P.C. slovaque jusqu'en 1951. En février 1951, arrêté pour **« menées nationalistes bourgeoises »**, condamné à la prison perpétuelle. Novotny s'opposant à sa réhabilitation, il n'est libéré qu'en 1960 et réadmis au P.C. et au C.C. qu'en 1963. Il est au comité central l'un des adversaires les plus résolus de Novotny.

Attaque Novotny au plénum de mai 68 pour obtenir son exclusion, mais commence à prendre ses distances vis-à-vis de la démocratisation.

Le 21 août 1968, laissé libre de ses mouvements, parle à Radio-Prague en faveur de **« prises de contacts »**. Fait partie de la délégation envoyée aux négociations de Moscou. Au retour, c'est lui qui donne le signal de la lutte pour la non-reconnaissance du XIV[e] congrès clandestin qui l'a élu au présidium. Remplace Bilak à la tête du P.C. slovaque. Chef de file des **« réalistes raisonnables »**, attaque vivement la presse, puis Smrkovsky et les syndicats.

INDRA Aloïs (né en 1921)

Fils de paysans slovaques, dont la carrière est mal connue ; membre de l'appareil, secrétaire du Parti en Moravie, puis ministre des transports.

Il entre au présidium à la suite du plénum de janvier et devient secrétaire du Parti au plénum d'avril : de là, il dirige les attaques contre la presse et développe le thème des **« influences occidentales »** dans la démocratisation, en particulier au lendemain de la publication des **« Deux mille mots »**. Battu dans deux conférences, comme délégué au XIV[e] congrès, il réussit à se faire élire dans une troisième.

Homme de confiance du Kremlin dans la préparation de l'intervention militaire, il tente vainement de former un **« gouvernement ouvrier et paysan »** et est condamné comme collaborateur et éliminé de toute fonction par le XIV[e] congrès. Il se rend à Moscou avec le président Svoboda et, atteint d'une **« crise cardiaque »**, y prolonge son séjour de plusieurs semaines.

Demeure secrétaire du Parti.

KALANDRA Zavis (1902-1950)

Etudiant en histoire, membre du groupe surréaliste tchèque et ami personnel de Paul Eluard, adhère au Parti en 1924. Exclu du P.C. en 1936 pour avoir pris position contre les procès de Moscou tout en se prononçant pour la **« défense de l'U.R.S.S. »**, se rallie aux positions défendues par Trotsky, et milite pour la IV[e] Internationale. Déporté à Mauthausen de 39 à 45. Professeur d'histoire en 1945, auteur de remarquables travaux sur les guerres hussites, milite à l'intérieur du Parti social-démocrate, où il s'efforce d'animer une tendance révolutionnaire. Arrêté en 1949 sous l'inculpation de **« complot »** impérialiste, il est jugé avec une responsable du **« parti socialiste national »**, de Bénès, M[me] Horakova, condamné à mort et pendu. Eluard avait refusé de le défendre.

KOLDER Drahomir (né en 1925)

Morave, mineur jusqu'à 18 ans, entre dans la résistance. Au P.C.T. en 1945, membre de l'appareil dans les J.C. en 46, puis dans le P.C. Membre du C.C. en 58, membre suppléant, puis titulaire du présidium en 61. Responsable en 62 de la commission des réhabilitations. Secrétaire du Parti en 66. Prend parti contre Novotny à la fin 67.

Maintenu au présidium et au secrétariat après le remaniement d'avril 1968, fait figure d'opposant à la **« démocratisation »**. Eliminé de la délégation de la région de Moravie du Nord pour le XIV[e] congrès.

Semble avoir été l'un des collaborateurs attendus par les Russes le 21 août, ce qu'il dément le 22, après échec. Ecarté du secrétariat et du présidium le 31 août, affecté dans un poste diplomatique à Sofia.

KRIEGEL Frantisek (né en 1908)

Tchèque d'origine juive, membre des J.C. en 1924, puis du P.C., médecin. Combattant des Brigades internationales en Espagne 36-38, interné en France, fait la guerre 39-45 dans une unité tchécoslovaque de l'ouest. Membre du C.C. en 45, vice-ministre de la santé, révoqué en 1952, dirige un service hospitalier. Envoyé en 1960 à Cuba comme conseiller technique de la santé publique Revenu à Prague en 1965, membre du C.C., prend position contre Novotny.

Au présidium en mai 68, président du Front national **« rénové »**, approuve les intentions des auteurs des **« Deux mille mots »**.

Arrêté le 21 août, transféré à Moscou, y aurait été torturé et destiné à figurer dans un grand procès contre les **« sionistes »**. Démissionné en septembre du présidium et de la présidence du F.N. L'un des quatre députés à voter contre les **« accords »** de Moscou. Accusé par la presse russe de **« complot révisionniste »** en décembre. Assiste aux funérailles de Jan Palach.

LASTOVICKA Bohuslav (né en 1905)

Journaliste, membre des J.C. en 1930, du P.C.T. en 1931 ; rédacteur à **Rude Pravo** en 34-35, secrétaire régional en 35-37, puis commandant de batterie dans les Brigades internationales en Espagne 37-38 ; de 39 à 45 en Angleterre ; en 46, membre du C.C. ; membre du présidium de 1963 à avril 1968 ; soutient Novotny en décembre 1967 ; disparaît de la vie publique et reparaît après l'intervention ; élu président de la commission des affaires étrangères en février 1969.

LENART Josef (né en 1923)

Slovaque, ouvrier chez Bata, puis garçon de laboratoire. Au P.C. clandestin en 43, dans l'appareil en 45, secrétaire de région en 46. Travaille à la **« section industrielle »** du C.C., puis est directeur d'usine de 50 à 52 ; vice-ministre de l'industrie légère en 52-53 ; élève de l'école supérieure du P.C.U.S. à Moscou de 53 à 56. En 1956, secrétaire de région ; en 1962, président du conseil national slovaque, membre du présidium ; en décembre 1962, président du conseil. Soutient Novotny au plénum de janvier 1968. Propose la candidature de Dubcek lorsque son remplacement est décidé, après l'échec de sa propre candidature.

Demeure président du conseil jusqu'en mai où il est remplacé par Cernik ; rétrogradé comme suppléant au présidium, chargé des relations internationales, puis de l'idéologie. Le 21 août, demeure libre de ses mouvements : candidat des Russes pour le **« gouvernement ouvrier et paysan »**, éliminé par le XIV[e] congrès.

Secrétaire du Parti et membre de l'exécutif du présidium à partir de septembre 68 ; aurait été prévu pour la présidence de l'assemblée nationale, finalement donnée à Colotka.

MAMULA Miroslav (né en 1921)

Diplômé d'école technique en 1940, travaille comme technicien aux aciéries de Trinec dans la région d'Ostrava. Au P.C. en 45, permanent dans l'usine jusqu'en octobre 47. Travaille ensuite au secrétariat régional, dirigeant la **« section industrielle »**. Passe une année à l'école du Parti. Nommé fonctionnaire auprès du C.C. en 1952, y dirige la **« section économique »** de 52 à 60. Nommé en avril 1960 chef de la 8e section, « Etat-Administration », ayant compétence pour la défense et la sécurité, mais qui l'aura pour les tribunaux et la magistrature, puis pour les syndicats en 1961, les milices populaires en 1963. Docteur en droit en 1964.

Aurait joué un rôle capital dans la préparation du putsch novotnyste en décembre 1967. Révoqué de toute fonction dans l'appareil le 16 janvier 1968, travaille comme employé dans l'usine Letnany.

MLYNAR Zdenek (né en 1930)

Tchèque, professeur de droit constitutionnel et politologue. Membre du P.C. en 1948. Membre de l'académie des sciences, et du C.C. en 1966, prend part aux tentatives pour combattre la ligne protestataire de **Literarni Noviny**. A la fin de 1966, il prend la tête à l'académie d'une équipe de recherches pour déterminer les réformes politiques souhaitables comme corollaires de la réforme économique. En 1967, refuse à la section idéologique d'intervenir comme « expert » au congrès des écrivains sur le discours de Vaculik. Dès février 1968, se prononce dans **Rude Pravo** pour de profondes réformes du système politique. Membre du brain-trust de Dubcek, serait le rédacteur de nombre de ses discours et de la partie politique du Programme d'action. Secrétaire du C.C. en avril. Après l'intervention russe, laissé libre de ses mouvements, aurait abusé les Russes pour se rendre à Moscou et informer Dubcek de la situation réelle. Au retour, se prononce pour une attitude réaliste et semble être « l'homme qui monte ». Se fait mettre en congé après les seconds accords de Moscou ; démissionne du secrétariat en novembre et retourne à l'académie. Selon certains, son départ aurait été exigé par les Russes à cause de son attitude en août ; selon d'autres, il aurait été éliminé, à leur demande, comme **« sioniste »**, parce que fils d'une mère juive.

NOVOTNY Antonin (né en 1904)

Tchèque, serrurier, au P.C. à 17 ans. Très tôt dans l'appareil, délégué en 35 au VIIe congrès du Komintern. Responsable du P.C. clandestin à Prague en 39, arrêté en 41, déporté à Mauthausen, où son comportement fera l'objet d'accusations graves. Secrétaire régional à Prague en 45, un des organisateurs de Février 48. Au C.C. en 49, secrétaire à l'organisation en septembre 51, au lendemain de l'élimination de Slansky. Au bureau politique en 52, vice-président en 53, premier secrétaire en mars 53, président de la république en 1957, cumule les deux fonctions jusqu'en janvier

68. Tente un coup de force en décembre 67, mais est finalement mis en minorité au C.C. et démissionne du secrétariat.

Fait campagne parmi les ouvriers, à partir de février 68, contre les nouveaux dirigeants, mais compromis par l'affaire Sejna. Refuse longtemps de démissionner, est finalement contraint d'abandonner la présidence le 22 mars. Refuse en mai de démissionner de lui-même du C.C. ; exclu du C.C. et suspendu du parti au plénum de juin. Semble depuis s'être tenu à l'écart de toute activité.

PAVEL Josef (né en 1898)

Tchèque, ouvrier, membre du P.C. dans les années 20. Combattant dans les Brigades internationales en Espagne en 36-38, commandant notamment le bataillon Tchapaïev ; officier dans une unité tchécoslovaque de l'armée russe pendant la guerre. Chef des milices populaires en février 48, vice-ministre de l'intérieur chargé de la sécurité d'Etat de janvier 49 à avril 50. Arrêté au début 51, condamné à 20 ans de réclusion. Libéré en octobre 55.

Ministre de l'intérieur en avril 68, ne peut que commencer l'épuration de ses services.

Echappe à l'arrestation le 21 août 68 et passe dans la clandestinité. Démissionné début septembre.

PELIKAN Jiri (né en 1925)

Tchèque, docteur en philosophie, organisateur des J.C. en 45, remplace Hejzlar à leur tête en 49. Directeur de la télévision en 1951.

Elu en mai 68 président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Met la télévision au service des réseaux clandestins le 21 août. Cible des attaques russes, **« en congé »**, puis remplacé et nommé dans les services diplomatiques. Revient à Prague pour les funérailles de Jan Palach.

PILLER Jan (né en 1923)

Tchèque, fils d'ouvriers. Au P.C. clandestin, dans l'appareil en 45, secrétaire à Pilsen en 48. Chef de département au C.C. en 52. Membre du C.C. en 62

Au présidium en janvier 68 ; désigné comme secrétaire intérimaire après l'arrestation de Dubcek et après avoir empêché la **« reconnaissance »** du XIV[e] congrès par le C.C. Eliminé par le XIV[e] congrès.

Membre du présidium à nouveau.

RIGO Emile (né en 1927)

Tzigane de Slovaquie, technicien de la métallurgie, diplômé de l'école du P.C.T. Membre du C.C. en 66.

Au présidium en janvier 68. Eliminé par le XIV[e] congrès, démissionne.

SAMALIK Frantisek (né en 1923)

Après avoir exercé divers métiers, dont celui de tourneur, devient secrétaire du parti à Blansko, puis rédacteur à **Prace** et à **Nova Mysl.** Thèse de sociologie du droit ; en 1960, professeur de sociologie du droit et de sciences politiques à l'Université Charles. Auteur de plusieurs ouvrages scientifiques. Délégué au XIV[e] congrès pour la région de Prague.

Après le 21 août, membre du comité de rédaction de **Reporter** et principal collaborateur de **Politika,** un des intellectuels communistes les plus audacieux dans la critique et l'analyse marxiste de la bureaucratie.

SEJNA Jan (né en 1927)

Ouvrier agricole, études primaires. Engagé dans l'armée en 1950, membre du P.C. Avancement rapide : lieutenant en 1953, suppléant du C.C. et député à l'Assemblée nationale en 1956. Lié aux milieux d'artistes et de cinéma, ami intime du fils de Novotny. Nommé major-général le 4 octobre 1967, sur proposition du général Lomsky et de Mamula, de la 8[e] section, et contre l'avis du général Prchlik. Secrétaire de la cellule du parti du ministère de la défense. Organisateur de la tentative de putsch de décembre 1967. Sous le coup d'une enquête, s'enfuit le 25 février 1968, demande et obtient asile politique aux Etats-Unis.

SIK Ota (né en 1919)

Tchèque, étudiant quand il adhère au P.C. avant-guerre. Déporté à Mauthausen de 40 à 45. Professeur d'économie politique en 57 et membre du C.C. ; membre du « brain-trust » de Novotny, père de la « réforme économique ». Fougueux adversaire de Novotny.

Nommé vice-président du conseil en avril 68. Cible des attaques des Russes et des novotnyens.

En Yougoslavie en août 68, se fixe à Bâle où il enseigne l'économie. Se rend à Prague pour les funérailles de Jan Palach. A son retour, fait une déclaration sur les évolutions « convergentes » des systèmes capitaliste et socialiste.

SILHAN Venek (né en 1927)

Tchèque, ouvrier spécialisé, adhère au P.C.T. en 45 et entreprend des études d'économie politique. Maître de conférences, complète sa formation à Leningrad, devient directeur de l'Institut de recherches d'économie appliquée auprès de la Haute école de commerce à Prague.

Membre de l'aile progressiste du P.C. à Prague, élu au comité de ville et à son présidium avec B. Simon par la conférence régionale de juillet.

Convoque le 21 août le XIV[e] congrès dont il est l'un des organisateurs, et qui l'élit au C.C. au présidium et premier secrétaire

par intérim. Dément avoir revendiqué la « **neutralité** » de la Tchécoslovaquie. Cible des attaques russes.

Non coopté, ni au C.C. ni au présidium.

SIMON Bohumil (né en 1923)

Economiste, membre de l'appareil, il est, en 1967, chef de la section « **économique** » du comité central. Il est choisi comme chef de file par l'équipe d'intellectuels « **progressistes** » de Prague et remplace en avril, après un vote à bulletin secret, le conservateur Martin Vaculik comme secrétaire du comité de ville de Prague. Il devient alors suppléant du C.C.

Arrêté le 21 août par les Russes, participe aux « **négociations** » de Moscou. Membre du présidium comme titulaire depuis le 31 août, après avoir été « **maintenu** » dans ses fonctions par le XIV[e] congrès clandestin.

SIMUNEK Otakar (né en 1908)

Ingénieur chimiste, au P.C. en 1934 ; clandestin pendant la guerre ; ministre de l'industrie chimique de 51 à 54 ; membre du C.C. et suppléant du présidium en 54 ; ultérieurement représentant au Comecon et membre du présidium depuis 1958. Soutient Novotny en décembre 1967. Eliminé du présidium en avril 1968.

SLANSKY Rudolf (1901-1952)

Etudiant, adhère au P.C.T. en 1921, et entre dans l'appareil où il s'occupe des cadres ; l'un des chefs de file de la fraction stalinienne portée à la direction à partir de 1929. En U.R.S.S. en 1939, participe à l'insurrection des partisans slovaques en 1944. Secrétaire général du Parti après 1945, étend son autorité au détriment de Gottwald et de Zapotocky. Préside, au début, à la répression contre de vieux communistes, accusés de « **nationalisme slovaque** » ; rétrogradé en septembre 51, arrêté en décembre. « **Préparé** » pendant un an au procès public où il s'accuse de tous les crimes, trotskisme, titisme, sionisme, et prend à son compte la ligne politique de Gottwald de la « **voie tchèque vers le socialisme** ». Condamné à mort et pendu le 3 décembre 1952. Réhabilité sur le plan pénal en 1963, sur le plan politique en 1968.

SMRKOVSKY Josef (né en 1911)

Ouvrier boulanger, à la J.C., puis au P.C. en 1930 ; secrétaire du P.C. en 37, dans la clandestinité de 39 à 44, où il dirige le 4[e] C.C. clandestin ; dirige l'insurrection de Prague en 45 comme vice-président du C.N.T. ; commandant-adjoint des milices ouvrières en 48, ministre de l'agriculture, puis directeur général des fermes d'Etat ; révoqué en mars et arrêté en avril 51 ; quatre années de prison, libéré en 55, président de coopérative agricole ; réhabilité en 63, mais non réintégré au C.C. avant 1966 ; ministre des forêts

en 67, défend la thèse « **opposition, non ; protestataires, oui** » à l'égard des écrivains.

Intervient le 4 janvier au C.C. pour la démission immédiate de Novotny. Dès la fin février, participe à la campagne publique contre Novotny, orateur de masse dans tous les grands meetings du printemps. Entre au présidium à la place de Novotny fin mars ; élu en avril président de l'Assemblée nationale.

Arrêté le 21 août, signe les accords de Moscou qu'il explique avec une grande franchise. Son élimination exigée par les Russes, il donne lui-même le signal de la « **campagne de soutien à Smrkovsky** », demeure en janvier 1969 membre du présidium et vice-président de l'Assemblée fédérale.

SPACEK Josef (né en 1928)

Morave, fils de paysan, magasinier jusqu'en 48, puis études d'ingénieur. Diplômé de l'école du P.C., secrétaire régional en Moravie, au C.C. en 66.

Au présidium en janvier 68 ; révèle publiquement en mars les dissensions au sein du présidium du temps de la lutte contre Novotny.

Arrêté le 21 août 68 et emmené à Moscou. Conserve ses fonctions, mais est écarté du « **bureau du parti pour les régions tchèques** » sur injonction des Russes.

STROUGAL Lubomir (né en 1924)

Tchèque, études de droit pendant la guerre. Adhère au P.C. en 1945, carrière d'apparatchik. Ministre de l'intérieur sous Novotny de 1959 à 1965, puis secrétaire du C.C.

Quitte le secrétariat et devient vice-président en avril.

« **Libre de ses mouvements** » en août. Membre du présidium et de son exécutif en novembre et secrétaire du bureau du parti pour le P.C. tchèque. Prononce des discours menaçants lors de l'agitation qui suit la mort de Jan Palach.

SVITAK Ivan (né en 1926)

Tchèque, étudiant en philosophie, président en 47 des étudiants social-démocrates. Au P.C. lors de l'unification, qu'il a défendue. Exclu vraisemblablement fin 48. Professeur en 49. Après l'interdiction de plusieurs de ses ouvrages, exclu en 56 de l'Institut de philosophie, puis réintégré et à nouveau exclu. Révoqué en 64, fait de la « **figuration** », puis donne des « **cours clandestins** ». Plusieurs fois menacé d'arrestation.

Se proclame dès mars 68 partisan de la « **démocratie socialiste** » et hostile à la « **démocratisation** » ; fonde et anime en avril le K.A.N. ou « **club des sans-parti engagés** », ce qui fait de lui la cible des Russes et des conservateurs. Signe l'appel pour la légalisation du parti social-démocrate.

A Vienne en août 68, demande et obtient l'asile politique aux Etats-Unis où il enseigne.

SVOBODA Ludvik (né en 1895)

Tchèque, officier de carrière, déserte l'armée austro-hongroise pour rejoindre en 1917 la Légion Tchèque contre les Centraux et combat à partir de 18 dans ses rangs contre les bolcheviks. Avancement très lent après la guerre : chef de bataillon en 38. En 39, il passe en Pologne pour y organiser une unité tchécoslovaque contre les Allemands ; en U.R.S.S., où il commande les troupes tchécoslovaques, pendant la guerre ; général de division, lié à Khrouchtchev. Ministre de la défense nationale de 45 à 50, facilite par son attitude la prise du pouvoir en 48, l'année de son adhésion. Au C.C. et vice-président du gouvernement en 50, éliminé sur l'injonction de Staline, devient comptable dans une coopérative agricole. Rappelé sur la demande de Khrouchtchev en 54, dirige l'Académie militaire, puis, après 58, le service historique de l'Armée.

Candidat du P.C. à la présidence de la république en mars 68, élu à la place de Novotny.

Refuse le 21 août d'avaliser la formation d'un « **gouvernement ouvrier et paysan** » et se rend à Moscou pour négocier ; obtient la libération de Dubcek et signe les accords de Moscou. Membre de l'exécutif du présidium.

VACULIK Ludvik (né en 1926)

Tchèque, fils de charpentier, ouvrier chez Bata, puis étudiant et répétiteur ; au P.C., devient rédacteur à **Rude Pravo**, et écrit ses premiers romans. Prononce en juin 67 un retentissant discours au congrès de l'Union des écrivains ; est exclu du P.C. en septembre.

Collabore à **Literarni Listy**, à partir de mars 68, réintégré dans le P.C. Rédige le « **Manifeste des deux mille mots** ».

Il est à Prague, menacé d'arrestation, en août, mais refuse obstinément d'émigrer.

VACULIK Martin

Tchèque, secrétaire régional de réputation « libérale » à Brno ; affecté à Prague, y persécute les étudiants en 66-68 ; lance l'attaque des novotnyens contre Dubcek en décembre 67.

Suppléant du présidium en janvier 68, passe pour un des plus décidés des conservateurs. Désavoué par la conférence régionale de Prague, il démissionne, est remplacé au secrétariat régional et au présidium par B. Simon, et passe dans l'appareil du C.C.

Le 21 août 68, bouleversé par l'intervention russe et impressionné par la réaction populaire, il s'oppose au courant « réaliste » à la réunion du C.C. le 21 août au soir et en rend compte le lendemain au XIV[e] congrès qui l'élit au C.C. et au présidium.

Maintenu seulement au C.C. en septembre, il condamne publiquement l'intervention en novembre 68 encore.

ORGANES DIRIGEANTS DU P.C.T.

PRESIDIUM DU P.C.T.. EN 1968

Jusqu'au 5 janvier	Du 5 janvier au 5 avril	Du 5 avril au 31 août	XIV[e] congrès	Du 31 août au 17 novembre	A partir du 17 novembre
Cernik	Cernik	Cernik	(Cernik)	Cernik	Cernik *
Dolansky	Dolansky				
Dubcek	*Dubcek*	*Dubcek*	(*Dubcek*)	*Dubcek*	*Dubcek* *
Hendrych	*Hendrych*				
Chudik	Chudik				
Kolder	*Kolder*	*Kolder*			
Lastovicka	Lastovicka				
Lenart	Lenart	*Lenart* (S)		*Lenart* (S)	*Lenart* (S)
Novotny	*Novotny*				
Simunek	Simunek				
Kapek S	Kapek S	Kapek S			
Pastyrik S	Pastyrik S				
Sabolcik S	Sabolcik S				
Sadovsky S	*Sadovsky S*		*Sadovsky*	Sadovsky	Sadovsky
Vaculik S	Vaculik S				
	Bilak	Bilak		*Bilak*	*Bilak*
	Boruvka				
	Piller	Piller		Piller	Piller
	Rigo	Rigo			
	Spacek	Spacek	(Spacek)	*Spacek*	*Spacek*
		Barbirek		Barbirek S	Barbirek S
		Kriegel	(Kriegel)		
		Smrkovsky	(Smrkovsky)	Smrkovsky	Smrkovsky *
		Svestka			
		Simon S	(Simon)	Simon	Simon

			(*Cisar*)		
			Sik		
			Slavik	*Slavik*	*Slavik*
			Hrdinova	Hrdinova	Hrdinova
			Litera		
			Colotka		
			Silhan		
			Matecijek		
			Kabrna	Kabrna	Kabrna
			Hejzlar		
			Goldstuecker		
			Huebl		
			Moc		
			Simecek	Simecek	Simecek
			Husak	Husak	Husak *
			Zrak	Zrak	Zrak
			Tazky	Tazky	Tazky
			Pavlenda		
			Turcek		
			Samel		
				Mlynar	
				Erban	Erban *
				Hettes	*Hettes*
				Neubert	Neubert
				Pinkava	Pinkava
				Svoboda	Svoboda *
					Strougal *
				Polacek S	Polacek S

SECRETARIAT DU P.C.T. EN 1968

Jusqu'au 5 janvier	Du 5 janvier au 5 avril	Du 5 avril au 31 août	XIV[e] congrès	Du 31 août au 17 novembre	A partir du 17 novembre
SECRÉTAIRES					
Novotny (1)	*Novotny*				
Hendrych	*Hendrych*				
Kolder	*Kolder*	*Kolder*			
Koucky	Koucky				
Strougal	Strougal				
Sadovsky	*Sadovsky*	Sadovsky	*Sadovsky*		
	Dubcek (1)	*Dubcek* (1)	(*Dubcek* [1])	*Dubcek* (1)	*Dubcek* (1)
		Cisar	(*Cisar*)		
		Indra		Indra	Indra
		Lenart		*Lenart*	*Lenart*
			Mlynar	*Mlynar*	
			Slavik		
				Spacek	*Spacek*
				Bilak	*Bilak*
				Hettes	*Hettes*
				Kempny	Kempny
				Penc	Penc
MEMBRES DU SECRÉTARIAT					
Pastyrik	Pastyrik				
Pech	Pech				
M. Vaculik	M. Vaculik				
		Mlynar			
		Slavik		*Slavik*	*Slavik*
		Volenik		Kovalcik	Kovalcik
				Sekera	Sekera

(Les noms en italiques désignent des personnes appartenant *à la fois*, pour une période donnée, au présidium et au secrétariat. Le (1) désigne le premier secrétaire. la lettre S désigne les suppléants. L'ordre des noms est celui de la liste « officielle ».)

CHRONOLOGIE

1967

Gouvernement	Parti	Politique extérieure	Vie sociale
25 janvier : Smrkovsky ministre des eaux et forêts.			A partir de décembre, conflit entre les étudiants et le Parti à Prague (affaires Mueller et Holecek).
	7 février : condamnation de *Literarni Noviny* par Hendrych.		*7 mars :* le goût du pouvoir de L. Mnacko publié à Vienne.
	11 mars : remplacement d'Auersperg à la tête de la commission idéologique.	*3 mars :* traité polono-tchécoslovaque.	
			Juin : congrès de l'Union des écrivains. Discours de Ludvik Vaculik.
			Août : Mnacko émigre en Israël.
14 septembre : discours menaçant de Novotny.	*27-28 septembre :* au comité central, exclusion de L. Vaculik, Klima et Liehm. Décision de prendre *Literarni Noviny* aux écrivains.		
	30-31 octobre : heurt au comité central entre Novotny et les Slovaques.		*31 octobre :* manifestation des étudiants de Strahov.
	Décembre : le présidium divisé en deux groupes égaux.		*20 novembre :* meeting étudiant.
	19-21 décembre : début du plénum du C.C. sur le « cumul des fonctions ».	*8 décembre :* Novotny invite Brejnev à Prague.	*19 décembre :* rappel de réservistes.
	Décembre : tentatives des chefs militaires pour faire pression sur le C.C. afin de conserver Novotny.		*Décembre :* élection du Conseil académique des étudiants en philosophie.

1968

JANVIER

Janvier : remaniement ministériel repoussé.

3 au 5 janvier : plénum du C.C.

5 janvier : Novotny remplacé par Dubcek. Entrée de nouveaux membres dans le présidium.

16 janvier : Mamula remplacé par Prchlik à la 8e section.

21 janvier : article de Smrkovsky dans *Prace*.

24 janvier : Bilak premier secrétaire du P.C. slovaque.

12 au 16 janvier : délégation d'U.R.S.S. en Pologne et Allemagne de l'Est.

29-30 janvier : Dubcek à Moscou.

Janvier : mobilisation des milices populaires.

12 janvier : Dubcek à C.K.D.

25 janvier : Goldstuecker président de l'Union des écrivains.

FEVRIER

17 février : discours de Novotny contre les « forces droitières ».

25 février : fuite à l'étranger du général Sejna.

22 février : discours de Dubcek pour le 20e anniversaire du régime.

4 février : entretiens Dubcek-Kadar à Kormano.

7 février : entretiens Dubcek-Gomulka à Ostrava.

1 au 3 février : congrès des coopératives agricoles.

Février : tournées et discours de Smrkovsky, Boruvka, Sik dans les usines et coopératives.

28 février : Literarni Listy n° 1.

MARS

11 mars : rapport sur les réhabilitations.

14 mars : démission de Chudik.

15 mars : démission de Kudrna, ministre de l'intérieur et de Bartucka, procureur général.

16 mars : Cisar rappelé de Bucarest.

9-10 et 16-17 mars : conférences régionales du P.C.T.

16 mars : Spacek donne les noms des partisans de Novotny au présidium.

2 mars : fin de la conférence préparatoire des P.C. à Budapest.

6 mars : conférence du pacte de Varsovie à Sofia.
Manifestations d'étudiants en Pologne.

1er mars : révélations de la radio sur la censure.

7 mars : article de *Prace* sur l'affaire Sejna.

12 mars : Pastyrik, président des syndicats, démissionne.

13 mars : meeting de la jeunesse à Prague.
« Lettre ouverte » des étudiants aux ouvriers.

Mars : début des GREVES.

20 mars : le présidium des syndicats demande la démission de Novotny.

22 mars : démission de Novotny.

26 mars : réhabilitation de Slansky.

28 mars : Smrkovsky élu au présidium.

31 mars : Mlynar, dans *Rude Pravo*, se prononce pour un congrès rapide.

20-21 mars : Cernik à Moscou.

23 mars : conférence des Six à Dresde.

20 mars : meeting de la jeunesse au Palais Fucik à Prague.

21 mars : démission de Zavadil, président de l'Union de la jeunesse.

30 mars : Svoboda président de la république.

26 mars : article de K. Hager contre Smrkovsky.

22 mars : décision de créer l'Union des étudiants.

AVRIL

1er au 5 avril : session du C.C. et adoption du Programme d'action. Dubcek contre un congrès extraordinaire.

1er avril : fondation du K. 231.

3 avril : démission du général Lomsky, ministre de la défense.

5 avril : création du K.A.N.

8 avril : nouveau gouvernement présidé par Cernik.
Kriegel président du Front national.

8 au 10 avril : le plénum du C.C. du P.C.U.S. pour le renforcement du mouvement communiste international.

Publication de la « Lettre ouverte » des Polonais Kuron et Modzelewski.

18 avril : Smrkovsky président de l'assemblée nationale.

19-20 avril : conférences régionales du P.C.T. M. Vaculik remplacé à Prague par B. Simon.

25 avril : réhabilitation de Zd. Hejzlar.

25 avril : le maréchal Yakoubovski à Prague.

26-27 avril : grèves de lycéens contre la guerre du Vietnam.

MAI

2 mai : Koucky nommé ambassadeur à Moscou.

4 mai : Dubcek, Cernik, Smrkovsky, Bilak à Moscou.

5 au 7 mai : Longo à Prague.

8 mai : entretiens des Cinq (sans les Tchécoslovaques) à Moscou.

14 mai : fondation de l'« Action conciliaire ».

16 mai : le maréchal Gretchko à Prague.

15 mai : lettre à Kriegel du comité préparatoire social-démocrate. Fondation des comités ouvriers pour la défense de la liberté d'information.

17 au 25 mai : A. Kossyguine à Karlovy-Vary.

29 au 31 mai : délégation de la R.D.A. à Moscou.

29 mai : plénum du C.C. du P.C.T. Décision de convoquer le congrès pour le 9 septembre.

30 mai : début des manœuvres des troupes du pacte de Varsovie.

JUIN		*4 au 15 juin :* Smrkovsky à Moscou à la tête d'une délégation parlementaire.	*13 juin :* article paru dans *Literarni Listy* sur Imre Nagy.
		4 au 12 juin : manifestation d'étudiants à Belgrade.	
	19 juin : discussion entre les dirigeants du Parti et des milices populaires.	*13 au 15 juin :* Dubcek à Budapest.	
24 au 26 juin : session du parlement : abolition de la censure, réhabilitations, préparation de la fédéralisation.	*28 au 30 juin :* élection des délégués au XIV[e] congrès dans les conférences régionales.		*21 au 23 juin :* VI[e] congrès (extraordinaire) de l'Union des journalistes.
			27 juin : manifeste des « *Deux mille mots* ».
JUILLET	*3 juillet :* conférence à Bratislava des communistes de l'armée.	*4 juillet :* retour de Hajek de Moscou et Bucarest.	
10 juillet : création du Conseil national tchèque présidé par Cisar.	*12 juillet :* le présidium propose aux Cinq des entretiens bilatéraux.	*14 juillet :* départ des unités étrangères en manœuvre.	
		15 juillet : lettre des Cinq.	
	19 juillet : réponse du présidium à la lettre des Cinq.	*19 juillet :* W. Rochet à Prague.	
25 juillet : Hejzlar directeur de la radio.		*29 juillet :* début des entretiens de Cierna. Arrestation de Martchenko à Moscou.	
31 juillet : élections au présidium du Conseil national tchèque.		*31 juillet :* manœuvres de l'armée russe : 4 millions d'hommes.	
AOUT	*5 août :* annonce des résultats de Cierna et Bratislava.	*1[er] août :* discours de Cisar pour un renouvellement des rapports avec les Cinq.	
		3 août : entretiens de Bratislava.	
	10 août : projet de nouveaux statuts du P.C.T.	*9 au 11 août :* Tito à Prague.	
		12 août : entretiens avec la R.D.A.	
15 août : le conseil des ministres approuve la fédéralisation.		*15 au 17 août :* Ceaucescu à Prague.	

21 août : occupation militaire de la Tchécoslovaquie par les armées des Cinq.

21 août : arrestation du chef du gouvernement et du président de l'assemblée.	*21 août :* arrestation de Dubcek et de quatre membres du présidium.		
	21 août : convocation de la conférence des délégués.		
	22 août : tenue du XIV[e] congrès extraordinaire du P.C.T. : Dubcek réélu, Silhan intérimaire.	*23 au 26 août :* entretiens de Moscou, « accords ».	
	26 au 29 août : congrès du P.C. slovaque. Husak premier secrétaire.	*25 août :* manifestation à Moscou contre l'intervention, avec Pavel Litvinov et Larissa Daniel, qui sont arrêtés.	
	27 août : retour et discours de Dubcek.		
	28 août : déclaration du C.C. élu au XIV[e] congrès.		
30 août : annonce du rétablissement de la censure.	*31 août :* réunion et élargissement de l'ancien C.C.		
SEPTEMBRE			
3 septembre : démissions de Sik, Pavel, Kriegel.			
6 septembre : Erban président du Front national.	*6 septembre :* C.C. du P.C.T. : thèses sur la « normalisation ».	*6 septembre :* Kouznetzov à Prague.	*5 septembre :* interdiction du K.A.N. et du K. 231.
10 septembre : le gouvernement maintiendra la ligne d'après janvier.		*10 septembre :* accords économiques à Moscou.	
12 septembre : création du comité pour la presse et l'information.	*17 septembre :* création de l'exécutif du présidium.		
25 septembre : révocation de Hejzlar et Pelikan.		*26 septembre :* Lenart à Budapest à la conférence préparatoire.	
		27 septembre : délégation de la C.G.T. et Yakoubovski à Prague.	

OCTOBRE		*3-4 octobre :* entretiens de Moscou.	
	10 octobre : le présidium approuve les accords de Moscou.		*10 octobre :* réunion des « vieux communistes » à Prague.
	11 octobre : Dubcek attaque « les extrémistes ».	*16 octobre :* accord sur le stationnement des troupes.	*11 octobre :* Sik à l'académie des sciences.
			17 octobre : Sik en Suisse.
		20 octobre : les unités autres que les russes évacuent.	
			23 octobre : débat des historiens sur les accords de Moscou.
27 octobre : loi sur la fédéralisation votée.			*28 octobre :* 50e anniversaire de la République. Manifestation à Prague.
31 octobre : la loi signée.		*29-30 octobre :* réunion des ministres de la défense du Pacte.	
NOVEMBRE			*7 novembre :* manifestation à Prague.
			8 novembre : Reporter suspendu.
			10 novembre : nouvelle réunion des vieux communistes.
	14-17 novembre : le C.C. décide de ne convoquer ni le XIVe congrès ni celui du Parti tchèque. Strougal à l'exécutif du présidium.	*15 novembre :* discussions russo-tchécoslovaques à Varsovie.	*11 novembre : Politika* suspendu.
			17 au 21 novembre : grève des étudiants.

DECEMBRE		*3 décembre :* départ de Kouznetzov.	*5 décembre :* critiques de Polacek contre le gouvernement.
	12-13 décembre : session du C.C. sur les questions économiques et institutionnelles	*7-8 décembre :* entretiens russo-tchécoslovaques de Kiev sans Smrkovsky.	*10 décembre :* rumeurs sur le départ de Smrkovsky. Conférence de presse de Smrkovsky. Début de la campagne pour Smrkovsky.
	25 et 29 décembre : Husak attaque les animateurs de la campagne pour Smrkovsky.	*27 décembre :* arrivée de Katouchev à Prague.	*19 décembre :* accords entre étudiants et métallos.

1969

JANVIER	*5 janvier :* le présidium condamne la campagne Smrkovsky.		*8 janvier :* les ouvriers refusent d'imprimer *Tribuna.*
			15 janvier : meeting de la jeunesse et « Manifeste de Prague ».
			16 janvier : suicide de Jan Palach.
	24 janvier : Strougal annonce devant les milices qu'il n'y aura pas de congrès avant l'écrasement de l'opposition.		*20 au 23 janvier :* congrès des syndicats de Bohême-Moravie.
			25 janvier : grève générale et manifestation silencieuse pour l'enterrement de Jan Palach.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE
D'OUVRAGES PARUS EN FRANÇAIS

Pierre DAIX, *Journal de Prague*, Paris, Julliard, 1968. (Document capital, par le rédacteur en chef des *Lettres Françaises*.)

Roger GARAUDY, *La liberté en sursis, Prague 1968*, Paris, Fayard, 1968. (Un membre du B.P. du P.C.F. présente quelques textes de dirigeants et universitaires tchécoslovaques.)

Léopold GRUNWALD, Gustav HUSAK, Edouard GOLDSTUECKER, Eugen LOEBL, *Les perce-neige de Prague*, Tours, Mame, 1968. (Le gros de ce volume est constitué par une présentation, illustrée de textes, de Grünwald de l'évolution en Tchécoslovaquie jusqu'à l'intervention.)

Eugen LOEBL, *Procès à Prague*, Paris, Stock, 1969. (Le procès Slansky par l'un des condamnés.)

Artur LONDON, *L'Aveu*, Paris, N.R.F., 1968 (idem).

Jacques MARCELLE, *Le deuxième coup de Prague*, Ed. ouvrières, 1968. (Récit un peu hâtif parfois de la « révolution silencieuse » jusqu'à l'intervention.)

Michel SALOMON, Prague. *La Révolution Etranglée*. (Reportage et interviews d'un journaliste compétent sur la période qui va de janvier à août 1968.)

Josefa SLANSKA, *Rapport sur mon mari*, Paris, Mercure de France, 1969. (L'affaire Slansky vue et vécue par sa compagne.)

Michel TATU, *L'Hérésie impossible*, Paris, Grasset, 1968. (La très précieuse collection des articles du correspondant du *Monde*.)

Pavel TIGRID, *Le Printemps de Prague*, « Combats », Seuil, 1968. (Une tentative d'explication des événements précédant l'intervention faite par un émigré anti-socialiste ; beaucoup de textes intéressants.)

OUVRAGES COLLECTIFS :

— *Prague, l'été des Tanks*, Paris, « l'histoire à la une », Tchou, 1968. (Premier volume paru : souffre de la rapidité de la confection ; documents et témoignages intéressants.)

— *Pourquoi Prague ?* Paris, Taillandier, 1968. (Une « somme » de documents et d'analyses sur les raisons de l'intervention russe. Aussi précieux que difficilement utilisable.)

— *Les sept jours de Prague*, Paris, Anthropos, 1969. (Les documents essentiels des sept jours qui suivirent l'occupation : ouvrage capital.)

REVUES

Il nous est impossible d'effectuer un recensement complet des articles consacrés à la question tchécoslovaque. Nous désirons seulement signaler au lecteur le débat sur « *La Tchécoslovaquie et les nouvelles perspectives du socialisme* », paru dans *L'Homme et la Société* n° 10, octobre - novembre - décembre 1968, entre Karel Bartosek, Lubomir Sochor et d'autres sociologues tchécoslovaques et des sociologues français.

INDEX DES NOMS CITÉS

(Les noms en italique sont ceux des personnes à qui il a été consacré une notice biographique ; le numéro de page en italique renvoie à la notice.)

Alexandrov, 102.
Alexandrovski, 102.
Aragon, Louis, 188.
Auersperg, Pavel, 214.

Bacilek, Karol, 64-67, *195*.
Baczko, Bronislaw, 72.
Badowski, Kazimierz, 171.
Bakounine, Michel, 187.
Barak, Rudolf, *195*.
Barbirek, Frantisek, 54, 55, 103, 113, 114, 210.
Bartosek, Karel, 84, 95, 127, 129, 130, 135, 138, 141, 145, 222.
Bartuska, Jan, 38, 67, 215.
Benes, Eduard, 11, 70, 201.
Benes, Jan, 17, 65.
Beria, Laurent, 64, 67, 68, 188.
Bilak, Vassil, 54, 55, 67, 68, 76, 79, 80, 93, 103, 104, 113, 116, 151, 156, 166, *196*, 200, 210, 212, 215, 216.
Blazek, Vladimir, 55.
Boruvka, Josef, 23, 34, *196*, 209, 215.
Brasch, Thomas, 141.
Brejnev, Léonide, 8, 23, 40, 56, 67, 71, 76, 99, 103, 105, 119, 145, 180, 189, 214.
Brestansky, Josef, 38.
Brodsky, 67.
Budin, Stanislav, 113.

Caldarovic, Mladen, 178.
Ceaucescu, Nicolas, 105, 217.
Cepicka, Alexis, 66.
Cernik, Oldrich, 23, 25, 46, 54-56, 89, 90, 114, 116, 134, 146, 149, 150, 155, 156, 160, 162, 166, 168, *196*, 210, 216.
Chnoupek, Boris, 53.
Chudik, Michal, 23, 24, 38, 209, 215.
Cisar, Cestmir, 51, 93, 99, 104, 116, 127, 151, 156, 162, 168, *197*, 210, 212, 215, 217.
Colotka, Petr, 54, 153, *195*, 202, 211.
Cutka, 22.

Daix, Pierre, 38, 43, 65, 103, 188, 192, 221.
Daniel, Iouli, 139.
Daniel-Bogoraz, Larissa, 8, 9, 140, 181, 218.
Davico, Oskar, 178.
David, Vaclav, 132, 148, *197*.
Deutscher, Isaac, 85, 86, 186.
Djilas, Milovan, 167.
Doclakova, 79.
Doczgewant, Janusz, 175.
Dohnalova, 36, 65.
Dolansky, Jaromir, 23, 54, *198*, 210.
Doubek, 66.
Dremliouga, Vladimir, 140.
Dubcek, Alexandre, 6, 13, 21-23, 31, 33, 34, 41, 43-47, 52, 53, 55-58, 68, 69, 71, 73-78, 83, 89, 95, 103-106, 111, 112, 114, 115, 117, 118, 121, 125, 126, 129, 131-135, 137, 145-150, 153, 156, 160-162, 165-168, 180, 195,

196, *198*, 199, 203, 204, 208, 210, 212, 215-219.
Dutschke, Rudi, 85.
Dymacek, Michael, 134, 138, 149.
Dzur, Martin, 24, 54.
Effenberger, Vratislav, 85.

Epitchev, Dmitri, 77.
Erban, Evzen, 159, 211, 218.

Fierlinger, Zdenek, 71, *198*.
Fiser, Zbynek, 86.
Fried, Desider, 188.
Frybert, Jaroslav, 52, 54.
Fucik, Julius, 132.
Fucikova, Gusta, 132.

Galanskov, Iouri, 139.
Garaudy, Roger, 58, 221.
Gimes, Miklos, 6.
Goldstuecker, Eduard, 19, 31, 35, 40, 41, 51, 91, 116, 159, *199*, 211, 215, 221.
Gomulka, Ladislas, 5, 45, 69, 72, 77, 164, 180, 215.
Gorbanevskaja, Nathalie, 140.
Gorecki, Wiktor, 175.
Gosztonyi, Istvan, 68.
Gottwald, Klement, 16, 65-67, 195, 198, *199*, 206.
Gramsci, Antonio, 130.
Gretchko, Andréi, 77, 216.
Grigorenko, Piotr, 140, 181.
Guevara, Ernesto « Che », 9, 130.
Guinzbourg, Alexandre, 139.

Haas, Ludwik, 171.
Hajek, Jiri, 116, 127, 150, 161, *199*, 217.
Hager, Kurt, 47, 51, 216.
Hamouz, Frantisek, 54, 79, 128.
Hamsik, Dusan, 64.
Harich, Wolfgang, 171.
Havel, Vaclav, 69, 166.
Havemann, Frank et Florian, 141.
Hejzlar, Zdenek, 103, 104, 114, 116-119, 127, 128, 161, *200*, 211, 216-218.
Hendrych, Jiri, 16, 17, 19, 23, 24, 52, 54, 195, *200*, 210, 212, 214.
Hochman, Jiri, 54, 106, 107, 112, 119, 138, 141, 151, 165, 167, 169.
Hocik, Rudolf (en réalité Horcic), 101.
Hoffmann, Karel, 112, 130.
Holecek, Lubos, 18, 40, 41-45, 87, 94, 95, 134, 214.
Horakova, 199.
Huebl, Milan, 116, 127, 150, 211.
Husak, Gustav, 14, 15, 40, 54, 68, 114, 116, 120, 126, 129, 132, 150-153, 155, 156, 161, 163, 166, 180, 189, 195, 196, *200*, 211, 218, 220.

Iakhimovitch, Ivan, 76, 140.
Iakir, Piotr, 181.
Indra, Alois, 68, 71, 78, 90, 91, 93, 103, 104, 113, 114, 116, 166, *201*, 212.

Jakes, 113.
Janko, Vladimir, 24, 38.
Jelenkovic, Budimir, 178.
Jengler, Iouri, 140.
Jivkov, Teodor, 77.
Jodas, Josef, 132.
Johnson, Lyndon, 189.
Joukov, Iouri, 102.

Kabrna, Vladimir, 53, 116, 211.
Kadar, Janos, 77, 86, 99, 215.
Kadlec, Vladimir, 65.
Kalandra, Zavis, 71, 85, 104, 117, *201*.
Kalivoda, Robert, 75.
Kapek, Antonin, 35, 54, 132, 210.
Khrouchtchev, Nikita, 5, 34, 180, 193, 194, 208.
Kladiva, Jaroslav, 52.
Klima, Ivan, 17, 21, 46, 91, 92, 214.
Kodaj, 89-91, 111.
Kohout, Pavel, 16, 17, 40, 66, 105.
Kohoutek, 66.
Kolakowski, Leszek, 72, 174.
Kolar, Frantisek, 19, 20.
Kolder, Drahomir, 23, 24, 31, 38, 54-56, 93, 103, 104, 113-114, *201*, 210, 212.
Konstantinov, 99.
Kopecky, Vaclav, 65.
Kopriva, Ladislas, 64, 67, 195.
Korac, Veljko, 178.
Kosik, Karel, 40, 69, 72, 87, 117, 155.
Kossyguine, Alexis, 67, 77, 78, 105, 216.
Kosterine, Alexis, 181.
Koucky, Vladimir, 52, 209, 216.
Kouznetzov, Vassili, 127, 145, 147, 218, 220.
Kovanda, Karel, 42, 87, 134.
Krejci, Josef, 116.
Kriegel, Frantisek, 54, 55, 71, 90, 99, 104, 114, 116, 121, 127, 134, 150, 161, 197, *202*, 210, 216, 218.
Kudrna, Jan, 37, 38, 215.
Kulhanek, Filip, 134.
Kundera, Milan, 105.
Kuron, Jacek, 9, 72, 141, 173, 174, 216.
Kvachevsky, Lev, 140.

Lasota, Irena, 175.
Lastovicka, Bohuslav, 23, 52, *202*, 210.
Lederer, Jiri, 25, 154, 155.
Lehr, Frantisek, 84.

Lenart, Josef, 23, 25, 38, 54, 80, 114, 153, 166, *202*, 210, 212, 218.
Lénine, Vladimir Illitch, 14, 39, 84, 95, 99, 186, 188, 189.
Liberman, Evséi, 180.
Liehm, Antonin, 17, 21, 46, 214.
Likhatchev, 66.
Litera, Jaromir, 114, 117, 211.
Litvinov, Pavel, 8, 9, 140, 181, 218.
Loebl, Eugen, 64, 66, 162, 221.
Lomsky, 37, 111, 203, 216.
London, Artur, 188, 221.
Longo, Luigi, 216.

Machacova, Bozena, 116.
Machatka, Oswald, 86.
Malek, A., 138.
Malek, Z., 84.
Maleter, Pal, 6.
Mamula, Miroslav, 24, 27, 31, 189, 203, 205, 215.
Mao Tsé-Toung, 86.
Marchais, Georges, 189.
Markovic, Mihailo, 177, 178.
Martchenko, Anatole, 139, 140, 181, 217.
Marx, Karl, 36, 39, 84, 99, 176, 187.
Masaryk, Thomas, 70, 71, 198.
Medvediev, 181.
Mestek, Karel, 113, 132.
Michnik, Adam, 174, 175.
Mikova, Marie, 165.
Mikoyan, Anastase, 66, 67.
Mindszenty, 6.
Mlynar, Zdenek, 32, 45, 52, 56, 66, 131, 134, *203*, 211, 212, 216.
Mlynkova, Jirina, 70.
Mnacko, Ladislas, 16, 17, 140, 214.
Moczar, 72, 180.
Modzelewski, Karol, 9, 72, 141, 173, 216.
Mojzis, Vladimir, 93.
Molnar, Bohumil, 112.
Muckova, Kamila, 167.
Mueller, Jiri, 18, 41, 42, 87.
Mynar, Antonin, 84.

Nagy, Imre, 6, 86, 106, 217.
Nemcansky, Milos, 93, 117.
Nigrin, 67.
Novakova, Julia, 85.
Novomesky, Laco, 15, 196.
Novotny, Antonin, 6, 13, 15, 17, 21-27, 31, 33, 35, 38, 40, 41, 43-47, 51-55, 64, 66-68, 75, 78, 79, 105, 112, 128, 130, 133, 164-166, 180, 189, 196, *203*, 205, 207, 208, 210, 212, 214, 215.
Novy, Vilem, 79, 113, 167.

Opletal, Jan, 137, 160, 169.

Pacovsky, Rudolf, 161.
Palach, Jan, 156, 159-165, 167, 168, 199, 200, 202, 205-208, 220.
Palecek, 67.
Pastyrik, Miroslav, 38, 42, 132, 210-212, 211, 215.
Pavel, Josef, 14, 54, 66, 90, 99, 104, 112, 127, *204*, 218.
Pavlicek, Frantisek, 138.
Pavlovski, 113.
Pelikan, Jiri, 39, 80, 104, 128, *204*, 218.
Pelnar, Josef, 165, 166.
Pepich, Egyd, 37, 163.
Peprny, 46.
Petrovic, Gajo, 178.
Piller, Jan, 25, 55, 113-116, *204*, 210.
Pithart, Petr, 71.
Pocepicky, Josef, 66.
Polacek, Karel, 42, 43, 73, 145, 146, 151, 154, 211.
Pomian, Krzystof, 171.
Prchlik, Vaclav, 24, 27, 37, 54, 99, 105, 134, 150, 205, 215.
Prepsel, 91.
Prochazka, Jan, 17, 31, 40, 79.

Racovski, Christian, 181.
Rankovic, Alexandre, 180.
Rigo, Emil, 25, 55, 79, *204*, 210.
Rochet, Waldeck, 9, 189, 217.
Ruml, Jiri, 137, 165.
Rybacek, Ludvik, 70.
Rybar, Petr, 42, 87, 134.
Rytir, Otakar, 24, 132.

Sadovsky, Stefan, 211, 212.
Sakharov, Andréi, 139.
Salgovic, 112.
Samalik, Frantisek, 26, 58, 84, 94, 95, 129, 135, 138, 141, *205*.
Séguy, Georges, 189.
Seifert, Jaroslav, 87.
Sejna, Jan, 24, 37, 132, 204, *205*, 215.
Sekaninova-Catrkova, Gertruda, 134, 148.
Sekera, Jiri, 212.
Selucky, Radoslav, 69.
Sik, Ota, 21, 24, 26, 40, 54, 55, 75, 90, 104, 107, 116, 161, 167, 182, *205*, 215, 219.
Silhan, Venek, 114, 117-119, 126, 127, *205*, 211, 218.
Simon, Bohumil, 75, 80, 114, 116, 117, 128, 205, *206*, 208, 210, 216.
Simunek, Otakar, 23, *206*, 210.
Siniavski, Andréi, 139.
Sip, Emil, 105.
Skrabek, Karel, 85.
Slanska, Josefa, 64, 66, 221.
Slansky, Rudolf, 9, 46, 64-67, 195, 198, 199, 203, *206*, 216.
Slansky, Rudolf, fils, 66, 84.

Slavik, Vaclav, 23, 211, 212.
Smrkovsky, Josef, 14, 21, 25, 26, 32, 35, 37, 40, 44, 47, 51, 55, 71, 76, 77, 79, 89, 91, 104, 105, 114-116, 128, 131, 134, 145-156, 159, 160, 165, 196, 197, 200, *206*, 207, 210, 214-217, 220.
Snegov, Alexandre, 181.
Sochor, Lubomir, 84, 85, 117, 222.
Sommer, Josef, 66.
Soljenitsyne, Alexandre, 5, 16.
Spacek, Josef, 25, 34, 55, 114, 116, 127, 128, *207*, 210, 212, 215.
Staline, Joseph, 5, 6, 64, 66, 67, 85, 186, 188.
Stary, Oldrich, 87, 116, 138.
Stavarek, Josef, 135, 136.
Stern, Jan, 165.
Stevcek, Pavol, 69.
Strougal, Lubomir, 54, 73, 75, 116, 128, 132, 138, 148-150, 153, 163-167, 195, *208*, 211, 212, 219.
Studentkov, Anatole, 140.
Suchopar, Karel, 93.
Sulc, Jindrich, 105.
Sulek, 112.
Svermova, Marie, 40, 116.
Svestka, Oldrich, 36, 54-56, 93, 105, 112, 113, 154, 156, 210.
Svitak, Ivan, 32, 38, 39, 70, 87, *207*.
Svoboda, Alois, 136.
Svoboda, Ludvik, 51, 113, 114, 116-119, 120, 133, 134, 138, 148-150, 153, 160, 161, 199, *206*, 211, 216.
Syrucek, 69.
Szlajfer, Henryk, 174, 175.

Tadic, Ljubomir, 178.
Thant, 67.
Thorez, Maurice, 189.
Tigrid, Pavel, 17, 222.
Tiso, Jozef, 16.
Tito, Josip, 105, 177, 180, 217.
Toman, Vlastimil, 151, 161, 167.
Tomasek, Frantisek, 70.
Torunczyk, Barbara, 175.
Trotsky, Léon, 85, 168, 171, 185, 186, 201.
Tyl, Miroslav, 42.

Uhl, Petr, 86.
Ulbricht, Walter, 25, 45-47, 77, 102.
Urvalek, Josef, 64-67.

Vaculik, Ludvik, 16, 21, 45, 46, 73, 80, 87, 90, 91, 201, *208*, 213.
Vaculik, Martin, 54, 55, 75, 91, 113, 115, 204, *206*, 207, 209, 216.
Veber, Vaclav, 85.
Vodslon, Frantisek, 21, 23, 26, 134, 155, 167.
Vokrouhlicky, Zbynek, 41.
Vohnout, Josef, 130.
Vokac, 112.
Volf, Helmut, 136.
Volf, Rotislav, 136.
Vörös, Viktor, 78, 79, 87.
Vychinsky, Andréi, 36.

Weigel, Sandra, 141.

Yakoubovski, 216, 228.

Zaruba, Antonin, 127.
Zatopek, Emil, 87.
Zavadil, Miroslav, 37, 41, 91, 216.
Zboril, Zdenek, 41, 42, 87.
Zelenka, Jan, 17.
Zeliksson, 171.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 3

Chapitre I : Révolution de palais ? 11

Chapitre II : Le dégel 29

Chapitre III : Le plénum d'avril et le Programme d'action 49

Chapitre IV : Ceci concerne les ouvriers du monde entier 61

Chapitre V : Pause ou approfondissement ? 81

Chapitre VI : Préparation de l'intervention 95

Chapitre VII : L'intervention 109

Chapitre VIII : La « normalisation » 123

Chapitre IX : Pression de masse ? 143

Chapitre X : Vers l'affrontement ? 157

Chapitre XI : L'Internationale 171

Conclusion 183

Post-scriptum 191

Notices biographiques 193

Organes dirigeants du P.C.T. 209

Chronologie 213

Bibliographie sommaire d'ouvrages parus en français 221

Index des noms cités 223

LA VÉRITÉ

Revue Trotskyste

Rédaction et Administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10e)

ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros)	**12 Francs**
Sous pli clos	**15 Francs**
Etranger	**14 Francs**
Le numéro	**3 Francs**
Abonnement de soutien	**15 et 20 Francs**

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23

LE GERANT : PIERRE LAMBERT ——— Prix : 9 F. ——— IMP. CAVILLON CLICHY S/BOIS S&O